

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE - N° 14259 - 5 F

VENDREDI 30 NOVEMBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

... Le Monde • Vendredi 30 novembre 1990 25

Sagesse brésilienne et argentine

M. BUSH ne manquera pas d'apprécier le « cadeau » que viennent de lui faire le Brésil et l'Argentine, à quelques jours de la tournée qu'il entreprend en Amérique latine. Par l'accord qu'ils ont signé mercredi 28 novembre, les présidents des deux pays ont en effet renoncé, de manière apparemment irrévocable, à toute utilisation militaire de l'énergie nucléaire.

De la part des deux principales puissances de l'Amérique latine, ce geste met fin à une longue période d'ambiguïté. Aucune d'entre elles n'a ratifié ni même signé le traité de non-prolifération nucléaire (TNP), auquel ont adhéré, à ce jour, 141 États. Et si le Brésil avait lui-même proposé, en 1962, de faire du continent latino-américain une zone dénucléarisée, il continuait jusqu'à récemment de considérer comme « non en vigueur » le traité de Tlatelco qui résulte de cette initiative et que l'Argentine, pour sa part, n'a pas ratifié. Le gouvernement de Brasilia vient d'ailleurs de reconnaître qu'il a poursuivi secrètement pendant quinze ans un programme nucléaire militaire.

La crise du Golfe, et, avant elle, l'apparition de missiles de toutes portées dans les arsenaux de pays du tiers-monde ont forcé à l'ordre du jour le problème de la prolifération nucléaire et de ses dangers. Certes, les évaluations pessimistes faites dans les années 60 ne se sont pas concrétisées dans les défis annoncés à l'époque. A ce jour, le « club nucléaire » ne compte toujours, officiellement, que six membres, seule l'Inde ayant rejoint, par son explosion dite « pacifique » de 1974, le groupe des cinq puissances originelles.

Mais les pays soupçonnés de s'y préparer à y entrer, voire d'en faire déjà partie, sont toujours les mêmes qu'il y a un quart de siècle, avec quelques autres en plus, d'Israël à l'Irak et du Pakistan à l'Afrique du Sud. Ce n'est pas la toute récente adhésion de l'Albanie au traité de non-prolifération, qui change réellement cette situation.

Il est vrai que les excès de certains maximalistes ne facilitent pas toujours la stabilisation de la situation. La quatrième conférence de révision du TNP s'est achevée, en septembre dernier à Genève, sur un constat d'échec, le Mexique ayant insisté, malgré l'opposition des Occidentaux, pour obtenir un arrêt total de tous les essais nucléaires par tous les pays.

Il faudrait bien pourtant s'expliquer, avant la date d'expiration du traité en 1995, l'inégalité fondamentale que celui-ci crée entre ses signataires : ses obligations ne sont pas les mêmes pour les puissances nucléaires et pour les autres. C'est là l'une des raisons pour lesquelles deux membres du club nucléaire, la France et la Chine, ont toujours refusé de signer ce texte. Mais cela n'élève rien à la pression morale qui va s'exercer, la détente aidant, sur toutes les puissances nucléaires.

M 0147-11300-500 F



Misant sur l'indifférence des Occidentaux

Pékin déclenche une vague de procès politiques

Misant sur l'indifférence des Occidentaux, le gouvernement chinois a choisi le moment où Washington espère son soutien à la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies en faveur d'un recours à la force contre l'Irak, et où son ministre des affaires étrangères se trouve aux États-Unis, pour inculper six des principaux dissidents du « printemps de Pékin » et déclencher une vague de procès politiques. Accusés d'activités contre-révolutionnaires, les six - dont le dirigeant étudiant Wang Dan - risquent de lourdes peines de prison.

PÉKIN

de notre correspondant

Quand le trône chinois est fragile ou incertain de lui-même, il a tendance à sacrifier un peu de ce menu fretin grâce auquel il se maintient au pouvoir depuis plus de vingt siècles. C'est le versu du « mandat céleste ». Les hommes qui, en ce moment, semblent faire les frais de cette opération ne comptent guère plus à ses yeux. Ce qui importe avant tout, c'est de fournir l'image d'un pouvoir stable et d'aller au bout

d'une logique policière mise en branle dans l'après-Tiananmen. Les médias officiels n'en soufflent mot. Ces procès se déroulent dans des locaux inaccessibles aux étrangers. Les fonctionnaires qui y siègent sont à tel point avares de commentaires qu'ils refusent de recevoir les questions écrites de la presse. Cependant, il se confirme, de multiples sources, y compris officielles, que la machine judiciaire s'est mise en marche.

FRANCIS DERON
Lire la suite page 6

Manifestations et grève générale

Le gouvernement bulgare est gravement menacé

Le gouvernement bulgare est gravement menacé. Alors que les manifestations se succèdent et que le mouvement de grève s'amplifie et paralyse un pays déjà en proie à des difficultés sans précédent, le premier ministre, M. Andreï Loukanov, ex-communiste, a laissé entendre, mercredi 28 novembre, qu'il était prêt à quitter le pouvoir bien qu'il ait obtenu la semaine dernière la confiance du Parlement. Un gouvernement intérimaire, dirigé par une personnalité indépendante, pourrait être formé en attendant d'éventuelles nouvelles élections.

SOFIA

de notre envoyé spécial

Le premier ministre, M. Andreï Loukanov, du Parti socialiste bulgare (PSB, ex-communiste), a déclaré mercredi soir 28 novembre, au troisième jour de la grève déclenchée par le syndicat d'opposition Podkrepa, pour exiger son départ, qu'il ne démissionnerait pas « immédiatement ». Ainsi, il reconnaissait implicitement, après l'échec, en fin d'après-midi, des négociations avec l'Union des forces

démocratiques (UFD, opposition), que le principe de son départ était acquis et que celui-ci n'était plus qu'une question de temps. Le mouvement de grève s'étend. L'officielle confédération des syndicats indépendants, qui regroupe près d'un demi-million d'adhérents, a ainsi décidé d'appeler à cesser le travail à partir de jeudi 29 novembre, ce qui risque de paralyser totalement le pays.

JEAN-BAPTISTE NAUDET
Lire la suite page 5

L'aide allemande à l'URSS

Offre gratuite des stocks de vivres de Berlin-Ouest
page 35 - section D

Les conséquences de la baisse du dollar

Les États-Unis et la France s'inquiètent, mais l'économie de l'Allemagne n'est pas affectée
page 35 - section D

« Le Monde » Bruxelles

pages 7 et 8 - section A

AFFAIRES

■ Les déboires du comte Matuschka, enfant terrible de la finance allemande ■ Les réseaux du marketing multinationnel ■ DSM joue son avenir à quille ou double
pages 39 à 42

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 46

L'ONU et la crise du Golfe

Le Conseil de sécurité se prononce sur le recours à la force



M. Duménil a lancé, mercredi 28 novembre, un « ultimatum » à l'Irak avant de partir pour les Nations unies, où Bagdad vient d'être condamnée pour ses manipulations démographiques au Koweït.

Lire page 3 nos informations et l'article de SERGE MARTY

Quatre jardiniers pour les Tuileries

Le ministre de la culture, M. Jack Lang, devait présenter le 29 novembre les grands principes du réaménagement du jardin des Tuileries. Abandonnés depuis des décennies, ces vingt-sept hectares sont aujourd'hui dans un état pitoyable. Prolongement naturel du « plus grand musée du monde », en cours de rénovation, cet espace ne pouvait rester en friche plus longtemps. Huit jardiniers-paysagistes ont donc été consultés.

Le président de la République a retenu deux équipes : celle de Pascal Cribier et Louis Benech, ainsi que celle de Jacques Wirtz, à laquelle sera associé Icho Ming Pei, l'architecte de la Pyramide du Louvre. Jean Lebrat, directeur de l'établissement public du Grand Louvre, est chargé de suivre l'opération.

Les travaux devraient commencer dès le début de l'année prochaine (une enveloppe de 100 millions de francs leur a été consacrée dès 1991) pour s'achever idéalement le 21 septembre 1992, pour le bicentenaire de la République qui fut proclamée dans ce jardin, dans la salle du Manège, aujourd'hui détruite.

Lire page 15 l'article d'EMMANUEL DE ROUX

L'écurie Rocard au petit trot

Le premier ministre pousse ses pions dans l'appareil d'Etat, mais l'implantation du « Cabaroc » reste modeste

Courir sous la casaque Rocard dans le prix du président de la République n'est pas un handicap. Au sein du PS, le premier ministre n'est plus le pestiféré qu'il a été, les sondages le créditent de quelque chance d'entrer un jour à l'Élysée, et il s'y prépare. Comme il se doit, il use parfois de sa position pour placer ses amis là où il faut, mais, à la différence de certains de ses prédécesseurs, il n'en abuse pas.

Probablement faut-il voir là la marque d'une rigueur toute huguenote et d'un pedigree politique relativement atypique, celui d'un homme d'idées plus que d'appareil. Quoi qu'il en soit, fabiusiens, jospinistes et chevènementistes n'ont pas à nourrir d'inquiétudes : depuis deux ans et demi que leur champion occupe l'hôtel de Matignon, les rocardiens n'en ont pas profité pour noyauter l'appareil d'Etat.

Une bande de copains, pas une machine à exercer ou à conquérir le pouvoir : c'est en ces termes que les collaborateurs de Matignon aiment à se définir. En 1985, la bande en question s'est donné pour raison sociale « Cabaroc », l'« Association des anciens membres des cabinets de Michel Rocard », dont l'objet

déclaré est de « maintenir des liens » et d'« organiser des activités à caractère amical entre les collaborateurs » du premier ministre. La bande de copains se défend de se laisser aller, à l'enseigne de Cabaroc, à aucun copinage. « Ce n'est ni un bureau de placement, ni un club de pensée, ni la loge P2 », prévient son président, M. Jean-François Merle, conseiller technique. D'ailleurs, l'activité essentielle de l'associa-

tion se bornerait à l'organisation de pique-niques en famille, agrémentés de mémorables matchs de football. « Très convivial », comme dit M. Merle. Et certainement innocent. Les liens très forts qui unissent les proches de M. Rocard, et dont Cabaroc est une illustration, en font une famille plus qu'un clan politique.

BERTRAND LE GENDRE
Lire la suite page 14

LIVRES • IDÉES

Le juste prix

Les principaux prix littéraires viennent d'être attribués. 1990 marquera-t-il un tournant dans l'histoire de ces prix, menacés de discrédit, englués dans les méandres des luttes d'influence et des enjeux économiques ? Nous concluons aujourd'hui le dossier ouvert dans les numéros des 20 et 23 novembre.

Lire pages 30 à 33 : « Penique à bord », par JOSYANE SAVIGNEAU ; « Fébrilité » par PATRICK KECHICHIAN ; « Le métier de juré » et « Tout commença comme une force », par JEAN COUVREUR, membre du jury du prix Interallié ; « Les « cibles » de la maison Gracq » et « Interallié sous protection », par LAURENT GRELSAMER et DANIEL SCHNEIDERMAN.

« Crébillon, le style de l'amour » Ethnologie : sur les traces des Urus « Histoire : l'Algérie, par-delà le remords » Lettres italiennes : les fantômes bienveillants d'Anna Maria Oreste « Le feuillet de Michel Braudeau : « Le passage du Sphinx »

pages 25 à 34 - section C

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 850 m.; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 p.; Irlande, 180 IR ; Italie, 90 p.; Italie, 2.000 L.; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 160 ESC ; Royaume-Uni, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 PF ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

Economie

Un grand espace européen

par Lionel Stoléru

En cette fin du vingtième siècle, les trois pôles du développement économique mondial sont les États-Unis, le Japon et l'Europe. C'est à ce niveau que se posent les problèmes de l'équilibre économique mondial, au moment où se précise l'espoir d'une Europe unie. Comme la liberté politique et la liberté économique vont de pair, le cheminement en Europe centrale et orientale vers les élections libres, la multipartisance, la démocratie s'accompagne d'une transition vers le système de l'économie de marché. Certes, la Communauté ne saurait dès aujourd'hui s'élargir, par l'adhésion de nouveaux pays aux structures économiques hétérogènes. Mais d'autres formes de coopération existent.

Cette coopération suivra des rythmes différents selon les pays et les domaines concernés, mais permet de donner un contenu à l'ambition d'un « grand espace économique européen ». Elle s'inscrit ainsi dans le projet proposé par le président François Mitterrand d'une confédération européenne où se retrouveraient tous les pays d'Europe dotés d'institutions démocratiques, à égalité de dignité.

Le passage à l'économie de marché concerne l'URSS, les cinq pays d'Europe centrale (Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie), la partie orientale de l'Allemagne unifiée, la Yougoslavie, peut-être un jour l'Albanie. Bien évidemment, le véritable « continent » que constitue l'URSS requiert une approche tout à fait spécifique. Dans tous les cas, le passage au marché n'est pas seulement une mutation économique, c'est aussi une mutation sociale.

L'Europe occidentale, dans la compétition mondiale, a su garder une identité socio-culturelle qui, entre autres, se réfère au dialogue social, s'appuie sur un niveau élevé de solidarité et de protection sociale, comporte le souci majeur d'aménagement équilibré du territoire et une préoccupation constante de l'environnement. Si les pays de l'Europe centrale et orientale partagent cette conception du développement, ils doivent entrer dans le marché en adoptant des politiques qui respectent ces principes.

Dix formes de coopération

La coopération qui se met en place est très différente de celle qui prévalait dans les années 70 et 80. Il ne s'agit plus seulement de trouver des projets ponctuels (contrat d'achat de gaz, livraison d'usine clé en main...), mais de définir une coopération globale et structurée, voire structurante, qui pourrait s'organiser autour des dix thèmes suivants.

1. - Coopération macroéconomique : les difficultés de la transition vers le marché ont montré que le passage des séquences de décision sur les prix, le crédit, la monnaie, la propriété est d'une importance primordiale pour le succès de cette transition.

La France joue un rôle actif dans ce domaine. Le séminaire de l'OCDE du 28 au 30 novembre à Paris pourra préciser ce type de coopération.

2. - Coopération commerciale : au 1^{er} janvier 1993, la réalisation, entre les pays de la Communauté européenne, d'un marché intérieur unique sera achevée. Des accords européens d'association pourront unir la Communauté, de façon privilégiée, à chacun des pays d'Europe centrale et orientale et faciliteront l'ouverture de ceux-ci à l'ensemble du commerce mondial dans le cadre du système multilatéral d'échanges internationaux.

La coopération multilatérale, telle qu'elle s'organise au sein de l'opération PHARE, doit mettre l'accent notamment sur la constitution d'un cadre de concurrence minimale et sur la définition d'instruments juridiques multilatéraux, en matière de traitement et de protection des investissements étrangers dans les économies de l'Est, en vue d'éviter les surenchères coûteuses à ces États.

3. - Coopération sur la dette : comme cela a été souligné au sommet économique de Houston, au regard du problème de la dette, les pays qui entreprennent des réformes courageuses et fondamentales pour changer de système économique méritent une attention toute particulière. Tel est notamment le cas des pays de l'Europe centrale et orientale.

4. - Coopération pour la formation : si le passage au marché est rendu possible par les décisions des dirigeants, il est concrètement réalisé par les gestionnaires des entreprises. Un immense besoin de formation des hommes se manifeste donc dès à présent, qui ne peut être satisfait que dans une cadre international.

5. - Coopération pour l'entreprise : le passage au marché implique une réforme de la propriété qui permette à la fois le développement d'un secteur privé et la transformation des modes de gestion des entreprises publiques. La coopération internationale doit permettre de définir les statuts et les cadres juridiques de l'entreprise privée (en particulier le droit des sociétés, en s'inspirant des modèles européens existants et en recherchant un cadre comptable homogène) ; d'apporter l'expertise et les moyens d'une gestion renouvelée du secteur public et du transfert au secteur privé d'une partie des entreprises publiques et de mettre en place, en parallèle, un autre exemple sur les modèles européens, la procédure de faillite d'entreprises, qui permettra de sauvegarder l'emploi en faisant le tri entre les entreprises non viables et celles qui peuvent retrouver vie après restructuration.

6. - Coopération pour les reconversions : le changement de système économique peut bouleverser des secteurs entiers et des régions entières. Le maintien des équilibres régionaux impose des actions de reconversion d'une si grande ampleur que la coopération internationale doit venir renforcer les actions décidées au niveau national. Notre expérience des reconversions effectuées peut être utilement transmise aux pays d'Europe centrale et orientale.

7. - Coopération sociale : d'une part, il s'agit de gérer la période de transition, c'est-à-dire de remédier aux déséquilibres sociaux que vont créer, notamment du fait de l'inflation et du chômage, les réformes économiques, d'où le besoin d'un filet de protection sociale. D'autre part, il s'agit de

préparer le système social permanent qui assurera la protection sociale dans l'économie de marché. Il s'agit alors de faire bénéficier les pays d'Europe centrale et orientale de notre expérience, notamment en matière de droit du travail, de politique de la santé, de la famille et de la vieillesse.

8. - Coopération pour l'environnement : compte tenu du retard accumulé en Europe centrale et orientale, notamment au niveau des processus de production industrielle, une coopération plurilatérale en matière de protection de l'environnement pourrait être établie. A cet égard, l'Agence européenne pour l'environnement, récemment créée par les douze États membres de la Communauté, qui a vocation à s'élargir à l'ensemble des pays européens, pourra offrir un cadre approprié.

9. - Coopération agricole : à l'ouest comme à l'est de l'Europe, le jeu du marché et la recherche de la compétitivité doivent être contrebalancés par une organisation des marchés, compte tenu des besoins vitaux des populations en des caractéristiques spécifiques de l'espace rural. Un approfondissement de la réflexion commune s'impose sur cette question importante.

10. - Coopération pour les grands réseaux européens : dans le cas de l'énergie, les chocs pétroliers de 1973 et de 1979, l'actualité de la crise de l'Irak et du Koweït, montrent le rôle décisif de l'énergie dans la vie économique. Dans cette perspective, il importe de préciser pour le continent européen une coopération en matière de sécurité des approvisionnements énergétiques ainsi qu'en matière de sûreté des installations nucléaires. Des propositions telles que par exemple le plan Lubers ont déjà été formulées par des États membres de la Communauté.

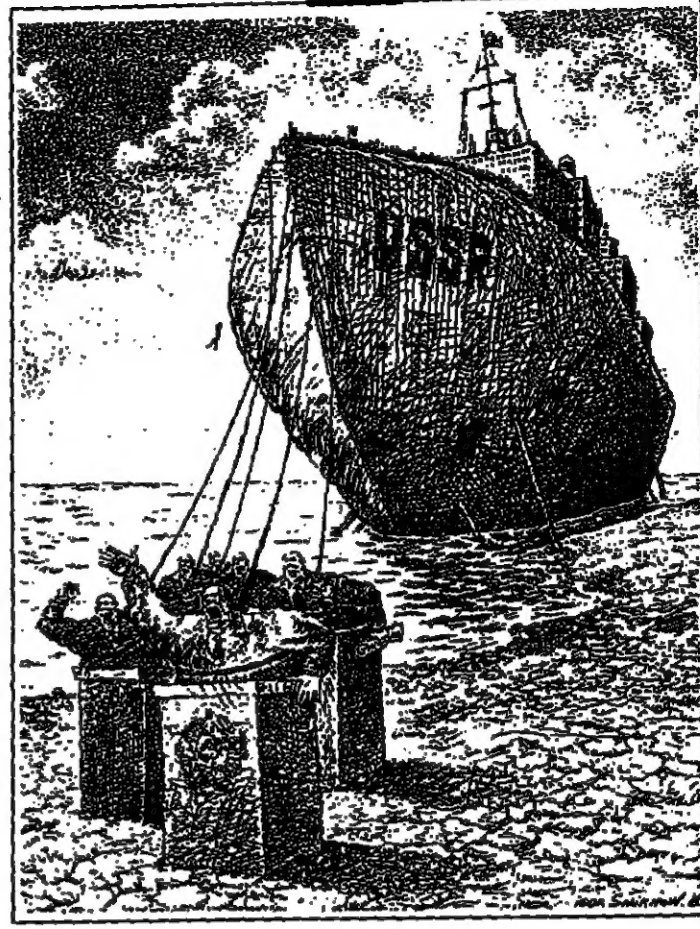
Nationalisme et balkanisation

Dans le cas des transports et télécommunications, chacun sait que le libre-échange des produits et la libre circulation des hommes n'ont de réalité pratique que si le réseau de transport est à la hauteur des besoins. Le « grand espace économique européen » aura d'existence que si le réseau autoroutier, ferroviaire et aérien et le réseau de télécommunications se mettent à l'échelle paneuropéenne.

Dans le cas de la recherche, l'Europe a connu des réussites spectaculaires, à l'Est comme à l'Ouest. L'accès de l'ensemble des pays d'Europe aux programmes de recherche existants dans certaines zones de l'Europe (Brite, Space, Eurka, etc.) doit être organisé pour permettre à long terme un développement harmonieux de tous les pays européens.

Tel a été l'esprit de la réunion internationale consacrée à la transition « plan-marché », qui, à l'invitation du premier ministre, s'est tenue à Paris le 8 novembre. Juste avant le sommet de la CSCE à Paris et le conseil européen à Rome, ce forum plan-marché, sans enjeu de négociation, a constitué un lieu d'échange d'expériences et de concertation.

TRAIT LIBRE



Société

Le temps de la culture

par Luc Ferry

DEPUIS ces derniers mois, aucun lieu commun ne nous aura été épargné sur le déclin de la culture et la « coupure avec la société civile ». Toutes les causes ont été évoquées : déclin des grandes idéologies messianiques, crise de la représentation due à une hyper-professionnalisation d'une classe politique repliée sur elle-même, « désertion civique » liée à la montée de l'individualisme, disparition de l'« ennemi » communiste, sur-médiatisme, etc. Je ne dis pas que ces diagnostics soient faux, loin de là. Mais ils laissent entière la question de savoir où sont allées se nicher nos anciennes passions militantes. Car, enfin, en politique comme ailleurs, l'antique principe des vases communicants doit bien avoir quelque réalité. Il serait fort étonnant qu'en une vingtaine d'années à peine le formidable investissement du politique qui caractérisait les années 60 ait purement et simplement fait place à l'« ère du vide ». Si la société, comme la nature, en a horreur, c'est en termes de déplacements qu'il faut sans doute penser cette fameuse crise de la représentation.

Déplacement vers l'éthique, tout d'abord. On a parlé de « génération morale » pour désigner au fond la réconciliation des jeunes avec la démocratie libérale. Je ne suis pas certain que l'expression ne galvaude pas quelque principe trop large pour elle, pas convaincu non plus que la génération de 68 fut moins « morale » que celle de 86. Mais à n'en pas douter elle traduit une réalité : tous les mouvements

sociaux de quelque importance qui apparaissent dans les années 80 affichent ostensiblement le caractère extrapolitique des valeurs de générosité et de solidarité. Cela vaut bien sûr de SOS-Racisme ou des « restos du cœur », mais aussi de l'écologie ou des syndicats toujours plus larges par des organisations telles que Médecins du monde qui prennent le relais du tiers-mondisme défunct. Et c'est très souvent en ce sens, du reste fort éloigné des origines, que le thème des « droits de l'homme » a remplacé les combats politiques d'autrefois.

Mais il me semble que, plus encore, on assiste à une véritable inflation de l'intérêt porté à la culture. L'existence, au demeurant assez récente, de politiques culturelles liées à l'institution d'un ministère n'a cessé de croître en importance dans les pays démocratiques, et ce ne sont plus les grands meetings qui mobilisent les foules, mais les concerts de rock et les expositions de Picasso, Klimt ou Velasquez qui font le tour du monde avec un égal succès. Certains musées ne désemplissent pas durant des mois après leur inauguration, et les querelles esthétiques, qu'on croyait d'un autre temps, reviennent au premier plan. Les hebdomadaires n'hésitent plus à faire leur « couverture » sur Mozart, tandis que des livres portant sur l'avenir de la culture deviennent, contre toute attente, des best-sellers.

Un phénomène durable

On pourrait multiplier les signes qui témoignent de ce passage du politique au culturel. S'agit-il d'une mode ou d'un phénomène durable ? Je pense que la seconde hypothèse est la bonne. Pour le comprendre, il faudrait pouvoir la restituer dans la longue durée. La naissance des sociétés modernes, démocratiques, est indissolublement liée au déclin de la religion comme idéologie structurante l'espace social. Bien sûr, la dimension religieuse n'a pas disparu dans les sociétés industrialisées, mais elle persiste seulement à l'état de croyance individuelle.

Cela signifie que, à la différence de ce qui a lieu notamment dans les pays islamistes, les lois et les normes ne s'enracinent plus pour nous dans des théologies, mais, en principe, dans la volonté du peuple ou, du moins, de ses dirigeants. Bref : nous sommes entrés dans l'espace de la laïcité. Or cette érosion du rôle social de la religion renvoie les individus à eux-mêmes. C'est sans doute cela qui définit au mieux le monde libéral moderne : le fait qu'il revient désormais à tout un chacun de trouver une signification à sa vie, sans pouvoir s'appuyer sur les grands récits qui servaient autrefois de repères col-

lectifs. Pendant deux siècles environ, des messianismes laïques (à commencer par le communisme) ont remplacé la religion dans son rôle de pourvoyeur de sens. On pouvait alors mourir « pour les générations futures », donc donner une signification absolue à la finitude humaine. C'est le déclin de ces messianismes qui est aujourd'hui relayé par le souci de trouver dans la sphère de l'éthique et dans celle de la culture des solutions individuelles à l'ancienne question du sens de la vie.

De l'image à l'écrit

Il nous devient de plus en plus difficile de justifier à nos propres yeux la vieillesse, la maladie ou la mort. A défaut, nous pouvons nous enrichir et nous épanouir. Se cultiver : voilà le mot d'ordre qui tend à remplacer la traditionnelle problématique du salut que la religion puis la politique avaient autrefois permis de traiter collectivement. Une telle évolution correspond en profondeur à la logique individualiste qui est celle des sociétés libérales.

Ce déplacement n'est pas sans danger. Pour les intellectuels et les politiques d'abord, qui devraient comprendre enfin que le temps des grands débats va remplacer celui des « grands desseins » et des grands systèmes. Mais aussi pour la culture. De même que tout n'est pas politique, nous l'avons appris aux dépens du communisme, tout n'est pas culturel. De là, me semble-t-il, l'urgence d'une réflexion sur la place du livre, et plus généralement de l'écrit, dans un monde où l'image et le son tendent à une domination quasi impériale.

Si la spécificité de l'humain se situe dans la culture, entendue comme capacité de s'arracher à l'univers naturel de l'instinct qui régit la vie des bêtes, l'écrit est, plus qu'aucune autre forme culturelle, le site privilégié de cette spécificité. A l'inverse des autres modes de communication, il suppose une prise de distance à l'égard du monde ambiant, il requiert une activité qui va à l'encontre de nos habitudes consuméristes. Même lorsqu'elle donne à réfléchir, la télévision implique toujours un moment d'adaptation, voire une accommodation, au sens que les biologistes donnent à ce terme. Au contraire, la lecture nous arrache à notre univers immédiat pour nous conduire dans un monde qui, pour être fictif, n'en est pas moins susceptible d'une vérité plus grande que celle de l'immédiateté sensible de la vie quotidienne. Et c'est par cette distance que l'écrit incarne aussi, infiniment mieux que l'image ne saurait le faire, les capacités critiques, indispensables à l'exercice de la démocratie.

Luc Ferry est philosophe, président de la Société pour la communication de l'écrit (SOCLE).

PTT

histoire d'une réforme

UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE SERVICE PUBLIC

Avec la réforme des PTT, le service public a fait la preuve de sa capacité à s'adapter aux défis des années 90. En moins de deux ans, près d'un demi-million d'agents des PTT se sont engagés dans une mutation historique, et avec eux des acteurs institutionnels, économiques, syndicaux.

Pour comprendre les enjeux et les étapes de cette réforme, un récit, des analyses, des documents, sur la modernisation d'un secteur stratégique pour le pays.

Hors-série gratuit, sur simple appel au ministère des PTT

NUMÉRO VERT

05 34 55 43

(hors région)

ou en composant sur votre Minitel 36.11 code PTT

COURBIER

Bonnes paroles pour l'Arménie

Les Français ont été les premiers à intervenir quelques heures après le tremblement de terre de Léninakan et de sa région. Des spécialistes ont été dépêchés sur place dès les premiers jours qui ont suivi. Mais aujourd'hui, que fait la France dans le Caucase ?

D'autres nations ont construit, qui une école comme l'Angleterre, qui un hôpital comme la Norvège, qui un orphelinat comme l'Italie, etc. La France n'a plus rien fait ; quelques associations franco-arméniennes se sont succédées dans la provision seulement. Chacun pourtant accorde son soutien moral à la reconstruction de l'école française de Léninakan. Mais quand il s'agit de parler clair, de parler budget et chiffres, l'on ne trouve plus personne. M. Alain Decaux soutient le projet encouragé par M. Robert Vigouroux, mais de bonne parole en bonne parole, l'action se perd dans les sables du présent.

SERGE VENTURINI ancien lecteur de français à Bréviaire

Journal

LA CRISE DU GOLFE

Avant l'examen du projet de résolution sur le recours à la force

Le Conseil de sécurité dénonce la destruction par l'Irak des actes d'état civil au Koweït

Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a lancé un « ultime appel » à l'Irak, mercredi 28 novembre, lors de la séance des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, afin que « la raison puisse triompher à Bagdad ».

Avant de représenter la France, jeudi, à la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU à propos d'un éventuel recours à la force contre l'Irak, M. Dumas a affirmé qu'« aucun signe n'est venu » de Bagdad après les dix résolutions successives adoptées par les

Nations unies. M. Roland Dumas a encore expliqué que, lors de la rédaction du projet de résolution sur une possible intervention militaire, la France a proposé comme date limite le 15 janvier plutôt que le 1^{er} janvier « pour donner toutes les chances à la paix et faire en sorte que l'embargo puisse donner ses effets jusqu'au milieu du mois de janvier ».

Puis le ministre a conclu : « Imaginons qu'au 15 janvier, au bout de six mois, aucune résolution du Conseil de sécurité

n'ait reçu le moindre commencement d'exécution : je le dis avec toute la gravité qui convient, c'est à l'Irak qu'il appartiendra de décider de son avenir, ce sont les dirigeants irakiens qui auront à choisir entre la paix, que nous souhaitons, voulons toujours et recherchons, et le risque de l'affrontement dans le camp de ceux qui souhaitent le droit et non aux côtés de ceux qui veulent le confisquer et qui lui préfèrent la force ».

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

Au lendemain de l'audition d'une dizaine de témoins sur les atrocités commises par les troupes irakiennes au Koweït et de la projection de photos apportant la preuve d'autres exactions, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, le 28 novembre, une nouvelle résolution (n° 677) condamnant Bagdad. Dans ce texte voté à l'unanimité des quinze membres du Conseil, ce dernier « condamne les tentatives irakiennes de modifier la composition démographique de la population du Koweït et la destruction des actes d'état civil établis par le gouvernement légitime » de ce pays. Parallèlement, le Conseil charge le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, de prendre sous sa garde une copie de toutes les pièces justificatives enregistrées jusqu'au 1^{er} août 1990, veille de l'invasion du Koweït. D'après certains calculs, près de quatre cent mille Koweïtiens et ressortissants étrangers ont quitté ce pays qui comptait 1,8 million d'habitants (dont huit cent mille Koweïtiens) avant l'invasion.

Cette résolution a été adoptée à l'issue d'une série de courtes interventions allant toutes dans le sens

d'une dénonciation de l'agression irakienne. La délégation américaine a saisi l'occasion pour souligner « l'échec de la politique irakienne », l'ambassadeur Pickering

La résolution 677

Voici les principaux extraits du texte de la résolution 677 :

« Le Conseil de sécurité (...) »

1. Condamne les tentatives faites par l'Irak pour modifier la composition démographique de la population du Koweït et détruire les actes d'état civil établis par le gouvernement légitime du Koweït ;

2. Charge le secrétaire général de prendre sous sa garde une copie du registre d'état civil du Koweït authentifié par le gouvernement légitime du Koweït et comprenant les actes d'état civil enregistrés jusqu'au 1^{er} août 1990 ;

3. Prie le secrétaire général d'établir, en coopération avec le gouvernement légitime du Koweït, des règles qui régiront l'accès à ladite copie du registre d'état civil et son utilisation ».

rappelant que : « Nous sommes tous liés, par les obligations de la Charte, à nous opposer à la politique de l'Irak, à obtenir le retrait des forces irakiennes et le rétablissement de l'autorité du gouvernement légitime du Koweït. En espérant que tout cela interviendrait bientôt. » Un rappel qui prenait tout son sens à la veille de la journée cruciale du 29 novembre, qui devrait déboucher, pour la deuxième fois dans l'histoire de l'ONU (le précédent exemple remontant au déclenchement de la guerre de Corée, en 1950), sur le recours éventuel à la force à l'encontre d'un pays membre convaincu d'agression envers un autre Etat membre. A quelques heures de la consultation, les positions de chacun des pays siégeant au Conseil se sont précisées.

Seuls le Yémen (unique pays arabe représenté au Conseil) et Cuba (adversaire acharné de la politique américaine) se prononceraient contre ce texte autorisant le recours à « tous les moyens » pour contraindre l'Irak, après le 15 janvier prochain, à se plier aux nombreuses résolutions votées par l'ONU à son encontre. Quatre des cinq membres permanents du Conseil (Etats-Unis, URSS, Grande-Bretagne, France) ont déjà fait savoir, plus ou moins discrètement, qu'ils appuieraient ce texte. Au cours d'un entretien qui s'est

déroulé à New-York le 29 novembre avec M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain, M. Qian Qichen, le chef de la diplomatie soviétique, a indiqué qu'il escomptait « un vote positif » du Conseil.

En revanche, le ministre chinois des affaires étrangères, M. Qian Qichen, a continué à manifester des réticences à l'égard du texte, sans préciser si la Chine, le cinquième membre permanent, irait finalement jusqu'à s'abstenir.

Durant la soirée de mercredi, M. Baker, qui s'est entretenu avec son homologue cubain, M. Isidoro Malmierca, parallèlement à une série de discussions bilatérales menées avec de nombreuses autres délégations, notamment africaines, s'est employé à lever l'hypothèque chinoise. Si elle se confirmait jeudi, cette abstention porterait incontestablement un coup sévère à la solidarité affichée par les Cinq depuis le début de la crise du Golfe, mais sans entraver en principe la liberté d'action du Conseil en vue d'un éventuel recours à la force, lequel ne figure pas explicitement dans le projet de résolution - en grande partie en raison de l'insistance chinoise pour éviter tout vocabulaire trop belliqueux dans ce texte qui fera date.

SERGE MARTI

Bagdad entre « fermeté » et offre de « dialogue »

Poursuivant sa tactique consistant à faire alterner proclamations guerrières et déclarations lénifiantes, le régime de M. Saddam Hussein a dans le même temps, mercredi 28 novembre, appelé les Etats-Unis à un dialogue direct et fait clairement savoir qu'il ne tiendrait aucun compte du vote d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU autorisant le recours à la force pour l'obliger à quitter le Koweït.

Le premier vice-premier ministre irakien, M. Taha Yassin Ramadan, a ainsi appelé M. George Bush à « entamer un dialogue » avec l'Irak en vue d'instaurer une paix globale (nos dernières éditions du 29 novembre). « Le président américain Bush, qui conduit le monde entier vers une guerre destructrice, n'a d'autre choix que de revenir à la raison et entamer un dialogue pour permettre à la région d'éviter les catastrophes de la guerre », a déclaré M. Ramadan.

Le responsable irakien a, parallèlement, réaffirmé la volonté de son pays de « bouter les agresseurs, les traîtres et les agents [à la solde des Etats-Unis], hors de la terre des arabes et de l'Islam ». « L'Irak refuse d'être sous la tutelle de quiconque et est déterminé à vaincre les forces du mal et à sortir victorieux » en cas d'affrontement, a-t-il encore dit, affirmant que son pays possédait « une importante quantité d'armes perfectionnées et des combattants expérimentés ». Le responsable irakien a d'autre part affirmé une fois de plus que son pays ne céderait pas sur ses droits « historiques » au Koweït.

Déjà, fin octobre dernier, M. Saddam Hussein avait annoncé sa disposition à « rencontrer » M. Bush pour régler la crise du Golfe et examiner les moyens de réaliser la paix et la sécurité au Proche-Orient. Cette fois-ci, comme auparavant, Washington a rejeté l'offre irakienne de dialogue direct. « La balle est dans le camp [de Saddam Hussein]. S'il veut

changer la situation, il peut le faire à tout moment », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater. « Nous n'allons pas approuver son agression en le récompensant avec de quelconques négociations », a-t-il ajouté.

Mercredi encore, à la veille de l'examen par le Conseil de sécurité du projet américain de résolution autorisant l'usage de la force, le président Saddam Hussein a adressé une lettre à l'ONU dans laquelle il dit « espérer toujours » que les Nations unies prennent en considération son initiative du 12 août appelant à résoudre en même temps tous les problèmes d'occupation au Proche-Orient.

Cependant, le procédé du compte-goutte, pratiqué par le régime irakien dans la libération des otages, poursuit son œuvre : l'ancien champion de boxe américain Cassius Clay (Mohamed Ali) a obtenu la promesse d'une libération de quatorze Américains, qu'il espère sortir d'Irak samedi, lorsqu'il quittera Bagdad. En outre, la trentaine de Belges otages ont toutes les chances de bientôt recouvrer la liberté, M. Saddam Hussein ayant « invité » le Parlement à « examiner la question du départ des ressortissants belges, compte tenu des prises de position et des déclarations du gouvernement, des délégations parlementaires et politiques belges en visite en Irak ».

Pour sa part, le député britannique Tony Bean a obtenu la liberté de quinze de ses concitoyens, tandis que quelque soixante-dix Italiens quittaient l'Irak mercredi en compagnie de Mgr Hilariou Capucci, ancien patriarche catholique de Jérusalem. Les Irakiens se sont montrés moins « flexibles » avec les Soviétiques, qui ne pourront quitter le pays qu'après l'expiration de leur contrat de travail, comme l'a rappelé un porte-parole officiel. Lundi, le Kremlin avait pourtant fait savoir qu'il adopterait une position plus dure vis-à-vis de l'Irak si celui-ci empêchait les ressortissants soviétiques de rentrer chez eux. - (AFP, Reuters)

Tout en critiquant Washington

L'Iran réitère son soutien aux décisions des Nations unies

Le colonel Kadhaifi a annoncé mercredi 28 novembre qu'il avait échoué en tentant dans une tentative de réunir cette semaine le président irakien Saddam Hussein et le roi Fahd d'Arabie saoudite pour « trouver une solution politique » à la crise du Golfe. Dans une déclaration lue à Tripoli par son ministre de l'information, le « numéro un » libyen a indiqué que les deux hommes avaient d'abord accepté son idée, mais que le souverain wahabite « s'est rétracté à la dernière minute ». Le colonel a par ailleurs critiqué l'attitude des protagonistes de la crise, affirmant que « la Libye est exaspérée » par leur comportement. « La crise ne concerne plus la Libye, et elle laissera les Saoudiens, les Koweïtiens et les Irakiens payer le prix de leur entêtement ».

D'autre part, à Téhéran, le ministre iranien des affaires étrangères a réitéré mercredi le soutien

de son gouvernement à l'indépendance du Koweït, affirmant que « l'Iran donne son aval aux décisions prises par le Conseil de sécurité des Nations unies visant à [le] libérer ». M. Velayati a néanmoins ajouté que « l'Iran s'oppose à l'argument invoqué sur ce sujet par les Etats-Unis » et à la « présence des forces étrangères dans la région ». « Comment les Américains, qui tentent d'agir sous une couverture internationale, justifient-ils leurs attaques contre la Grenade et le Panama ? », a-t-il demandé.

Enfin, un vice-ministre soviétique des affaires étrangères, qui se trouvait à Téhéran, a rendu hommage mercredi à « la position de principe » de l'Iran face « aux derniers développements de la crise du Golfe ». M. Vladimir Petrovski était porteur d'un message verbal de M. Gorbatchev à son homologue iranien, M. Ali Akbar Hashemi Rafsanjani. - (AFP)

Pour plus de 3 milliards de francs

La France livrera des armes de défense anti-aérienne à l'Arabie saoudite

La France livrera des matériels Crotale de défense anti-aérienne à l'Arabie saoudite, au terme d'un accord conclu mercredi 28 novembre, pour un montant supérieur à trois milliards de francs. C'est la société d'économie mixte SOFRESA, agence gouvernementale française sous tutelle du ministère de la défense, qui a été chargée de mettre au point le contrat. Depuis le début de l'année, et non compris ce dernier accord, la SOFRESA a vendu, 12 milliards de francs de matériels militaires français à l'Arabie saoudite.

Depuis l'invasion du Koweït par l'Irak, en août dernier, c'est le plus gros contrat d'armes françaises avec l'Arabie saoudite qui a été signé. Cette livraison a lieu dans les délais les plus brefs. En 1980, déjà, les Saoudiens ont acheté des Crotale à la France. Monté sur des véhicules à roues et transportable par avion, le Crotale est un système d'armes sol-air tout temps, basse et très basse altitude, destiné à la protection

d'unités mobiles ou d'installations fixes. La portée du missile est de 10 kilomètres en quelques secondes.

Pour la protection de son propre dispositif « Daguet », la France a déployé des sections de Crotale, relevant de l'armée de l'air, à la Cité militaire du roi Khaled. Ces sections sont composées d'unités d'acquisition-radar et d'unités de tir.

La SOFRESA a déjà vendu, depuis sa création, en 1974, pour environ 135 milliards de francs (valeur 1988) de matériels militaires (blindés, pièces d'artillerie, navires de guerre, hélicoptères et défense anti-aérienne) à l'Arabie saoudite. Selon des informations de bonne source, un autre contrat portant sur quelque trois milliards de francs est en discussion entre la France et l'Arabie saoudite. Sa signature attendue pour la fin de l'année porterait à près de 19 milliards de francs, en 1990, le montant global des ventes d'armes françaises aux Saoudiens.

Le président américain envisage de convoquer une session spéciale du Congrès

Le président George Bush « envisage fortement » de convoquer une session spéciale du Congrès sur le Golfe dans l'espoir de recueillir un soutien pour utiliser la force, a annoncé mercredi 28 novembre, le réseau de télévision CBS. Parallèlement, le leader de la minorité républicaine au Sénat, M. Robert Dole a indiqué qu'il y avait « plus d'une chance sur deux » pour que le Congrès soit convoqué en session spéciale. « Il est temps pour le Congrès d'entrer dans le jeu. Si nous voulons donner la meilleure chance à la paix, nous devons parler d'une seule voix et envoyer à

Saddam Hussein un message de force, de résolution et d'unité qu'il ne pourra ignorer », a souligné M. Dole.

Réagissant mercredi soir, le porte-parole de la Maison Blanche Martin Fitzwater, a déclaré qu'« aucune décision » n'avait encore été prise, mais que cette question d'une session spéciale serait discutée par le président Bush avec les dirigeants du Congrès vendredi, le lendemain de la discussion par le Conseil de sécurité de l'ONU d'une résolution autorisant l'usage de la force contre l'Irak. - (AFP)

Accusé de « menace contre la paix »

M. Bush sera jugé à Alger par un « tribunal international »

ALGER

de notre correspondant

Une quarantaine de personnes - juristes, écrivains, personnalités religieuses et politiques - ont annoncé, mercredi 28 novembre, leur participation en qualité de témoins, procureur ou défenseurs, à un « tribunal international chargé de juger George Bush et la politique américaine dans la crise du Golfe ». Convoqué à l'initiative de personnalités algériennes, ce tribunal se réunira à Alger du 10 au 12 décembre prochain. Le président américain est accusé de « menace contre la paix et la sécurité dans le monde ».

Au cours d'une conférence de presse dans la capitale algérienne, l'un des organisateurs a admis que les audiences devaient initialement se tenir à Bagdad, mais le président Saddam Hussein avait jugé préférable de laisser cet honneur à l'Algérie. Interrogés sur d'éventuelles « poursuites » contre les autres chefs d'Etat dont les troupes secondent les forces américaines dans le Golfe, les organisateurs ont déclaré qu'ils n'envisageront « que la responsabilité des Etats-Unis dans le déclenchement du conflit » tout en assurant que le tribunal, financé par des « dons et des cotisations », n'entend pas « préjuger de la culpabilité de George Bush ».

Parmi les personnalités qui seront présentes à Alger figurent notamment M. Roger Garaudy, ainsi que l'ancien président du Nicaragua,

M. Daniel Ortega, le professeur et député genevois Jean Ziegler, l'ancien archevêque de Jérusalem, Mgr Hilariou Capucci, et l'ancien ambassadeur à Paris de la Ligue arabe, M. Hamadi Essid. M. Jacques Vergès s'est porté volontaire pour assurer l'accusation contre M. Bush, qui sera défendu par M. Gilbert Collard, avocat marseillais « commis d'office ». M. Nabil Bouatta, du barreau d'Alger, et M. Jean Martin M'Bemba, du barreau de Brazzaville, participeront également aux débats. Avec leur confrère Vergès ils avaient tous trois assuré la défense de Klaus Barbie, condamné, en juillet 1987, à la détention perpétuelle pour crimes contre l'humanité.

G. M.

M. de Charette (UDF) soutient l'idée d'une intervention militaire. M. Hervé de Charette, député UDF du Maine-et-Loire, a indiqué, mercredi 28 novembre, à l'issue d'une rencontre à Paris avec une délégation koweïtienne, que les clubs Perspectives et Réalités, dont il est délégué général, « soutiendront toute initiative que le gouvernement français serait conduit à prendre pour contribuer à rétablir la souveraineté nationale au Koweït ».

Selon un sondage

57 % des Français sont contre la participation à un conflit

Cinquante-sept pour cent des Français ne souhaitent pas que la France participe à un conflit armé avec l'Irak, alors que 36 % le souhaiteraient (7 % sans opinion), selon un sondage SOFRES publié jeudi 29 novembre par le Figaro. En septembre, d'après un précédent sondage du même institut, 46 % des personnes interrogées étaient favorables à une telle participation française, contre 45 % qui y étaient opposées.

Aujourd'hui, 59 % des personnes interrogées jugent « probable » que la

crise du Golfe débouche sur un conflit militaire, contre 35 % qui estiment cette éventualité peu ou pas probable (6 % sans opinion).

67 % (contre 20) disent approuver l'action de M. François Mitterrand dans la crise du Golfe, et 52 % (contre 30) celle de M. George Bush. Lors d'une précédente enquête d'opinion de la SOFRES, en août, l'action du président français recueillait 75 % d'avis favorables (contre 15 défavorables) et celle de son homologue américain 66 % (contre 23).

Prix Fémina



PIERRETTE

FLEUTIAUX

NOUS SOMMES ETERNELS

ROMAN

nrf

GALLIMARD

PROCHE-ORIENT

ÉGYPTES

Les élections législatives sont boycottées par les deux principaux partis d'opposition

Plus de 6 millions d'électeurs égyptiens étaient appelés, jeudi 29 novembre, à choisir 444 députés parmi les 2 681 candidats en lice pour le premier tour des législatives. Ces élections anticipées sont dues à la dissolution du précédent Parlement par référendum, le 12 octobre. Le président Mubarak avait organisé cette dernière consultation à la suite d'un jugement prononcé en juin par la Haute Cour constitutionnelle estimant que le scrutin proportionnel de liste, en vigueur lors des élections de 1987, était anticonstitutionnel.

LE CAIRE

de notre correspondant

Costume gris, pochette de soie et lunettes cerclées d'or, Mohamed Madkour, candidat indépendant pour la circonscription de Hawadaya (20 kilomètres au sud du Caire) s'adresse sur un ton posé à 700 villageois venus voir le « candidat ». Cet informateur, ancien élève des Frères musulmans et de la Sorbonne, a un style qui plaît dans le village de Manouat. Projection de vidéo-clips sur écran géant, distribution de programmes électoral accompagnés de chansons sur des cassettes. Madkour tranche sur les autres candidats. Mais cela ne suffit pas. Il a derrière lui sa puissante famille et son clan. Il a beau être

partisan de la modernité, il ne peut pas oublier que son grand-père, son père puis son cousin se sont succédé au Parlement depuis 1924. Madkour est l'un de ces candidats indépendants qui ont quelque peu sorti la campagne électorale de la grisaille où elle se morfondait. A Port-Saïd, d'autres jeunes indépendants ont présenté leur candidature « pour s'amuser ». Ils se réunissent chaque soir pour tenir des parodies de réunion électorale où ils élaborent des programmes pour rire. L'un d'entre eux a même proposé de « reboucher le canal de Suez ».

Deux grands absents

En effet, la campagne électorale, en l'absence des deux plus grands partis d'opposition, le Néo-Wafd (libéral) et le Parti socialiste du travail (PST, islamico-socialiste), qui ont décidé de boycotter les élections, n'est pas une véritable campagne, et les principaux adversaires des 444 candidats officiels du Parti national démocratique (PND) au pouvoir sont... les 789 candidats du même Parti national démocratique inscrits sous l'étiquette indépendants.

L'absence du Néo-Wafd et du PST a été d'autant plus ressentie que au long de la campagne électorale qu'ils occupaient dans la chambre sortante près de 95 % de la centaine de sièges dont disposait l'opposition. Le Néo-Wafd et le PST exigent l'abrogation préalable de la loi sur l'état d'urgence

severant depuis 1981 et la supervision des élections par des magistrats. Le gouvernement, qui a rejeté les conditions des deux partis, les a accusés « de trahison et de trahison ». Une accusation qui pourrait contenir une part de vérité en ce qui concerne le PST. Ce parti, dont l'étiquette socialiste n'est que de pure forme depuis que les Frères musulmans l'ont infiltré, était en perte de vitesse depuis le début de la crise du Golfe. La confrérie n'a pas pu, en effet, adopter une position claire au sujet de cette crise. D'un côté, elle condamnait l'Irak pour son invasion du Koweït et, de l'autre, elle voyait les forces américaines envoyées en Arabie saoudite aux gémonies.

Face aux 1 233 candidats officiels ou indépendants appartenant à la majorité, il ne reste donc plus qu'une centaine de candidats émanant de cinq petits partis.

En fait, ce sont les vrais indépendants qui, en dehors du PND, risquent d'obtenir le plus grand nombre de sièges du fait de leurs attaches familiales, de leur popularité personnelle ou des centaines de milliers de livres dépensés pour acheter des voix à la campagne. Les Égyptiens se retrouveront donc très vraisemblablement avec un Parlement composé d'une majorité PND écrasante, face à une opposition morcelée en vingt ou trente tendances.

ALEXANDRE BUCCIANTI

Après quatre ans de brouille

La Grande-Bretagne et la Syrie ont rétabli leurs relations diplomatiques

La Grande-Bretagne a décidé, mercredi 28 novembre, de rétablir « immédiatement » ses relations diplomatiques avec la Syrie, a annoncé le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd. Ces relations avaient été rompues il y a quatre ans, après que le gouvernement britannique eut affirmé avoir la preuve « irréfutable » de la complicité du gouvernement syrien dans une tentative d'attentat contre un appareil de la compagnie israélienne El Al au départ de Londres.

Un « communiqué commun » syro-britannique, diffusé à Damas par l'agence de presse syrienne SANA, précise que les chefs des bureaux s'occupant des intérêts des deux pays seront nommés chargés d'affaires en attendant la désignation d'ambassadeurs, qui doit intervenir « le plus tôt possible ».

Dans un discours à la Chambre des Communes, M. Hurd a indiqué que la Syrie s'était engagée à faire des « efforts énergiques » pour faciliter la libération des otages occidentaux détenus au Liban. Selon M. Hurd, Damas a fourni à la Grande-Bretagne des assurances formelles sur son « rejet du terrorisme international » en s'engageant à en rejeter les actes de terrorisme international et s'engage à prendre les mesures nécessaires contre les auteurs de tels actes, si les faits étaient prouvés. Damas estime enfin qu'« il existe une différence entre le terrorisme et la lutte nationale, et ne considère pas la résis-

tance contre l'occupation israélienne comme du terrorisme », conclut le communiqué diffusé par SANA.

Engagements réciproques

A Damas, l'agence SANA a dressé, dans le communiqué qu'elle a publié, la liste de toute une série d'engagements pris tant par la Grande-Bretagne que par la Syrie. Londres s'engage, ainsi, auprès de Damas à « déployer des efforts en vue de trouver une solution au conflit israélo-arabe dès le retrait de l'Irak du Koweït et souligne qu'une conférence internationale pourrait jouer un rôle en vue d'une solution globale à ce conflit ». Tous jours selon SANA, la Grande-Bretagne « considère également comme illégale et inacceptable l'occupation par Israël du Golan, de la Cisjordanie, de la bande de Gaza, de Jérusalem-Est et du sud du Liban ». Le gouvernement britannique affirme en outre « son soutien aux accords de Taëf sur le Liban et apprécie l'engagement de la Syrie à aider le gouvernement libanais à mettre en application ces accords ».

De son côté, la Syrie affirme « rejeter les actes de terrorisme international et s'engage à prendre les mesures nécessaires contre les auteurs de tels actes, si les faits étaient prouvés ». Damas estime enfin qu'« il existe une différence entre le terrorisme et la lutte nationale, et ne considère pas la résis-

tance contre l'occupation israélienne comme du terrorisme », conclut le communiqué diffusé par SANA.

Il apparaît, en fait, que la position de la Syrie dans la crise du Golfe a grandement facilité le rétablissement des relations, comme cela avait été le cas, en septembre, pour l'Iran. Téhéran et Londres avaient rompu leurs relations en mars 1989 à la suite de l'affaire Rusdie. Les relations entre Londres et Damas avaient été rompues le 24 octobre 1986 à la suite du procès de Nezar Hindawi, condamné à quarante-cinq ans de prison pour avoir tenté d'introduire, en avril de la même année, une bombe à bord d'un appareil de la compagnie El Al au départ de Londres. Le gouvernement britannique avait affirmé, à l'époque, avoir la preuve « irréfutable » d'une implication des services secrets syriens dans la tentative d'attentat. Sur ce point, M. Hurd a indiqué que la Syrie avait fourni aux autorités britanniques un « rapport confidentiel ».

La reprise des relations avec la Syrie, après le rétablissement de liens diplomatiques avec l'Iran, réduit considérablement le handicap de la Grande-Bretagne sur la question de ses otages encore détenus au Liban, étant donné le rôle de premier plan joué par Damas et Téhéran dans cette affaire. Trois Britanniques sont encore retenus en otage au Liban : le journaliste John McCarthy, l'envoyé de l'archevêque de Cantorbéry, Terry Waite, et un pilote à la retraite, Jack Mann. (AFP)

LIBAN

Les pérégrinations de l'ambassadeur des Etats-Unis

BEYROUTH

de notre correspondant

L'ambassadeur des Etats-Unis est de retour au Liban après un an et trois mois d'absence. Ce n'est d'ailleurs pas le même ambassadeur qui arrive : M. John McCarthy était parti le 6 septembre 1989 à la suite d'un conflit aigu avec le général Aoun - maître des lieux à l'époque - qui s'était notamment traduit par des manifestations devant l'ambassade; c'est M. Ryan Crocker qui est arrivé, mercredi 28 novembre, pour ouvrir le poste.

Entre-temps, il est vrai, l'ambassade n'a pas été officiellement fermée, et M. McCarthy, qui avait

passé un an au Liban sans présenter de lettres de créances, était venu spécialement, trois mois après son départ, pour les remettre au président René Moawad, trois jours seulement avant l'assassinat de ce dernier.

Ayant quitté le Liban, M. McCarthy se rendait de Taëf à Paris, Chypre et Washington, au gré des errements de la classe politique libanaise. M. Crocker, qui l'a officiellement « remplacé » en juillet 1990, aura à son tour passé les quatre premiers mois de ses fonctions hors de son poste. Il n'est pas dit, d'ailleurs, qu'il restera à demeure.

L'ambassade des Etats-Unis, à l'origine sise à Beyrouth-Ouest

(secteur musulman) où elle avait été détruite par un attentat commis en 1983 par le Hezbollah, s'était déplacée en secteur chrétien, où elle avait subi derechef un attentat au camion-suicide, exécuté aussi par les intégristes musulmans, avant d'être en butte aux avanies des « aounistes ».

Le retour de l'ambassadeur des Etats-Unis coïncide avec la naissance du « Grand Beyrouth ». En même temps que celle du président et du gouvernement libanais, il conforte la position des Forces libanaises, la milice chrétienne qui s'est retrouvée aux côtés de Washington pour éliminer le général Aoun.

LUCIEN GEORGE

AFRIQUE

TCHAD : les troubles dans l'est du pays

La France renforce le dispositif « Epervier »

M. François Mitterrand a présidé, mercredi 28 novembre, une réunion, avec « les ministres concernés », consacrée notamment à la situation au Tchad. Une compagnie du 2^e régiment de parachutistes (REP), composée d'une centaine d'hommes, devait quitter, ce jeudi matin, Calvi pour N'Djamena, où elle sera stationnée, afin d'assurer la sécurité des résidents français. Le porte-parole du Quai d'Orsay avait indiqué, la veille, que la France ne voyait dans la situation au Tchad qu'une affaire « tchado-tchadienne » dans laquelle elle n'avait pas à intervenir.

Dans les milieux proches de l'ambassade du Tchad à Paris, on a critiqué cette attitude. « Nous ne comprenons pas », affirme-t-on, l'attitude confuse de Paris qui va jusqu'à nier l'implication de la Libye. Le Tchad, ajoute-t-on en substance, n'a jamais dit que l'armée libyenne participait directement aux combats, mais qu'en revanche « la Libye entretient et alimente la subversion » au Tchad.

L'issue des combats est toujours incertaine. Les autorités locales affirment, mercredi, avoir la situation en main à la frontière tchado-soudanaise, tandis que la rébellion semble gagner vers l'intérieur. Certaines informations font, en effet, état d'une nouvelle poussée rebelle en direction d'Oum el-Khalouf-Kalait et d'Arak, situées à environ 160 km à l'intérieur du pays.

Les troupes gouvernementales tchadiennes contrôlent les localités de Guereda, Iriba et Adré, situées loin de la frontière tchado-soudanaise et ont fixé les rebelles d'Idriss Deby dans la région de Tind, affirmait-on, mercredi, à Paris, de

sources informées tchadiennes. Selon ces mêmes sources, les « bilans triomphalistes » diffusés par la rébellion sont « fortement exagérés ». A les en croire, les pertes des forces gouvernementales s'élèvent seulement à « trois cents tués et blessés » et à une dizaine de véhicules détruits. La rébellion, « qui ne compte qu'environ deux mille hommes », estiment ces sources, est dans l'incapacité de remporter une victoire marquante et se cantonne dans « une guérilla limitée à une

infime portion du territoire national ».

Le Mouvement patriotique du salut d'Idriss Deby qui semble conserver l'initiative sur le terrain, affirme, en revanche, dans un communiqué diffusé, mercredi, à Paris, tenir toujours les localités d'Iriba, Guereda et Goz-Beida. Le président Hissène Habré serait en train de réorganiser son armée devenue, selon certains experts, « trop classique, trop lourde » et peu apte à mener des opérations de contre-guérilla. (AFP)

LIBÉRIA : sous l'égide de la CEDEAO

Signature d'un accord de cessez-le-feu à Bamako

Un accord de cessez-le-feu a été signé, mercredi 28 novembre, à Bamako, au Mali, par les trois parties belligères, au terme d'un sommet extraordinaire de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cet accord a été signé par MM. Charles Taylor pour le Front national patriotique du Libéria, Noah Bordolo pour le Front national patriotique indépendant de Prince Johnson, le capitaine Wilmo Diggs pour les Forces armées libériennes et par le président en exercice de la CEDEAO, M. Dawda Jawara, le président gambien.

Cet accord, dont le contenu n'a pas encore été dévoilé, serait un document différent de l'accord signé, fin octobre, par les rebelles de Prince Johnson et les Forces armées libériennes. Dans un communiqué final, les chefs d'Etat et de délégation de la CEDEAO ont insisté sur « la nécessité de parvenir de

toute urgence à un cessez-le-feu total à observer par toutes les parties belligères, condition préalable au rétablissement de la paix et d'une situation normale sur l'étendue du territoire libérien ».

La signature de cet accord de cessez-le-feu n'a pas été facilement obtenue. M. Taylor avait posé comme préalable la dissolution du gouvernement intérimaire du professeur Amos Sawyer, qui a prêté serment il y a une semaine. De fait, il n'est nulle part fait état du sort réservé à ce gouvernement.

Les observateurs estiment que la signature de cet accord de cessez-le-feu par les trois parties belligères n'est sans doute pas une garantie sûre pour le retour effectif de la paix dans ce pays, éprouvé par plus de onze mois d'une guerre civile qui a coûté la vie à plusieurs milliers de personnes. (AFP)

MAROC : le sort des prisonniers politiques

Droits du roi, droits de l'homme...

RABAT

de notre envoyé spécial

Beaucoup de bruit pour pas grand-chose ? Pour le roi Hassan II, le chef du pouvoir exécutif de l'intérieur et de l'information, les rapports qui s'accroissent sur son bureau et qui font état de violations graves et répétées des droits de l'homme ne sont que « des bruits de mensonges ». Et de citer, pour illustrer son propos péremptoire et sans surprise, un proverbe marocain : « Le deuil est grand mais le mort est une souris... ».

Bâti sur des ragots, des rumeurs, mais aussi sur beaucoup de faits concrets et avérés, le pamphlet de Gilles Perrault, Notre ami le roi, a vulgarisé la cause des droits de l'homme au Maroc mieux que ne l'avaient fait les innombrables rapports publiés sur ce sujet par diverses organisations humanitaires, dont il s'est, cependant, largement inspiré. Du coup, ceux qui, non sans courage, tentent, sur place, de militer pour l'instauration d'un véritable Etat de droit se sentent encouragés. « Maintenez que toutes ces affaires, nous allons pouvoir en profiter pour intervenir plus franchement », assure M. Khalid Neciri, président de l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH).

Facile à dire ! Car le pouvoir qui a en face de lui trois organisations de défense des droits de l'homme - qu'il a en vain essayé de noyer avant de se résigner à créer la sienne - même le vie dur à ceux qui militent en leur sein. « Les autorités nous ignorent ; elles ne nous reçoivent pas et ne répondent pas à notre courrier », confie M. Neciri. Sa règle de conduite, c'est de « ne faire ni impasses... ni vagues », d'agir dans la discrétion pour ne pas gêner la petite chance qu'il a d'être entendu.

La règle du jeu

Les partis d'opposition sont, eux aussi, mal à l'aise pour exprimer leurs vrais sentiments sur ce chapitre des libertés. « On vit une contradiction : des acquis politiques d'un côté, des atteintes aux droits de l'homme de l'autre », constate M. Fathallah Quelouli, chef du groupe parlementaire de l'Union socialiste des forces populaires (USFP). Quant à M. Neciri Yata, rédacteur en chef du quotidien procommuniste, El Bayane, il semble se satisfaire des limites apportées

au droit d'expression. « On ne se sent pas à l'étroit dans ce cadre », affirme-t-il. Nous nous comportons en journalistes responsables et pratiquons volontairement l'autocensure ».

Certes la « répression » n'obéit pas, comme souvent en Afrique, au pur arbitraire du prince, mais se conforme à une stricte règle du jeu, à savoir le respect de trois valeurs sacrées : « Dieu, la patrie, le roi ». Pour Hassan II, ne peuvent pas être considérés comme de « vrais Marocains » et traités comme prisonniers politiques ceux qui transgressent ce code de bonne conduite. C'est dire que les espaces de liberté sont si étroits qu'il n'est guère possible de s'y mouvoir à son aise.

Serviteurs souvent trop zélés d'un pouvoir qui n'est pas très regardant en la matière, gendarmes, policiers et enquêteurs ne se privent pas d'utiliser, de manière quasi-systématique, la torture contre tous ceux qui tombent entre leurs mains. Ne serait-ce que pour des broutilles, « On commence par tabasser, et tabasser si fort que, parfois, mort s'en suit », raconte un responsable de l'OMDH. « Ces bavures ne sont pas niables », se contente-t-on de répondre dans certains milieux autorisés.

Au fil des années, les garanties dont bénéficiaient les justiciables ont été rognées. « Au départ, les textes marocains, calqués sur les textes français, étaient bons », souligne un avocat. Mais, notamment après les complots contre le roi en 1971 et 1972 et l'émergence du Front Polisario, le code des libertés publiques et le code de procédure pénale ont été modifiés dans le sens d'une plus grande sévérité.

Et que dire de la violation des textes en vigueur, notamment des délais de garde à vue qui dépassent les six jours légaux pour de simples délits et qui, pour des affaires sérieuses, se comptent en semaines, en mois, voire en années. Que dire aussi des procès bâclés qui se multiplient, en particulier contre des étudiants et des islamistes ? Comment justifier, entre autres « irrégularités », le maintien en détention, après l'expiration de leur peine, de dizaines de prisonniers, dont des officiers impliqués dans les tentatives de coup d'Etat en 1971 et 1972 ?

Autant que l'on puisse le savoir, il y aurait aujourd'hui environ trois cents prisonniers politiques. Le plus célèbre d'entre eux, Abraham Sarfaty,

condamné en 1977 à la réclusion à perpétuité, bénéficie, avec le dernier carré - six sur cent trente-sept - de ses compagnons de route gauchistes, d'un traitement de faveur : droit de visite, accès aux soins médicaux, lecture de la presse, etc. Certains de ceux qui ne sont pas sous les feux de la rampe ont entamé des grèves de la faim pour obtenir une amélioration de leurs conditions de détention. Quant à la famille du général Mohammed Oufkir, qui paye cruellement pour sa félonie, elle vit depuis 18 ans, en résidence surveillée. « Une affaire un peu délicate, note-t-on dans certains milieux autorisés, qui trouvera sa solution dans un délai raisonnable ».

« Jardin secret »

Reste la face voilée de la répression - probablement la plus impitoyable - dont il est difficile de dessiner les contours dans la mesure où il est interdit à quiconque de pénétrer dans le « jardin secret » du roi. La liste des « disparus », morts ou jetés aux oubliettes, est certainement beaucoup plus longue - des centaines ? - que la poignée de noms jetés sur une feuille de papier par l'OMDH à court d'informations fiables. Il faut donc, faute de mieux, se contenter de rumeurs, alimentées notamment par les rares messages de détresse que des prisonniers sans matricule réussissent à faire parvenir à leurs proches, depuis un certain bague de l'azammar par exemple, d'où, dit-on, personne ne serait encore sorti vivant.

Affabulations que tout cela ? Le silence et la gêne des gens au pouvoir ajoutent du crédit aux témoignages de ceux qui osent parler. Hassan II peut-il dormir du sommeil du juste ? Il y a un an, il avait déclaré, au cours de « L'heure de vérité », sur Antenne 2, que « si 1 % des violations des droits de l'homme dénoncées par Amnesty International, étaient vraies, [il] ne fermerait pas l'œil de la nuit... ».

JACQUES DE BARRIN

Appels à la grève. - La Confédération démocratique du travail et l'Union générale des travailleurs du Maroc, deux syndicats proches de l'opposition, ont appelé mercredi 28 novembre à une grève générale de vingt-quatre heures, le 14 décembre prochain, contre la « politique d'abandon des acquis sociaux » du gouvernement. (AFP)

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : la formation du gouvernement

M. Major souhaite « un pays à l'aise avec lui-même »

M. John Major a formé, mercredi 28 novembre, un gouvernement qui reflète, davantage que le précédent, les différentes tendances du Parti conservateur, en particulier de sa gauche. En donnant un portefeuille à M. Michael Heseltine, le « tombeur » de M. Thatcher, le nouveau premier ministre accorde une amnistie symbolique à tous ceux qui ont contribué à la chute de celle-ci. En maintenant M. Douglas Hurd au Foreign Office, il semble approuver la ligne pro-européenne de ce dernier. Enfin et surtout, il a verrouillé le ministère-clé, celui qu'il occupait, en confiant le poste de chancelier de l'Echiquier à M. Norman Lamont, qui fut le chef d'orchestre de sa campagne dans la course au leadership conservateur.

LONDRES

de notre correspondant

M. Major vit une lune de miel avec l'opinion. Selon un sondage de l'Institut Harris, près de 60 % des Britanniques estiment qu'il gagnera les prochaines élections. Une frange appréciable de ceux qui ne voteront pas pour lui en sont persuadés. Selon ce sondage, qui marque un renversement spectaculaire, les conservateurs arrivent en tête avec 49 % d'intentions de vote, devant largement les travaillistes, avec 38 % et les démocrates-libéraux avec 9 %.

Le premier ministre a donné un aperçu de sa philosophie politique lors d'une brève allocution sur les marches du 10, Downing Street à son retour, mercredi matin, du palais de Buckingham où la reine Elizabeth



Dessin paru dans l'International Herald Tribune du 29 novembre

venait de lui demander de former le nouveau gouvernement. « Je souhaite construire dans les années qui viennent une société où règne l'égalité des chances. J'entends par là une société ouverte, une société dans laquelle la réussite de chacun dépende de son talent, de son opiniâtreté et de ses efforts personnels. Je veux aussi que nous construisions un pays qui soit à l'aise avec lui-même. Je ne vous promets pas que cela sera facile ni que cela sera rapide, mais je crois que c'est une tâche qui en vaut la peine », a-t-il déclaré.

L'idée de l'égalité des chances est typiquement thatcherienne. Mais la notion d'un « pays à l'aise avec lui-même » ne l'est guère. Le « Dame de fer » était une militante et même une

croisée. Elle ne craignait rien tant que le consensus... Le nouveau premier ministre marque également sa différence à propos de l'Europe : « Nous avons devant nous la construction et le développement d'une Europe entièrement nouvelle, dans laquelle notre pays jouera un rôle important et moteur », M. Thatcher n'avait pas l'habitude de prononcer de tels mots.

« L'étioffe d'un grand premier ministre »

M. Major avait initialement proposé le Home Office (ministère de l'Intérieur) à M. Heseltine, croit savoir l'Independent, mais ce dernier aurait décliné l'offre. Ce poste est apparemment un mouvoir dans le système britannique. M. Heseltine a accepté en revanche l'environnement, un ministère aux attributions beaucoup plus vastes que son nom ne l'indique puisqu'il comporte la tutelle des collectivités locales. « Tarzan » aura donc pour tâche de mener à bien la réforme annoncée de la « poll tax ». Le message ne devrait pas être perdu pour les électeurs. Ce nouvel impôt local instauré en avril dernier est très impopulaire. M. Heseltine avait fait de son abolition ou en tout cas de sa refonte le cheval de bataille de sa campagne.

Il reste à savoir si M. Heseltine aura les moyens financiers de cette réforme. L'exemption totale pour les plus pauvres et la réduction du montant de la « poll tax » pour l'ensemble

des citoyens seraient coûteuses. Le nouveau chancelier de l'Echiquier, M. Lamont, n'a pas la réputation d'avoir les cordons de la bourse faciles. Il a été nommé précisément pour cela. M. Cecil Parkinson, un des plus fidèles serviteurs de M. Thatcher, quitte la politique. Il ne fait pas partie du nouveau cabinet et ne se représentera pas aux prochaines élections. M. Chris Patten, qui, à quarante-six ans, appartient à la même génération que le premier ministre mais se situe nettement plus à gauche que lui, devient pour sa part président du Parti conservateur. M. David Waddington, connu comme un homme à poigne et un partisan de la peine de mort quitte le ministère de l'Intérieur, et les Communes, pour

devenir leader de la Chambre des lords, une fonction qui consiste à faire la liaison entre le gouvernement et la Chambre haute. M. Thatcher a dit sobriement adieu au 10 Downing Street mercredi matin avant de se rendre dans sa maison de Dulwich, dans la banlieue sud de Londres. Elle n'a prononcé que quelques mots : « Après onze années et demi merveilleuses, nous laissons le Royaume-Uni dans un bien meilleur état que nous ne l'avons trouvé. Un nouveau chapitre commence et je souhaite à John Major toutes les chances du monde. Il a l'étioffe d'un grand premier ministre qu'il sera, j'en suis sûre, dans très peu de temps. Merci beaucoup. Au revoir. »

DOMINIQUE DHOMBRES

La composition du nouveau cabinet

Premier ministre : M. John Major.
Chancelier de l'Echiquier (finances) : M. Norman Lamont.
Lord Chancelier (justice) : Lord Mackay of Clashfern.
Ministre de l'Intérieur : M. Kenneth Baker.
Secrétaire au Foreign Office (affaires étrangères) : M. Douglas Hurd.
Ministre de l'emploi : M. Michael Howard.
Ministre de la défense : M. Tom King.
Ministre du commerce et de l'industrie : M. Peter Lilley.
Chancelier du duché de Lancaster (sans portefeuille) : M. Chris Patten (président du Parti conservateur).
Ministre de la santé : M. William Waldegrave.
Ministre de l'éducation et de la science : M. Kenneth Clarke.

Ministre à l'Ecosse : M. Ian Lang.
Ministre au Pays de Galles : M. David Hunt.
Ministre des transports : M. Malcolm Rifkind.
Ministre de l'énergie : M. John Wakeham.
Leader de la Chambre des communes : M. John MacGregor.
Lord du sceau privé (leader de la Chambre des lords) : M. David Waddington.
Ministre de la sécurité sociale : M. Antony Newton.
Ministre de l'environnement : M. Michael Heseltine.
Ministre chargé de l'Irlande du Nord : M. Peter Brooke.
Ministre de l'agriculture : M. John Gummer.
Secrétaire au Trésor : M. David Mellor.

SUISSE

Le dernier bastion de la misogynie est tombé

BERNE

de notre correspondant

L'ultime bastion des adversaires irréductibles du suffrage féminin en Suisse et en Europe vient de tomber. Appelé à trancher, en dernier ressort, le tribunal fédéral, la plus haute instance de la justice helvétique, a décidé, à l'unanimité, mardi 27 novembre, de donner cet anachronisme un sens prononçant pour l'introduction immédiate du droit de vote et d'éligibilité des femmes dans le canton d'Appenzel Rhodes-Intérieures.

La majorité des hommes de ce mini-Etat montagnard de Suisse orientale, qui s'obstinent à faire cavalier seul au nom de ses traditions, n'aurait donc plus qu'à s'incliner, bon gré, mal gré. Il aura fallu la persévérance, tout aussi imperturbable, d'une poignée appenzeloise de trente-six ans, Mme Theresa Rhyner, pour arracher cette décision, qualifiée d'histoire par les associations féministes. Sa démarche avait été relayée par deux autres recours d'une centaine d'hommes et de femmes de son canton, qui invoquaient le principe d'égalité prévu par la constitution fédérale pour contester le refus, réitéré à trois reprises en vingt ans par les citoyens mâles, d'accorder le droit de vote aux femmes.

En admettant ces requêtes, la cour de Lausanne a estimé que l'égalité des citoyens devant la loi, en particulier entre hommes et femmes, devait l'emporter sur l'autonomie laissée aux cantons en matière d'exercice des droits politiques. Les juges ont également fait valoir que, dix ans après son approbation par référendum, il était temps de faire entrer dans la pratique de tous les cantons la reconnaissance de l'égalité des sexes.

JEAN-CLAUDE BUHRER

POLOGNE : l'élection présidentielle

Les députés de Solidarité apportent leur soutien à M. Lech Walesa

Le groupe parlementaire de Solidarité, bien que profondément divisé entre partisans de M. Lech Walesa et de M. Tadeusz Mazowiecki, a voté, mercredi 28 novembre, une résolution en faveur du président de Solidarité pour le second tour, dimanche 9 décembre, de l'élection présidentielle.

Les députés ont déclaré que le candidat indépendant, M. Stanislaw Tyminski, qui avait rélégué le premier ministre à la troisième place au premier tour du scrutin, présentait une menace pour la réussite du programme de réformes lancé après le renversement du communisme.

Le comité électoral de M. Mazowiecki a aussi appelé implicitement à voter pour le président de Solidarité. Les partisans de l'ancien premier ministre ont toutefois accusé M. Walesa d'être responsable de la « situation dramatique »

actuelle par sa « vague de promesses, de démagogie et d'intolérance ».

M. Lech Walesa a pour sa part demandé à M. Mazowiecki de revenir sur sa démission et de rester au pouvoir jusqu'aux élections législatives prévues au printemps prochain. Le Parlement, en refusant l'offre de démission, a contraint M. Mazowiecki à demeurer provisoirement à son poste.

Le président de Solidarité a repris mardi sa campagne électorale. Il a notamment déclaré qu'il voulait maintenir l'orientation du plan de passage rapide à l'économie de marché « mais en y apportant des correctifs ». Interrogé sur l'antisémitisme, il a répondu que, sous sa présidence, « il n'y aurait pas d'antisémitisme, de chauvinisme ni de nationalisme ». (AFP Reuters)

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Le gouvernement bulgare est gravement menacé

Suite de la première page

La confédération syndicale demande également le départ de M. Loukanov, la dissolution du Parlement et de nouvelles élections. Pour la première fois, mercredi, l'aéroport de Sofia, d'où un seul avion a pu décoller, a été pratiquement paralysé. Un accord est intervenu entre Podkrepa et les compagnies étrangères, qui pourrout poursuivre leurs vols, mais aucun appareil de la compagnie nationale Balkan Airways ne partira. Pour la première fois aussi, à Ruse (dans le nord du pays), les étudiants de la ville ont fermé pendant trois heures le pont qui mène en Roumanie. La radio d'Etat, jusqu'alors en grève symbolique, a rejoint la télévision officielle dans sa grève « effective » et ne diffuse plus que de la musique entrecoupée de flashs d'informations, signalés par l'indicateur de grève (Let it be, des Beatles), que la population écoute entre les coups de courant qui interviennent depuis deux mois toutes les deux heures.

« Nous ne travaillerons pas pour les rouges »

A Sofia, la quotidienne manifestation de l'opposition, place Alexandre-Neviski, a réuni quelques dizaines de milliers de personnes qui scandaient « Démission », « Podkrepa », et « Nous ne travaillerons pas pour les rouges ». Un policier a été blessé et deux manifestants ont été arrêtés lorsque les forces de l'ordre ont tenté de débloquer un des principaux carrefours de la capitale, où pratiquement aucun bus ou taxi d'Etat ne circule, un tiers des tramways et des trolleybus étant immobilisés au dépôt. Les magasins d'alimentation, déjà très maigrement fournis malgré l'introduction, avant la grève, de tickets de rationnement, ne sont plus approvisionnés par les chauffeurs de camions, également en arrêt de travail.

En province, les dix mille ouvriers du combinat de Burgas, sur la mer Noire, qui raffine l'essence du carburant (déjà rationné à 30 litres par mois par voiture), se sont, selon Podkrepa, mis en grève, ainsi que les ouvriers de la raffinerie de Plevén. Le syndicat a indiqué que les ouvriers des ports de Burgas et de Varna devaient se joindre jeudi au mouvement. A Plovdiv, seconde ville du pays, le corps médical, dont des membres observent une interruption de travail symbolique, est descendu dans la rue.

Les séances du Parlement, dont les députés de l'UFD se sont retirés dès vendredi dernier, ont été reportées au moins jusqu'à dimanche pour laisser place à des négociations afin de sortir de la crise politique et de cette grève illimitée, déclarée « illégale » par le gouvernement, en raison de son « caractère politique ». Selon des sources proches de la direction de l'UFD, l'opposition veut obtenir non seulement la formation d'un nouveau gouvernement où elle détiendrait les postes-clés, et un accord au Parlement, mais aussi la dissolution de l'Assemblée vers le mois de février, et de nouvelles élec-

Les clients de CAPEL ne manquent pas d'estomac

CAPEL prêt à porter grandes tailles

- 74, boulevard de Sébastopol 75003 Paris
- 26, boulevard Malesherbes 75008 Paris
- Centre Com. Maine-Montparnasse 75015 Paris
- 13, rue de la République, 69001 Lyon
- 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg
- 88, rue Nationale, 59000 Lille

Pour les grands la vie est belle ils s'habillent chez CAPEL

CAPEL prêt à porter grandes tailles

- 74, boulevard de Sébastopol 75003 Paris
- 26, boulevard Malesherbes 75008 Paris
- Centre Com. Maine-Montparnasse 75015 Paris
- 13, rue de la République, 69001 Lyon
- 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg
- 88, rue Nationale, 59000 Lille

La Sévigné des cours européennes

SOPHIE DE HANOVRE
MÉMOIRES
ET
LÉTTRES DE VOYAGE

Dirk Van der Cruyse

310 p. 120 F

On peut espérer que ces Mémoires et lettres de voyage se vendront comme des petits pains à ceux qui s'intéressent aux princesses qui n'ont rien des princesses de légende se lançant à la poursuite de l'oiseau bleu ou du prince charmant, mais, au contraire, qui montrent dans la vie quotidienne une goût à toute épreuve, sachant se moquer de tout, y compris d'elles-mêmes.

Présentées avec brio par Dirk Van der Cruyse, qui n'hésite pas à comparer leur auteur à Jane Austen, les Mémoires et les lettres de l'intrigante Sophie témoignent des qualités de cœur et d'intelligence de cette lectrice de Montaigne et amie de Leibniz, qui trompait sa mélancolie de femme trompée par le plaisir d'écrire. Vivacité, ironie, acuité du regard, lucidité : autant de qualités qui font de la lecture de ces Mémoires et de ces lettres un instructif et divertissant voyage, de Heidelberg à Versailles, en passant par Venise, à travers les temps rétro.

l'Histoire
chez
FAYARD

ASIE

VIETNAM : au cours d'un séjour à Paris

Un responsable du quotidien du PC réclame l'élection démocratique d'une nouvelle Assemblée

Membre du PC vietnamien depuis 1946, ancien colonel de l'armée populaire, M. Bui Tin a profité d'un passage en France pour se démarquer de la ligne officielle du PC et réclamer notamment l'élection « à l'issue d'un scrutin démocratique », d'une « Assemblée nationale nouvelle » et la formation d'un « gouvernement de reconstruction nationale » constitué de personnes « capables et intègres ».

M. Bui Tin est l'un des membres en vue de l'establishment de Hanoï. C'est lui qui, le 30 avril 1975, a reçu la reddition de Saigon des mains du « Big Minh », le général Duong van Minh. Il est, depuis 1982, rédacteur en chef adjoint du *Nhan Dan*, le quotidien du PC, après avoir été, pendant plusieurs années, celui du *Quan Doi Nhan Dan*, le journal de l'armée. « La crise est grave », résume-t-il, au lendemain même d'un plénum du comité central du PC, réuni à Hanoï et qui aurait été l'occasion de vifs affrontements sur la politique d'ouverture du Vietnam.

Dans une « pétition » qu'il présente comme celle d'un « citoyen » et dont il affirme le ton « modéré », M. Bui Tin avance un « projet d'ensemble pour résoudre la crise ». Il ne nie pas les « résultats positifs » du « renouveau » décidé en 1986 par le sixième congrès du PC. Mais il les juge « insuffisants » et estime que « sont apparus des signes d'arrêt, d'hésitation, voire de retour en arrière ». Plus qu'à la « construction du socialisme », le PC devrait consacrer ses énergies à la « reconstruction » du Vietnam, dit-il.

M. Bui Tin propose d'abord que le Vietnam, République socialiste, redevenue une « République démocratique »

que » et que le PC soit rebaptisé « Parti des travailleurs » (leurs anciennes dénominations). Il « ne renonce aucunement » au socialisme, mais estime qu'il s'agit d'un « objectif lointain », alors que « des objectifs plus proches exigent déjà un temps assez long pour se réaliser ». Dans l'immédiat, constate-t-il, « les oppositions et les haines du passé, que seule une politique de réconciliation authentique aurait pu dénouer, ne se sont pas apaisées avec le temps ». Il propose donc, sur le plan intérieur, une politique « d'union et de réconciliation nationales en profondeur » et, sur le plan extérieur, une « politique de paix », notamment à l'égard du Cambodge, « sur la base du respect du droit du peuple cambodgien de régler ses problèmes intérieurs sans aucune ingérence étrangère ».

M. Bui Tin n'est pas le premier à demander ainsi des réformes puis- qu'une réflexion dans le même sens a valu, au début de l'année, à M. Tran Xuan Bach, de perdre son siège au bureau politique et au comité central du PC. M. Bui Tin a profité de son passage à Paris — une mission qu'il prolonge de deux mois, « pour des raisons personnelles » — pour diffuser ce qui constitue un manifeste. Il ne réclame pas l'instauration du multipartisme mais il veut qu'« on se base d'une manière correcte et rationnelle sur la réalité concrète » pour reconstruire le pays. Quel sera l'écho de cette prise de position au Vietnam, surtout au moment où la préparation du septième congrès du PC, prévu dans six mois, bat son plein ? Il y a fort à parier que la direction du PC appréciera peu d'être interpellée de cette façon, si l'on en croit les critiques dont font l'objet, régulièrement, les pétitions adressées par des Vietnamiens d'outre-mer. M. Bui Tin affirme, cependant, qu'il regagnera Hanoï dans les cas de figure.

J.-C. POMONTI

BANGLADESH : l'état d'urgence

Affrontements dans les rues de Dacca

La situation est confuse à Dacca, vingt-quatre heures après la proclamation de l'état d'urgence par le président Ershad. Les communications avec le Bangladesh ont été momentanément interrompues, mardi 27 novembre, en milieu de journée.

NEW-DELHI

de notre correspondant en Asie du Sud

Selon les dernières informations envoyées par les agences de presse, l'imposition du couvre-feu dans la capitale n'a pas empêché des foules nombreuses de descendre dans la rue pour protester contre les mesures

gouvernementales. De violents affrontements entre manifestants et forces de l'ordre se sont produits en plusieurs endroits, faisant au moins un mort et plusieurs dizaines de blessés, alors que des soldats, appelés en renfort des forces de police, patrouillaient en ville.

Le bilan des victimes s'élève à une vingtaine de morts depuis la reprise de l'agitation, le 10 octobre. Aucun journal n'a été publié mardi, les journalistes ayant décidé une grève de protestation contre la censure. Peu avant d'être interpellé, Sheikh Hasina Wajed, chef de file de la Ligue Awami, a affirmé que « les derniers jours de M. Ershad sont arrivés ».

Le chef de l'Etat, qui a décrété l'état d'urgence pour la troisième fois en huit années de pouvoir, ruine

ainsi les efforts pour présenter une image démocratique de son régime. Il avait notamment organisé un scrutin présidentiel en octobre 1986 et des élections parlementaires en mars 1988, mais les deux consultations avaient été boycottées par l'opposition et entachées par une large fraude. Le président Ershad, dont la popularité ne s'est en rien améliorée depuis qu'il est au pouvoir, est soumis à des pressions contradictoires. Alors que l'armée ne peut tolérer davantage de troubles, les bailleurs de fonds du Bangladesh (l'aide internationale s'élève à hauteur de 85 % du budget de l'Etat) voient d'un mauvais œil le régime recourir une fois de plus à la force.

LAURENT ZECCHINI

DIPLOMATIE

La conférence des Parlements de la Communauté

Les élus nationaux cèdent aux charmes de l'Europe

La conférence des parlements de la Communauté européenne, réunis à Rome du 27 au 30 novembre, n'aboutira pas, a priori, à l'affrontement entre élus nationaux et élus européens que l'on pouvait craindre. Le ton, lors des premiers travaux, était, en tout cas, à la conciliation.

ROME

de notre envoyée spéciale

La démocratie au sein de la Communauté européenne n'est pas affaire de vases communicants : les pouvoirs perdus par les parlements nationaux au profit des institutions communautaires ne sont pas entre les mains des institutions européennes. Le constat n'est pas nouveau mais il prend du relief lorsque, ensemble pour la première fois, parlementaires nationaux et députés européens échangent leur frustration.

Habités qu'ils sont à se regarder en chiens de faience, on les sentait prêts à sortir leurs griffes. Principal objet de leur différend : l'éventuelle création d'un Congrès, ou deuxième Chambre, évoquée par M. Roland

Dumas en octobre dernier (le Monde du 28 novembre), au grand plaisir de certains élus nationaux et au grand dam des élus européens, jaloux de leurs maigres prérogatives.

Or, si le texte rédigé mardi par un comité réunissant vingt parlementaires nationaux et huit parlementaires européens n'est pas transformé dans les jours à venir, il ne sera absolument pas question d'un Sénat européen. Sur presque toute la ligne, les députés de Strasbourg ont imposé leurs vues au sein de ce comité. Le texte proposé à l'approbation des deux cent cinquante-huit parlementaires s'inspire, pour l'essentiel, des récriminations de l'Assemblée européenne. Existerait-il un « effet » qui voudrait qu'une fois au fait des affaires communautaires, qui n'échappent au charme de la construction européenne ? L'exemple danois semble le prouver. Alors que le Danemark est affublé de la réputation de frein à l'intégration, la délégation du Folketing — son Parlement — est arrivée à Rome avec une contribution étonnamment en pointe en matière d'union économique et monétaire et de politique sociale. Les événements dans les pays de l'Est ont, certes, provoqué un choc tel au Danemark que

Copenhague se rapproche de Bruxelles. Mais d'aucuns expliquent aussi la position danoise par l'implication des parlementaires nationaux dans les affaires européennes. Il existe au sein du Parlement une commission du marché, sans cesse citée en modèle : avant d'aller négocier au sein du conseil des ministres des Douze, chaque ministre danois communiquait de vive voix à cette commission la politique qu'il adopterait et s'assure que la majorité de ses membres n'y est pas opposée.

Provoquer le débat

Autrement dit, la mise en place au sein des Parlements nationaux d'une structure spécialisée dans les affaires européennes, devant laquelle le gouvernement a des comptes à rendre, susciterait le sentiment des élus d'être désemparés et les inciterait à la conciliation. M. Laurent Fabius se dit lui-même convaincu de la nécessité d'améliorer le fonctionnement des Parlements européens : « Contrairement à ce qu'on dit souvent, c'est aussi l'intérêt des gouvernements : dans toute négociation européenne, un gouvernement qui ne pourra s'appuyer sur son Parlement aura une position affaiblie ». Faut-il dire que mieux vaut prévenir que guérir : les deux conférences intergouvernementales qui vont commencer seraient évidemment des échecs si les parlementaires nationaux ne ratifiaient pas les traités qui doivent en découler ; d'où la nécessité de provoquer le débat sur l'Europe avant que les élus ne soient mis devant le fait accompli.

C'est ce que le président de la commission a appelé de ses vœux en soulignant que le débat sur l'Europe, qui a déchiré les Britanniques, ait lieu dans tous les pays de la Communauté. M. Jacques Delors a également

Reconnu entre MM. Baker, Chevardnadze et Housh les 18 et 11 décembre. Les chefs des diplomates américains et soviétiques, MM. James Baker et Edouard Chevardnadze ont annoncé mercredi 28 novembre, qu'ils auraient une réunion de travail, consacrée notamment aux négociations sur la réduction des arsenaux stratégiques, les 10 et 11 décembre à Houston (Texas). Les travaux à Houston dureront deux jours et M. Chevardnadze sera ensuite reçu le 12 à Washington par le président George Bush. — (AFP)

Les quatre langues de M. Giscard d'Estaing

ROME

de notre envoyé spécial

M. Valéry Giscard d'Estaing veut faire toujours mieux que les autres. Mercredi 28 novembre, à Rome, il a commencé en italien, politesse envers ses hôtes obligés, son intervention devant la première Conférence des Parlements de la Communauté. Il l'a continuée en français, puis il a choisi l'anglais pour parler de la monnaie unique, et enfin l'allemand pour évoquer les liens à nouer avec l'ancienne Europe de l'Est. Mais dans ce concours-là, l'ancien président de la République n'est pas forcément le meilleur. En le félicitant, le président du Parlement européen, M. Enrique Baron Crespo, a eu l'ironie de

celui qui parle six langues : « A vous entendre, on se rend compte, M. Giscard d'Estaing, que vous êtes né en Allemagne... ». Un élu français de l'UDF a été plus sévère en moquant, dans les couloirs, ce numéro de « chien savant ».

La démonstration avait pourtant son utilité. En s'opposant, contrairement à M. Alain Lamassoure, l'Européen de son école, à ce que les membres de cette conférence siègent par groupes politiques et non par délégations nationales, l'ancien chef de l'Etat avait fait un choix contradictoire sur le fond avec ses vœux de construire l'union européenne. Il a voulu se rattraper sur la forme.

Th. B.

CHINE

Le philosophe Feng Youlan est mort

Le philosophe chinois Feng Youlan est décédé lundi 26 novembre à Pékin. Il était âgé de quatre-vingt quinze ans.

De deux ans le cadet de Mao Zedong et de huit ans l'aîné de M. Deng Xiaoping, Feng Youlan était né en 1895 dans la province du Henan. Docteur en philosophie de l'Université de Columbia, où il avait été l'élève de John Dewey, dont l'influence aura fortement marqué la Chine de l'entre-deux guerres, il devient, à vingt-huit ans, professeur à la prestigieuse université Qinghua, à Pékin. Il conservera ce poste lors de l'arrivée de Mao au pouvoir, avant de prendre la chaire de philosophie de l'Université de Pékin. Entretemps, il a publié sa *Philosophie de la vie*, la somme qu'est l'histoire de la philosophie chinoise et le *Nouveau néo-confucianisme*, ouvrage qui lui vaudra plus tard de sérieux ennemis (1).

Comme nombre d'intellectuels ralliés au régime par désillusion du Kuomintang, Feng Youlan est au début comblé d'honneurs. Il représente son pays à l'étranger, poursuit ses recherches pour donner un éclairage marxiste à la philosophie chinoise. Jusqu'à ce que, au lendemain des « Cent Fleurs », une cam-

pagne se déchaîne contre son « idéalisme » et son « révisionnisme », le contraignant à réécrire ses principales œuvres. Il publie son autocritique, s'accusant dans la pire tradition stalinienne-maoïste de « combiner la philosophie d'une idéologie féodale avec l'idéalisme bourgeois du néo-réalisme pour former un système philosophique réactionnaire et idéaliste ». Ce qui ne l'empêchera pas d'être dénoncé, lors de la révolution culturelle, comme agent contre-révolutionnaire.

Réhabilité en 1973 après une nouvelle autocritique, ce « pédagogue et patriote distingué », selon les termes de sa notice nécrologique officielle, avait réduit ses activités en raison de son âge. Dernier des grands philosophes formés pendant la courte période où la Chine s'était ouverte aux influences culturelles tout azimut, Feng Youlan aura survécu de quatorze ans à celui qui s'était cru le plus grand philosophe de notre temps, le *Grand Timonier*. Il aura ainsi pu assister au retour en grâce du confucianisme et de sa variante du néo-autoritarisme.

P. DE B.

(1) Son Précis d'histoire de la philosophie chinoise a été publié chez Fayot en 1952.

Pékin déclenche une vague de procès politiques

Suite de la première page

De vingt à trente personnes auraient déjà été jugées secrètement, ce mois à Pékin.

Un procès était en cours le 28 novembre au tribunal intermédiaire de la capitale : celui de M. Zhang Ming, ancien étudiant en ingénierie automobile de l'université Qinghua. Son nom venait en dix-neuvième position de la liste de vingt et un étudiants, chercheurs et enseignants ayant participé au soulèvement pacifique, que la police avait diffusé, en accusant la population à la dédition. Il avait été arrêté à Shenzhen, près de Hongkong, après quatre mois de cavale, alors qu'il tentait de franchir clandestinement la frontière comme plusieurs autres agitateurs qui y étaient parvenus à l'aide de complicités locales.

Chefs d'inculpation inconnus

Une charrette de six agitateurs comprenait en particulier M. Wang Dan, étudiant âgé de vingt-cinq ans (le seul des trois dirigeants de la place Tiananmen sur lequel la police soit parvenue à mettre la main), se sont vu signifier leur inculpation pour « activités contre-révolutionnaires ». Le

24 novembre, « Numéro un » de cette liste, il avait été arrêté au juillet 1989 à Pékin alors qu'il venait de donner une interview à un journaliste de Taiwan.

Les cinq autres inculpés ne figuraient pas sur la liste. Outre les deux journalistes Chen Ziming et Wang Juntao, anciens responsables du journal shanghaien interdit *World Economic Herald*, il s'agit du critique littéraire Liu Xiaobo (trente-quatre ans), à qui la presse a reproché avec une rare virulence ses vues blasphématoires sur la culture nationale, d'un auteur de textes philosophiques, M. Bao Zunxin, et d'un enseignant de l'université de Pékin, M. Chen Xiaoping.

Le détail des chefs d'inculpation n'est pas encore connu. Les intentions exactes de ceux qui ont orchestré cette vague de procès ne sont pas plus. Les peines prévues par le code pénal chinois peuvent aller jusqu'à la mort ; mais cette éventualité paraît improbable à ce stade. Jusqu'à présent, aucun jugement n'avait été annoncé à l'encontre des intellectuels et des étudiants. Les exécutions en série ont, presque toutes, frappé des ouvriers ou des chômeurs ayant pris part aux heurts violents qui conduisent les soulèvements à Pékin et en province.

Au contraire, les autorités avaient libéré 881 personnes, par groupes successifs, chaque fois que Pékin jugeait nécessaire de donner des pages de bonne volonté à l'Occident pour lui arracher des concessions politiques ou économiques. Les organismes occidentaux de défense des droits de l'homme estiment que mille à deux mille prisonniers politiques sont toujours détenus, tandis que le gouvernement chinois assure que seules 355 personnes ayant pris part à l'agitation sont encore sous les verrous.

Une double logique

Le plus frappant de cette vague de procès est la coïncidence avec la levée progressive des sanctions que les Occidentaux avaient imposées à la Chine, et l'arrivée triomphale — du point de vue de Pékin — de son ministre des affaires étrangères aux Etats-Unis. Il y a, pour une telle coïncidence, un précédent fameux : le premier procès de dissident après la révolution culturelle, au cours duquel, à l'automne 1979, le héros du premier « printemps de Pékin », M. Wei Jingsheng, avait été condamné à quinze ans de prison. Le chef du régime de l'époque, M. Hua Guofeng, qui effectuait alors une visite officielle en France, n'avait pas paru affecté par l'ombre portée par cette affaire.

On peut donc s'attendre que la double logique du système chinois fonctionne à nouveau : d'une part, le soutien à l'égard des Occidentaux dont le pays a besoin, et d'autre part, la poursuite implacable d'un processus répressif.

FRANCIS DERON

A TRAVERS LE MONDE

CUBA

Huit dissidents condamnés à des peines de prison

Huit dissidents cubains jugés pour « association illégale » ont été condamnés à rester en « liberté limitée » entre trois et dix mois, a annoncé mercredi 28 novembre, Granma, le journal du Parti communiste cubain. Parmi ces condamnés se trouve Tania Diaz Castro, ancienne secrétaire générale du Parti pour les droits de l'homme (PPDH, illégal), arrêtée en mars dernier pour son appartenance à une « organisation contre-révolutionnaire visant à changer le régime économique, politique et social de l'Etat socialiste ».

Granma ne divulgue pas les identités des autres condamnés. M. Diaz Castro avait pour sa part été mise en liberté provisoire en septembre. Condamnée à une année de prison, elle a vu sa peine commuée en « liberté limitée pour une période prenant en compte le temps passé en détention préventive », c'est-à-dire sept mois.

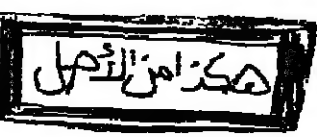
A sa sortie de prison en septembre, l'ancienne responsable du PPDH avait déclaré avoir été manipulée par la section des intérêts américains à La Havane. Elle avait aussi affirmé que le PPDH, fondé en 1988, n'était plus et que « les militants pour les droits de l'homme (à Cuba) n'étaient que des soldats (...) de la section des intérêts ». — (AFP)

YUGOSLAVIE

Risques de guerre civile selon la CIA

Selon un rapport de la CIA, dont l'*International Herald Tribune* fait état dans son édition du 28 novembre, « l'expérience socialiste a échoué, le pays se disloquera et le démantèlement de la Fédération sera accompagné de violences ethniques et d'agitation qui conduiront à la guerre civile ». Ces prédictions sont, selon certains officiels, l'hypothèse la plus probable. L'effondrement du pays interviendrait dans les dix-huit mois à venir. Les auteurs du document accusent le président, M. Stobadan Milosevic, d'être le principal instigateur des troubles en Yougoslavie en raison de la répression au Kosovo et de l'exacerbation des sentiments nationalistes serbes.

Le journal rapporte les propos d'un « officiel » du gouvernement qui affirme que « l'on peut déjà rédiger le certificat de décès ». Celui-ci prévoit les premiers signes de dislocation à la mi-1991. Le pessimisme de la CIA est, selon l'*International Herald Tribune*, partagé par le département d'Etat américain et son secrétaire adjoint, M. Lawrence Eagleburger, qui a été ambassadeur en Yougoslavie et s'y est rendu récemment à deux reprises.



Jeudi 30 novembre 1990

Le Monde BRUXELLES

La troisième région de Belgique, enfin...

A la suite de dizaines d'années de marchandages, la capitale est devenue une région à part entière au même titre que la Flandre et la Wallonie.

LES Belges sont allés plus loin que l'humoriste qui voulait « installer les villes à la campagne » pour le bien-être de tous : ils ont fait de leur capitale une « région », par une de ces constructions juridiques dont ils ont le secret pour essayer de préserver le paix civile entre francophones et néerlandophones. Non seulement ce que le visiteur pressé prend pour une ville homogène est la juxtaposition de dix-neuf communes autonomes (avec, au centre, celle de Bruxelles, qui demeure, au sens propre, la capitale du royaume), mais encore cet ensemble urbain d'une superficie de 161 kilomètres carrés constitue une entité analogue à la Flandre et à la Wallonie, avec son gouvernement (l'Exécutif) et son parlement (le Conseil), sans parler de quelques institutions annexes, délices des constitutionnalistes.

C'est là le résultat des tractations qui précéderont la formation, en mai 1988, du « gouvernement Mariens VIII », comme on dit ici en donnant une auréole quasi dynastique à l'insamovible premier ministre passé maître dans la formation des cabinets de coalition. Après des années de polémiques et d'incertitudes sur le sort de la ville, demeure sans statut tant le sujet était brûlant, la voie était enfin ouverte pour une révision constitutionnelle votée en 1989.

Règlementations courtoises

Tout ici illustre ce que Jean Gandois, le patron français passé au service de la métallurgie wallonne, appelle « l'effort désespéré de quelques hommes pour arriver à faire vivre ensemble, au centre de notre Europe, deux communautés humaines qui ont tant de raisons de conjuguer leurs efforts, mais que l'histoire, la culture, la langue, séparent en les entourant de mauvais démons ». Les plaques des rues — quand elles existent — portent des inscriptions en français et en néerlandais. Les fonctionnaires parlent obligatoirement les deux langues. « Pas facile, vraiment, de recruter un agent de police poliglote avec le salaire de misère qu'on lui offre », fait remarquer le bourgmestre (maire) d'Uccle.

Le service public s'en ressent parfois, d'autant que les corporatismes syndicaux et les archaïsmes techniques aggravent les effets des réglementations courtoises. Bruxelles est la ville où l'immobilier de bureau « explose », mais où il faut attendre plusieurs mois pour obtenir une ligne téléphonique. C'est celle où, à 10 heures du matin, les éboueurs lancent dans les benne des sacs à ordures dont le contenu tout au long des trottoirs les plus chics. Celle aussi où s'envenime une querelle clocheterie sur le futur terminus du TGV en provenance de Paris, mais où, pour se déplacer, faute de transports en commun adaptés aux besoins, il faut choisir entre le tramway début de siècle et un embouteillage automobile bien contemporain.

La dégradation de la qualité de la vie se constate à l'écoute nationale de la radio quand sont égrenés les bouchons formés par les « navetteurs », entendez les banquiers. Un petit million de personnes vivent dans « la région de Bruxelles-capitale ». Mais celles qui y travaillent viennent souvent de plus loin. Sauf pour certains artistes et intellectuels installés dans l'« îlot sacré », au cœur de la vieille ville, le chic, quand on a les moyens, est généralement d'habiter une périphérie transformée en super-neuilly, au lieu d'une cité dont des quartiers entiers ont longtemps été abandonnés aux immigrants et aux démunis.

Pacification linguistique

Dans les classes moyennes, on profite de l'arrivée des « euro-crutes » pour louer ou céder au prix fort la maison héritée des parents si elle se trouve par chance en zone résidentielle, mais la contrepartie de cette rente est le départ vers de plus lointaines habitations. « Bruxelles n'est pas à vendre », proclament parfois des écrivains, mais ce beau courage ne dure qu'un temps face aux propositions de « promoteurs » qui, après des embellissements en trompe-l'œil, triplent la mise en traitant avec des étrangers pressés.

Une des conséquences d'un boom immobilier qui commence d'ailleurs à pâtir de ses excès a été le déplacement d'une population à 85 % francophone hors des dix-neuf communes, c'est-à-dire en zone flamande. Il n'est pourtant pas question, cela fait partie des accords, que la « région de Bruxelles-capitale » s'étende au-delà de ses limites actuelles. Pour certains Flamands, il est déjà beau que des « facilités » soient accordées aux francophones dans quelques communes périphériques pour, de plus, ne pas laisser rognier son terrain par une capitale qui abrite les principales institutions flamandes et dont le nouveau statut fait la part belle à la représentation de la minorité néerlandophone.

En dehors même des problèmes de planification urbaine à grande échelle posés par l'impossibilité de modifier les frontières de l'agglomération prise dans son ensemble, rien n'est simple, sur le plan administratif, pour la coordination des actions communales. L'incohérence apparente de certains travaux de voirie résulte du manque de concertation entre les dix-neuf bourgmestres. La multiplication des polices complique singulièrement la recherche des délinquants dans une ville restée heureusement plus paisible et plus sûre que la plupart des grandes agglomérations européennes.

Mais il n'est pas question de modifier le découpage communal en raison des dangers de rupture dans les fragiles équilibres qui se sont créés d'une rue à l'autre. « On

ne pourra remodeler les communes que si l'on gagne le pari de la pacification linguistique », nous dit M. Philippe Moureaux, vice-premier ministre et ministre des réformes institutionnelles, qui joue un grand rôle dans la création de la « région » bruxelloise.

Une cité singulièrement exotique

Sans grande activité économique hors du secteur tertiaire, Bruxelles, avec ses administrations centrales, ses états-majors de grandes entreprises, est le point de rencontre de deux communautés qui s'ignorent l'une l'autre dans le reste du pays. Ici, il faut cohabiter, se parler, quand bien même ce serait par le truchement de la traduction simultanée, utilisée aussi bien pour la

présentation des bilans de la Générale, le tentaculaire holding financier, que pour une réunion de la Fédération générale des travailleurs de Belgique.

Soul le Bruxellois d'origine peut comprendre les articles codés du *Solr* sur les péripéties politiques du cru et s'intéresser aux conséquences sans fin de l'accident de l'histoire que fut la naissance de cette capitale résultant à la fois de la révolution de 1830 à Paris et de la volonté des puissances réunies à Londres de créer un nouvel ordre européen. L'étranger se contente généralement de goûter les charmes d'une cité singulièrement exotique à seulement trois heures d'autoroute de Paris.

« C'est la France avec vingt ans de retard », disent souvent les nouveaux arrivants. A certains égards

cela peut se prendre comme un compliment. Il y a à Bruxelles des merceries, des estaminets, de petits artisans consciencieux et adroits dont il faut faire son deuil au bord de la Seine depuis les « Glorieuses » de Pompidou. En décollant un art de vivre sans jamais se presser ou hausser le ton (sauf entre automobilistes contaminés par la bêtise générale de l'espèce), une forme d'ironie tout à fait éloignée des « histoires belges », une façon sans pareille de cultiver l'anachronisme, incarnée pour nous par la patrouille bonhomme d'un policier, monté sur un cheval dont les sabots claquent sur les pavés d'une rue d'Uccle encombrée de Mercedes.

Mais Bruxelles c'est aussi la ville que des architectes et des urbanistes viennent visiter pour voir très exactement ce qu'il ne faut pas faire : la saignée pratiquée pour l'axe gare du Midi-gare du Nord ; les monstrueux chantiers encore béants autour de celle-ci ; la merveilleuse place des Martyrs à l'abandon par l'effet conjugué des carences administratives et des spéculations immobilières, les hôtels particuliers conçus par Horta ou les simples bonnes vieilles maisons « bel étage » corrodées par la masse des immeubles pour congrès d'affaires.

Longtemps le laissez-faire a régné dans l'indifférence générale. Il suffisait d'avoir cette Grand-Place autoproclamée « la plus belle du monde », ce quartier du Sablon couru par les antiquaires parisiens, cette ceinture de bois et de parcs qui permettait de respirer un des airs urbains les moins pollués d'Europe.

Aujourd'hui une réaction s'amorce contre le fric et la barbarie urbanistique. Pas seulement chez des écologistes folkloriques. Des fonctionnaires municipaux, des élus, sont sur la même longueur d'onde que ce responsable surmené de l'Office de promotion du tourisme qui nous a consacré une après-midi à seule fin de nous faire découvrir les subtiles variations de lumière en fonction du mouvement des nuages et du déclin solaire dans les galeries Saint-Hubert, dont les vitrages éclairaient toujours libraires et praliniers comme l'avait voulu Cluysenaer en 1847. Et cela, c'est au moins aussi important que la réforme constitutionnelle...

JEAN DE LA GUÉRIÈRE



Le Berlaymont, siège de la Commission des Communautés européennes. La capitale de la Belgique aime à se proclamer l'« élue des Douze ».

« Capitale de l'Europe »

Rue Neuve, artère piétonnière déjà saisie par la fièvre des achats de Noël, trois « artistes » mal rasés jouent de la craie sur le trottoir pour dessiner le Manneken-Pis après avoir écrit en grosses lettres : « Bruxelles capitale de l'Europe ». Les pièces et les billets tombent, lancés par les passants carressés dans le sens du poil. Bien que rien d'officiel ne l'y autorise, la capitale de la Belgique aime à se proclamer l'« élue des Douze ».

Querelle avec Strasbourg

Quelle que soit l'issue de la querelle avec Strasbourg pour le siège du Parlement européen, Bruxelles a déjà le gros morceau avec la Commission, ce Berlaymont en forme d'étoile à quatre branches dont le béton se patine de plus en plus laide-mment depuis sa construction au début des années 60, sur un site où siège aussi le conseil des ministres de la Communauté en attendant l'achèvement de travaux pour lesquels on a éventré un quartier.

En 1989, la seule Commission a employé à Bruxelles dix mille huit cent quarante-neuf personnes, au Berlaymont mais aussi dans les trente-huit autres : immeubles qu'elle occupe aussi près que possible du Rond-Point Schuman, plaque tournante du dispositif. Malgré un début de politique

d'acquisition, elle en loue la plus grande partie, à commencer par le Berlaymont, et au prix fort, puisqu'il lui en a coûté 54 999 976 écus l'année dernière.

La présence des « euro-crates », maintenant plus importante que celle du personnel de l'OTAN, a évidemment des retombées économiques pour le commerce et le marché immobilier. Dispensés de payer des impôts à la Belgique, les hôtes européens la font profiter de leur pouvoir d'achat important et convoité. Ici, un licencié en droit gagne 182 000 francs belges (plus de 30 000 francs français) par mois et sa secrétaire 86 000 francs belges.

Fumistes et affairistes

Le filon est bien connu des Belges qui constituent 40 % des lauréats des derniers concours (mais pas 40 % des effectifs parce qu'il ne suffit pas d'être reçu pour être embauché effectivement). Leur présence est évidemment très forte au niveau des secrétariats et de l'intendance. Non sans effets pervers. « Il y a des secrétaires qui ne se sentent plus belges et qui sont rejetés par leurs familles et amis », observe le même responsable du personnel.

Les activités de tout ce monde mobilisent l'attention de plusieurs centaines de journa-

listes accrédités, presque autant qu'à Washington. Sur-tout, Bruxelles est devenue le terrain de chasse des consultants, « experts » en tout genre, et « lobbyistes » qui se font une concurrence active au sein d'une faune où se mêlent professionnels compétents, fumistes et affairistes. Il s'agit soit d'informer les clients des décisions incommensurables et souvent abscones de la Commission et du Conseil, soit d'es-sayer d'influer sur les responsables qui préparent ces décisions, de hauts fonctionnaires ouverts au dialogue avec les parties concernées, en tout bien tout honneur.

De l'industrie du tabac, tellement malmenée par la Commission, aux régions d'Europe désireuses de profiter de la manne communautaire, quel-que trois cents organisations professionnelles ou associations ont pignon sur rue. Parmi les deux mille cinq cents personnes qui travaillent dans cette industrie de l'influence et de l'information, les Français ne sont pas les derniers. M^{me} Edith Cresson, quand elle était ministre des affaires européennes, les avait invités à perdre leurs inhibitions devant ces mœurs venues d'outre-Atlantique en leur présentant le lobbying comme « un outil indispensable que les entreprises doivent connaître et utiliser ».

J. de la G.

UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES

l'ouverture en plus

Une université à vocation européenne et internationale :

- une participation active aux programmes européens
- des accords de coopération avec le monde entier
- des étudiants, des chercheurs et un corps professoral issus des horizons les plus divers.

Une université complète :

- des facultés
- une Ecole de Commerce (Solvay)
- un Institut d'Etudes européennes
- un hôpital académique (Erasmus)
- des centres industriels et une R.-D. performante

Nous aimons la différence

ULB

Avenue F.D. Roosevelt 50 - 1050 Bruxelles
Tél. : 32-2-650 21 11 - Téléfax : 32-2-650 35 94

BRUXELLES

Charles Picqué, « ministre-président »

Le responsable de la région bruxelloise vent lutter contre l'affairisme immobilier sans compromettre la vocation internationale de la ville

« On se servait de la ville mais on ne l'aimait pas. Pour les Wallons, elle incarnait la ponction sur la province; pour les Flamands, elle était un instrument qui ne suscitait pas de sentiments d'ordre culturel. » Ainsi, Charles Picqué, président de l'exécutif de la région de Bruxelles-capitale, ministre de l'aménagement du territoire, des pouvoirs locaux et de l'emploi, explique-t-il le saccage de la cité dans les années 60, avant la réforme constitutionnelle qui, avec le suffrage universel, a fait de lui le grand ordonnateur du changement.

L'exécutif - le gouvernement de la ville en quelque sorte, beaucoup plus qu'une super-mairie française, compte deux ministres flamands et deux ministres francophones, son président se considérant pour sa part au-dessus d'une « mêlée » qui n'existe d'ailleurs pas, les querelles linguistiques paraissant singulièrement dépassées et déplacées à des hommes dont l'ambition est de faire de Bruxelles la « capitale des États-Unis d'Europe ».

Né en 1948, licencié en sciences économiques de l'Université catholique de Louvain, le grand vainqueur, socialiste, des élections régionales de 1989, a été échevin chargé de l'urbanisme, de 1982 à 1985, puis bourgmestre de Saint-Gilles en 1985. Cette commune étant peuplée de près de 50 % d'immigrés, il a mené contre l'intégrisme musulman et l'octroi du droit de vote aux étrangers un combat qui explique une partie de sa popularité, quels que soient les états d'âme de certains membres de son parti.

Les deux soucis majeurs de celui qui se présente comme un « social-démocrate » sont l'insertion sociale des jeunes (y compris, évidemment, les enfants d'une communauté marocaine forte de 80 000 personnes) et l'aménagement de Bruxelles en vue d'atténuer « les contrastes sociaux entre des revenus qui sont ici les plus hauts et les plus

bas de Belgique » et de « garder le charme d'une ville moyenne tout en faisant face à la dynamique économique européenne ».

« C'est la dignité de l'homme politique de s'inscrire dans le long terme », proclame Charles Picqué quand il expose ses plans pour lutter contre l'affairisme immobilier afin qu'on puisse continuer de « passer ici de la frénésie de la ville internationale à la vie de village ».

Jos Chabert, le Flamand

« Il y a trois choses qui font que les habitants de ce pays restent ensemble, ce sont la monarchie, la capitale et l'inertie des grandes institutions », assure Charles Picqué. En ce qui concerne la capitale, considérée comme le trait d'union entre communautés, le « ministre-président » peut compter sur le concours de M. Jos Chabert, ministre des finances, du budget, de la fonction publique et des relations extérieures dans l'exécutif.

Cet ancien avocat, entré en politique il y a quinze ans, est le principal



représentant des Flamands bien qu'il descende du colonel Chabert napoléonien dont Balzac fit un héros de roman, Polyglotte, conseiller du Japon où il a résidé, Jos Chabert parcourt le monde pour

attirer les investisseurs vers sa ville, dont il veut, lui aussi, faire un modèle de convivialité. « Nous avons le devoir que tous les Européens se sentent bien ici, que personne n'ait l'impression d'être étranger. » Pour lui, l'Europe c'est notamment l'apprentissage des langues dans le respect des cultures mutuelles, à commencer entre Belges. Le bilinguisme de la capitale, sinon son trilinguisme avec un anglais envahissant, lui paraît un atout majeur.

Comme Charles Picqué, Jos Chabert évite de prononcer des paroles désagréables au sujet de la querelle entre Bruxelles et Strasbourg pour le siège du Parlement des Douze. Mais il ne doute pas que sa ville finisse par l'emporter, « c'est écrit dans les autres européens ». Ce charmeur, à l'habileté redoutable, selon les édiés strasbourgeois, plus crispés, sait le langage qu'il faut tenir aux étrangers, mais il utilise sciemment une expression typiquement belge pour affirmer sa foi en la réussite de Bruxelles : « Il y en a beaucoup qui vont venir voir. »

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Vue de province

Quel est le vrai visage de Bruxelles vue de province ? Pour les 270 000 « navetteurs » qui s'y rendent chaque jour, pour se disséminer entre 7 h 30 et 9 h, aux quatre coins de la capitale, c'est leur lieu de travail. Pour eux, ce n'est point la ville du bonheur et ils en subissent les aléas : transports en commun bondés, embouteillages quotidiens aux heures de pointe aux entrées et sorties d'autoroute.

Si Bruxelles « n'attire » pas sentimentalement les Wallons et les Flamands comme Amsterdam ou Paris, la ville et sa région, en raison du devenir européen, attirent les investisseurs. Et bien des jeunes « descendent » ou « montent », suivant les formules, vers la capitale pour trouver de l'emploi. Et souvent ils s'y installent non sans difficulté pour trouver un logement à un prix modéré.

Devenir européen

Bruxelles « aspire » donc une partie de l'emploi provincial. Et ce phénomène s'accroît, même si le transfert vers les régions de pouvoirs qui étaient détenus auparavant par l'Etat a pour conséquence de « transporter » un certain nombre de ministères, et donc d'emplois, vers les provinces.

Le Brabant wallon et la région de Nivelles n'en profitent-ils pas aussi avec ces milliards investis au kilomètre carré et ces zones résidentielles où les cadres fuient Bruxelles le week-end.

Mais, dépassant cette sensibilité, et la volonté des Wallons d'être plus autonomes dans leurs pouvoirs de décision par rapport à Bruxelles, chacun est bien convaincu, dans les sphères politiques et économiques, que l'avenir des régions comme celles de Charleroi, Namur et Liège, dépend du

devenir européen de Bruxelles. « Un réajustement des fonctions entre les principales villes du pays est en train de s'opérer. Et c'est tout bénéfice pour l'ensemble », constate M. William Ancion, qui fait actuellement office de bourgmestre (maire) de Liège. Magnifiquement située sur l'axe Londres, Bruxelles, Berlin, la métropole néo-poisie se prépare aux retombées du succès bruxellois. »

Conurbation et complémentarité

« Charleroi s'inscrit dans une synergie de conurbation et de complémentarité », constate pour sa part Jean-Claude Van Cauwenberghes, bourgmestre de cette ville, avec Bruxelles capitale de l'Europe, dans un paysage institutionnel qui s'annonce avant tout comme une Europe des régions et des pôles urbains. Bruxelles-Charleroi, poursuit-il, partie de l'axe Anvers-Bruxelles-Charleroi, sera un lieu de passage et de développement important dans la « banane du développement » qui se construit de Londres à Milan. Dans l'Europe et le monde, cet axe Anvers-Bruxelles-Charleroi permettra de valoriser ensemble, image de marque et complémentarité. »

Opinion fort proche que celle du bourgmestre de Namur, M. Jean-Louis Close : « Namur est la capitale de la région wallonne, mais elle ne se présente pas du tout en rival de Bruxelles. Bien au contraire, nous travaillons en synergie avec Bruxelles. Nous sommes dans son hinterland et appuions un peu comme le « poumon vert » de la capitale. Nous sommes aussi situés sur l'axe international entre Strasbourg et Bruxelles et nous profitons nécessairement des retombées de Bruxelles capitale européenne. »

JULIEN MOËS

Une immigration dispersée

Si les immigrés se sentent plus à l'aise ici qu'ailleurs, la xénophobie gagne aussi du terrain

A un an des élections législatives, l'immigration est un problème dont les responsables bruxellois n'aiment pas parler mais qui est présent en filigrane dans bien des débats.

A Anvers, ville où des quartiers entiers sont pratiquement désertés par les Belges en raison des arrivées d'étrangers, des sondages officiels donnent un score de 20 % pour un parti d'extrême droite qui exploite le ressentiment des habitants d'origine. On n'en est pas là à Bruxelles, où l'immigration est davantage dispersée, sans autres ghettos que quelques rues aux effluves maghrébines, mais la situation est jugée plus préoccupante qu'on ne le dit publiquement.

Turcs et Marocains

Selon les chiffres officiels, 27 % de la population bruxelloise est « non belge ». Dans le lot, il y a 20 000 Turcs et 80 000 Marocains. Et, en l'an 2000, selon M. Picqué, la moitié des immigrés appartiendront à ces deux nationalités, en raison d'une natalité explosive. Les Marocains, souvent chauffeurs de taxis, se sentent généralement plus à l'aise à Bruxelles qu'à Paris. D'anciens accords entre gouvernements sont à l'origine de leur arrivée dans cette ville où il n'y avait pas de rejet des Maghrébins comme dans une France traumatisée par la guerre d'Algérie.

Mais, confie un haut responsable belge, le Maroc ne joue plus le jeu car il ne favorise pas le retour au pays, comme il dit vouloir le faire. Évalués par les autorités à 50 000 en septembre, les illégaux marocains sont de plus en plus nombreux dans une Belgique connue pour - Europe oblige - la perméabilité de ses frontières. Il y a quelques semaines, M. Charles Picqué,

le président de l'exécutif de la région bruxelloise, s'était insurgé contre ce qu'on appelle ici « la fréquence arabe », ensemble de radios libres dont les programmes sont conçus par des immigrés à destination de leurs compatriotes.

On décrivait certaines de ces rédactions comme des agents de la propagande irakienne. L'affaire a perdu un peu de son caractère passionné au fil du temps, mais, nous a assuré le chef de l'exécutif bruxellois, « on va mettre ces radios sous contrôle ».

Quelques affiches commencent à apparaître à Bruxelles, représentant un couple de Maghrébins invité à rentrer chez lui par un doigt impérieux. Elles sont l'œuvre d'un groupuscule extrémiste de Liège - AGIR - qui entend bien concurrencer sur ce terrain un Front national belge, dont le président, le docteur Daniel Féret, est jugé trop mou. Les autorités en place pensent de plus en plus aux choix délicats des alliances qu'il faudrait faire après un bon score de ces formations, sinon dans un

scrutin national, du moins aux élections locales. L'autre préoccupation des édiles bruxellois est l'afflux prévisible des immigrés en provenance d'Europe de l'Est, une perspective dont on ne mesure pas assez la gravité, confient-ils.

Pour sa part, M. Picqué se veut rassurant, estimant que le découpage de la région en dix-neuf communes a au moins pour avantage de mettre les services sociaux très près de la population, ce qui évite, en ce qui concerne les Maghrébins, les phénomènes d'exclusion de la banlieue parisienne.

Évoquant les travaux d'urbanisme en cours et soulignant la vocation internationale de Bruxelles, M. Jos Chabert, l'autre grand responsable de l'exécutif régional, déclare : « Nous avons le devoir que tous les Européens se sentent bien ici, que personne n'ait le sentiment d'être exclu. » Mais les autres, ceux qui ne font pas partie de la grande famille des Douze, risquent de devenir de plus en plus encombrants.

J. de la G.



Un week-end 12 étoiles à Bruxelles

- * La Grand Place, unique au monde.
- * L'Art Nouveau, un festival d'architecture Art Nouveau, Art Déco, Gothique, Néoclassique.
- * 77 musées, de la Maison d'Erasmus aux riches collections de Rubens, Magritte, Breughel et Delvaux.
- * L'Opéra, des créations dont on parle partout.
- * Les expositions majeures, Inca-Perù, 5 Millions d'Années - l'Aventure Humaine, Impressionisme et Fauvisme en Belgique.
- * Les antiquaires, une tradition séculaire, des prix favorables, des marchés (Sablon, Jeu de Balle...).
- * La bande dessinée, la plus grande concentration de talents au monde.
- * Les parcs de loisirs, Mini-Europe, toute l'Europe en miniature, l'Atomium, à 10 minutes du centre.
- * L'hôtellerie, diversifiée et abordable.
- * Les grands chefs, un nombre exceptionnellement élevé de toques.
- * Les cafés, l'ambiance de Brel, un accueil breughelien.
- * Les gourmandises, les 200 bières, les spéculoos, les pralines.

WEEK-ENDS A THEMES - WEEK-ENDS EVENEMENTS :

BELSUD-RESERVATION Tél.: 19.32.2/513.86.30.
Office belge de Tourisme à Paris Tél.: (1) 47.42.41.18.
Minitel : 3615 Belgique.



Info-Revolution

Usages et enjeux des technologies de l'information et de la communication.

Par Dominique Carré.
360 p. 149 F.
En librairie.

autrement

D'Erasmus à Erasmus...



1517.
L'impulsion d'Erasmus, l'Université de Louvain crée le Collège des Trois, modèle du futur Collège de France.

L'Université, fondée en 1409, est un des premiers établissements scientifiques et universitaires d'Europe.

Erasmus a son héritage. L'Université de Louvain joue un rôle majeur dans la formation des cadres européens.

Erasmus a son héritage. L'Université de Louvain joue un rôle majeur dans la formation des cadres européens.

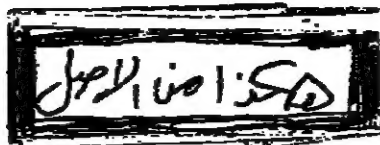
Erasmus a son héritage. L'Université de Louvain joue un rôle majeur dans la formation des cadres européens.

Erasmus a son héritage. L'Université de Louvain joue un rôle majeur dans la formation des cadres européens.

Erasmus a son héritage. L'Université de Louvain joue un rôle majeur dans la formation des cadres européens.

Erasmus a son héritage. L'Université de Louvain joue un rôle majeur dans la formation des cadres européens.

Erasmus a son héritage. L'Université de Louvain joue un rôle majeur dans la formation des cadres européens.



... Le Monde • Vendredi 30 novembre 1990 25

... Le Monde • Vendredi 30 novembre 1990 9

ministre-président»



immigration dispersée

SI CHAQUE FOIS QUE VOUS OUVREZ **Le Monde,** VOUS Y ENTENDEZ PARLER DE BRUXELLES, C'EST PARCE QUE DE PLUS EN PLUS BRUXELLES S'OUVRE SUR LE MONDE.

Chaque jour, dans "Le Monde", vous lisez des articles rédigés à Bruxelles. Rien d'étonnant à cela: c'est à Bruxelles que se concentrent la plupart des sièges de travail des organisations internationales. Les grandes banques y sont toutes représentées et, de plus en plus, les multinationales y installent leurs quartiers généraux.

On connaît le rôle politique joué depuis toujours par Bruxelles dans l'édification de l'idée européenne et l'on pourrait imaginer que c'est à cette seule détermination historique que Bruxelles doit aujourd'hui d'être une des villes d'affaires les plus recherchées du continent. Mais le secret est ailleurs.

Depuis le 18 juin 1989, Bruxelles a acquis un statut de Région

autonome et s'est dotée d'un véritable gouvernement placé sous la responsabilité dynamique du Ministre-Président Charles Picqué. Compétent, notamment en matière de relations extérieures, l'Exécutif bruxellois donne aujourd'hui à la Capitale de la Belgique les moyens de ses ambitions. La longue tradition d'accueil dont ont toujours bénéficié les voyageurs de passage à Bruxelles, trouve désormais son aboutissement dans une véritable politique d'ouverture sur le monde.

Ne vous posez plus de question: si chaque fois que vous ouvrez "Le Monde", vous y entendez parler de Bruxelles, c'est parce que les journalistes, comme les hommes d'affaires, ont trouvé en Europe un endroit où il est aussi agréable de vivre que de travailler.

EXÉCUTIF DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE.

Dialoguez avec Bruxelles: Télécopieur du Ministre-Président Charles Picqué 19.32.2.511.62.83

STRAT
CCM

D'Erasmus à Erasme



POLITIQUE

La séance des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale

Affaires contre affaires

« Ma question s'adresse à M. le garde des sceaux... » La formule fait désormais partie des usages parlementaires. Par la voix, cette fois, de M. Jacques Toubon, député RPR de Paris, puis celle de M. Gilles de Robien (UDF, Somme), l'opposition est en effet revenue, mercredi 28 novembre, lors de la séance des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, sur le financement de la campagne présidentielle et le rôle des « bureaux d'études liés au PS », M. Henri Nallet participant au même moment aux cérémonies du bicentenaire de la Cour de cassation, c'est le ministre délégué à la justice, M. Georges Kiejman, qui a eu la charge de « rendre hommage à la constance » de l'opposition. Tant pis si le débat s'épuise. On

peut toujours faire appel, comme M. Toubon, au « sentiment difficile que le ministre de l'Intérieur tire beaucoup de ficelles », ou brosser à grands traits l'image, cauchemardesque, de ce curieux pays où, selon M. de Robien, « on étouffe, on déplace, on menace, on intimide ».

Faute de questions vraiment précises, l'exercice de la réponse devient, de semaine en semaine, plus délicat. Usant d'un procédé fort prisé par les avocats, M. Georges Kiejman concède d'abord qu'il y a une crise de la justice, « qui remonte à loin dans le passé ». Puis, « je n'aurai pas l'outrecuidance de vous rappeler... », dit-il, avant de remonter, précisément, jusqu'à l'époque de la guerre d'Algérie.

Enfin, comme on pouvait le prévoir depuis déjà quelque temps, le groupe socialiste est venu, laborieusement, à la rescousse. « Je viens d'apprendre qu'à l'occasion d'une instance judiciaire, une prévenue aurait déclaré, pour expliquer les faits de fraude fiscale qui lui étaient reprochés, qu'en fait elle collectait des fonds pour le compte d'un parti politique, nommément le RPR », s'est inquiété M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône).

Un partout, ou plutôt zéro-zéro. Affaires contre affaires, la suspicion est semée un peu partout. A qui profitent ces séances d'autodidagme collectif ?

JEAN-LOUIS SAUX

Ratification de diverses conventions internationales

L'Assemblée nationale a ratifié, mardi 27 novembre, une série de conventions internationales.

La quatrième convention de Lomé. — Signée le 13 décembre 1989, à Lomé (Togo), par les douze pays membres de la Communauté européenne et par soixante-huit pays d'Afrique, du Pacifique et de l'Amérique latine (ACP), cette convention établit le cadre de la coopération entre l'Europe et les pays en voie de développement.

Par rapport à la convention de Lomé III, qui avait été signée pour la période de 1985 à 1990, trois nouveaux partenaires font leur entrée dans le groupe des ACP : Haïti, la République dominicaine et la Namibie. Trois nouveaux thèmes sont développés dans cette nouvelle convention : la promotion des droits de l'homme, la coopération régionale et l'environnement.

L'aide économique prévue par la CEE pour les cinq prochaines années s'élève à 12 milliards d'euros, soit une augmentation, en valeur réelle, de plus de 30 % par rapport à la précédente convention. Jugant cet effort encore insuffisant, le groupe communiste s'est abstenu.

Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a notamment déclaré que, pour ce qui concerne la Communauté, la prochaine échéance sera de « faire accepter par nos partenaires le projet de politique méditerranéenne révisée qui devrait permettre de tripler l'aide accordée [aux] pays riverains ». « Le projet continuera d'être discuté et sera adopté », a-t-il déclaré, « le Sud, chaque jour plus riche », a rappelé le ministre, avant de conclure : « On ne résiste pas à l'arrivée de la jeunesse. On lui donne sa chance et on accueille sa force ».

Flux transfrontaliers de déchets dangereux. — Déjà adopté par le Sénat, ce projet de loi vise à entériner une convention signée à Bâle le 22 mars 1989, qui constitue un premier instrument de réglementation internationale sur la circulation des déchets toxiques. Selon l'OCDE, la production de tels déchets se serait élevée à plus de 300 millions de tonnes en 1989. Elle alimente des trafics illicites à destination des pays d'Amérique latine et d'Afrique, tentés d'accueillir contre une faible rémunération les déchets produits et rejetés par les pays industrialisés. En France, l'élimination des déchets est déjà fixée par une loi du 30 décembre 1988. Lors du débat à l'Assemblée nationale, le ministre délégué à l'environnement, M. Brice Lalonde, a cependant annoncé que ce dispositif sera complété, « dans les trois mois qui viennent », par un décret réglementant l'importation des ordes ménagers.

Sécurité de la navigation maritime. — A la suite de la prise d'otages, survenue en 1985 à bord du paquebot italien Achille Lauro, l'Organisation maritime internationale a élaboré une convention pour la répression des actes illicites commis contre la sécurité de la navigation maritime et des plates-formes fixes situées sur le plateau continental, qui vise à élargir aux actes de terrorisme les dispositions prévues contre la piraterie. Cette convention avait été adoptée à Rome le 10 mars 1988 par vingt-trois Etats.

Création d'un centre culturel en Bulgarie. — Celle-ci avait été décidée lors de la visite du président de la République en Bulgarie en janvier 1989. Les autorités bulgares ont, depuis cette date, proposé un bâtiment dans le centre de Sofia. Le nouveau centre culturel français devrait donc ouvrir prochainement.

La discussion du budget des DOM-TOM

Les sénateurs censurent... RFO

Le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen, dont l'application tranquille et la capacité de dialogue ont conquis, en deux ans, presque tous les parlementaires d'outre-mer, n'a eu aucune peine à défendre son budget pour 1991 devant le Sénat, dans la nuit du mercredi 28 au jeudi 29 novembre après l'examen des budgets du tourisme et des services généraux du premier ministre sur lesquels les sénateurs se prononceraient ultérieurement.

A défaut d'avoir des critiques fondamentales à formuler sur une politique devenue consensuelle par son objectif prioritaire à la recherche, à l'horizon 1995, de l'égalité sociale entre la métropole et les départements d'outre-mer, la plupart des orateurs ont profité de cette circonstance rituelle pour débiter leurs problèmes locaux, petits et gros.

Le sénateur apparenté socialiste de Saint-Pierre-et-Miquelon, M. Albert Pen, a, par exemple, attiré l'attention générale sur la situation pour le moins singulière de certains commerçants de son archipel qui se retrouvent de facto assignés à résidence parce qu'ils sont accusés de « complot » contre le Canada voisin par les autorités d'Ottawa au motif qu'ils ont vendu de l'alcool à des Canadiens de Terre-Neuve de passage à Saint-Pierre. Jugés coupables, aux yeux de la loi canadienne, qui a dit ce commerce alors que la réglementation française l'autorise, ils sont interdits de séjour au Canada, ce qui les empêche de se rendre, en métropole, puisqu'on ne peut pas venir de Saint-Pierre à Paris sans passer par le Canada (sauf en bateau).

Les récriminations les plus vives ont eu pour cible RFO, la chaîne publique de télévision en position de monopole dans la plupart des DOM-TOM. C'est M. Rodolphe Désiré, sénateur apparenté socialiste de la Martinique, élu du PPM (Parti progressiste martiniquais), qui a brandi l'étendard de la censure, appuyé non seulement par M. Pen mais aussi par M. François Louis, sénateur socialiste de la Guadeloupe. Il a dressé un surprenant réquisitoire contre ce qu'il a appelé « une machine infernale montée en son temps par d'autres gouvernements dont l'unique logique ne visait qu'à intoxiquer et à abéir les populations des DOM-TOM. Il contient d'agréables éléments de l'indigence de l'information diffusée par RFO soit remplacée par une information claire, honnête, intelligible », a-t-il affirmé.

Renseignement pris, il apparaît que ce coup de colère de M. Désiré prolongeait le mécontentement exprimé en Martinique par certains notables à

propos de la façon dont RFO aurait rendu compte, une semaine auparavant, du débat provoqué à l'Assemblée nationale par la question au gouvernement de M. Claude Lise, député du PPM, au sujet de la mise en cause par l'opposition de certains élus « domiens » dans le débat de censure. M. Désiré est allé jusqu'à demander « la création d'une commission d'enquête sur l'information d'outre-mer ». M. Le Pen s'est bien gardé de se laisser entraîner sur ce terrain mouvant.

La mauvaise humeur de M. Papilio

La discussion atone de ce chapitre budgétaire s'est néanmoins terminée par un échange assez aigre que personne n'avait prévu, et surtout pas M. Le Pen. Vers les 4 heures du matin, en effet, le sénateur RPR de Wallis-et-Futuna, M. Sosefo Makape Papilio, a soudain fait une scène au ministre des DOM-TOM en lui reprochant de ne pas traiter son territoire avec la même considération que les autres TOM. Butant sur les trois, s'exclamant tout à la fois de trébucher « la paix du Sénat » et de n'avoir pas obtenu, dans sa jeunesse, le certificat d'études qui lui aurait permis de débiter à armes égales avec le ministre, M. Papilio a reproché à M. Le Pen de ne pas se montrer, au cours de ses visites à Wallis-et-Futuna, aussi courtois qu'à Palais du Luxembourg. « Pourquoi, quand vous venez chez nous, vous n'acceptez pas de discuter avec moi comme vous le faites ici ? », a-t-il notamment demandé au ministre des DOM-TOM, Déroulé. M. Le Pen a pris la mouche : « C'est la première fois que j'entends dire que je refuse le dialogue. C'est inadmissible... »

Enquête faite, il semble que la mauvaise humeur de M. Papilio n'ait pas été sans rapport avec l'existence d'un contentieux financier entre les élus locaux et le gouvernement sur le point de savoir qui doit payer plusieurs factures en attente. Des factures relatives au séjour effectué à Paris par les chefs coutumiers de Wallis-et-Futuna invités l'an passé à Paris, pour les fêtes du bicentenaire de la Révolution, en tant que derniers rois authentiques de la IV^e République française. Longues palabres en perspective...

ALAIN ROLLAT

Le projet de loi sur la Corse au Sénat. — Le président de la commission des lois au Sénat, M. Jacques Larché (Rép. et ind. [UREI], Seine-et-Marne), a été désigné, mercredi 28 novembre, comme rapporteur du projet de loi sur la Corse. Ce texte sera examiné après la discussion budgétaire qui devrait s'achever le 10 décembre.

EN BREF

■ M. Méhaignerie tenté par une nouvelle censure. — Le président du groupe UDC à l'Assemblée nationale, M. Pierre Méhaignerie, a déclaré, mercredi 28 novembre sur FR3, qu'il serait « tenté de censurer le gouvernement » si ce dernier ne retenait pas, lors de l'examen en seconde lecture du projet de loi de finances pour 1991, les amendements de son groupe sur la formation professionnelle et l'avenir des zones rurales. Le dépôt d'une nouvelle motion de censure, a expliqué M. Méhaignerie, « va dépendre de la position du gouvernement sur les amendements du Sénat », qui portent sur la réduction de l'impôt sur le foncier non bâti et un meilleur partage de la taxe professionnelle entre les collectivités locales.

■ Censure : les ennemis de M. Virapoulle. — M. Marco Boyer, suppléant RPR de M. Jean-Paul Virapoulle, député centriste de la Réunion, a annoncé, mercredi 28 novembre, sa démission après le refus de ce dernier de voter la motion de censure contre la Contribution sociale généralisée (voir Le Monde du 29 novembre). « En adoptant délibérément une orientation qui favorise les grandes insuffisances gouvernementales des socialistes, [il] a décidé (...) de modifier le contrat signé avec son électeur et de faire une réalité de la démission automatique de son suppléant », a indiqué M. Boyer.

M. Le Pen se lance dans la course aux voix agricoles

CHOLET

de notre envoyé spécial

L'agriculture française aura-t-elle un nouveau Dorgères ? A l'instar du fondateur des comités de défense paysans, Henri d'Halluin dit Dorgères, qui, dans les années 30, voulait « lutter contre l'Etat pourri, les fonctionnaires incapables, les parlementaires vendus et les féodalités capitalistes », M. Jean-Marie Le Pen tente de s'attirer les suffrages des agriculteurs en jouant sur ces thèmes, auxquels s'ajoute leur réflexe anti-européen. C'est à cette fin que le président du Front national est venu, mercredi 28 novembre, à Cholet (Maine-et-Loire) pour faire une opération de promotion de la plus récente structure corporatiste lancée par le parti d'extrême droite : le cercle national des agriculteurs de France.

M. Le Pen, qui en est le président d'honneur, était accompagné du président fondateur, M. Jean-Claude Martinez, député européen, et du président en titre, M. Alexis Arrette, conseiller régional d'Aquitaine. Cet ancien président (de 1982 à 1985) de la Fédération française de l'agriculture (FFA), anti-américaniste farouche, pousse les « multinationales de l'agroalimentaire », placées sous la coupe de la « finance internationale ».

Face à une cinquantaine d'agriculteurs, M. Le Pen s'est fait présenter deux juments de belle taille, une percheronne et une bretonne. « Je regardais les deux, je ne suis pas resté », a-t-il dit, « le ton » du propriétaire de l'exploitation qui accueillait la visite frontiste. Le président du Front national s'est déclaré partisan de l'agriculture biologique, perplexé sur le progrès, qui « n'est pas systématiquement bénéfique pour les

hommes », et franchement hostile aux syndicats professionnels, qui ont « une responsabilité dans le déclin de l'agriculture ».

Tout comme M. Bruno Mégret, qui, labourant sa nouvelle terre d'élection, les Bouches-du-Rhône, en prenant garde de ne pas oublier les agriculteurs — « une nation doit être envaincée dans son sol, dans sa terre, dans ses terroirs, car le monde rural est porteur de valeurs traditionnelles », disait le député général du Front national, vendredi 23 novembre à Salon-de-Provence, lors d'une rencontre avec des exploitants agricoles. — M. Le Pen entendait de séduire une catégorie sociale qui, malgré l'existence de quelques sérieux bastions de gauche, est très fortement ancrée à droite et, plus particulièrement, dans le chiraquisme. « Un quart des voix de M. Jacques Chirac au premier tour de l'élection présidentielle de 1988 étaient des voix paysannes au sens large », indique M. Bertrand Hervieu, directeur de recherche au CNRS-CEVIPOF.

Sortir de l'Europe

Au-delà des douze mesures préconisées par ce cercle rural du Front national (moratoire de la dette des agriculteurs, suppression de la taxe sur le foncier non bâti, arrêt des importations extra-communautaires, notamment), M. Le Pen a aussi tout l'intérêt de représenter un effort d'implantation dans ce milieu, qui bénéficie d'une sur-représentation politique locale. Ainsi, il y a 10 395 agriculteurs actifs et 8 632 retraités — qui sont souvent d'anciens agriculteurs — parmi les 36 487 maires élus aux municipales de 1989.

En outre, M. Martinez, promoteur de cette initiative, vise un

double objectif régional et européen. S'il se défend de faire du « néo-pétainisme », il ne se cache pas de vouloir « transformer les conseils régionaux en bastions des agriculteurs face à l'Europe ». Son but ultime est, en effet, une saisie à l'intérieur de la CEE. Cette revendication ne semble pas déplaire à M. Le Pen, qui, à Cholet, s'est déclaré « favorable à une sortie de notre pays de la Communauté dans l'hypothèse où la construction de l'Europe fédérale se poursuivrait ». A l'appui de cette position, M. Martinez a dénoncé les « eurofédérates », qui veulent faire une insubordination nationale artificielle. Ce calembour, d'un genre coutumier dans les rangs du Front national, a bien fait rire les agriculteurs sympathisants de l'extrême droite présents.

OLIVIER BIFFAUD

■ Le maire d'Angers refuse une salle à M. Le Pen. — Dans une lettre rendue publique lundi 26 novembre, M. Jean Monnier, maire (ex-PS) d'Angers (Maine-et-Loire), informe le secrétaire départemental du Front national que M. Jean-Marie Le Pen « ne disposera pas d'une tribune municipale pour tenir ses propos habituels incitant au racisme, à la xénophobie et à l'antisémitisme ». M. Monnier fait partie des douze maires de grande ville qui ont lancé un appel (Le Monde du 16 novembre) dans lequel ils récusent toute alliance avec le Front national. « M. Monnier est membre de l'Association des maires francs-maçons qui, au nom de leur doctrine, prive de parole ceux qui ne la partagent pas », a répondu, mercredi à Cholet, le dirigeant de l'extrême droite.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 28 novembre au palais de l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses travaux, un communiqué a été publié, dont voici les principaux extraits.

Fonds monétaire international

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à l'augmentation de la quote-part de la France au Fonds monétaire international et à l'approbation par la France du troisième amendement aux statuts du Fonds monétaire international (lire page 44).

La réforme du dépôt légal

(Lire page 24.)

La préparation des négociations commerciales multilatérales

Le ministre du commerce extérieur a présenté une communication sur la préparation des négociations commerciales multilatérales. A quelques jours du début des travaux de la troisième session des pays membres de l'Accord général sur le commerce et les tarifs

douaniers (GATT), qui va se tenir à Bruxelles, il a réaffirmé la volonté de la France de parvenir à un accord qui garantisse le développement des échanges et le maintien de la croissance.

Mais les résultats de cette réunion ne pourront recueillir l'accord de la France qu'à la condition de comporter des concessions et des avantages réciproques et équilibrés pour l'ensemble des parties.

Pour la France, les objectifs principaux sont d'assurer l'ouverture de nouveaux marchés et de préserver les mécanismes fondamentaux de la politique agricole commune, garante, avec le dynamisme des producteurs, de la capacité d'exportation de notre agriculture et de la pérennité de l'exploitation familiale.

Il convient aussi de soumettre progressivement aux règles du GATT les échanges de services et la protection de la propriété intellectuelle ainsi que les échanges de textile dans le contexte d'une concurrence plus loyale.

Il s'agit, enfin, de définir des règles qui tiennent compte de manière plus juste et plus réaliste de la diversité des situations et de favoriser le règlement multilatéral des différends commerciaux entre les Etats.

Mesures d'ordre individuel

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du ministre de l'intérieur :

— M. François Lefebvre, préfet de la Haute-Saône, est nommé préfet hors cadre ;

— M. Hubert Fournier, directeur de la sécurité civile, est nommé préfet de la Haute-Saône ;

[Né le 13 septembre 1948 à Paris, M. Hubert Fournier est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA. Conseiller technique au cabinet de Gaston Defferre en 1981, il est nommé successivement secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, puis commissaire adjoint de la République à Pointe-à-Pitre, et secrétaire général pour les affaires régionales en Aquitaine. Depuis mai 1989, M. Fournier est directeur de la sécurité civile au ministère de l'intérieur.]

Sur proposition du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire :

— M. Philippe Loiseau est nommé président du conseil d'administration des Houillères du bassin de Lorraine.

Sur proposition du ministre de l'agriculture et de la forêt :

— M. Claude Bouchet est nommé directeur de la production et des échanges.

Dans un entretien

à « Faits et arguments »

M. Raymond Barre est favorable à un gouvernement européen

Dans un long entretien publié dans sa lettre mensuelle Faits et arguments du mois de décembre, M. Raymond Barre se déclare favorable à une avancée significative de l'Europe sur « la voie de l'union politique » par « des transferts de souveraineté plus étendus que ceux auxquels les pays de la Communauté ont procédé jusqu'ici ».

M. Barre se prononce pour la création d'un gouvernement européen : « Je ne pense pas, explique-t-il, que la Commission puisse devenir ce gouvernement. Il serait souhaitable que, à côté du Conseil européen, organe suprême de la Communauté, puisse fonctionner un conseil des ministres dont l'action serait plus synthétique et cohérente. La Commission conserverait bien entendu les responsabilités qui lui sont confiées par les traités. » Il se prononce en second lieu pour un renforcement des pouvoirs du Parlement européen, mais « qui ne disposerait que des compétences dont ne sauraient déchoquer les Parlements nationaux ».

Évoquant la situation politique intérieure, M. Barre persiste à penser que la recomposition ne peut venir que d'une élection présidentielle. « Je ne crois pas en tout cas, explique-t-il, que la cohabitation puisse être une chance de recomposition. La cohabitation se définit à mes yeux par la présence à la tête de l'Etat d'un président de la République et d'un premier ministre qui affichent ouvertement leur attachement respectif à des politiques opposées. (...) Il vaut mieux s'en tenir aux mécanismes de la Constitution plutôt que de chercher des combinaisons qui manquent de clarté et finissent dans l'échec et l'impuissance. »

M. Barre convient qu'il peut exister aujourd'hui « des déçus du barriisme » : « Ceux qui adoptent une éthique pour des raisons d'opportunisme, électoral ou autre. Quand on apparaît comme un « présidentiable » reconnu, le flux des partisans intéressés se gonfle, mais il s'amenuise dès que les espoirs n'ont pas été comblés. Ce sont ceux qui proclament le plus haut leur déception pour mieux se faire accepter de ceux dont ils vont désormais constituer la vaillante cohorte ! Et puis ceux qui se laissent charmer par les sirènes qui leur susurreront que je suis devenu socialiste et que je suis prêt à rallier le pouvoir. Ces barriistes-là ne font-ils pas confiance à mes convictions. Drôles de barriistes ! Il vaut mieux qu'ils ne le soient plus ! »

البيان

... Le Monde • Vendredi 30 novembre 1990 25

... Le Monde • Vendredi 30 novembre 1990 11

se lance dans la course aux voix agricoles

du conseil des ministres

i486
plus
XGA
plus
LAN:

سازمان اسناد و کتابخانه ملی

Nouveaux IBM PS/2. Des micros plus qu



IBM et PS/2 sont des marques de IBM Corporation. IBM et PS/2 sont des marques de IBM Corporation.

173
Lemond
Lemond

سكاي ١٠٠

PS/2. Des micros plus que jamais "systèmes".

Les performances d'un réseau micro dépendent des performances de chacun des éléments qui le composent. Qu'un seul maillon de la chaîne soit défaillant et c'est tout le système qui se dégrade.

Mais à l'inverse, si tous les éléments ont des performances de même niveau, la puissance développée devient fabuleuse : on arrive presque au système parfait !

Avec les nouveaux PS/2, chaque composant du système a été soigneusement pensé et communique par osmose avec les autres éléments du réseau... qui donne alors sa pleine mesure.

A sa tête, le nouveau PS/2 modèle 95 : un serveur performant qui libère toute la puissance du microprocesseur i486. Et si vous n'avez pas besoin d'un tel potentiel, les récents modèles 80 et 65 SX à technologie 386 vous apporteront une solution adaptée, au meilleur coût.

Tous ces produits bénéficient des dernières innovations technologiques d'IBM. Notamment les disques durs SCSI, l'architecture Micro Channel et le nouvel adaptateur graphique XGA, en standard sur les modèles 90 et 95.

Mais ces matériels ne représentent qu'une partie de l'édifice. Un réseau micro nécessite également un logiciel de gestion élaboré : c'est l'OS/2 Lan Server d'IBM. Pour atteindre son maximum, il s'appuie sur des cartes de connexion efficaces pour le réseau en anneau à jeton d'IBM (Token-Ring) ou encore le réseau Ethernet.

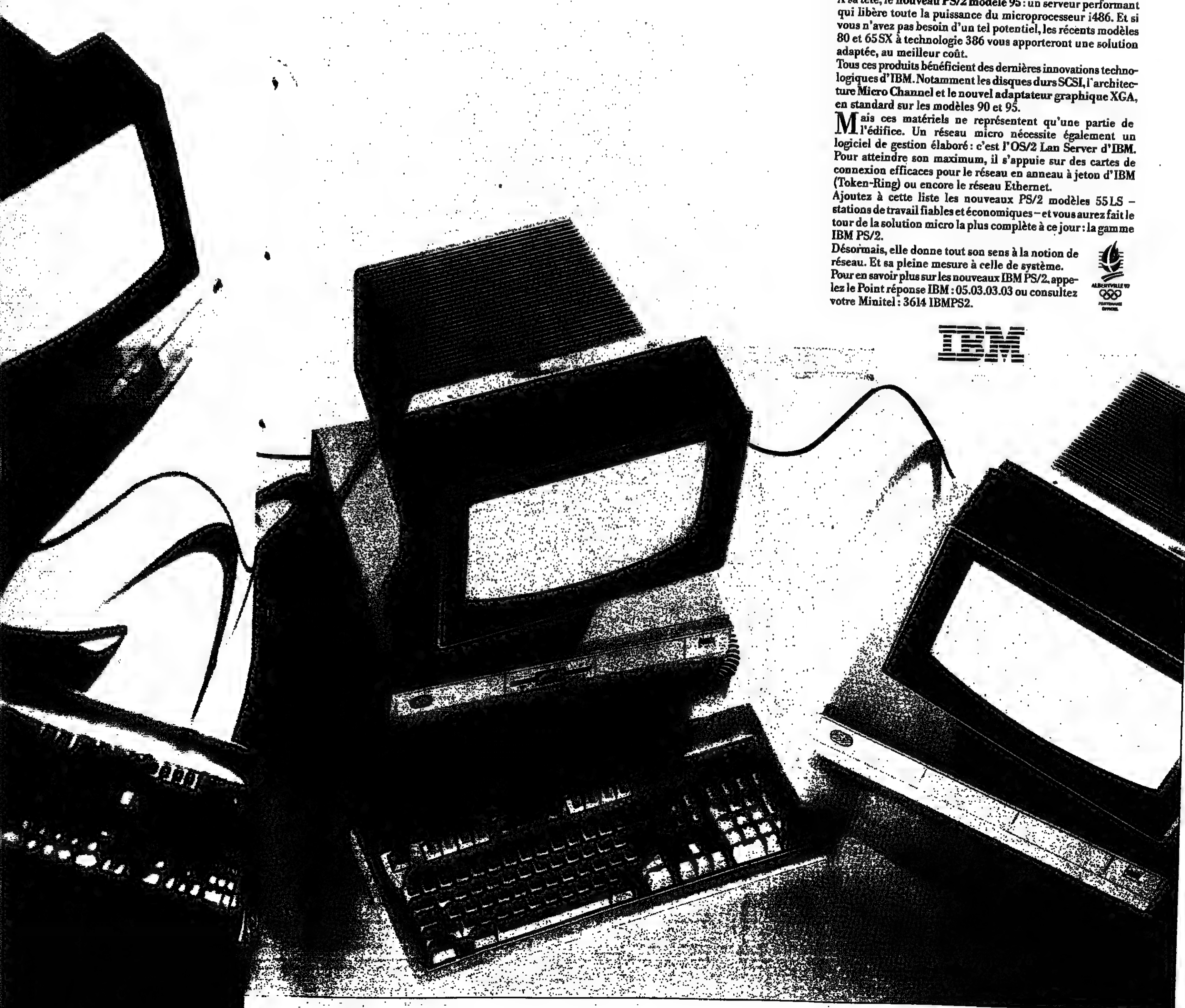
Ajoutez à cette liste les nouveaux PS/2 modèles 55 LS - stations de travail fiables et économiques - et vous aurez fait le tour de la solution micro la plus complète à ce jour : la gamme IBM PS/2.

Désormais, elle donne tout son sens à la notion de réseau. Et sa pleine mesure à celle de système.

Pour en savoir plus sur les nouveaux IBM PS/2, appelez le Point réponse IBM : 05.03.03.03 ou consultez votre Minitel : 3614 IBMP52.



IBM



POLITIQUE

Al bureau exécutif du PS

Nouvelle passe d'armes entre fabiusiens et jospinistes

La réunion du bureau exécutif du Parti socialiste a été l'occasion, mercredi 28 novembre, d'un nouvel échange entre « mitterrandistes », fabiusiens et jospinistes — à la suite de la mise en cause de l'attitude du président de la République face au mouvement des lycéens (le Monde, 25-26 novembre). M. Marcel Debarge, fabiusien, numéro deux du parti, a souligné que le chef de l'Etat est « la clé de voûte des institutions » et affirmé : « Nous avons besoin d'un parti du président. » M. Frédéric Bredin, fabiusien, membre du secrétariat national, a dénoncé une « atmosphère d'insécurité », créée par des « attaques insidieuses ». « Le bateau coule, et nous avec », a-t-il dit, en mettant en garde les responsables socialistes contre la « désaffection de l'opinion publique ».

M. Henri Emmanuelli, jospiniste, trésorier du parti, a demandé, en réponse, que les « propos anonymes » (il s'agit toujours de ceux qu'une dépêche de l'AFP attribue, le 15 novembre, à un « secrétaire national » du PS, qui aurait déclaré : « Déjà, le président est incontrôlable »).

soient « traités par le mépris », comme le PS, selon lui, l'avait toujours fait dans le passé. Si les responsables politiques agissent autrement et donnent de l'importance à ces propos, a expliqué le député des Landes, il est normal que les journalistes les diffusent et que leur écho s'en trouve accru. Pour M. Emmanuelli, l'essentiel est de « combattre les attaques de la droite », plutôt que de se poser en défenseurs du président et de laisser entendre ainsi qu'il aurait besoin d'être défendu.

M. Pierre Mauroy a renouvelé son appel à la « cohésion du parti », à la « solidarité avec le président de la République » et au « soutien du gouvernement », en se félicitant, d'ailleurs, qu'une bonne coordination entre le PS et son groupe de l'Assemblée nationale ait permis, cette semaine, de « déamorcer les attaques de la droite » lors de la séance des questions au Palais-Bourbon. Le premier secrétaire a souligné que le « courage » de MM. Henri Nallet et Georges Klejman, respectivement garde des sceaux et ministre délégué à la justice.

P. J.

Selon un sondage SOFRES

Les Français perçoivent de moins en moins de différences entre la gauche et la droite

M. Gérard Le Gall, membre adjoint au secrétariat national du PS, a présenté au bureau exécutif, mercredi 28 novembre, les résultats d'un sondage de la SOFRES sur les « références idéologiques » des Français. Cette étude fait apparaître que la perception des notions de « droite » et « gauche » continue à s'effailler.

Pour 56 % des personnes interrogées par la SOFRES (1) les notions de « droite » et « gauche » sont « dépassées », tandis que 34 % d'entre elles les jugent « toujours valables pour comprendre les prises de position des partis et des hommes politiques ». Le premier chiffre est égal à celui qui était ressorti d'une précédente enquête, en octobre 1989, mais le second est en diminution de deux points : en mars 1988, ces chiffres étaient, respectivement, de 48 % et 44 %.

Parallèlement, le nombre des Français qui refusent de se classer à droite ou à gauche continue à augmenter, avec 28 % cette année (23 % il y a un an, 21 % en novembre 1988). Ceux qui se classent à gauche, soit 38 %, restent plus nombreux que ceux qui se situent à droite, soit 28 %, les deux catégories étant en diminution (la gauche était à 43 % en novembre 1988 et à 40 % il y a un an, la droite à 31 %, puis 32 %). On retrouve ici, à peu de chose près, les chiffres d'octobre 1987 : après un an et demi de « cohabitation », 36 % des Français se classaient à gauche, 29 % à droite, et 30 % refusant de se classer.

Le seul domaine de l'action gouvernementale où une majorité de Français (54 %) perçoivent de « grandes différences » entre la droite et la gauche est la politique de l'immigration (37 % d'entre eux y voient « peu de différences »). Pour tous les autres domaines (politique économique, éducation, lutte contre la délinquance, politique étrangère, Europe, protection sociale, etc.), la réponse « peu de différences » l'emporte largement, dans une proportion avoisinant ou dépassant les deux tiers, ces chiffres étant en augmentation par rapport à l'enquête de l'an dernier. Logiquement, le nombre des Français qui estiment qu'il y a « trop de différences » entre la droite et la gauche diminue (16 % aujourd'hui,

18 % il y a un an, 19 % en mars 1988), celui des Français qui pensent qu'il n'y a « pas assez » augmente (38 % aujourd'hui, 36 % il y a un an, 34 % en mars 1988), tandis que 35 % d'entre eux estiment qu'il n'y a « ni trop, ni trop peu ».

Interrogés sur leurs valeurs en matière économique, les Français attribuent majoritairement un coefficient positif aux notions de participation (73 %), concurrence (71 %), libre-échange (69 %), libéralisme (54 %), profit (48 %), syndicats (47 %), socialisme (46 %), planification (42 %) et privatisations (42 %), et un coefficient négatif à celles de nationalisations (47 %), capitalisme (46 %), protectionnisme (32 %), dirigisme (62 %).

L'écologie en vedette

Dans le champ politique, l'écologie l'emporte de très loin, avec 69 % d'appréciations positives, suivie par le socialisme (52 %), le gaullisme (47 %), le centre (45 %) et la gauche (43 %). La proportion s'inverse avec la droite (45 % d'appréciations négatives), suivie par la social-démocratie (34 %), la démocratie chrétienne (39 %), le radicalisme (54 %), le conservatisme (61 %), le gauchisme (69 %), le communisme et le marxisme (75 %), l'extrême droite (77 %).

Parmi les tendances de référence, les Français se répartissent en modérés (21 %), socialistes (20 %), écologistes (12 %), libéraux (11 %), gaullistes (11 %), sociaux-démocrates (5 %), conservateurs (4 %), communistes (4 %) et révolutionnaires (3 %), 9 % d'entre eux n'ayant pas d'opinion. La référence socialiste est en baisse (30 % en octobre 1987, 31 % en novembre 1988, 26 % en octobre 1989), la place prise par la référence écologiste, mesurée pour la première fois, ayant sans doute pour effet d'aggraver, dans l'enquête de cette année, le « décrochage ». Dans une moindre mesure, le libéralisme (15 % il y a un an) et le gaullisme (13 % il y a un an) régressent eux aussi.

Dans l'hebdomadaire du PS, Vendredi (du 30 novembre), qui publie les principaux résultats de ce sondage, M. Le Gall précise que 52 % des sympathisants socialistes jugent « dépassées » les notions de gauche et droite : que 30 % d'entre eux seulement, en moyenne, perçoivent de « grandes différences » entre les positions des deux camps ; et que l'effacement de ces différences semble les satisfaire, puisque 53 % d'entre eux estiment qu'il y a « trop de différences » (17 %) ou « ni trop, ni trop peu » (36 %) entre la gauche et la droite.

P. J.

(1) Enquête faite du 23 au 25 octobre dernier sur un échantillon national de mille personnes âgées de dix-huit ans et plus.

L'écurie Rocard au petit trot

Suite de la première page

Il n'empêche que cette famille-là a le sens de... la famille. La preuve : depuis qu'il occupe l'hôtel Matignon, le premier ministre distribue des petites faveurs à des amis politiques, à d'anciens collaborateurs, voire à des amis tout court. Rien de bien méchant, encore que...

Le contingent de légions d'honneur dont dispose Matignon n'est pas énorme mais la « famille » est rarement oubliée. Un jour, c'est M. Robert de Caumont, ex-député rocardien et ancien membre du PSU ; un autre, M. Suzanne Juliard, épouse de M. Jacques Juliard, un intellectuel proche du premier ministre. Cette distribution a aussi bénéficié à M. Marie-Thérèse Join-Lambert, ancien conseiller social de M. Rocard, et à M. Xavier Greffe, un universitaire, auteur de *Décentraliser pour l'emploi*, livre auquel le député des Yvelines avait consacré un long « point de vue » dans le *Monde*, juste avant d'être nommé premier ministre. M. Gilles Martinet, l'un des anciens compagnons de route de M. Rocard, a, lui, été promu officier de la légion d'honneur, ce qui n'a rien d'exceptionnel pour un ambassadeur de France. Comme pour les diverses personnalités honorées par le premier ministre, certainement aussi méritantes que M. Martinet, la question est néanmoins de savoir s'il aurait reçu cette distinction d'un autre. Et dans les mêmes délais. L'amitié des grands hommes...

Les vertus et l'amitié

Le même sens de l'amitié a valu à d'autres membres de la « famille » de bénéficier de nominations prestigieuses à la Cour des comptes et au Conseil d'Etat, où les places sont très recherchées. Six postes de conseillers d'Etat ont été pourvus au « tour extérieur » depuis que Rocard est à Matignon (ces postes sont à la discrétion du pouvoir en place). Le premier ministre a disposé de trois d'entre eux, l'Elysée des trois autres, selon une règle de partage sur laquelle veillent jalousement les deux « Messieurs nominations » de la République, M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat, et M. Rocard et M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, pour M. Mitterrand. Le premier poste du contingent Rocard est revenu à M. Charles Gosselin, un préfet, jusqu'à conseiller à son cabinet. Le deuxième est allé à M. Gisle Charzat, une figure du Parti socialiste, « parce qu'elle s'est livrée, pour l'obtenir, à une véritable danse du ventre », raconte un proche de M. Rocard qui a été témoin de son insistance. Le troisième a bénéficié à M. Pierre Zémor, ancien « conseiller en communication » de M. Rocard. « Pour qu'on ne le voie plus à Matignon », commente le

même. Le cas de M. Charzat est un peu particulier. Affilié jusqu'à lors au courant de M. Jean-Pierre Chevènement, elle était, comme M. Didier Motchane, autre chevènementiste, député au Parlement de Strasbourg jusqu'aux dernières élections européennes.

Comme M. Motchane, elle a dû, bon gré mal gré, céder son siège à un camarade de parti. En compensation, M. Motchane a été nommé conseiller maître à la Cour des comptes, M. Charzat conseiller d'Etat. La Cour des comptes, c'est bien, mais le Conseil d'Etat, c'est mieux. Raison de cause à effet ou pas, on trouve, quelques mois plus tard, la signature de M. Charzat au bas de la motion des rocardiens pour le congrès socialiste de Rennes.

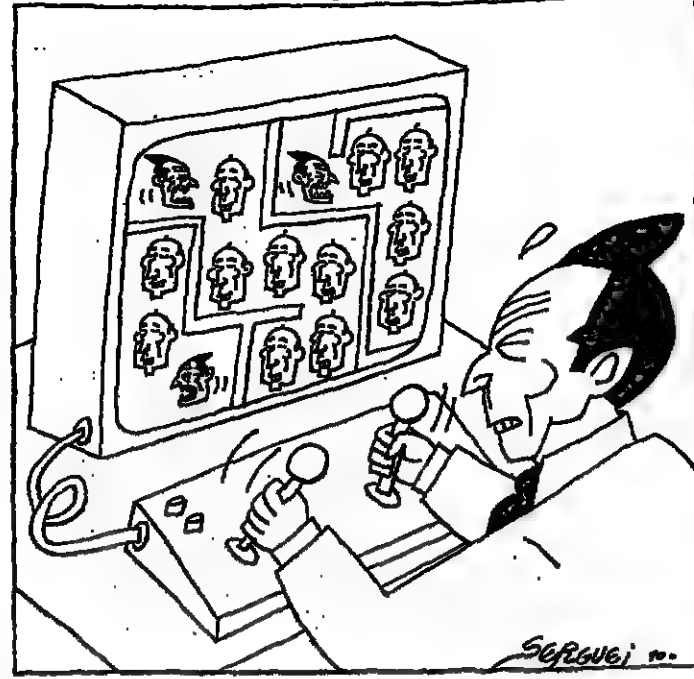
La galaxie Rocard s'est enrichie, vers la même époque, d'un maître des requêtes au Conseil d'Etat, M. Anne-Marie Colmon, l'épouse de l'actuel chef de cabinet du premier ministre, et d'un conseiller référendaire à la Cour des comptes, M. Patrick Viveret, officiellement « professeur dans l'enseignement agricole », dans les faits l'un des intellectuels les plus brillants de cette galaxie.

A peine installé à Matignon, M. Rocard avait pourtant mis en garde ses ministres contre les risques du copinage. « La désignation des titulaires des emplois publics doit se faire sans autre distinction que celle des vertus et des talents », leur écrit-il le 23 mai 1988. « 22 jours, le gouvernement met cette belle résolution en pratique. Considérée comme apolitique, M. Dominique Laurent, qui vient du secrétariat général du gouvernement, entre au Conseil d'Etat comme maître des requêtes. Le 29 juin, M. Rocard s'autorise, mais tout, une exception qui sera suivie de quelques autres. Il nomme conseiller d'Etat un homme sans doute de « vertus » et de « talents », mais qui a en plus le mérite d'être de la « famille », M. Zémor.

Moins bien que M. Mauroy

Lorsqu'il procède à des nominations, le premier ministre s'est fixé pour règle de ne « jamais faire injure à la fonction publique », insiste l'un de ses proches. Et, de fait, M. Rocard n'a pas décliné aucune d'entre elles. Les exceptions, M. Antoine Prost, chargé de mission au cabinet du premier ministre, a, ainsi, abandonné cette fonction pour revenir à ses activités universitaires antérieures, sans être promu recteur d'académie comme il pouvait y prétendre. « Mais c'est moi qui l'ai voulu », précise-t-il.

Ces quelques exemples ne permettent pas de soupçonner M. Rocard de népotisme. Par comparaison avec d'autres premiers ministres, il se montre, même, plutôt moins gourmand. Ainsi, le second homme fort de Matignon, M. Jean-Paul Fuchs, directeur de cabinet, n'a-t-il bénéficié jusqu'ici d'aucune des gratifications qu'un tel poste vaut généralement à son titulaire. Le premier directeur de cabinet de M. Pierre Mauroy, M. Robert Lion, avait reçu, à son départ de Matignon après un an de service, la direction générale de la Caisse des dépôts et consignations, l'un des plus beaux postes de la République. Et le second, M. Michel Delebarre, avait été nommé préfet hors cadre alors qu'il officiait encore Rue de Varenne.



déjà cités, M. André Larqué, conseiller technique à Matignon, est un des premiers à illustrer ce phénomène. Le 30 novembre 1989, il prend la tête de Radio-France internationale. Le 5 juillet 1989, M. Jean-Claude Petitdemange, alors chef de cabinet de M. Rocard, est nommé préfet. Il reste, néanmoins, auprès du premier ministre comme chargé de mission.

Le 17 octobre 1990, M. Yves Lyon-Caen, directeur adjoint du cabinet, est promu à la présidence du Crédit national. L'affaire fait des remous. M. Lyon-Caen est jeune (il vient d'avoir quarante ans) et n'a pas exactement le « profil ». M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Economie et des finances, a vainement tenté d'empêcher, puis de retarder cette nomination, qui l'obligeait à « débarquer » plus vite qu'il ne l'avait prévu le titulaire du poste, M. Paul Montreuil. « Mais Matignon a fini par taper du poing sur la table, et nous avons dû obtempérer », raconte un des ses conseillers.

D'autres collaborateurs du premier ministre ont bénéficié d'une promotion, parfois plus modeste, en quittant Matignon : M. Ariane Obolensky, ancien conseiller technique, nommé chef de service au Trésor, et M. Michel Taly, ex-chef de mission, devenu chef du service de la législation fiscale au ministère du budget. Cependant, la règle selon laquelle un passage par l'hôtel Matignon est bénéfique aux intéressés souffre, parfois, de exceptions. M. Antoine Prost, chargé de mission au cabinet du premier ministre, a, ainsi, abandonné cette fonction pour revenir à ses activités universitaires antérieures, sans être promu recteur d'académie comme il pouvait y prétendre. « Mais c'est moi qui l'ai voulu », précise-t-il.

Ces quelques exemples ne permettent pas de soupçonner M. Rocard de népotisme. Par comparaison avec d'autres premiers ministres, il se montre, même, plutôt moins gourmand. Ainsi, le second homme fort de Matignon, M. Jean-Paul Fuchs, directeur de cabinet, n'a-t-il bénéficié jusqu'ici d'aucune des gratifications qu'un tel poste vaut généralement à son titulaire. Le premier directeur de cabinet de M. Pierre Mauroy, M. Robert Lion, avait reçu, à son départ de Matignon après un an de service, la direction générale de la Caisse des dépôts et consignations, l'un des plus beaux postes de la République. Et le second, M. Michel Delebarre, avait été nommé préfet hors cadre alors qu'il officiait encore Rue de Varenne.

Trois handicaps

Il faudra attendre le départ de M. Rocard de l'hôtel Matignon pour comparer plus précisément les performances professionnelles des deux cabinets, le sien et celui de M. Mauroy, mais les collaborateurs de ce dernier n'avaient rien eu de regrettable. M. André Chadenet, président de la SNCF, M. Jean Saint-Geours, président du Crédit national, M. Jean Peyrelevade, président de la Compagnie financière de Suez, en plus de M. Lion déjà nommé. L'équipe Rocard fera-t-elle aussi bien ? Elle n'en prend pas le chemin. A la différence d'un Laurent Fabius, M. Rocard souffre de trois handicaps qui expliquent le petit trot de son écurie : l'Elysée le surveille de près ; la ferveur de Bercy et ses dépendances — le pouvoir est là — sont tenues par deux fabiusiens, MM. Bérégovoy et Charasse ; il n'a jamais « su faire ». Entendez par là que la culture politique du premier ministre est celle d'un militant avant d'être celle d'un chef de file. On ne le verra pas user de Matignon pour tisser sa toile, comme M. Fabius de la présidence de l'Assemblée nationale.

M. Mitterrand veille, et si

M. Rocard dispose à peu près comme il l'entend du lot de nominations qui échoit à tout premier ministre, il ne peut se permettre d'importe quoi. Ainsi, selon l'un de ses proches, aurait-il souhaité obtenir « quelque chose » pour M. André Salomon, qui eut le titre de « conseiller » à son cabinet. M. Salomon, malheureusement, avait osé ériger M. Mitterrand dans un livre paru en 1980 (*Aujourd'hui*, écrit-il à propos de celui qui allait devenir président de la République, il a vieilli et... la mort politique... le guette.) Cela ne pardonne pas, et l'intéressé en est aujourd'hui pour ses frais.

A la différence de M. Mauroy, qui fut le premier ministre d'un socialisme soudé par la victoire, M. Rocard officie à Matignon dans un contexte fortement concurrentiel. La relève de M. Mitterrand est en vue, et le voudrait-il vraiment que M. Rocard se heurterait, pour placer de vrais pions, aux autres présidents. Sous le regard bienveillant de l'Elysée, des fabiusiens sont régulièrement promus ici ou là : M. Patrick Carell à la présidence de la Banque Hervet, M. Bernard Pêcheur comme directeur général de l'administration de la fonction publique, M. Christian Bécé à la direction générale de la recherche, M. Daniel Bernard comme porte-parole du Quai d'Orsay, etc. A reconstruire ces dernières nominations, toutes décidées depuis M. Rocard est premier ministre, on mesure l'influence relative de celui-ci. Quelques promotions spectaculaires de rocardiens ou de semi-rocardiens, intervenues récemment (M. Lyon-Caen déjà cité, M. Bernard Vial comme successeur de M. Elisabeth Guigou, entrée au gouvernement, à la tête du secrétariat général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne), ont pu laisser penser que les amis du premier ministre s'étaient lancés tardivement à l'assaut de l'appareil d'Etat.

Il n'en est rien. S'il n'est pas superflu d'avoir gravité à un titre ou à un autre dans la nébuleuse rocardienne pour en tirer bénéfice, mieux vaut avoir, aussi, des cordons dans l'autre panier, le mitterrandien au sens large. Cette double étiquette, qui vaut double adoubement, autorise aujourd'hui toutes les espérances. L'ont vérifié, parmi d'autres, M. Christian Blanc, devenu président de la RATP, M. François-Xavier Stasse, ancien rocardien de l'Elysée, nommé directeur général de l'Assistance publique de Paris, et M. Jean-Pierre Hoss, promu à la tête de la Société française de production.

On ne peut parler, non plus, d'une mainmise des rocardiens sur la haute administration et les entreprises publiques. Les « rocardiens purs » sont plutôt rares, quelquefois quasiment absents. A l'économie et aux finances, pratiquement aucun. Idem, quand ce n'est pas pire, aux affaires étrangères, à la justice, à la défense et à la culture.

On ne reconstruit pas un seul rocardien au ministère de l'Intérieur, M. Jean-Marc Erbs, chef de l'inspection générale de l'administration, rocardien d'idées plus que d'allégeance. A l'éducation nationale, un seul rocardien d'académie (sur vingt-huit) peut être rangé dans cette catégorie, M. Claude Pair (Lille), qui présida, au milieu des années 80, le club Convaincre (rocardien) de Meurthe-et-Moselle. On rencontre davantage de rocardiens au plan (M. Pierre-Yves Coesé, commissaire général) et à l'agriculture, dont M. Rocard fut ministre, ainsi que dans la mouvance de l'économie sociale, mais est-ce à partir de telles bases que l'on conquiert l'Etat ?

BERTRAND LE GENDRE

(1) Lire notamment *L'Élite rose*, Sociologie du pouvoir socialiste 1981-1989, de Monique Dagnaud et Dominique Mehl ; nouvelle édition augmentée, éditions Ramsay, 1988.

Jeudi 30 1990

Le Monde • Vendredi 30 novembre 1990 28

Le Monde • Vendredi 30 novembre 1990 15

SOCIÉTÉ/CULTURE

SECTION B

19 Le Festival de danses de Cannes
20 Le cinéma iranien à Nantes
21 Edifices : le confort moderne
22 L'envoi de la presse « écologie »

Quatre jardiniers pour les Tuileries

Le ministre de la culture devait rendre public, le 29 novembre, le projet de réaménagement du parc

Le président aura-t-il la main verte ? On l'espère : c'est M. François Mitterrand, premier jardinier de France, qui a choisi l'équipe chargée de la rénovation du parc des Tuileries. Depuis le printemps, huit projets, accompagnés de dessins et de maquettes, sont à l'étude. Le nom des élus n'a été connu qu'à l'automne : MM. Pascal Cribier et Louis Benich pour le jardin des Tuileries proprement dit, M. Jacques Wirtz pour celui du Carrousel. Une décision que M. Jack Lang devait commenter, jeudi 29 novembre, au cours d'une conférence de presse. Le programme initial, complexe, a nécessairement donné des réponses multiples. Certaines sont encore inabouties.

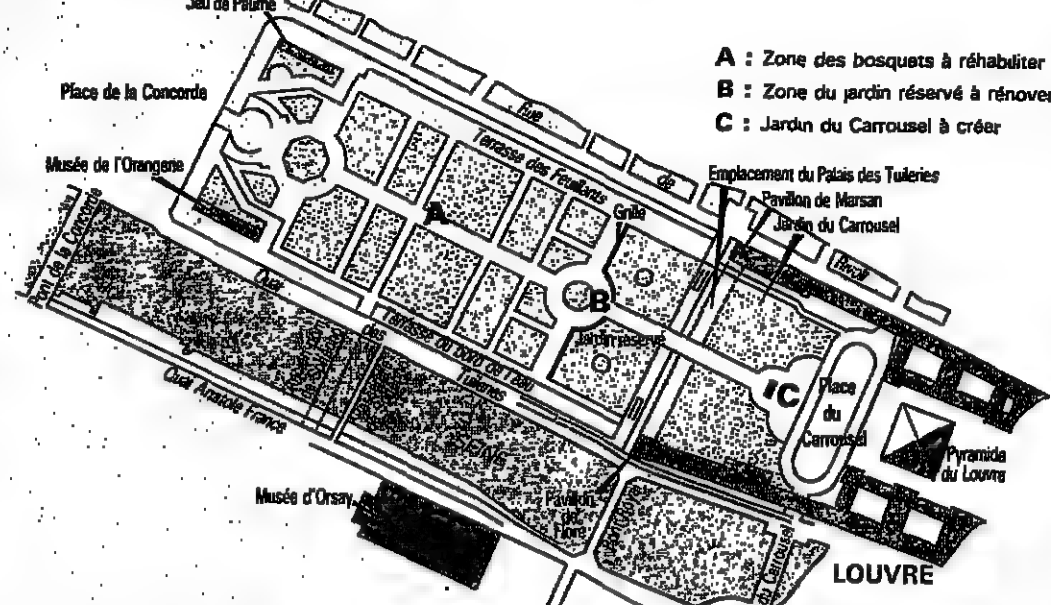
Complexe, parce qu'il est délicat d'intervenir sur un tel morceau de verdure, saturé d'histoire, marqué par la personnalité du plus connu des jardiniers français : Le Nôtre. Nécessaire, parce que le dessin original a été modifié irrémédiablement et que le jardin est aujourd'hui en coma dépassé.

Des décennies d'abandon, la métamorphose de ces lieux en parc d'attractions destiné à célébrer la mode ou le bicentenaire de la Révolution, en Luna Park doté de grande roue et de trains-fantômes, en dépôt de statues déparcellées et de bases cassées ont transformé ces 27 hectares, en une vaste dépression poussiéreuse, à la végétation malade et au sol quasi stérile.

L'émergence du « plus grand musée du monde » est l'occasion ou jamais de lui redonner vie. Après avoir été l'extension naturelle d'un château aujourd'hui disparu – celui des Tuileries – il sera logiquement le prolongement du Grand Louvre.

Huit jardiniers-paysagistes ont donc été consultés. Ils ont été choisis en fonction de leurs expériences passées. Gilles Clément, professeur à l'école d'architecture de Versailles, est un adepte des jardins libres, naturels et « en mouvement ». Il est l'un des concepteurs du parc Citroën en cours de réalisation dans le XVI^e arrondissement de Paris. M. Michel Corajoud, créateur du parc de l'Archevêque à Grenoble, aime s'appuyer sur des structures architecturales fortes. Il doit réhabiliter les jardins de la Fontaine, à Nîmes. M. François Houtin a été formé en Suisse. Il a dessiné de nombreux jardins privés, tant en France qu'à l'étranger.

M. Bernard Lassus a marqué plusieurs générations d'élèves de l'école du paysage. Il travaille actuellement au jardin de la Cordierie royale de Rochefort. M. Jacques Segard est un spécialiste des parcs urbains (Reims,



Evry, Metz). Il est l'auteur du parc André-Malraux à Nanterre, réalisé dans une zone particulièrement ingrate. L'Américain Michael Van Valkenburgh est professeur à l'université de Harvard. Il est l'inventeur du « Vine Garden » dans le Massachusetts, mais connaît parfaitement la tradition européenne. Le Belge Jacques Wirtz, l'un des paysagistes les plus célèbres du Vieux Continent, a remis en vogue la topiaria – l'art de tailler les arbres pour leur donner des formes diverses – grâce à un traitement très contemporain. Les plus jeunes, enfin, MM. Pascal Cribier et Louis Benich – ce dernier a la réputation d'être l'un des meilleurs botanistes de notre pays – ont créé des jardins privés remarquables.

Les promenades respectées

Il était recommandé aux consultants de rappeler l'histoire du jardin, de respecter les arbres, ne pas hésiter à faire du contemporain et d'assurer une continuité entre l'arc de triomphe du Carrousel et la place de la Concorde. La commission des monuments historiques insistait, en outre, pour que la trace du château des Tuileries, brûlé sous la Commune, fût évoquée d'une manière ou d'une autre. Enfin le nouveau parc devait être d'un entretien acceptable sur le plan financier et supporter la fréquentation assidue d'un public nombreux.

D'est en ouest, le jardin se décompose grossièrement en trois zones.

Entre les ailes du palais du Louvre et jusqu'à l'avenue du Général-Le-monnier, le Carrousel, assez joliment planté à la fin du XIX^e siècle, aujourd'hui ravagé et dont le sous-sol est bonifié de parking et d'ouvrages divers. Ensuite, passé le souterrain qui relie le quai à la rue des Pyramides, l'ancien « jardin réservé », avec ses deux petits bassins, ses fossés, les quatre parterres, vestiges de Le Nôtre, et le grand bassin rond : un espace comparable à la place de la Concorde.

Enfin les « couverts », la zone boisée, percée d'une allée centrale qui conduit à la pièce d'eau hexagonale et aux parterres disposés aux pieds du fer à cheval menant aux terrasses : celle de la Concorde, et la zone de la rue de Rivoli, et celle du Bord-de-l'Eau, en face de la Seine.

Comme la plupart des jardins contemporains, MM. Cribier et Benich respectent scrupuleusement ces promenades quasi-intactes qui sont l'armature même du jardin. A leurs pieds, les broderies végétales seront restaurées dans l'esprit de Le Nôtre et les seize bosquets, dont la masse est aujourd'hui indistincte, seront redéfinis avec précision. Leurs contours dessinés retrouveront des parterres, variations sur les plans du jardinier de Louis XIV. Ce qui n'exclut ni les manèges, ni les théâtres de verdure, ni les salons, ni les aires de jeu pour les enfants.

En revanche la zone centrale est totalement remodelée. Les parterres et le jardin réservé, avec ses grilles,

ses fossés et ses bassins, disparaissent. A leur place, les deux jardiniers imaginent un vaste quadrilatère, prairie ponctuée d'arbres, caracolé d'un mail sur ses quatre côtés. Le grand bassin rond, seul, subsiste. Ce choix n'est pas gratuit. Il permet une respiration entre les bosquets révisés et le Carrousel. Là, sous les fenêtres du palais du Louvre, seront implantés, dans un environnement très minéral, des parterres de broderies aux dessins contemporains, où la statue de Maitellon pourra se déployer.

Le projet de M. Jacques Wirtz est magnifiquement hors-sujet : sols mouvants animés de massifs taillés aux formes irrégulières et aux allées sinueuses, jardins clos de murs de briques. Pourtant il a été associé à MM. Cribier et Benich pour le traitement des jardins du Carrousel, son expérience devant pallier l'abstraction trop sèche des deux paysagistes.

Cet espace doit être animé d'une végétation plus dense, estime M. Patrick Bouchain et M. Marc Simonet-Lenglet qui suivent ce dossier au ministère de la culture. Il n'est pas sûr, non plus, que la coupe végétale entre le Carrousel et l'ancien « jardin réservé » soit maintenue. D'autant que M. Joël Ming Pei, le père de la Pyramide de la cour Napoléon, a son mot à dire. Il est chargé de remodeler les affreuses terrasses du sous-sol de l'avenue du Général-Le-monnier et d'améliorer la partie visible du laboratoire du musée, en face du pavillon de Flore. Mais sa réflexion ira sûrement plus loin. La rue de Valois parie audacieusement sur un double mariage franco-sino-américain.

Le lobby du grand huit

Si les grands principes sont désormais définis : retrouver à partir des structures de Le Nôtre un parti végétal riche, contemporain, résistant et facile à entretenir (11 jardiniers seulement pour l'ensemble des Tuileries), le dossier du jardin est loin d'être bouclé. Il nécessitera sûrement de nombreuses navettes entre les paysagistes et leur commanditaire. D'autant que beaucoup de points ne sont pas encore abordés. Ainsi la passerelle Solferino qui assure la liaison entre les Tuileries et la rive gauche est « provisoire » depuis un quart de siècle. Sa reconstruction est à l'ordre du jour. Mais son futur profil est largement déterminé par l'avenir du quai des Tuileries.

Si la circulation automobile est maintenue, elle débouchera au-dessous du quai et les usagers continueront d'emprunter un passage souterrain pour gagner le jardin. A moins qu'elle n'enjambe le flot des voitures, rejoignant le niveau supérieur de la terrasse du Bord-de-l'Eau, au risque de casser la perspective du fleuve.

Une autre solution consisterait à enterrer la voirie automobile à partir de la place de la Concorde. Les espaces « verts » s'étendraient ainsi jusqu'à la Seine. Mais ce plan ambitieux est fort onéreux (300 à 400 millions de francs). Il est également techniquement compliqué : deux tunnels seraient sans doute nécessaires. En outre, il ne peut se faire qu'en étroite collaboration avec la ville de Paris dont on connaît les réticences dès qu'il s'agit du ministère de la culture. L'atelier parisien d'urbanisme (APUR) planche pourtant sur cette éventuelle couverture. Cette esplanade, ainsi créée, serait

idéale pour caser les forains qui envahissent régulièrement l'allée des Feuillants – on les verrait en décembre – au grand dam des riverains de la rue de Rivoli. Ces derniers pétitionnent à tour de bras et viennent même de mettre sur pied une association pour la défense de leur environnement. Mais le lobby du grand huit et de la barbe à papa semble plus puissant. En dépit des excommunications officielles, il revient régulièrement labourer les parterres.

S'il est inimaginable que demain il campe, avec tentes et baraques, dans un jardin fraîchement rénové,

le projet retenu ignore l'allée des Feuillants qui, sur le papier, reste un boyau poussiéreux dédié « aux activités ludiques et éphémères ». A quoi bon engloutir des sommes importantes – au total près de 250 millions de francs – dans la restauration d'un jardin s'il doit être traité, demain, comme une banale esplanade.

Les travaux commenceront dès le printemps prochain par la rénovation des terrasses et le traitement des arbres malades. Ils devraient s'achever avec le Bicentenaire de la proclamation de la République, le 21 septembre 1992.

EMMANUEL DE ROUX

La Galerie du Jeu de paume ouvrira en juin 1991

Le confort contemporain

C'est dans quelques mois, à la fin du printemps 1991, tandis que commenceront les travaux du jardin des Tuileries, que la Galerie nationale du Jeu de paume, l'ancien musée des impressionnistes, aujourd'hui relégué à Orsay, devrait ouvrir ses portes.

Restructuré, rénové et désormais voué à l'art contemporain, le nouvel édifice offrira quelques 1 000 mètres carrés d'exposition et tous les agréments du « confort moderne » : salles de conférence, et de projection, cafétéria, etc. Après une consultation, brillante par ses participants et la qualité de son jury, c'est à un architecte inconnu du grand public, M. Antoine Sincro, qu'a été confiée en 1987 la tâche délicate entre toutes de transformer le bâtiment. Pour être de construction récente (1861), celui-ci fait pendant à l'Orangerie, face à la place de la Concorde, et occupe donc l'un des sites les plus sensibles et les plus spectaculaires de Paris.

Un impeccable dégradé

S'il n'est pas un personnage public, M. Sincro porte un nom familier à ceux des professionnels de l'architecture qui, aux côtés de Grumbach et, Castro en autres, ont partagé les inquiétudes et les réflexions des « années 68 ». Il lui en est resté un authentique souci de l'urbanité et de l'échelle, et il est resté de ceux qui savent faire la part de l'architecture et de la communication. Autrement dit, son exigence est de servir avant tout un édifice et un programme.

Non que son intervention soit minime : le musée a été proprement démolé, et les espaces construits derrière les façades rigoureuses du Jeu de paume relèvent d'une dynamique contemporaine sans compromis autres que ceux de la raison. Mais dans un tel carcan, et sous l'œil gentiment attentif des Monuments historiques, M. Sincro s'est d'abord inquiété de prendre au site, sans violence, ce qu'il pouvait donner au musée. Pour cela, il joue de failles et de transparences selon un impeccable dégradé, passant des larges vues de la Concorde aux salles secrètes qui conduisent, à l'extrême, ce bâtiment-chenille.

On verra très bientôt comment l'architecte s'est efforcé de disparaître pour permettre aux œuvres exposées dans le nouveau Jeu de paume de parler leur propre langue sans être parasitées. D'ores et déjà, l'attente est déclarée cordiale entre le maître d'œuvre et M. Alfred Pacquement, à qui a été confiée la direction de la Galerie nationale. Et tout semble ainsi en place pour inaugurer un dialogue courtois avec le public, sévère, de l'art contemporain.

FRÉDÉRIC EDELMANN

En facilitant l'accès des musées et des salles de spectacle

MM. Lang et Gillibert veulent ouvrir les équipements culturels aux handicapés

MM. Jack Lang, ministre de la culture, et Michel Gillibert, secrétaire d'Etat aux handicapés, ont signé, mardi 27 novembre, au Théâtre national de Chaillot, un protocole qui devrait permettre aux deux départements ministériels de collaborer pour faciliter l'accès des équipements culturels aux personnes handicapées.

« Au banquet de la culture, il ne doit plus y avoir d'exclus pour des raisons de handicap physique ou mental », affirme M. Michel Gillibert. Réunissant des fonctionnaires des deux ministères de la culture et des handicapés, un « secrétariat permanent pour la culture accessible » sera mis en place (1). Il fournira des informations techniques aux créateurs, aux salles de spectacles aux musées, aux municipalités, aux associations.

Il leur fera connaître les réalisations les plus récentes, comme celle de la ville d'Aix-les-Bains (Gard), qui, au prix de travaux coûteux (5 millions de francs), a rendu accessibles aux fauteuils roulants et à toutes les personnes à mobilité réduite ses célèbres remparts. Le Mont-Saint-Michel a fait de même. Ascenseurs, rampes, vitrines mieux éclairées, étiquettes plus lisibles ou guidage par cassette : des centaines de musées, déjà, ont imaginé des aménagements permettant leur fréquentation aux

handicapés moteurs, aux malvoyants, aux sourds et aux déficients mentaux. Dès le mois de mars prochain, un colloque dressera le bilan de toutes ces initiatives déjà prises, mais méconnues, en matière d'accueil des handicapés dans les équipements culturels.

Au musée de Niort, par exemple, certaines salles sont balisées d'étiquettes en braille et sonorisées. Leurs vitrines ouvertes permettent la manipulation des objets. La bibliothèque municipale de Caen a également mis à la disposition des non-voyants cinq mille ouvrages étiquetés en braille ou transcrits en cassettes sonores. Ces livres d'un nouveau genre sont disponibles dans quinze bibliothèques du département du Calvados.

Il en est de même pour les spectacles : MM. Jack Lang et Michel Gillibert ont pu expérimenter, dans la salle du Théâtre national de Chaillot, les dispositifs que Jérôme Savary met chaque soir à la disposition des malentendants et des malvoyants pour les aider à suivre son spectacle. Le *Songe d'une nuit d'été*. Les premiers peuvent lire sur un écran placé au-dessus de la scène les répliques qu'échangent les comédiens. Ce système, baptisé « Kaliente » (en grec « parole » et « musique »), était jusqu'ici utilisé pour surtitrer des opéras ou certaines pièces de théâtre interprétées dans leur langue d'origine. Il pourrait être mis à la disposition des quatre millions de Français qui, en raison

d'une infirmité ou simplement de leur âge, perçoivent mal ou pas du tout ce qui se dit sur une scène.

Quant aux mal voyants, ils peuvent prendre, à l'entrée de la salle de Chaillot, un casque d'écoute et entendre, entre deux répliques, une série d'informations sur le déroulement du spectacle joué par la troupe de Savary. De même, grâce à un plan des décors en relief, peuvent-ils suivre du doigt les explications fournies dans le casque d'écoute.

L'achat de cinquante casques d'audiovision par le Théâtre national de Chaillot a coûté 200 000 F. auxquels il faut ajouter l'enregistrement des commentaires et leur diffusion par une régie spéciale, soit 250 000 F au total pour la saison et ses cinq spectacles. Comment étendre la formule à d'autres salles ? Pour les candidats, l'idée est avancée d'un concours du Fonds de soutien au théâtre privé, spécialement créé pour moderniser les salles françaises.

Reste l'accès des handicapés à la création artistique elle-même. Une centaine de projets touchant à la danse, à la musique, au théâtre, à l'audiovisuel comme aux arts plastiques, sont déjà soutenus par les services de M. Lang, qui leur ont consacré 2 millions de francs cette année.

MARC AMBROISE-RENDU

(1) Secrétariat permanent pour la culture accessible, 2, rue Jean-Lantier, 75009 Paris. Tél : 43-33-99-84.

Prix Médicis



JEAN-NOËL

PANCRAZI

LES QUARTIERS D'HIVER

ROMAN

ur

GALLIMARD

SOCIÉTÉ

RÉGIONS

Un entretien avec M. Jacques Chirac

« Je ne laisserai pas l'insécurité s'installer dans Paris »
nous déclare le maire de la capitale

La menace de M. Jacques Chirac de créer une police municipale à Paris (le Monde du 28 novembre), solution à laquelle il s'était toujours opposé dans la lutte contre la délinquance, soulève la question de l'évolution du statut de la capitale. Le maire de Paris, qui n'a pas de pouvoir de police, déclare dans un entretien au Monde : « Je ne laisserai pas l'insécurité s'installer dans la capitale. » Et, ajoute-t-il, « si l'Etat demeure défaillant, je serai bien obligé de dégager les moyens nécessaires pour assurer la sécurité des Parisiens. »

« Quelles sont les raisons de ce soudain changement de cap à propos d'une police municipale à Paris ? »

« Je n'ai pas changé de cap. J'ai toujours été, par principe, opposé à la création d'une police municipale à Paris. C'est pourquoi la loi du 31 décembre 1975, portant réforme du statut de Paris que mon gouver-

nement proposa au Parlement, maintient au préfet de police ses attributions traditionnelles. Je continue à penser que la responsabilité de la sécurité de la capitale est de la police, et qu'elle demeure de sa compétence. »

« Mais je suis soucieux de l'aggravation de l'insécurité dans la ville qui frappe les plus vulnérables d'entre nous, qu'il s'agisse des jeunes ou des personnes âgées. Je reçois chaque jour des témoignages multiples et angoissés. On voit se développer de nouvelles formes de délinquance qui réclament des moyens et des réponses appropriées, en particulier grâce à une police de proximité. »

La police municipale ultime recours

« La ville fait déjà un effort considérable : elle a consacré, en 1990, plus de 850 millions de francs au budget de la préfecture de police. Dans le domaine de la prévention, elle concourt, en tant que de droit, à l'entretien des 1 200 appartements qui effectuent leur service dans la police nationale à Paris. Enfin, de sa propre initiative, la ville de Paris assure

la protection des habitants dans les foyers sensibles et elle conduit une politique de prévention spécialement exemplaire. »

« Quelles seraient les modifications à apporter au statut de Paris pour la création d'une telle police municipale ? »

« Nous n'en sommes pas là. Je ne cesse de demander au gouvernement de prendre ses responsabilités. C'est à lui d'agir. Ce serait une solution d'ultime recours que d'avoir à envisager la mise en place d'un tel dispositif. Mais je ne laisserai pas l'insécurité s'installer dans Paris sans réagir. S'agissant d'un problème qui touche à la liberté élémentaire des individus d'aller et venir, si l'Etat demeure défaillant je serai bien obligé de dégager les moyens nécessaires. Ce sera une priorité. »

« Je précise que le statut de Paris est le seul à déroger au droit commun. Les trente-six mille autres maires des communes de France disposent de pouvoirs de police plus étendus et je n'ai pas le sentiment que l'autorité de l'Etat s'en soit trouvée diminuée pour autant. »

Propos recueillis par JEAN PERRIN

Incidents à Corte (Haute-Corse) entre nationalistes et forces de l'ordre

Au cours d'une manifestation organisée à Corte (Haute-Corse) mercredi 28 novembre par environ quinze cents étudiants au nom de la langue et de la culture corse, des heurts se sont produits avec les forces de l'ordre. Dans l'après-midi, quelques manifestants avaient essayé de forcer l'accès de la sous-préfecture. Un coup de fusil de chasse a été tiré par un inconnu, dans la soirée, en direction d'un groupe de CRS, en faction devant cette même sous-préfecture, sans que personne ne soit blessé.

A Ajaccio (Corse-du-Sud), dans la soirée de mercredi également, la façade du palais de justice a été la cible d'un mitraillage : seize impacts de projectiles de calibre 5,56 mm ont été dénombrés, et on a appris de source policière. Le drapeau tricolore était visé. La veille, le 27 novembre, un commando se réclamant de l'ex-FLNC avait ouvert le feu en plein jour sur la façade du palais de justice de Bastia (Haute-Corse).

Un important dispositif policier a été mis en place dans toute l'île et les contrôles renforcés près des édifices publics.

ÉDUCATION

Grève de la faim « pédagogique » dans un lycée de Rennes

En arrivant comme d'habitude, lundi matin 28 novembre, au lycée professionnel Jean-Jaurès de Rennes, où il enseigne la mécanique depuis quinze ans, M. Claude Le Balch, cinquante-cinq ans, a simplement écrit sur son tableau : « Grève de la faim sur mon lieu de travail. » Puis, s'est allongé dans un sac de couchage au milieu du son atelier.

Dix minutes après, professeurs et lycéens se mettaient en grève pour soutenir sa revendication : des crédits pour financer l'achat des bancs hydrauliques nécessaires pour faire travailler les élèves de la nouvelle section « auto-hydraulique et pneumatique », ouverte à la rentrée pour les titulaires du BEP de mécanique.

Une heure plus tard, les radios et journaux locaux étaient alertés et deux inspecteurs de l'enseignement technique étaient au chevet du gréviste. « Ils n'y connaissent rien, l'un était menuisier, l'autre était enseignant, ils prétendaient n'avoir pas reçu mes lettres de réclamation. Je demandais 150 000 F et ils voulaient saucissonner les subventions en cinq versements ! »

L'an dernier, M. Le Balch, ancien agent de maîtrise chez Citroën, qui enseigne depuis vingt-six ans, avait bénéficié d'une formation de six mois destinée à le préparer à sa nouvelle spécialité. Dans les entreprises, il

avait travaillé sur des machines modernes, mais, au retour dans son établissement scolaire, il s'est aperçu que l'éducation nationale ne lui proposait que des bancs hydrauliques obsolètes, transférés d'un autre établissement, et auxquels il manquait plusieurs équipements indispensables pour préparer l'examen de fin d'année. « Au lieu de manipuler la machine, mes élèves étaient condamnés à faire du montage », explique-t-il.

La grève de la faim a duré moins de quarante-huit heures. Elle a débouché sur l'assurance, donnée par le rectorat mardi 27 novembre, de l'attribution d'un crédit de 200 000 F versé en deux fois. Elle a suscité un élan de solidarité dans un établissement où les conditions de travail et d'études avaient déjà été dénoncées par les lycéens et les enseignants.

« Le seul matériel dont nous ayons été doté, pour l'ouverture de nouvelles sections, a été fourni par des entreprises qui n'en avaient plus l'usage. L'atelier où nous travaillons n'a aucune sécurité. S'il y avait le feu, personne ne pourrait s'enfuir. Et, sous la verrière, il fait 9 degrés », conclut M. Le Balch, « heureux » pour ses élèves du dénouement de son action, mais regrettant qu'il faille des « solutions extrêmes » pour en arriver là.

Ph. Be.

□ Nouvelle annulation d'Otello à l'Opéra-Bastille. — La poursuite de la grève des musiciens de l'orchestre de l'Opéra (le Monde du 27 novembre) a entraîné l'annulation de la représentation d'Otello prévue le jeudi 29. Les techniciens de l'Opéra-Bastille ont, pour leur part, déposé un préavis de grève pour la première des Noces de Figaro, de Mozart, le 12 décembre.

► Remboursement des billets aux caisses de l'Opéra-Bastille à partir de 11 heures ou par correspondance : 120, rue de Lyon, 75012 Paris. Tél. : 43-43-96-98 ou 40-01-16-16. Il est recommandé de se renseigner pour les représentations ultérieures de Bastille et de Garnier.

EN BREF

□ M. Henri Nallet : « La nation devra donner à l'institution judiciaire les moyens d'accomplir ses missions. » — Lors de la cérémonie d'ouverture des fêtes du Bicentenaire de la Cour de cassation mercredi 28 novembre à Paris (le Monde du 29 novembre), M. Henri Nallet, ministre de la Justice, a souligné qu'il est « du devoir de la nation et de ses représentants de consentir, dans les années qui viennent à l'institution judiciaire et à tous ceux qui collaborent à ses missions, les moyens de les accomplir pleinement ». Puis il a précisé les perspectives : « Les années à venir vont voir s'affirmer encore le phénomène de la

montée du droit comme instrument de régulation sociale. Ce phénomène doit s'accompagner d'une promotion du rôle du juge et plus largement de l'institution judiciaire. »

□ Vol d'objets d'art à Paris. — Un camion rempli d'objets d'art, pour un montant de 25 millions de francs, a été dérobé à Paris, dans la nuit du mardi 27 au mercredi 28 novembre. Le véhicule a été retrouvé mercredi, en fin de matinée, à Paris, par la police avec l'essentiel de son contenu. Parmi les œuvres négligées par les voleurs figuraient une cinquantaine de toiles

des écoles flamande, française et hollandaise, dont certaines signées de Rubens, Watteau et Fragonard.

□ Rectificatif. — Contrairement à ce que nous indiquions dans notre article sur la délinquance en Corse (le Monde du 29 novembre), M. Henri Antona n'est pas député à l'Assemblée nationale mais vice-président de l'assemblée régionale de Corse.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde SANS VISA

RELIGIONS

□ Décès du cardinal Rubin, prêtre polonais, ami personnel de Jean-Paul II. — Le cardinal polonais Wladyslaw Rubin est décédé, mercredi 28 novembre à Rome, à l'âge de soixante-trois ans, des suites d'une longue maladie. Le cardinal Rubin était un ami personnel du pape. Dès le lendemain de son élection en 1978, Jean-Paul II avait effectué au chevet de Mgr Rubin,

dans un hôpital romain, sa première visite de pape. Le cardinal Rubin a été secrétaire général du synode des évêques, puis jusqu'en 1985 préfet de la Congrégation pour les Eglises orientales. Sa disparition ramène à 143 le nombre des membres du Sacré Collège, et à 102 celui des cardinaux de moins de quatre-vingts ans, qui ont le droit de vote pour l'élection du pape.

LAÏCITÉ PLURIELLE CONTRE LES EXCLUSIONS

Hier encore, la laïcité dormait, paisible, dans les bibliothèques républicaines.

Aujourd'hui, référence exhumée, elle nourrit les débats en vogue. Mais, au rythme des polémiques, qu'en est-il de cet idéal de liberté et d'égalité, fondé sur la recherche d'un dialogue entre l'espace privé et l'espace public ?

Depuis l'affaire du voile, des censeurs brandissent volontiers une laïcité uniforme, bouclier contre le pluralisme et la diversité. En toile de fond, un malaise réel s'exprime sous des formes parfois violentes, et dont le signe le plus préoccupant est l'exclusion.

Malaise aussi de la « classe politique » face à une société civile éclatée, dont l'expression est surtout prise en compte au travers de sondages alors que, simultanément, la profusion de discours incantatoires révèle les insuffisances de la pensée et ne fait qu'entretenir la morosité.

Dans cette situation, il ne suffit pas d'invoquer la République pour mettre en œuvre ses principes.

Aussi, en proposant le programme « Laïcité plurielle », la Ligue de l'enseignement s'est donnée une ambition : rassembler pour faire vivre la démocratie et la solidarité.

« Laïcité plurielle » choisit l'interrogation contre le dogme, le mouvement contre l'immobilisme, la solidarité contre l'individualisme.

Claude JULIEN
Président

Jean-Louis ROLLOT
Secrétaire général

ASSISES LAÏCITÉ PLURIELLE

ARCHE DE LA FRATERNITÉ

Samedi 1^{er} décembre 1990

PROGRAMME

MATIN

Laïcité : « Les ambiguïtés de notre héritage »

Animation :

François REYNAERT, journaliste à Libération

9 h : Ouverture par Claude CHEYSSON, président de la Fondation de l'Arche de la Fraternité

Les religions minoritaires dans la République

Interventions de :
• Jean BAUBEROT, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études
• André AZOULAY, président de l'Association Identité et Dialogue
• Mohamed ARKOUN, professeur à Paris-III
• René REMOND, président de la Fondation nationale des sciences politiques
• Roger LERAY, ancien grand maître du Grand Orient de France

Citoyenneté / nationalité

Interventions de :
• Benjamin STORA, historien
• Danielle LOCHACQ, juriste
• Alain TOURAINE, sociologue

APRÈS-MIDI

Laïcité : « Les chantiers de l'avenir »

Animation :

Claude MARTI, conseiller en communication

15 h : Ouverture par Jean-Pierre VINCENT, directeur du Théâtre des Amandiers

Les exclusions au Nord

• Régine DHOQUOIS, maître de conférences à Paris-VII

Les rapports Nord-Sud

• Claude LIAUZU, professeur à Paris-VII

Information et éthique

• Anne SINCLAIR, journaliste à TFI

Femmes au confluent de cultures

• Kalisa TITOUS, président de l'Association Forum égalité

Citoyenneté

• Claude JULIEN, président de la Ligue de l'enseignement

Conclusion et présentation du programme « Laïcité plurielle », par Jean-Louis ROLLOT, secrétaire général de la Ligue de l'enseignement

Premiers signataires : AHRWEILER Hélène (professeur à la Sorbonne) • AISSOU Abdel (journaliste) • ALPHANDERY Claude (président de la Fondation France Archive) • AMINA (artiste) • AMRIOU Kamel (président du Mouvement des Beurs civilisés) • AOUNI Moudoud (secrétaire général du MRAP) • AUSTIN Nado (présidente de la Confédération syndicale des familles) • ARKOUN Mohamed (professeur à Paris-III) • ASSETIMA (Association des étudiants issus de l'immigration maghrébine) • AZOULAY André (président d'Identité et Dialogue) • AZRIA Régine (sociologue CNRS) • ABÉ PIERRE • Association des travailleurs marocains en France (ATMF) • AIDA • BALBAR François (professeur à Paris VII) • BERGE Denis (professeur à Paris-VIII) • BOUAMAMA Said (président de Mémoire fertile) • BOUDJEMA Hayette (vice-présidente de SOS-Racisme) • BOUMEDIENNE Aline (présidente d'Expression maghrébine au féminin) • BRISELANCE Marie-France (écrivain) • CALVINO Bernard (chercheur à l'INSERM) • CAMILLERI Carmel (professeur à Paris-V) • CANTAL-DUPART Michel (urbaniste) • CARTIER-CAUMONT Laure (retraite) • CASTRO Roland (Banlieues 89) • CAUMONT Georges (retraite) • CHAMPOLLION Claire (retraite) • CHAOUI Azzidine (président de l'Association Partage) • CHARLES-ROUX Edouard (écrivain) • CHENCHABI Hédine (président d'AIDA) • CHERBIB Mohamedine (président de l'Union des travailleurs immigrés tunisiens) • CHESNEAUX Jean (professeur émérite de Paris-VII) • COQ Guy (professeur de philosophie) • Confédération française démocratique du travail (CFDT) • Confédération syndicale des familles (CSF) • Citoyenneté 10 • DEMICHEL François (présidente de l'université Paris-VIII) • DESIR Harlene (présidente de SOS-Racisme) • DESNE Roland (directeur de la revue « XVIII^e siècle ») • DOLLÉ Jean-Paul (philosophe) • ESCANDE Jean-Paul (médecin hospitalier) • ETIENNE Bruno (universitaire) • Expression maghrébine au féminin • FAYOLLE Roger (professeur émérite de Paris-III) • FARANDIS Stélio (secrétaire général du Haut Conseil de la francophonie) • FOSSAERT Robert (écrivain) • Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) • Forum Egalité • GAHAM Nourédine (gérant de First) • GIORDAN Henri (directeur de recherche au CNRS) • GRAULT René (professeur à Paris-I) • GIRODOT Jean-Louis (réducteur ou chef de la « Lettre de l'Economie sociale ») • HERNANDEZ-SALINAS Jésus (militant associatif) • Identité et Dialogue • JACQUARD Albert (professeur) • JEAN Jean-Paul (magistrat) • KASPAR Jean (secrétaire général de la CFDT) • KASSA Houari (écrivain) • KILFAOUI Djamel (responsable du festival « Ya, dja banlieues dans l'air ») • LAMIRAND Philippe (Cercle Condorcet de Paris) • LANGLOIS Bernard (journaliste, directeur de la « Politique ») • LE ROY Etienne (professeur à Paris-IV) • LE MOIGNE Jean-Louis (professeur à l'université d'Alsace-Moselle-III) • LPIETZ Alain (directeur de recherche au CNRS) • LIAUZU Claude (professeur à Paris-VII) • LINDENBERG Daniel (professeur à Paris VIII) • LEVY Albert (président du MRAP) • MARIENSTRAS Elise (professeur à Paris-VII) • MARIENSTRAS Richard (professeur à Paris-VII) • Mémoire fertile • MIRANDA Alain (président du groupe TEIV) • Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples • Mouvement des Beurs civilisés • MIZOUNI Najette (syndicaliste) • MAILLES Jean-Pierre (président de la FCPE) • NEUSCHWANDER Claude (président du groupe TEIV) • OUACHEKRADI Mohamed (président de l'ATMF) • POULAT Emile (directeur d'études à l'IEHSS) • PALANTI Charles (présidente de MRAP) • Partage • PISANI Edgard • RAFFI Guy (vice-président de l'APAJH) • RINO Georges (président du groupe Acacias) • RICHEL Claire (Cercle Condorcet de Paris) • RAMDANE Redjaia (historien) • SAMAOUI Omar (président du Comité d'aide aux Maghrébins âgés de France) • SEBBAR Lella (écrivain) • SELLES Sidi-Hamed (directeur de SOS-pa bouge) • SOS-Racisme • TITOUS Kalisa (présidente du Forum Egalité) • TROGLIC Jean-François (secrétaire confédéral de la CFDT) • TUBAURI Abdelaziz (ASSETIMA) • Union des travailleurs immigrés tunisiens • VANDERMEERSCH Edmond (écrivain) • VIVIER Patrick (Observatoire de la décision publique).

SPORTS

Les matches aller des huitièmes de finale de la coupe de l'UEFA (*Union européenne des associations de football*), disputés mercredi 28 novembre, n'ont pas été favorables aux clubs français. Monaco, battu (2-1) à Moscou par l'équipe du Torpedo a toutefois préservé ses chances de qualification. En revanche, Bordeaux a connu un sévère échec (5-0) contre l'AS Rome, sous les yeux de M. Alain Afflelou, élu dans la matinée à la présidence du club. (Nos dernières éditions du 29 novembre).

« J'aime la foot et j'aime Bordeaux. Et, si je m'engage, c'est que je connais le dossier. J'ai eu l'audace de le montrer. J'ai ainsi Afflelou en repère, mercredi 28 novembre à Bordeaux. L'investiture officielle de M. Jacques Chaban-Delmas, qui a présenté lui-même aux médias le repère du club, a été l'occasion d'un grand livre, plan de campagne, sur les chiffres défaits. Il a uniquement confirmé qu'il faut très vite « 50 à 60 millions de francs » pour répondre aux exigences de « créanciers pressés ». M. Afflelou n'apportera pas cette somme seule, mais « avec un bon boulot ». Entre autres avec le Bordeaux, a-t-il déclaré. Il promet de présenter son plan dans un mois, après s'être livré à un état des lieux et être « entré en relations avec tous les créanciers », afin de négocier un paiement, voire un abandon, de la dette. « Ça va aller », assure-t-il. « On n'arrive pas à appeler. La somme est très grande ».

M. Affieou veut notamment solliciter le concours des collectivités locales soit sous forme de subventions, soit d'abandons de créances. Cette démarche pourrait engendrer de nouveaux débats en Gironde. M. Affieou est sûr de « l'accord de la ville et de la région », deux collectivités présides l'une par Jacques Chaban-Delemas, l'autre par l'un de ses amis, M. Jean Tavernier (RPR). Mais le conseil général de la Gironde, dirigé par le socialiste Philippe Madrelle, montrera-

□ **AUTOMOBILISME** : Rallye de Grande-Bretagne. - L'Espagnol Carlos Sainz (Toyota) a fait honneur à son récent titre de champion du monde des rallyes en remportant, mercredi 28 novembre à Harrogate (Yorkshire), le RAC Rallye de Grande-Bretagne. A vingt-huit ans, il devient le premier pilote latin vainqueur de cette épreuve. Le Suédois Kennerh Eriksson (Mitsubishi) a terminé deuxième à 1 min 42 sec et l'Italien

Le parquet demande la levée de l'immunité parlementaire de M. Boucheron

M. Henri Nallet, garde des sceaux, a transmis à M. Laurent Fabius, mercredi 28 novembre, une demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Boucheron, député (apparenté PS) de la Charente-Maritime, présentée par le procureur général auprès de la Cour d'appel de Paris. La requête du procureur s'appuie sur l'information fournie par la chambre d'instruction désignée par la chambre criminelle de la Cour de cassation pour instruire les faits reprochés à l'ancien maire d'Angoulême, mis en cause pour sa gestion de la ville. M. Boucheron a formulé lui-même, mercredi une demande de levée de son immunité (nos dernières éditions du 29 novembre).

t-il les mêmes bonnes dispositions à l'égard du nouveau président des Girondins ? *« Je n'en ai pas la garantie absolue, mais en ai l'intuition »*, a assuré, mercredi, le nouveau-président du club.

« Nous accordons une subvention annuelle de 8 millions de francs ; c'est le seul montant que nous permettent nos finances, dans le cadre de son rôle. Les finances du conseil général, du côté, Pierre Borel, vice-président du conseil général, en charge des finances. Le département est prêt à réexaminer le dossier des Girondins de Bordeaux, mais quand la situation sera assainie. Personnellement, je ne suis pas favorable à ce que le département participe au redressement, alors qu'il ne sait pas où est parti l'argent et quelle est l'origine du trou de 242 millions de francs dans les finances du club ».

S'il veut mettre le club de football complètement à l'eau, le député de bilan, M. Affolado devra donc affronter des négociations délicates. Il s'est entouré d'un « conseil restreint de crise ». Il a reçu la démission du conseil d'administration du club, dont la plupart des membres étaient liés, d'une façon ou d'une autre, à Claude Bez. Il a désigné un nouveau vice-président, M. Jean-Didier Lange, conseil juridique, et un trésorier, M. Jean-Jacques Vassier, directeur général de la banque Soficor. Bordeaux est traitée depuis le mois de juin. Tous deux sont issus de la « société civile chabanaise ».

Le nouveau président des Girondins de Bordeaux, c'est évidemment gardé de faire le ménage de fond en comble dans l'ancienne maison Bez, a dit M. Afflelou. Sur le plan financier, la firme Opel demeure sponsor du club. *J'étais président, pas sponsor; je ne revendrais pas mon nom sur les mailles d'un maillot.* Afflelou a aussi confié comme Darmon une partie de son nomme grand argentier. *Tout ce qui a été signé sera respecté.* Affirme M. Afflelou. *J'ai une confiance totale en la personne de Jean-Claude Darmon.* Les deux hommes s'écartent d'ailleurs avant d'être interrompus par un journaliste, émerveillé après-midi, pour assister au match des Girondins de Bordeaux FC contre l'AS Rome.

lien Massimo Biasion (Lancia) troisième à 2 min 24 sec. Cinquième du RAC à 7 min 46 sec, le Français Didier Auriol (Lancia) a pris la deuxième place du Championnat du monde des pilotes.

■ **BASKET-BALL :** Championnat d'Europe. — En battant Israël (93-74), mercredi 28 novembre à Cholet, l'équipe de France a préservé ses chances de qualification pour le Championnat d'Europe.

**Création
du Fonds
pour l'environnement
mondial**

Au terme de deux jours de réunion au siège parisien de la Banque mondiale, les 27 et 28 novembre, les représentants de vingt-cinq pays industrialisés et du tiers-monde ont décidé de créer un Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

Ce fonds, qui avait été proposé en 1989 par le ministre français des finances, M. Pierre Bérégovoy, avec le soutien de la RFA, est destiné à aider les pays en développement à préserver leur patrimoine naturel et à se doter d'industries propres et économes d'énergie.

La crise du football a de nouveau pris le chemin de Marseille. Dévoilée mercredi 28 novembre sur le Canard enchaîné et le Nouvel Observateur, les déclarations faites aux policiers marseillais par M. Jean-Pierre Bernès, directeur général de l'OM, rabaisissent les pratiques financières du club de M. Bernard Lapie. Selon nos informations, certaines déclarations sont en totale contradiction avec celles faites par ce même M. Bernès devant la commission nationale de discipline mise en place par les autorités du football pour enquêter sur diverses affaires.

M. Jean-Pierre Bernès, directeur général de l'Olympique de Marseille, serait-il le principal acteur de la dernière « affaire » du football français ? L'adjoint de M. Bernard Tapie s'est en tout cas retrouvé propulsé en première ligne, une semaine après avoir été placé en garde à vue pendant vingt-cinq heures à l'hôtel de police de Marseille en compagnie d'un autre dirigeant, M. Alain Baroche, directeur financier (le *Monde* du 22 novembre).

Longuement interrogé par les enquêteurs de la brigade financière qui lui avaient auparavant saisi des documents comptables du club, il semble s'être montré très proche à propos des pratiques financières de l'O.M. Dans son édition du mercredi 28 novembre, le *Canard enchaîné* révélait l'essentiel de ses déclarations. Procès-verbaux à l'appui, le *Nouvel Observateur*, a confirmé et précisé ces informations.

L'essentiel des déclarations de M. Bernès a porté sur ce qu'il a lui-même qualifié de « *prêts occultes* » versés à certains joueurs sous formes de prêts. L'Allemand Karl-Heinz Forster, les Français Philippe Vercrucysse et Alain Bressac, auraient ainsi reçu de grosses sommes déguisées en prêts et plus de leur salaire « officiel ». Dans une entretien accordé à l'Agence France-Presse, Bernard Tapie a contredit son directeur et déclaré que « *les prêts étaient bien* ».

Pour ailleurs, M. Bernès s'est aussi expliqué sur les versements effectués pour des sociétés implantées à l'étranger et gérant les intérêts de certains joueurs qui auraient, eux aussi, perçu des sommes « occultes ». Avant d'informations démenties par M. Tapie. Il assure que le Britannique Chris Madoro et le Français Manuel Morero sont sous contrats d'exclusivité avec des sociétés mais qu'il a déjà celles-ci en toute légalité.

Enfin, les enquêteurs ont interrogé MM. Bernès et Laroche au sujet de mystérieux « intermédiaires » rémunérés dans le cadre de transferts ou pour diverses prestations (préparation de déplacements en Coupe d'Europe, négociations des droits de télévision...). Les intermédiaires étaient effectivement payés pour ce type de service. Des propos confirmés par Tapie, qui estime que si d'éventuelles fautes devaient être retenues, elles ne concernaient pas l'ordre social (« je m'attends à un dressement ») et non pas pénal. Le même jour, M. Georges Nejean, ministre délégué à la justice, certifie que la chancellerie n'a pas eu connaissance des propos énoncés par l'OM comme l'affirme le *Courrier enchaîné*.

Mais l'affaire est sans doute loin d'être close. D'autres déclarations M. Bernès risquent d'engendrer nouveaux remous. Elles concernent M. Louis Baria, un «intermédiaire» bien connu en Europe. Personnage incontournable du

monde du football, ce Yougoslave qui posséderait aussi la nationalité belge est en fuite à l'étranger. A son propos, M. Bernès a fait une révélation qui pourrait avoir d'importantes conséquences. L'affaire porte sur l'enregistrement d'une conversation qu'il aurait eue avec M. Barin dans un bureau de l'OM spécialement équipé de micros. Le Yougoslave étant un proche de Claude Bez, ancien président des Girondins et ennemi de Bernard Tapie, la discussion traite des pratiques en vigueur à Bordeaux.

Barin, questionné sur un ton amical par Bernès, évoque clairement la corruption des arbitres (*« On les paye toujours directement »*), les dessous-de-tables (il cite aussi des clubs allemands, comme le Bayern Munich), les fausses factures, les comptes en banque en Yougoslavie, ses relations privilégiées avec certains dirigeants (M. Jean-Claude Hamel, président d'Auxerre), ou encore le « business » entre Claude Bez et Jean-Claude Darnon, le « Monsieur Pub » du football français.

Claude Bez, du temps où il était président, s'était procuré le texte de cette conversation, grâce.

disait-il, à une « haute personnalité française ». Il l'avait donné à la presse et présenté aux membres de la commission nationale discipline (CND), une instance composée de juristes et mise en place pour enquêter sur diverses affaires (*Le Monde* du 3 octobre). M. Bez reprenait la thèse du complot : les dirigeants Marseillais, en accord avec Barin, avaient enregistré cette conversation pour disposer d'un « dossier » contre lui.

Dans leur premier rapport, les membres de la CND stipulaient que les faits écartaient ce document de la liste des *« documents d'authenticité »*. C'est, par exemple, M. Jean-Pierre Bernès, la lui-même, fournissant aux enquêteurs marseillais. Il a authentifié le document, allant jusqu'à avouer, selon le *Nouvel Observateur* : « J'étais au courant qu'un dispositif d'enregistrement existait lors de ma discussion avec M. Barin. J'ignore qui a demandé la mise en place de ce dispositif. » Ces déclarations, confirmées de plusieurs sources, intéresseront sans doute la CND. Elles sont en effet en totale contradiction avec ce qu'a toujours affirmé le dirigeant.

Devant la CND, il avait en effet

assuré que ce document était un faux, en précisant que lui aussi pouvait fabriquer, s'il le voulait, une conversation entre « Tartempion et Bez ». Qu'il n'avait pas pour habitude d'enregistrer ses conversations téléphoniques, que son bureau n'était pas équipé de la sorte. Et que M. Barin n'avait, jamais touché de commission de l'OM. Là encore, ses déclarations — et surtout celles d'Alain Laroche — à la police sont tout autres :

La commission nationale de discipline, qui pensait arriver au terme de ses auditions et croyait pouvoir rendre un verdict avant Noël, pourrait décider de poursuivre M. Bernès. Premier cas de figure : piégé à son insu, M. Barin a dit la stricte vérité. Alors, le dossier s'alourdirait puisque l'intermédiaire yougoslave l'a clairement été de pratiques illégales. Deuxième cas de figure : il s'agit effectivement d'un coup monté contre Claude Bez. Toutes les accusations portées sont fausses. Jean-Pierre Bernès se serait alors rendu coupable d'une mise en scène susceptible d'entraîner des poursuites, prolongeant une crise qui rebondit chaque jour.

PHILIPPE BROUSSARD

Comme
que année
itre le plus
herché de
léiade n'est
à vendre.

La Pléiade
— ou la volupté de lire —
GALLIMARD



Prolongation jusqu'au 31 décembre

NEUBAUER vous propose

La 205 (tous types) **SUPERÉQUIPÉE**

"SÉRIE SPÉCIALE NEUBAUER"

- Poste radio
- Toit ouvrant
- Alarme

GRATUITS !

* Offre valable sur présentation de cette annonce

NEUBAUER

PEUGEOT

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

CULTURE

DANSE

Souvenirs et vestiges

Le Festival de danse de Cannes a fait découvrir l'un des plus célèbres ballets de l'Est « la Fontaine de Bakhtchisarai »

CANNES

de notre envoyée spéciale

Enfin nous l'avons vue, de nos yeux vus, cette mythique Fontaine de Bakhtchisarai, ce ballet-culte, aussi célèbre que *Otello* ou *Le Lac des cygnes* en URSS et chez ses satellites, mais demeuré inconnu en Occident — si l'on excepte une fugitive apparition à Bâle en 1965.

Nous savions que c'était une étape obligée pour toute grande ballerine russe qui se respecte, à commencer par Galina Oulanova, créatrice du rôle de Maria au Kirov de Leningrad en 1934. Mais Plisetskaya, pour sa part, triomphait au Bolchoï de Moscou, dès 1948, dans le rôle de la « méchante » Zartema, plus conforme à son tempérament incendiaire. Les érudits chuchotaient que Foma Nijinski — père des illustres Vaslav et Bronislava — avait tiré du même poème de Pouchkine un ballet intitulé

Une victime de la jalousie à Kiev, en 1892...

Aussi l'oncait-on vers Cannes, son sixième Festival international de danse (qui offre, par ailleurs, un sursaut d'éclectisme), ayant eu la bonne idée d'inviter le Ballet national de Budapest, avec sa production de la Fontaine de Bakhtchisarai. Difficile de rencontrer plus kitch. Livret de Volkov, genre grande fresque colorée, mouvementée et pimentée d'orientalisme, à la manière du *Corsaire* et autres *Raymonda* du dix-neuvième siècle.

Dans un château polonais, vers 1783, le prince Potocki fête l'anniversaire de sa fille Maria, fiancée à Wladislaw, Candélaire, buffet, invités, mazurkas, joutes, pas-de-deux des amants, irruption d'une horde de Tatars : bagarres, château en feu, carnage, femmes emmenées en captivité. Coup de foudre du cruel chef tatar, Khan Girel, pour la belle Maria : il

trucidé son père, son fiancé et l'enlève. Acte II, dans le harem de Girel (le décor se souvient de la *Shéhérazade* de Bakst). Ces dames dansent, en attendant le retour du maître, autour de l'arrogante favorite Zartema. Entrée de Girel, visiblement la tête ailleurs. Les érotiques contorsions de Zartema le laissent de glace, ce qui amuse beaucoup ces pestes de concubines. Il ne pense qu'à Maria. Il se glisse dans la chambre de celle-ci, mais la respecte. Zartema, à son tour, vient supplier sa rivale, mais, furieux de découvrir près du lit le couvre-chef de Girel, la poignarde.

Acte III : de plus en plus mélancolique, Girel fait jeter Zartema du haut des remparts, reste insensible à la fougueuse danse de ces Tatars armés de fouet (on se souvient ici des *Dances polonoises* du Prince Igor) et s'en va méditer, visité de fantômes, au bord de la fontaine qu'il a fait édifier à la mémoire de sa bien-aimée.

La chorégraphie originale de Rostislav Zakharov (mais qu'en reste-t-il au bout de cinquante-six ans, après tant de reprises ?) paraît d'un académisme bien pile et bien convenu, mais Zoltan Nagy junior (Wladislaw) danse bien mais meurt très vite; Katalin Volf (Maria) fait admirer un joli pied et Lidiko (Zartema) une jalousie intéressante; les tortures de Zoltan Nagy Major (Khan Girel) nous inspirent de la compassion. Curiosité satisfait, on accueille cet objet de musée avec indulgence, en attendant la production, sans doute plus fastueuse, du Kirov et des interprètes plus flamboyants.

SYLVIE DE NUSSAC

► Faustus de François Varret et le Jeune Ballet International de Cannes, le 29; Ballet Rafal Aguiar et Marc Tompkins, le 30 novembre; Centre chorégraphique de Tours et Michal Kalenik, le 1^{er} décembre; Ballet de Montecarlo, le 2. Tél. 93 99 04 04.

MUSIQUES

Amina, fille des mélanges

La chanteuse tunisienne incarne les vices et les vertus de la « sono mondiale »

D'un côté, le monde. Ce mur de public sombre, bien rangé dans les gradins du Théâtre de la Ville. En face Amina Annabi chanteuse tunisienne, femme parisienne, jeune fille encore bercée par des rêves de fusion. Musique rassurante qui évite de s'écarter entre deux mondes. Amina affrontait le 28 novembre sa première grande salle parisienne. Elle avait belle allure, pieds nus, cheveux défilés.

Six musiciens-copains l'accompagnaient, dont un accordéoniste (Zouhir Gouja), un bassiste (David Levry), un batteur (Christopher Henry, un Jamaïcain de Londres), un joueur de darbuka (le Tunisien Ahmed Djemal), qui charpentaient solidement une musique parfois perdue dans un flou orientalo-moderniste.

Beurette? Le qualificatif ne lui plaît guère. Fille des mélanges, oui : « La Tunisie est au croisement des influences italiennes, françaises, et arabes », explique Amina, venue très jeune à la musique par le Festival de Tabarka, où travaillait M^{me} Annabi mère. Femme arabe émancipée?



Certainement, mais moins valeureuse que sa grand-mère qui jeta le voile des que Bourguiba le permit. Amina trouve que trop d'images l'assailent. « Ici, on a toujours besoin de tout décrire ». Elle a enregistré au Japon un premier 45 et les maquettes de *Yalil* (Phonogram). Le concept Amina, chanteuse de rap arabe est né de son adhésion à l'école Martin Meissonnier, grand maître de Mégarix et du rock de la SEPT.

Amina reprend sur scène des titres de *Yalil*, dont le Cercle rouge, une

histoire de rouge aux lèvres mélo à souhait, et teste des chansons pour son prochain album. Martin filant et le public apprécie. Une palme pour *Mekroubi*, un flamenco arabe très enlevé, des bons points pour *Zaycum*, venu du Soudan. A force de naviguer dans les eaux internationales, elle y pêchera les talents encore enfouis en elle.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► Le 29 au Théâtre de la Ville, à 18 h 30. Tél. : 48-87-54-42.

L'Orchestre du XVIII^e siècle aux Champs-Élysées

L'anti-musée

Brüggen et son ensemble sont devenus des stars de la musique classique. Ils devaient s'y habituer. Mais cette reconnaissance soudaine de leur statut n'a en rien altéré le radicalisme de leur démarche : ils ont décidé de tourner le dos à l'institution.

Le 28 novembre ces musiciens — une cinquantaine — ont retrouvé le Théâtre des Champs-Élysées, après quelques incartades malheureuses Salle Pleyel et dans des églises à l'acoustique cavennaise, pour jouer la dernière symphonie de Haydn, *Linze de Mozart* et la *Pastorale de Beethoven*.

L'Orchestre de Cleveland, lui-même, ne joue pas avec une telle précision dans la légèreté, avec un soin si amoureux du détail. La Staatskapelle de Dresde n'a pas un quatuor à cordes aussi infatigable, ni Chicago de vents aussi chantants. Les musiciens de l'Orchestre du XVIII^e siècle jouent pourtant sur des vents primitifs, les cordes sans vibrato, Frans Brüggen ne

se prend pas pour un chef mais pour un animateur.

Ils font entendre un Haydn pinces-sans-rire, Mozart découpé au scalpel, un Mozart mantré, plus plombé qu'il ne le faudrait et une *Pastorale* radicale dans sa violence descriptive.

Paradoxalement, c'est dans une telle œuvre que la supériorité des instruments anciens se manifeste avec le plus d'évidence. Qu'une mélodie passe du basson aux violoncelles, le timbre change moins que la projection du son dans l'espace. Que la flûte imite le rossignol, le serpent le coucou, et c'est un chant idéal qui s'élève du fond de l'orchestre et non le son d'une flûte ou d'une clarinette.

A l'issue d'un tel concert, une certitude s'impose : à la différence de nombreuses institutions symphoniques traditionnelles, Frans Brüggen et ses musiciens ne sont pas les archéologues de la musique symphonique. Simplicité des artistes.

ALAIN LOMPECH

THÉÂTRE

Boy meets girl

Amours épistolaires : « Conversations sur l'infinité des passions », de Louise Douthrelle

L'Hôtel Lutétia abrite en ce moment les *Conversations sur l'infinité des passions*, de Louise Douthrelle qui résume trois siècles d'amours épistolaires. Inspiré de textes célèbres (*Les Désordres de l'Amour*, de Madame de Villeneuve; *les Égarés du cœur* et de l'esprit, de Crébillon fils et la *Duchesse de Langeais*, de Balzac), le spectacle sent bon l'encre des billets échangés à la hâte dans une loge de théâtre, ou de ces lettres passionnées, rêves de longues étreintes sur papier.

Toutes ces missives s'écrit sur un même thème : un homme rencontre une femme, entreprend de la conquérir. Elle cède enfin, il se lasse, en trouve une autre, plus jolie, plus jeune et plus riche. Le couvent, la mort, la vie? L'attitude de la délaissée varie au fil du temps.

La femme du dix-septième siècle est tourmentée par le désordre de ses passions. Son amant s'enfuit avec une autre, regrette, revient; elle le repousse. Coupable et meurtri, il ira trouver la mort sur un champ de bataille. Le dix-huitième siècle apporte un note rafraîchissante et amère : le libertinage. La femme mène le jeu. Tous les atouts dans sa manche, elle se joue d'un jeune homme ignorant, maladroit, mais sûr de lui. C'est alors une demi-heure de chassés-croisés où les cartes maîtresses passent de main en main avec beaucoup d'habileté et d'humour.

De l'humour, il y en fallait aussi pour « croquer » les tragiques idylles du dix-neuvième siècle. Les amants sont de savoureuses caricatures du romantisme. Le sourcil est sombre, les pâmoisons pro-

fondes, l'avenir fatal et la plume rageuse labourent le papier d'aveux définitifs. C'est irrésistible, le spectacle trouve son rythme — dans lequel il était difficile de s'installer, le « salon » ressemblant plus à une salle de conférence qu'à un boudoir. La grande saga s'arrêtera là, comme si le téléphone ou le Minitel avaient sauté les élan amoureux.

Autour d'un paravent, unique décor témoin de ces déchirements passionnés, Claudine Fievet et Jean-Luc Palès — qui signe la mise en scène — se régalaient dans les méandres amoureux. Ils les emportent parfois trop loin. Leurs voix fortes et leurs mimiques lourdes, soudain, détonnent dans cette petite salle où chaque détail accroche l'œil ou l'oreille.

BÉNÉDICTE MATHIEU

► Hôtel Lutétia, 45, boulevard Raspail, 75006. Du mardi au samedi, à 20 h 45. 100 F et 130 F. Tél. : 45-44-05-05 ou 45-44-38-10.

► Grève à la Grande Halle de la Villette. — La première du spectacle *Sur o sur*, de La Fura dels Baus, prévue jeudi 29 novembre, a été reportée en raison d'une grève des personnels techniques de la Grande Halle de la Villette. Initialement prévu jusqu'au 13 décembre, le spectacle devrait débiter le 4 décembre. Dans la Salle Boris Vian, en revanche, les représentations des *Fragments d'une lettre d'adieu* par des géologues, de Normand Chaurrette se déroulent normalement.

► Tél. : 48-78-75-000

Le Monde

SANS VISA

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP
64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINUTEL 36.15 CODE A3T
puls OSP

Vente sur saisie immobilière au Tribunal de Grande Instance de PARIS le jeudi 13 décembre 1990, à 14 h 30, en un seul lot
APPARTEMENT à PARIS (15^e)
dit C2, au 4^e étage, et un emplacement de voiture au sous-sol
1, RUE DES BERGERS et 62-64, RUE DE JAVEL
MISE A PRIX : 90 000 F
S'adr. par req. à M^{re} Jean-Claude BOUCTOT, avocat à Paris (5^e), 87, boulevard Saint-Michel, tél. : 46-34-11-42, au greffe du Tribunal de Grande Instance de Paris; sur les lieux pour visiter, le 10 décembre 1990 à 14 h 30 et 15 h 30.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Just. de PARIS le jeudi 13 décembre 1990, à 14 h 30, en un seul lot
APPARTEMENT à PARIS (13^e)
de 5 pièces principales, cave et parking
dépendant d'un ensemble immobilier
17, à 21, av. d'Italie et 183 à 189, av. de Choisy
Mise à prix : 650 000 F
S'adresser pour renseignements à : M^{re} DEVOS-CAMPY
avocat, 37, avenue de Suffren - 75007 PARIS - Tél. : 45-67-98-84
à tous avocats près le Tribunal de Grande Instance de PARIS.

Vente d'immeuble au Palais de Just. de CRÉTEIL (94), jeudi 13 décembre 1990 à 9 h 30
PROPRIÉTÉ à JOINVILLE-LE-PONT (94340)
19, avenue Guy-Moquet - Composant : PAVILLON sur rez-de-chaussée et un rez-de-chaussée - 5 Bnrs Pavill. - GARAGE ET JARDIN
Contenance : 3 a 74 ca
M. à P. : 150 000 F
S'adr. à M^{re} Th. MAGIA, avocat à Créteil (94000) 4 allée de la Tour d'Or - Tél. : 49-88-81-85
M^{re} EL MANSION, avocat à Paris 14^e, 24, avenue Victoria - Tél. : 42-36-77-50 ou 35-37.

LE CERCEAU

Slavkine & Regy
Création

THÉÂTRE

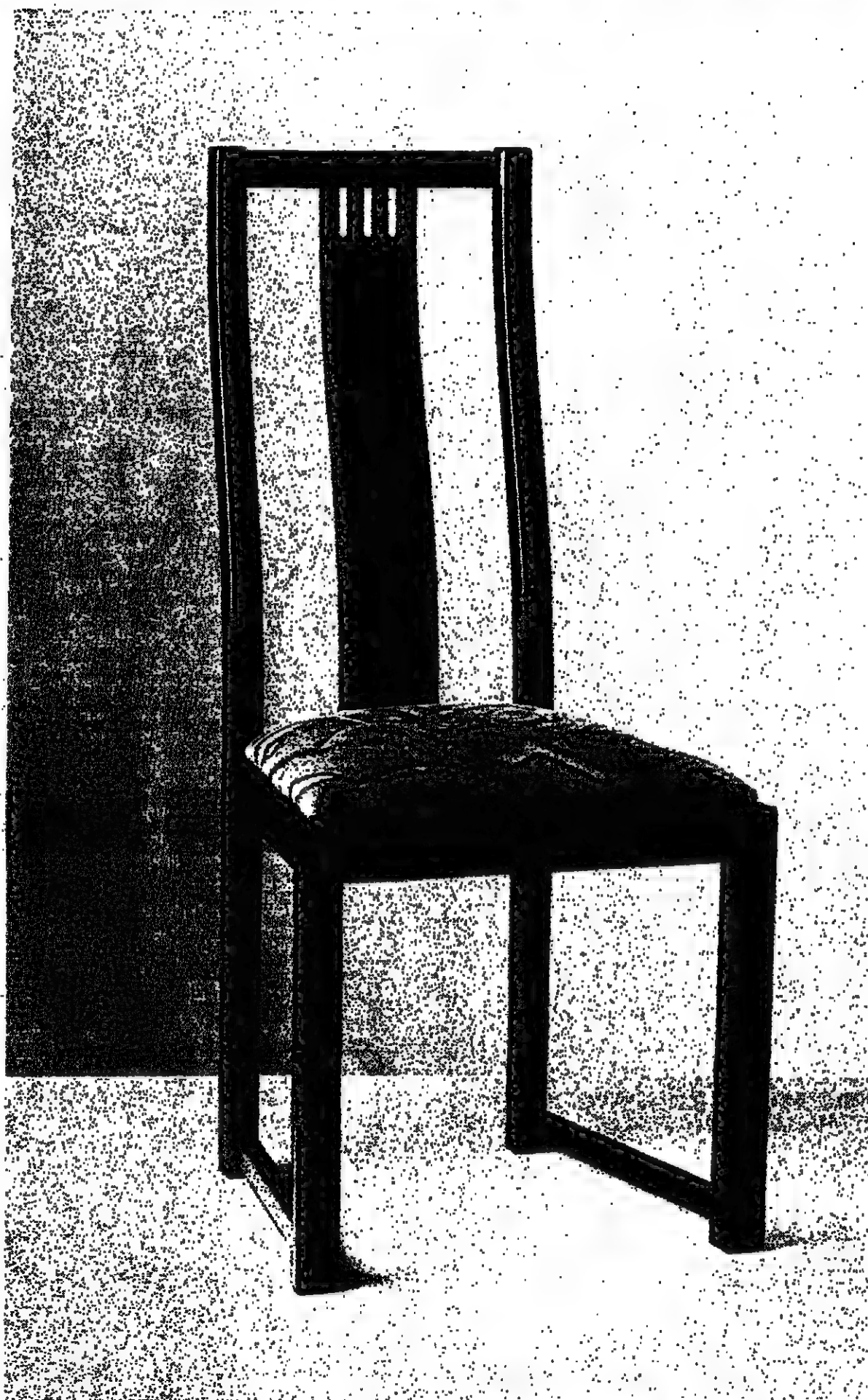
NANTERRE
du 6 novembre
au 16 décembre 1990
Tél : 47 21 18 81
ou 3 FNAC

AMANDIERS

سكوا من الجول

... Le Monde • Vendredi 30 novembre 1990 25
... Le Monde • Vendredi 30 novembre 1990 19

Qu'est-ce qui ressemble le plus à une belle chaise à 1000 F?



Une belle chaise IKEA à 680 F!

On peut aimer les belles matières, le beau design, le travail bien fait... On peut surtout si on a l'idée d'aller faire un tour chez IKEA: D'abord question travail bien fait vous allez être servi. On vous en a réservé une partie. Pas le plus dur rassurez-vous.

Vous prenez votre chaise sur un rayonnage, bien emballée en paquet plat pour être facile à transporter dans votre voiture. Arrivé chez vous, vous la montez en un tour de main et quelques tours de vis, et c'est fini.

Mais tout ce que vous avez payé en travail, nous l'avons mis en qualité en plus. Bois massif laqué, tissu résistant, tout ça choisi, testé comme si c'était pour nous: tout aux normes de l'Institut Suédois du Meuble pour pouvoir lui donner le label Möbelfakta.

Alors maintenant que vous avez compris qu'il vaut mieux économiser sur le prix que sur la qualité, il vous reste à choisir entre des dizaines de chaises dans tous les styles, toutes plus élégantes les unes que les autres à des prix si

petits qu'on peut en mettre plein autour de la table que vous avez déjà trouvé chez IKEA.

Modèle présenté: chaise Holmsund, bois massif, revêtu tissu, laqué noir.

Offre valable jusqu'au 8 décembre 1990.



Ils sont fous ces Suédois

<p>IKEA PARIS NORD II AUTOROUTE AL 21 PARIS NORD II LUN - VEN: 10 H-20 H SAM: 9 H-20 H NOCTURNE: MER 22 H TEL: (1) 46.62.30.24</p>	<p>IKEA PARIS EVRY AUTOROUTE A4 EVRY LISSES LUN - VEN: 10 H-20 H SAM: 9 H-20 H NOCTURNE: MER ET VEN 22 H TEL: (1) 94.57.71.20</p>	<p>IKEA LYON ZAC DU CHAMP DU PONT ST-PIERRE LUN - VEN: 10 H-20 H SAM: 9 H-20 H NOCTURNE: VEN 22 H TEL: 78.26.45.45</p>	<p>IKEA MARSEILLE RN 101 CIAL VITROLLES ESPACE LUN - VEN: 10 H-20 H SAM: 9 H-20 H NOCTURNE: VEN 22 H TEL: 42.89.56.56</p>	<p>IKEA LILLE C CIAL DE L'OMME BUS - METRO, ST-PHILIBERT LUN - VEN: 10 H-20 H SAM: 9 H-20 H NOCTURNE: MER ET VEN 22 H TEL: 20.93.36.77</p>	<p>IKEA BORDEAUX C CIAL BORDEAUX LAC LUN - VEN: 10 H-20 H SAM: 9 H-20 H NOCTURNE: MER ET VEN 22 H TEL: 56.50.42.08</p>
---	--	---	--	---	---

RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS DANS TOUS NOS MAGASINS - MINITEL 3614 IKEA

Boy meets girl

ODRON

ACADÉMIE EXPERIMENTALE DES THEATRES

THEATRE

du 8 novembre au 16 décembre 1990

Tel: 47 27 72 81

du 3 FINEC



DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.
Régisseur G.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 65 12 68.

SAMEDI 1^{er} DÉCEMBRE

S. 9 - L'Art du verre contemporain. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIER. (Expo le 30-11 S. 3).

LUNDI 3 DÉCEMBRE

S. 1 et 7 - Meubles et objets d'art. Tableaux modernes. Bijoux. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

S. 3 - Bijoux, argenterie. - M^{me} JUTHEAU et M^{me} DAUSSY, DE RICQUES, Cabinet Cailles et Sait, expert.

S. 4 - 14 h 15 : Bijoux, objets de vitrine orfèvrerie ancienne et moderne. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Déchaud et Sertin, experts.

S. 5 et 6 - Nombreux dessins et tableaux anc. et mod. Bronze Bugatti. Crosse d'Abbé en cuivre. Aléiers limousins milieu du 19^e. Meubles et objets d'art des 17^e, 18^e, et 19^e siècles. PARIS AUCTION.

S. 11 - Atelier Maxime Juan. - M^{me} BINOCHÉ, GODEAU.

S. 14 - Meubles, tableaux. - M^{me} LENORMAND, DAYEN.

S. 15 - Mobilier ancien, tableaux modernes, objets d'art. - M^{me} ROUGEON.

MARDI 4 DÉCEMBRE

S. 6 - Autographes. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

S. 8 - Extrême-Orient. ARCOLE (M^{me} RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY).

MERCREDI 5 DÉCEMBRE

S. 1 et 7 - Tableaux modernes et contemporains. Sculptures. - M^{me} MILLON, ROBERT.

S. 3 - 11 h : Vente CHAUMET ET C^{ie}. Bijoux, bracelets, montres, stylos, portefeuilles, agendas, pendules. - M^{me} LIBERT et CASTOR, MM. Serres, Monnaie et Poirier, experts.

S. 4 - 14 h 30 : SOUVENIRS HISTORIQUES DU ROI LOUIS-PHILIPPE ET DE LA FAMILLE D'ORLÉANS. Dessins, tableaux, gravures, souvenirs historiques, argenterie, matériel culinaire des cuisines du Château d'Eu. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. Duchiron, expert. (Catalogue : veuillez contacter le poste 469).

S. 10 - Livres, Affiches de cinéma, Tabl. dess. anc. et mod. Bijoux, meubles 18^e et 19^e. - M^{me} WAPLER.

S. 12 - Affiches. - M^{me} LENORMAND, DAYEN.

S. 13 - Lithographies, aquarelles, tableaux 19^e et 20^e, bijoux et bon mobilier, paire de torchères en bronze doré 19^e. PARIS AUCTION. (M^{me} CARDINET-KALCK).

JEUDI 6 DÉCEMBRE

S. 1 et 7 - 21 h : Tableaux de marine. - M^{me} BOISGIRARD.

S. 3 - Tableaux modernes. Tableaux et meubles anciens. - M^{me} BINOCHÉ, GODEAU.

S. 3 - 14 h 15 : Vente CHAUMET ET C^{ie}. Suite de la vente du 5-12. - M^{me} LIBERT et CASTOR.

S. 8 - Dessins anciens. ARCOLE (M^{me} RENAUD).

VENREDI 7 DÉCEMBRE

S. 1 et 7 - 14 h : Tableaux anciens. Argenterie russe. Bijoux, argenterie, instruments de marine. Objets d'art et mobilier. - BOISGIRARD.

S. 4 - Céramiques modernes. - M^{me} LENORMAND, DAYEN.

S. 6 - Meubles et objets d'art. ARCOLE (M^{me} OGER, DUMONT).

S. 10 - 14 h 15 : QUELQUES LIVRES SUR LES LIVRES. Remarquable ensemble d'exemplaires de choix des bibliographies, catalogues anciens et récents sur les livres, les bibliothèques, les bibliothèques, les reliures, les imprimeries, etc. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Guérin et Courvoisier, experts.

S. 11 - Livres, argenterie, mobilier. - M^{me} RIBEYRE, BARON.

S. 12 - Bijoux, argenterie. - M^{me} DELORME, Cabinet de Fommervault.

S. 13 - Tableaux modernes. - M^{me} LOUDMER.

S. 16 - Tableaux anciens et modernes. Faïences, porcelaines. Art déco. Objets d'art et d'ameublement des 18^e et 19^e siècles. - M^{me} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

S. 11 - Livres, argenterie, mobilier. - M^{me} RIBEYRE, BARON.

S. 12 - Bijoux, argenterie. - M^{me} DELORME, Cabinet de Fommervault.

S. 13 - Tableaux modernes. - M^{me} LOUDMER.

S. 16 - Tableaux anciens et modernes. Faïences, porcelaines. Art déco. Objets d'art et d'ameublement des 18^e et 19^e siècles. - M^{me} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

S. 11 - Livres, argenterie, mobilier. - M^{me} RIBEYRE, BARON.

S. 12 - Bijoux, argenterie. - M^{me} DELORME, Cabinet de Fommervault.

S. 13 - Tableaux modernes. - M^{me} LOUDMER.

S. 16 - Tableaux anciens et modernes. Faïences, porcelaines. Art déco. Objets d'art et d'ameublement des 18^e et 19^e siècles. - M^{me} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

S. 11 - Livres, argenterie, mobilier. - M^{me} RIBEYRE, BARON.

S. 12 - Bijoux, argenterie. - M^{me} DELORME, Cabinet de Fommervault.

S. 13 - Tableaux modernes. - M^{me} LOUDMER.

S. 16 - Tableaux anciens et modernes. Faïences, porcelaines. Art déco. Objets d'art et d'ameublement des 18^e et 19^e siècles. - M^{me} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

S. 11 - Livres, argenterie, mobilier. - M^{me} RIBEYRE, BARON.

S. 12 - Bijoux, argenterie. - M^{me} DELORME, Cabinet de Fommervault.

S. 13 - Tableaux modernes. - M^{me} LOUDMER.

S. 16 - Tableaux anciens et modernes. Faïences, porcelaines. Art déco. Objets d'art et d'ameublement des 18^e et 19^e siècles. - M^{me} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

S. 11 - Livres, argenterie, mobilier. - M^{me} RIBEYRE, BARON.

S. 12 - Bijoux, argenterie. - M^{me} DELORME, Cabinet de Fommervault.

S. 13 - Tableaux modernes. - M^{me} LOUDMER.

S. 16 - Tableaux anciens et modernes. Faïences, porcelaines. Art déco. Objets d'art et d'ameublement des 18^e et 19^e siècles. - M^{me} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

S. 11 - Livres, argenterie, mobilier. - M^{me} RIBEYRE, BARON.

S. 12 - Bijoux, argenterie. - M^{me} DELORME, Cabinet de Fommervault.

S. 13 - Tableaux modernes. - M^{me} LOUDMER.

S. 16 - Tableaux anciens et modernes. Faïences, porcelaines. Art déco. Objets d'art et d'ameublement des 18^e et 19^e siècles. - M^{me} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

S. 11 - Livres, argenterie, mobilier. - M^{me} RIBEYRE, BARON.

S. 12 - Bijoux, argenterie. - M^{me} DELORME, Cabinet de Fommervault.

S. 13 - Tableaux modernes. - M^{me} LOUDMER.

S. 16 - Tableaux anciens et modernes. Faïences, porcelaines. Art déco. Objets d'art et d'ameublement des 18^e et 19^e siècles. - M^{me} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

S. 11 - Livres, argenterie, mobilier. - M^{me} RIBEYRE, BARON.

S. 12 - Bijoux, argenterie. - M^{me} DELORME, Cabinet de Fommervault.

S. 13 - Tableaux modernes. - M^{me} LOUDMER.

S. 16 - Tableaux anciens et modernes. Faïences, porcelaines. Art déco. Objets d'art et d'ameublement des 18^e et 19^e siècles. - M^{me} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

S. 11 - Livres, argenterie, mobilier. - M^{me} RIBEYRE, BARON.

S. 12 - Bijoux, argenterie. - M^{me} DELORME, Cabinet de Fommervault.

S. 13 - Tableaux modernes. - M^{me} LOUDMER.

S. 16 - Tableaux anciens et modernes. Faïences, porcelaines. Art déco. Objets d'art et d'ameublement des 18^e et 19^e siècles. - M^{me} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

S. 11 - Livres, argenterie, mobilier. - M^{me} RIBEYRE, BARON.

S. 12 - Bijoux, argenterie. - M^{me} DELORME, Cabinet de Fommervault.

S. 13 - Tableaux modernes. - M^{me} LOUDMER.

S. 16 - Tableaux anciens et modernes. Faïences, porcelaines. Art déco. Objets d'art et d'ameublement des 18^e et 19^e siècles. - M^{me} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

S. 11 - Livres, argenterie, mobilier. - M^{me} RIBEYRE, BARON.

S. 12 - Bijoux, argenterie. - M^{me} DELORME, Cabinet de Fommervault.

S. 13 - Tableaux modernes. - M^{me} LOUDMER.

S. 16 - Tableaux anciens et modernes. Faïences, porcelaines. Art déco. Objets d'art et d'ameublement des 18^e et 19^e siècles. - M^{me} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

S. 11 - Livres, argenterie, mobilier. - M^{me} RIBEYRE, BARON.

S. 12 - Bijoux, argenterie. - M^{me} DELORME, Cabinet de Fommervault.

S. 13 - Tableaux modernes. - M^{me} LOUDMER.

S. 16 - Tableaux anciens et modernes. Faïences, porcelaines. Art déco. Objets d'art et d'ameublement des 18^e et 19^e siècles. - M^{me} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

S. 11 - Livres, argenterie, mobilier. - M^{me} RIBEYRE, BARON.

S. 12 - Bijoux, argenterie. - M^{me} DELORME, Cabinet de Fommervault.

S. 13 - Tableaux modernes. - M^{me} LOUDMER.

S. 16 - Tableaux anciens et modernes. Faïences, porcelaines. Art déco. Objets d'art et d'ameublement des 18^e et 19^e siècles. - M^{me} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

S. 11 - Livres, argenterie, mobilier. - M^{me} RIBEYRE, BARON.

S. 12 - Bijoux, argenterie. - M^{me} DELORME, Cabinet de Fommervault.

CULTURE

Découvertes du cinéma iranien à Nantes

Le 12^e Festival des Trois Continents reste fidèle à sa ligne de conduite

NANTES

correspondance

Depuis 1979 le Festival des Trois Continents - dont la douzième édition s'est tenue à Nantes du 20 au 27 novembre - explore la mémoire et le présent des cinématographies d'Asie, d'Amérique Latine, et d'Afrique. Les organisateurs, Alain et Philippe Jalladeau, ont réuni cette année quelque soixante-dix films.

La manifestation a commencé par la projection en avant-première mondiale du film de Sarajit Ray, *Les Branches de l'arbre*. Dans la compétition, d'ailleurs restreinte, manquent les productions du Maghreb et d'Afrique. C'est *Untamagrus*, saga mythologique du Japonais Gô Takamine qui a obtenu le grand prix.

Préside le jury à l'actrice Catherine Wilkening, le jury a également récompensé *Eux comme nous*, du Coréen Park Kwan Soo (prix spécial du jury et prix d'interprétation). Le réalisateur indonésien Slamet

Rahardjo a reçu, en mémoire de Jacques Demy, le prix « Ville de Nantes » pour le *Ciel est mon toit*.

Parallèlement, le festival a honoré Gabriel Figueroa. Chef opérateur dans plus de deux cents films, le vieux monsieur de quatre-vingt-trois ans a séduit tout le monde. Avec un même enthousiasme, les Nantais ont découvert l'actrice japonaise Ayako Wakao, au fil d'une sélection réunissant quelques uns des films où elle a joué avec de grands metteurs en scène, dont Masumura.

Mais l'événement de ce festival restera la rétrospective du cinéma iranien - dont les premières bobines ont été tournées à Oustende puis à Téhéran en 1900 par le photographe en chef du Shah Mozaffaredin. Si quelques titres parmi les plus anciens manquaient, trente titres de 1957 jusqu'à aujourd'hui étaient réunis.

On a pu découvrir des curiosités : *Une soirée en enfer* (1957) de Samuel Khachikian ; *Cauchemar kitsch* d'un vieil avaré et de son serviteur dans

un antre en carton-pâte où ils rencontrent Gengis Khan, Hitler, Napoléon, et quelques rockers ; *la Richesse de Garus* (1965) de Siamak Yusemi, néo familial apparenté au cinéma égyptien.

Cauchemar kitsch et constat cruel

Il y a eu aussi quelques chefs d'œuvre. Le plus connu, *la Vache* (1969) de Dariush Mehrjui, portrait d'un paysan qui sombre dans la folie, avec Masid Kimiyar, l'un des initiateurs de ce « Nouveau Cinéma » surgi dans les années 70. Après la révolution, il a vécu à Paris avant de retourner à Téhéran où il a réalisé quatre longs métrages. Dans la suite du *Coeur*, de *l'Eau*, le vent, la terre grands prix de Nantes en 1983 et 1989, on a retrouvé avec *Tangir* (1973) et *Harmonica* (1974) l'univers d'Amir Naderi, qui habite actuellement New-York.

Le *Camelot* (1986) de Mohseb

Makhmalbaf - fondateur en 1981 de l'organisation de la propagande islamique - film à sketch sur les bas-fonds de Téhéran surprend par la cruauté du constat. Une grande partie de la production actuelle évoque la violence des rapports sociaux et aborde de manière récurrente le thème de l'enfance et de l'adolescence à l'instar de *Bashu le petit étranger* de Bahram Bezaie (1980), *la Gale de Abolfazi Jafli* (1989). *Ok est la maison de mon ami* - sorti l'an dernier en France - de Abbas Kiarostami, dont on a vu également *Close up* (1990), étonnante reconstitution d'un fait-divers.

Le cinéma, contrôlé par la censure a connu un temps d'arrêt et produit à présent une soixantaine de films par an. Il est l'un des seuls divertissements populaires.

YVES AUMONT

Romantisme chinois

Alain Mazars connaît et aime la Chine, il y a tourné « Printemps perdu »

Peut-être se souvient-on d'un film étrange et beau, qui passa rapidement à l'automne 1987 : *Au-delà du souvenir*. Il avait été tourné sans autorisation en Chine populaire par Alain Mazars, Français d'une trentaine d'années, copérant enseignant en 1978-1979, et qui, fasciné par le pays, par sa culture, y était venu plusieurs fois, en cinéaste. *Au-delà du souvenir* était l'histoire d'un chanteur d'opéra séparé de sa femme enceinte par la révolution culturelle. Sept ans plus tard, revenu dans son village, il scrutait les visages d'enfants, espérant recon-

naître celui de l'enfant du couple, jamais vu... L'itinéraire était symbolique, et les recherches esthétiques passionnantes.

Un amour plus fort que la mort

Or, *Printemps perdu*, tourné en octobre et novembre 1988 avec un petit budget, et une autorisation, est également l'histoire d'un chanteur d'opéra chinois, envoyé en prison au début de la révolution culturelle. En cellule, Yen Yuejun a retranscrit une œuvre qu'il aime particulièrement, le *Pavillon aux pivotes*. Libéré, il se fait chauffeur routier, épouse Ling. Cette partie critique est rapidement traitée : comme dans *Au-delà du souvenir*, le sujet réaliste recouvre à peine un thème romantique. Ling aime depuis l'enfance - ce qui vaut un magnifique retour en arrière à la *Peter Ibbotson* - un certain Feng Feng qui réussit à la retrouver.

Le cœur brisé, Yen Yuejun s'incendie devant cet amour dévorant,

plus fort que la séparation et la mort. Il transpose sa souffrance dans la représentation du *Pavillon des pivotes* qu'il donne dans son village. Ainsi s'affirme l'univers d'Alain Mazars, par une thématique de l'amour et du rêve, par l'exaltation d'un genre musical et artistique - très différent de l'opéra occidental.

Le film est presque entièrement tourné en couleurs bleues, oniriques, rappelant les vêtements chinois de l'époque. Les personnages sont souvent isolés dans des espaces vides ou filmés en gros plans contemplatifs. Alain Mazars, qui domine à présent son style, est un metteur en scène de la rigueur et de la pudeur. En s'appuyant sur l'opéra chinois, il invente un romantisme authentique et c'est par l'esthétisme que se communique l'émotion.

JACQUES SICLIER

La fille du magicien

Le premier film de Claudine Bories

Il y a une jeune fille étourdie, saine de vitalité et un voleur volant. Ils croisent un directeur de music-hall véreux et un clown qui, entre deux litrons, amuse les p'tits-enfants sur un terrain vague. Pas- sent une marmite sentencieuse-dés- abusive et une créature fatale, sans oublier un fantôme.

Tout le monde est plus ou moins parent, enfant ou soupissant des autres, ça n'est pas clair mais ça n'est pas grave. Ce qui est grave, c'est que ce premier film tente de redéfinir la vieille guimbarde repeinte rose bonbon du réalisme poétique pour une virée catastrophique.

La Fille du magicien carbure au cliché sentimental sur le monde du spectacle, s'orne d'ajouteurs en modernité too, fait patiner ses interprètes dans des numéros de caricature. Pour étoffer son jeu de masques grimés, la réalisatrice Claudine Bories appelle en renfort le brio-à-bras du surmaturel : mauvaise pioche. Le seul tour de magie de cette *Fille* risque d'être de faire disparaître ses spectateurs.

J.-M. F.

Patins et trapèzes

La Cirque de Moscou sur glace est au Palais des sports

C'est l'Allemand Jean Thelen qui créa le cirque sur glace vers 1950, influencé sans doute par le succès des revues de Noël. Les Bouglione ont fait appel à lui pour une tournée au Cirque d'Hiver, à la fin des années 50 et d'autres cirques allemands (Williams, Carl Althoff, Aeros) empruntèrent à sa suite la même voie. En Union soviétique, la première représentation de ce type de spectacle eut lieu en 1964. Depuis, le Cirque de Moscou sur glace effectue régulièrement des tournées.

Selon la tradition adoptée par les Soviétiques, le programme concilie une haute technicité, des prouesses acrobatiques et la poésie d'un art clownesque enseigné dans les écoles. Parmi les attractions présentées cette année, on notera le duo arien d'Elena Romazanova et de Farid Safargaliev, le jongleur Alexandre Pismenny, les équilibristes à la perche, le trio à la barre russe et le jongleur de force Vindimir Margoslepenko. Viennent aussi agréablement un spectacle d'une durée relativement courte pour une fois (deux heures) : les lions de mer, les ours polaires et surtout le numéro d'illusions, sur le thème du folklore russe, d'Albina Zotova.

C. F.

► Palais des sports. Mercredi à 15 heures ; samedi et dimanche 14 h 30 et 17 heures ; mardi à 19 heures ; vendredi à 20 h 30 ; samedi à 21 heures. Tél. : 48-78-75-00. Rens. répondent : 48-28-40-48. Jusqu'au 13 janvier.



MICHEL DALBERTO
piano

VEN. 30 NOV. 18H30

MOZART - LISZT

SAM. 1^{er} DEC. 18H30

SCHUBERT - LISZT

DIM. 2 DEC. 20H30

DEBUSSY - FRANCK - LISZT

75 et 65 F. LOC. 42 74 22 77

2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

LE NOUVEL OBSERVATEUR, POUR LA PREMIÈRE FOIS EN FRANCE, PERMET AUX FRANÇAIS DE S'EXPRIMER SUR LA SOCIÉTÉ DU TRAVAIL.

le nouvel
Observateur

LE PRIX D'UN FRANÇAIS

PROFESSION PAR PROFESSION LA PLACE ET LE SALAIRE DE CHACUN
Ce qu'ils méritent, ce qu'ils ont, ce qu'ils refusent, ce dont ils rêvent.

L'INFIRMIÈRE, C'EST LA MADONE

L'infirmière est en tête de tous les classements. Le député et la prostituée partagent la dernière place.

Toujours, la prostituée est suivie par le licencié qui lui est reconnu et par son honnêteté dans l'accomplissement de son métier.

Du chef d'entreprise à l'enseignant, de l'ingénieur au policier, devant cette remise en question d'un grand nombre de professions - pourquoi le *bon français* est-il si mal vu ? - le *Nouvel Observateur* a donné la parole à ces Français.

« Ces Français, dit Dieu, il y a des choses que je fais, d'elles n'existent pas, il n'y a aucune personne pour les comprendre. » (Charles Péguy).

critiqués ou tant aimés. Politiques, syndicalistes, notables pourront méditer les résultats de cette enquête : les Français ont une idée aussi précise de la société idéale que de la société réelle qu'on leur a fabriquée.

De la distance entre les deux, naissent les tensions, les dangers, les risques d'explosion future. Une enquête et des sondages réalisés avec la SOFRES qui concernent tous ceux qui souhaitent une société plus juste, plus solennelle, plus heureuse.

JEUDI 29 NOVEMBRE - JEUDI 6 DÉCEMBRE

URE
ema iranien a Nantes

DOIS

servateu
E PRIX
D'UN
ANÇAIS

ÉCHECS



Quinzième partie : nulle

Karpov, dominateur stérile

Encore une nulle, la huitième d'affilée. Un record entre les deux joueurs si on excepte le match interrompu de 1984. En 1987, à Séville, il y avait eu une série de six nuls, de la 17^e partie à la 22^e. Pourtant, mercredi 28 novembre, les supporters de Karpov ont bien cru que le challenger allait marquer un point dans la quinzième partie.

Ayant travaillé « à la maison », Karpov plaça au 11^e coup (Fh6) une bonne innovation contre la Grünfeld de Kasparov. Ce coup allait éliminer l'important fou noir au fianchetto. Kasparov marqua un temps d'arrêt de quarante minutes avant de répondre. Après l'échange de Dames, Karpov avait une excellente position : contrôle du centre, Roi « en jeu », espace. La technique allait parler.

Kasparov vit le danger. Menacé d'être étouffé positionnellement, il réagit au centre (22...e5), compliquant la situation mais permettant à Karpov de se créer un pion passé : « Un hara-kiri », selon Spassky. Peut-être, mais c'est Karpov qui allait se suicider en ratant un bon coup (24. Th 4 au lieu de e4f6?). A partir de là, le challenger pénétra tandis que Kasparov, en crise de temps, comblait les brèches et parvenait à l'égalité positionnelle que les deux joueurs constataient au 33^e coup en arrêtant le combat. Score : 7,5-7,5. Seizième partie samedi 1^{er} décembre.

B. de C.

Blancs : KARPOV
Noirs : KASPAROV
Quinzième partie
Défense Grünfeld
variante d'échanges

1. d4	C56	18. R43 (70)	C53 (65)
2. e4	e6	19. f5	e5
3. Cc3	d5	20. longf	longf (104)
4. Cc5	Cc6d5	21. T2 (103)	h6 (118)
5. b4	Cc5c3	22. g4	e5
6. longf	Cc5	23. h6d5	Fc4g4
7. Fc3	Fg7	24. g5h5+	Bc6h6
8. Dd2 (8)	a-b	25. Cb4 (21)	Td7 (132)
9. Cc3 (13)	Dc3 (3)	26. g3 (128)	Td7 (132)
10. Tc1 (19)	e6 (5)	27. Td4 (131)	Fc6 (136)
11. Fh6 (20)	Cc6 (45)	28. Tc2	a5
12. b4	g4h4	29. Td4	g5
13. Fc5g7	h5g7 (49)	30. Fh5	Td6
14. Cc4 (20)	Dd2c2 (6)	31. Fc3	Fc7
15. h6d5	Td8	32. Tc4g5	Td8
16. Rc3 (33)	Fd7 (6)	33. Tc2 (146)	Cc5+ (143)
17. Td1	Td6	34. Na6	

AGENDA

JEUDI 29 NOVEMBRE

EXPOSITIONS

CENTRE GEORGES POMPIDOU

Place Georges-Pompidou
(42-77-12-30).
Jeu, ven, de 12 h à 22 h, sam, de 10 h à 22 h.

ACCROCHAGE DES COLLECTIONS DU CABINET D'ART GRAPHIQUE

Salle d'art graphique Mnam.
Jusqu'au 6 janvier 1991.

AFFICHES DE PUS A TOKYO. Galerie des brèves Cci, jusqu'au 7 janvier 1991.

ART ET PUBLICITÉ. Grande galerie 5 étages. Entrée : 16 F. Jusqu'au 25 février 1991.

LES BELLES ÉTRANGÈRES : POLOGNE. Grand et petit foyer. Jusqu'au 3 décembre.

LES NOUVEAUX PROMENEURS SOLITAIRES. Galerie du 1^{er} étage. Jusqu'au 3 décembre.

PASSAGES DE L'IMAGE. Musée national d'art moderne. Entrée : 24 F. Jusqu'au 13 janvier 1991.

JEAN PROUVE. Galerie du Cci. Entrée : 16 F. Jusqu'au 28 janvier 1991.

TÉLÉ-VISIONS D'EUROPE. Galerie du forum. Jusqu'au 4 février 1991.

Musée d'Orsay

1, rue de la Bellechasse (40-48-48-14). Mer, ven, sam, de 10 h à 18 h, jeu, de 10 h à 21 h 45, dim, de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

DE MANET A MATISSE. SEPT ANS D'ENRICHISSEMENTS AU MUSÉE D'ORSAY. Entrée : 27 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 10 mars 1991.

DESSINS D'ARCHITECTURE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 13 janvier 1991.

IL Y A CENT ANS ILS ONT DONNÉ L'OLYMPIA. Exposition-dossier. Entrée : 25 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 4 F. Jusqu'au 20 janvier 1991.

MANET : PASTELS ET DESSINS. Exposition-dossier. Entrée : 27 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 13 janvier 1991.

LES SALONS CARICATUREUX. Exposition dossier. Entrée : 27 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 20 janvier 1991.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-61-51). T.J., et mar, de 10 h à 18 h, jeu, de 10 h à 21 h 45, dim, de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

ACQUISITIONS RECENTES DU DÉPARTEMENT DES OBJETS D'ART. Hall Napoléon. Entrée : 27 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 21 janvier 1991.

EUPHROSION. PEINTRE A ATHÈNES AU VI^e SIÈCLE AVANT JÉSUS-CHRIST. Hall Napoléon. Entrée : 27 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 21 janvier 1991.

MÉMOIRES D'AVEUGLE, L'AUTO- PORTRAIT ET AUTRES RUINES. Partis pris : dessins du Louvre choisis par Jacques Darida, Hall Napoléon. Entrée : 27 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 21 janvier 1991.

LA ROMANESQUE DE MARATTI A PIRANESI (1650-1760). Pavillon de Flore. Entrée : 27 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 18 février 1991.

SCULPTURES FRANÇAISES NÉO-CLASSIQUES DU MUSÉE DU LOUVRE (1760-1830). Galerie et salle Mollien. Entrée : 27 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 20 février 1991.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J., et lun, et jours fériés de 10 h à 17 h 30, mer, jusqu'à 20 h 30.

IMAGES INVENTÉES. La photographie créative beige dans les années cinquante. Entrée : 28 F. Jusqu'au 3 février 1991.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. G.-Eisenhower.

PICASSO, UNE NOUVELLE DATION. Galeries nationales (42-89-54-10). T.J., et lun, et jours fériés de 10 h à 17 h 30, mer, jusqu'à 20 h 30.

RÉALITÉS NOUVELLES. (42-86-45-11). T.J., et lun, et jours fériés de 10 h à 17 h 30, mer, jusqu'à 20 h 30.

SALON D'AUTOMNE. (42-86-45-08). T.J., et lun, et jours fériés de 10 h à 17 h 30, mer, jusqu'à 20 h 30.

PARIS EN VISITES

« Acquisitions, de Manet à Matisse », 13 heures, Musée d'Orsay, vestiaire collectives (G. Marbeau-Carrier).

« Exposition : l'art égyptien de l'Égypte », 14 heures, entrée du Musée Guimet (P.-V. Jaslet).

« Les passages marchands, une promenade hors du temps », 14 h 30, 4, rue du Faubourg-Montmartre (Paris autotrafic).

« Passages couverts autour de la Grange-Batelliers », 14 h 30, métro Le Peletier (Paris pittoresque et insolite).

« Méthodes de soins en médecine égyptienne. Pratique quotidienne de la médecine, de la Maison de vie aux préparations rituelles », 14 h 30, sorcier-médecin Louvre/Rivoli II. Hautier).

« Le Louvre à travers ses plus beaux chefs-d'œuvre », 14 h 30, beaux chefs-d'œuvre du Conseil d'Etat, devant les grilles du Louvre (Arts et Casters).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Préservation du passé).

« La Musée de la poste : relais et messageries » (limité à trente personnes), 15 heures, 34, boulevard de Vaugirard (Monuments historiques).

« Les salons de l'Arsenal », 15 heures, sortie métro Sully-Morland, côté Arsenal (D. Bouchard).

« Les salles souterraines des thermes », 15 heures, entrée du Musée du Chêne, place Paul-Faurel (Paris et son histoire).

« Les natures mortes, symboles de vanité », 15 h 15, hall du Petit-Palais (Tourisme culturel).

« Richard Nicolas », 19 heures, Centre Georges-Pompidou (Musée national d'art moderne).

CONFÉRENCES

11 bis, rue Kogler, 20 h 15 : « La vision panoramique au moment de la mort ». Entrée libre (Loge unie des théosophes). Salle Latruncolo, 20 h 15 : « La comète de Halley, quatre ans plus tard (Institut géographique d'anthropologie). Tél. : 43-57-29-51.

SIMON VOUEZ. Galeries nationales (42-89-23-13). T.J., et mar, de 10 h à 20 h, mer, jusqu'à 22 h. Entrée : 33 F. Jusqu'au 11 février 1991.

MUSÉES

ARMES INSOLITES DU XVI^e AU XVIII^e SIÈCLE. Musée de l'Armée, hôtel national des Invalides, place des Invalides (45-55-92-30). T.J., et lun, et jours fériés de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 31 décembre.

ART KANAK, DE JADE ET DE NACRE. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (42-43-14-54). T.J., et mar, de 10 h à 17 h 30, sam, dim, de 10 h à 18 h. Visites commentées mer, ven, sam, de 15 h 30 (43-48-51-81). Entrée : 23 F. 13 F. (dim.). Jusqu'au 31 décembre.

ART ESOTÉRIQUE DE L'HIMALAYA. La donation Lionel Fournier. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-65). T.J., et mar, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 23 F. Jusqu'au 28 janvier 1991.

JANE EVELYN ATWOOD. Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaurès (42-48-30-50). T.J., et lun, 25 décembre et 1^{er} janvier de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Billet couplé avec Photos de famille : 40 F. Jusqu'au 17 février 1991.

WERNER BISCHOF. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J., et mar, de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 7 janvier 1991.

E.-S. CURTIS. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J., et mar, de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 30 décembre.

NIKI DE SAINT-PHALLE. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J., et mar, de 10 h à 18 h. Du 30 novembre au 29 janvier 1991.

LE FAUBOURG SAINT-GERMAIN : LE QUAI VOLTAIRE. Musée de la Légion d'honneur, 2, rue de la Harpe. T.J., et jours fériés de 14 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 29 novembre au 24 février 1991.

FERRACCI. Affichiste de cinéma. Musée de la publicité, musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J., et mar, de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 janvier 1991.

LEWIS HINE. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J., et lun, de 10 h à 17 h 40, jeudi jusqu'à 22 h. Du 10 janvier au 12 février 1991.

L'HOMME AU TRAVAIL : LE GESTE ET L'IMAGE. Atgjet, Seeburger, Arnaud, Ganne, Fehér, Faullier. Calles nationales des monuments historiques, hôtel de Sully, 52, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.J., et mar, de 10 h à 18 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 6 janvier 1991.

HYMNE AU PARFUM. Musée des Arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J., et mar, de 12 h 30 à 18 h, dim, de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 3 février 1991.

CHRIS KILLIP. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J., et mar, de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 21 janvier 1991.

LAMARTINE ET LES ARTISTES DU XIX^e SIÈCLE. Musée de la vie romantique - Maison Remon-Scheyfer, 18, rue Chapelle (43-74-95-38). T.J., et lun, et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 18 F. Jusqu'au 21 janvier 1991.

LE MEUBLE REGIONAL EN FRANCE. Musée national des arts et traditions populaires, 6, av. du Mahatma-Gandhi (40-57-00-00). T.J., et mar, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 16 F. Billet d'entrée du musée, 10 F. le dim. Jusqu'au 25 février 1991.

LE MOBILIER SORT DE SA RÉSERVE. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J., et mar, de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 7 février 1991.

LES MYSTÈRES DE L'ARCHEOLOGIE. Les sciences à la recherche du passé. Calles nationales des monuments historiques, orangerie de l'hôtel de Sully - 82, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.J., et mar, de 10 h à 18 h. Conférences à 20 h 30 les mardis 5 et 19 décembre, 2 et 9 janvier 1991. Entrée : 23 F. Jusqu'au 13 janvier 1991.

MÉMOIRES D'EGYPTE. Bibliothèque nationale, 1, rue Vivienne (47-03-81-10). T.J., et lun, et jours fériés de 10 h à 20 h. Nourme le sam, jusqu'à 23 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 17 mars 1991.

NADAR. Caricatures et photographies. Maison de Napoléon, 47, rue Raynouard (42-24-56-38). T.J., et lun, et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 17 février 1991.

MICHELLE NEPOMON. Halle Saint-Pierre, galerie, 2, rue Honsard (42-58-74-12). T.J., et lun, de 10 h à 18 h.

Entrée : 25 F. J'accès à toutes les expositions. Du 4 décembre au 6 janvier 1991.

OBJECTIF CIPANOLO. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs et 2, rue Vivienne (47-03-81-26). T.J., et dim, et jours fériés de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 9 décembre.

L'ŒUVRE GRAYÉ DE GOYA. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Boilly (42-24-07-02). T.J., et lun, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 6 janvier 1991.

L'ORIENT D'UN DIPLOMATE. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.J., et mar, et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 20 F. Jusqu'au 19 mai 1991.

PAPIERS PEINTS PANORAMIQUES. Musée des Arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J., et mar, de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 21 janvier 1991.

LE PARIS DE SOUSAB. De 1946 à nos jours. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J., et lun, de 10 h à 17 h, jeu, jusqu'à 22 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 31 janvier 1991.

LA PHOTOGRAPHIE JAPONAISE DE L'ENTRÉE-DEUX GUERRES. Du pictorialisme au modernisme. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J., et mar, de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 4 février 1991.

PHOTOS DE FAMILLE. Grande Halle de la Villette, nef 211, av. Jean-Jaurès (42-48-30-50). T.J., et lun, 25 décembre et 1^{er} janvier de 12 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 17 février 1991.

PHOTOS URBAINES, PHOTOS TIMBRÉES PAR VÉRONIQUE LALOT. Portraits de facteurs par Johannes von Saumura. Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.J., et dim, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

ROGER PIC. Mémoire des autres. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-26). T.J., et dim, et fêtes de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 30 novembre.

QUAND VOUS ÉTAIENT LES GALERIES. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-81-70). T.J., et mar, de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 6 janvier 1991.

STARLIGHT. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (43-32-60). T.J., et lun, et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 18 janvier 1991.

STUDIO MAGAZINE : LE CINÉMA DANS TOUS SES ÉTATS. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (43-32-60). T.J., et lun, et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 18 janvier 1991.

DEV TUSZYNSKI. Musée d'art J.T., 42, rue des Saules (42-57-84-16). T.J., et ven, et dim, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 31 janvier 1991.

LES VANITÉS DANS LA PEINTURE AU XVI^e SIÈCLE. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-66-12-73). T.J., et lun, et jours fériés de 10 h à 17 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 janvier 1991.

LES VITRAUX DE LA RECONSTRUCTION 1918-1940. Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple (40-27-60-00). T.J., et mar, de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 14 janvier 1991.

CENTRES CULTURELS

ALICE ET LES AUTRES. Carré des Arts, parc Roul de Paris, esplanade du château de Vincennes (45-55-73-92). T.J., et lun, de 10 h à 17 h. Entrée : 4 F. (entrée du parc). Jusqu'au 31 janvier 1991.

ALL QUIET ON THE WESTERN FRONT? Espace Dieu, 17, rue Dieu (42-49-17-85). T.J., et mar, de 11 h à 18 h, jeu, jusqu'à 22 h. Jusqu'au 31 décembre.

ARQUEAULES HOLLANDAISES DU XVIII^e SIÈCLE. Du Cabinet des dessins du Rijksmuseum d'Amsterdam. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-95-99). T.J., et lun, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 2 décembre.

ART SACRÉ TIBÉTAINE. Centre culturel Amore, 198 bis, rue Saint-Martin (42-78-39-29). T.J., et dim, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 12 février 1991.

AUX SOURCES DU MONDE ARABE L'ARABE AVANT L'ISLAM. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J., et lun, de 13 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre 1993.

MICHELLE BATTUT. Centre culturel algérien, 171, rue de la Croix-Nivert (45-54-55-31). T.J., et dim, de 9 h à 18 h. Du 4 décembre au 31 décembre.

PAOLO BELLINI. Centre culturel suisse, 32-38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.J., et lun, et mer, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 20 janvier 1991.

GIANNI BERENGO GARDIN. Photographies, 1953-1980. Free Forum des Halles, niveau -3, porte Lescaz (40-28-27-45). T.J., et dim, de 10 h à 19 h 30. Jusqu'au 6 janvier 1991.

BILL BRANDT. L'Angleterre des années 1930 à 1945. Espace photographique de Paris, nouveau forum des Halles, place Carré - 4 à 8, grande galerie (40-28-97-12). T.J., et lun, de 13 h à 18 h, sam, dim, jusqu'à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 3 février 1991.

CENT ANS DE PHOTOGRAPHIES AU GUATEMALA. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-87-50). T.J., et sam, et dim, de 10 h à 22 h. Jusqu'au 14 décembre.

CITADELLES DU DESERT MAROCAIN. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J., et lun, de 13 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 6 janvier 1991.

TOUJOURS ENNEMIS. Photographies d'acteurs. L'Image du grenier sur l'estu, 42, rue des Francs-Bourgeois (42-71-02-31). Jusqu'au 22 décembre.

FRANÇOISE CARRASCO. AA Galerie, 38, av. Junot - entrée 2, rue Justus-Métivier (46-06-92-95). Jusqu'au 22 décembre.

PATRICE CARRÉ. Galerie Prox-Delaude, 10, rue Saint-Sabin (43-38-52-60). Jusqu'au 22 décembre.

AXEL CASSEL. Galerie Albert Loeb, 12, rue des Beaux-Arts (46-33-06-87). Jusqu'au 22 décembre.

MARC CHAGALL. NOIR ET BLANC. Galerie Enrico Navarra, 75, rue du Faubourg-Saint-Honoré (47-42-65-89). Jusqu'au 31 décembre.

ROUILLY LE CHEVALIER. Galerie Claude Henry, 58, rue de l'Université (45-44-48-55). Du 4 décembre au 30 décembre.

THEO CISCO. Galerie Thierry Salvador, 6, avenue Daubigny (45-62-38-59). Jusqu'au 21 décembre.

DOMINIQUE COFFIGNIER ET FRANCIS WILSON. Galerie Keller, 15, rue Keller (47-00-41-47). Du 4 décembre au 30 janvier 1991.

COPAN. Galerie Giovanna Minelli, 17, rue des Trois-Bornes (40-21-89-89). Du 1^{er} décembre au 29 décembre.

GEORGES BEAUBOURG. 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 8 décembre.

DALIBERT. Galerie Malg Davaud, 41, rue de Seine (43-26-05-44). Jusqu'au 22 décembre.

HÉLÈNE DELPRAT. Galerie Maegh, hôtel Le Robour, 12, rue Saint-Merri (42-78-43-44). Du 29 novembre au 9 février 1991.

LES DERNIERS DES MONICANS. Galerie Maegh, 12, rue Saint-Merri (42-78-43-44). Du 29 novembre au 9 février 1991.

DI ROSA. Galerie Jousse-Seguin, 32-34, rue de Cheronna (47-00-32-35). Jusqu'au 5 janvier 1991. / JGM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Callot (43-26-12-05). Jusqu'au 5 janvier 1991. / Galerie Lague-Solomon, 87, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 5 janvier 1991.

JÉRÔME DIDIER. Galerie Jacob, 28, rue Jacob (46-33-90-66). Jusqu'au 8 décembre.

FRANÇOIS DIASSER. Galerie Civiages, 46, rue de l'Université (42-96-69-57). Jusqu'au 22 décembre.

JOHN DIVOLA. Galerie Nikk Dina Marquardt, 9, place des Vosges (42-78-21-01). Du 4 décembre au 14 janvier 1991.

JACQUES DOUCET. Galerie Fabien Boulesteix, 20, rue Bonaparte (43-28-59-79). Jusqu'au 26 janvier 1991. / Galerie Boulesteix, 20, rue Bonaparte (43-28-59-79). Jusqu'au 26 janvier 1991.

ANTHONY DUBOIS. Galerie Maegh, 12, rue Saint-Merri (42-78-43-44). Du 29 novembre au 9 février 1991.

MAX ERNST. Galerie Vallois, 41, rue de Seine (43-28-50-84). Jusqu'au 5 janvier 1991.

MAURICE ESTÈVE. Galerie Louis Carlier, 10, rue de Messine (45-82-57-07). Jusqu'au 8 décembre.

ETIENNE. Galerie Pratan Froussat, 25, rue Guénégaud (46-34-77-81). Jusqu'au 15 janvier 1991.

FAUCHER. Galerie Di Meo, 9, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 22 décembre.

FEMME, REGARDS DE PHOTOGRAPHES. Galerie Adrien Maegh, 42-46, rue de la Harpe (45-45-15). Jusqu'au 15 janvier 1991.

CLAUDE FENAYRON. Galerie Georges Lavrov, 42, rue Beaubourg (42-72-71-19). Du 1^{er} décembre au 11 janvier 1991.

FRED FORREST. Galerie J. et J. Donguy, 57, rue de la Roquette (47-00-10-94). Jusqu'au 15 décembre.

FRANTA. Galerie Pierre Lescaz, 153, rue Saint-Martin (46-37-81-71). Du 29 novembre au 12 janvier 1991.

ROBERT GARCIA. Galerie Claude Samuel, 18, pl. des Vosges (42-77-16-77). Du 29 novembre au 12 janvier 1991.

MARIO GIACOMELLI. Galerie Agathe Gallard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe (42-77-38-24). Jusqu'au 10 janvier 1991.

ALLEN GINSBERG. Free Montparnasse, 136, rue de Rennes (49-54-30-00). Jusqu'au 28 décembre.

LA GRAUDIERE. Galerie Henri Bessis, 20, rue de Miromesnil (42-65-54-58). Jusqu'au 21 décembre.

EDOUARD GRG. Galerie Guigné, 89, rue du Faubourg-Saint-Honoré (42-66-86-88). Du 29 novembre au 29 décembre.

PETER FOLDI, ZOLTAN CSEM-NICZKY. Institut hongrois, 92, rue Bonaparte (42

Coiffant A 2 sur le poteau

Le forcing de la Cinq, en concurrence avec A 2 (*le Monde* du 28 novembre) pour l'obtention de l'exclusivité des retransmissions des événements hippiques, a été payant. Les dirigeants des sociétés de courses, après avoir auditionné, mardi dernier, d'abord M.M. Yves Saboureau, Pascal Joseph, Patrice Duhamel pour la Cinq; puis, d'autre part, M.M. Jean-Michel Gaillard et Philippe Bélingard au nom d'Antenne 2, ont accordé leurs préférences aux émissaires de M. Jean-Luc Lazardère.

Il faut dire que ceux-ci se présentaient avec des propositions de plus en plus attrayantes : outre un quart d'heure de direct, quatre fois par semaine, pour les retransmissions du tiercé, une séquence d'images de courses chaque soir après le journal de 20 h 30. Également un magazine « Cheval » hebdomadaire ; et encore, deux fois par an, une grande émission médiatique hippique.

Sans oublier des apports financiers substantiels : une enveloppe forfaitaire de plus de 20 millions de francs et un pourcentage sur les recettes apportées dans le créneau par les sponsors. Ainsi, la Cinq deviendra, dès le début de l'année prochaine « la chaîne des courses ». Ce sont des journalistes, spécialistes du groupe Hachette, qui assureront les différentes émissions, recevant l'« agrément » des sociétés de courses et du PMU.

Celui-ci est très concerné par ce contrat. En effet, il gère un marché de huit millions de parieurs, apportant cette année 34 milliards de francs aux guichets. Plus de 20 % d'entre eux, toutefois, risquent de ne pas recevoir, dans l'immédiat, les images du nouvel opérateur. Mais, là encore, la Cinq a donné une assurance : fin 1991, la couverture nationale sera complète.

GUY DE LA BROSSE

Nouveautés et rééditions d'anciens titres

La fièvre verte qui s'est emparée de la France depuis deux ans crée un appel d'air dans la presse « écolo ». Certains titres, disparus ou moribonds, reparaissent. D'autres, portés par la vague, se mettent à voir grand.

Au printemps 1981 disparaissait le *Sauvage*, le mensuel «écobranché» publié sous l'égide du *Nouvel Observateur*. Il va disparaître sous forme d'une lettre mensuelle, avec le même rédacteur en chef qu'il y a dix ans, Alain Hervé. «Nous avons essayé pendant dix ans de séduire des patrons de presse pour relancer le titre», explique Alain Hervé. «En vain. Nous allons donc repartir sur de nouvelles bases.»

La lettre de douze pages sera destinée dans un premier temps aux seuls abonnés. Le fichier du *Savage*, qui contenait 15 000 noms au moment du sabotage, ne peut pratiquement plus servir. La nouvelle équipe a donc décidé de constituer un club appelé *Les Sauvages associés*, animé par Dominique Martin-Ferrari, qui servira en même temps d'organe de réflexion et de soutien financier à la publication (1). Ce club organisera des conférences-débats à Sorbonne, dont les thèmes seront « au carrefour de l'écologie et de la culture ». Finis la belle époque

□ Disparition du « Sunday Correspondent ». — Après quatorze mois d'existence, l'hébdomadaire britannique du dimanche *Sunday Correspondent* cesse sa parution. Lancé avec un investissement de 165 millions de francs (le *Monde* des 24-25 septembre 1989), il n'atteignait que 210 000 exemplaires diffusés, pour un seuil de rentabilité de 350 000 exemplaires. Le directeur de l'hébdomadaire, M. Nick Schott, estime que son journal est victime de la détérioration du climat économique. Une récession affecte en effet la publicité britannique.

militante pour le Sauvage. On revient à l'écologie de bon ton, conviviale et pluriculturelle.

Né en même temps que le *Sauvage* en 1973, le mensuel *Ecologie Infos* n'a jamais complètement disparu. Porté à bout de bras par Jean-Luc et Sylvie Burguender, militants de l'écologie politique, aujourd'hui très proches des Verts, il a été sauvé du naufrage en 1983 et maintenu vaillamment jusqu'à aujourd'hui, avec un tirage de 12 000 exemplaires.

Après une mise en veilleuse de près d'un an, le numéro de novembre a été réparé, et le directeur de la publication, Jean-Luc Burgunder, annonce des changements. L'équipe rédactionnelle, qui travaillait entièrement à Montargis (Loire), se transporte pour moitié à Paris, cependant que va être créée une SARL de presse et plusieurs associations relais (2). L'équipe parisienne travaille sur une nouvelle maquette qui verra le jour en janvier prochain, pour marquer le 400^e numéro.

Le dernier-né de la presse verte, les *Réalités de l'écologie*, a vu le jour en mars 1989, sous forme d'une feuille locale centrée sur la lutte contre la centrale nucléaire de Golfech (Tarn-et-Garonne). Très vite, toutefois, le brûlot anti-nucléaire s'est transformé en revue mensuelle de l'écologie et le numéro de novembre (32 pages, dont 8 en couleurs) aborde tous les sujets, depuis les aliments irradiés jusqu'à l'ozone, en passant par la chasse et un reportage sur l'Afrique du Sud.

« Nous nous sommes battus pendant quinze ans contre Golsch, explique le directeur de la publication, Jean-Bernard Meynot. Il est temps d'élargir notre champ d'action et de passer la vitesse supérieure. » Cela va se traduire en décembre par un journal tiré à 40 000 exemplaires (20 000 actuellement), ce qui devrait faciliter la diffusion en kiosque et augmenter les recettes de publicité (3).

Quant au mensuel **Reporterre**, lancé en janvier 1989 et suspendu neuf mois plus tard faute de trésorerie, il n'attend que des fonds pour reparaître. Son fondateur,

Hervé Kempf, qui avait investi moins de 1 million de francs dans l'aventure, procède depuis l'automne à un tour de table pour trouver les 4,5 millions de francs indispensables à une relance. « Avec une vente en kiosque de 26 000 numéros et un portefeuille de 4 500 abonnés, nous n'avons aucune raison d'abandonner », précise Hervé Kempf, bien décidé à relancer son « mensuel de l'environnement » en 1991.

ROGER CANE:

(1) Le Sauvage, 49 quai des Grands-Augustins, 75006 Paris.

(2) *Ecologie Infos*, BP 59, 45204 Montargis Cedex.

(3) *Les Réalités de l'écologie*, BP 28, 82200 Moissac.

Pour concurrencer Matsushita

Quelques heures après l'officialisation du rachat de MCA par Matsushita (*le Monde* du 28 novembre), M. Giancarlo Parretti, nouveau propriétaire de la Metro Goldwyn Mayer, a surréchiré sur le constructeur japonais. Dans une lettre adressée à M. Lew Wasserman, président de MCA, l'homme d'affaires italien propose des « discussions immédiates » pour le rachat du groupe de communication sans donner toutefois d'indications sur ses intentions financières.

Cette contre-proposition a été accueillie avec scepticisme par les milieux financiers américains qui se demandent comment M. Parretti qui a réuni avec peine 1,3 milliard de dollars pour acheter la MGM, pourra-t-il trouver aujourd'hui quelque 7 milliards de dollars pour surenchérir sur l'offre de Matsushita. L'initiative de M. Parretti peut néanmoins gêner l'OPA du constructeur japonais : de nombreux actionnaires de MCA

A l'occasion du conseil des ministres, M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, a présenté, le 28 novembre, un projet de réforme du dépôt légal. Cette institution, créée par François I^{er} en 1537, est actuellement régie par la loi du 21 juin 1943. Le dépôt vise les imprimés de toute nature, mais aussi les œuvres photographiques, les enregistrements d'images fixes ou animées, ainsi que les multimédias — que ceux soient leurs supports — à partir du moment où ces documents sont mis en vente, distribués, cédés pour la reproduction ou la diffusion sur le territoire français.

La réforme, qui fera l'objet d'un projet de loi déposé devant le Parlement au printemps prochain, a pour objet de moderniser le régime du

dépôt légal en y incluant certains logiciels et bases de données ainsi qu'une sélection des émissions de radio (35 000 heures sur une diffusion totale de 10 millions d'heures) et de télévision. D'ici cinq ans, ce dépôt devrait représenter 35 000 heures, soit 20 % de la diffusion annuelle nationale.

L'élargissement de ce champ a conduit le législateur à confier la gestion du dépôt à des organismes diversifiés : Bibliothèque nationale, Centre national de la cinématographie, Institut national de l'audiovisuel et Service du dépôt légal du ministère de l'Intérieur. Mais il n'a pas été sans conséquence négative celle de faire dans ce domaine, se retrouver sur le même pied que d'autres organismes (*Le Monde* du 15 septembre). C'est sans doute pour ménager les susceptibilités qu'un Conseil scientifique du dépôt légal sera institué, chargé de veiller à la cohérence des procédures mises en œuvre par ces différents établissements composés des représentants des organismes dépositaires. Il sera présidé par l'administrateur de la Bibliothèque nationale.

E d o R

A FR 3

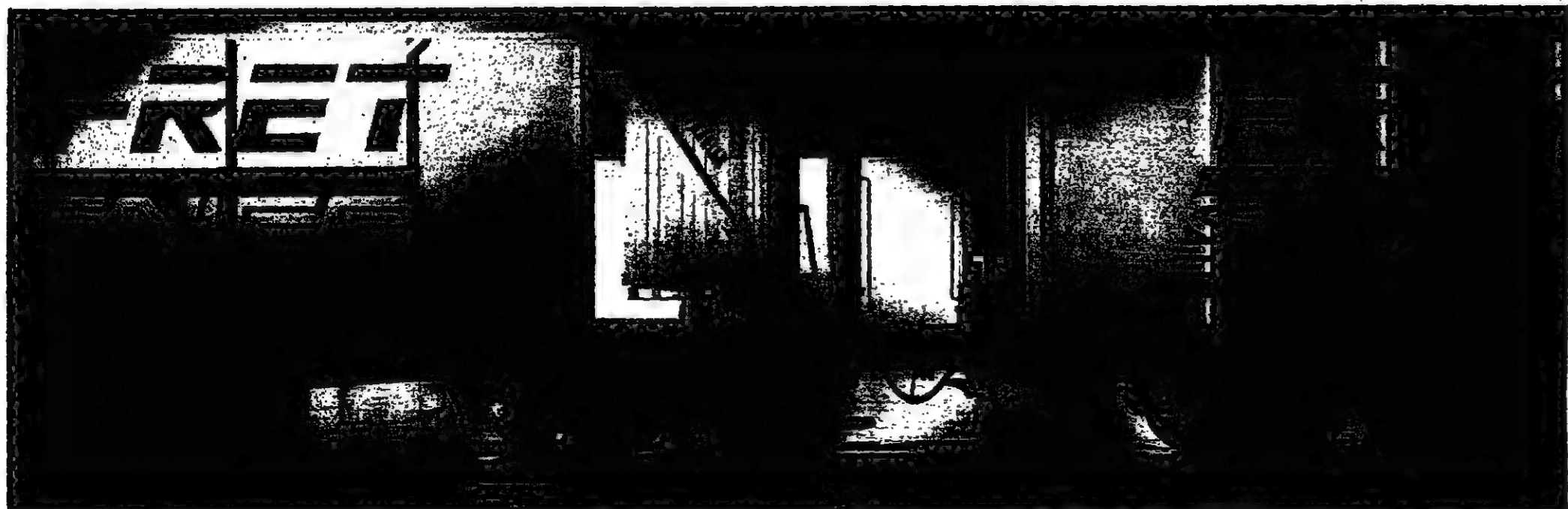
La grève lancée mercredi 28 novembre dans les rédactions de l'ÉCR par les syndicats de journalistes a été très largement suivie. A l'exception de Paris, dans le bureau régional de la Caut, dont le mouvement n'a pas fait grève, ce mouvement a affecté l'ensemble des régions et a même ou perturbé la majorité des journaux régionaux. Le résultat est évidemment le redressement des disparités de salaires qui avaient fait les nouveaux embauchés par rapport à des journalistes plus anciens mais gagnant en moyenne de 11 200 F mensuels. Dans l'attente de négociations avec la direction, quatre syndicats sur cinq (SNJF, SNJF-CFDT, SCJ-FO et SCJ-CGT) appellent à la poursuite de la grève. Une seule exception : le syndicat FO, qui appelle au retour des délégués des journaux privés à Paris.

J.F.L.

PARCE QUE VOS EMPLOIS DU TEMPS SONT TRÈS CHARGÉS.

NOUS VOUS LAISSONS

LE PLUS DE TEMPS POSSIBLE POUR DÉCHARGER.



Des horaires précis
pour les départs
et arrivées.

UNE FOIS ARRIVÉS, CERTAINS
NE PENSENT QU'À REPARTIR EN
VOUS OBLIGEANT AINSI À VOUS
PRESSER POUR DÉCHARGER VOS
MARCHANDISES. AVEC LA SNCF LE

8 heures gratuites
pour télécharger

TRAIN EST À VOTRE DISPOSITION AU MOINS 8 HEURES AU CŒUR DE VOTRE ENTREPRISE. AUCUN PROBLÈME DE SURCHARGE DE TRAVAIL À LA MANUTENTION. PAS DE BOUCHON

Fretexpress,
Fret rapide, Fretéco.
Solutions pour répondre
à toutes les demandes.

DANS LA LOGISTIQUE. A LA SNCR,
NOUS FAISONS TOUT POUR ARRIVER
VITE, MAIS DE TOUTES FAÇONS,
C'EST VOUS QUI DÉCIDEZ DE
L'HEURE OÙ NOUS DÉPARTIRONS.

**FRET
SNCF**
C'EST POSSIBLE

Sur la trace de

LE BUREAU DES ANNONCES
Les annonces sont de 10 lignes
à 12-14 mots
et sont payées séparément
de l'abonnement
Cout : 10 francs
par an
67

...

LIVRES • IDÉES

Crébillon, le style et l'amour

Soixante-dix lettres d'une femme à son amant, choisies par une autre femme, voilà ce qu'imagine, en 1732, un auteur de vingt-cinq ans

LETRES DE LA MARQUISE DE M... AU COMTE DE R...
de Crébillon fils.
Edition établie
et présentée par Jean Dagen.
Ed. Desjonquères, 224 p., 98 F.

Que Crébillon fils soit encore à ce point méconnu est un scandale étrange. Comme l'écrit Etienne, dans sa belle préface aux *Egarements du cœur et de l'esprit* (1) : « Allons, censeurs grognons, convenez que ce qui chez Crébillon vous révolte, peut-être même vous ennuit, c'est qu'on n'y traite jamais que de l'amour, de l'amour sous toutes ses formes : l'amour fou et l'amour goât, l'amour vénéral et l'amour désintéressé, les débauches de la femme qu'on disait alors « insensible » (celle que nos sexologues ont baptisée « frigide »), les fiascos du semibabilan et les exploits des amants inspirés. Dans une civilisation, la nôtre, où le métier, l'argent, la politique ont pris le dessus, quelle place reste-t-il pour les longs loisirs sans lesquels point d'amour ni de Crébillon fils ?... En ce temps qui ne peut supporter l'image du bonheur vrai, et qui se venge en inspirant aux zozettes la presse du cœur, aux gens intelligents une littérature de dérision et d'échec, Crébillon joue les trouble-ennui. On le lui fait bien voir. »

On le lui fait bien voir, c'est-à-dire qu'on en fait un auteur secondaire, alors qu'il mérite une des premières places dans l'éblouissante fête de langue qui entraîne Voltaire, Diderot, Marivaux, Laclos, Sade. Jean Dagen, dans sa présentation de la nouvelle édition (enfin !) des *Lettres de la marquise de M... au comte de R...*, a raison de parler de ces « pages stendhaliennes où l'émotion coexiste avec la perception de l'artifice qui devrait l'abolir ». Comme nous sommes, oui, dans une époque lourde, analphabète et triste (celle du populisme précieux), tout doit avoir l'air authentique et démagogique, alors que règne, sous couvert de « cœur », une froideur rentabilisée. La brutalité d'un côté et le sentimentalisme de l'autre ont remplacé la sensibilité et l'ironie du goût. Il faudrait donc s'ennuyer ? Ce serait un dogme ? Eh bien, non.

La fraîcheur du message

Soixante-dix lettres d'une femme à son amant, choisies par une autre femme, voilà ce qu'imagine, en 1732, cinquante ans avant les *Liaisons dangereuses*, un jeune auteur de vingt-cinq ans : coup d'essai, coup de maître. La lettre est pressée, véhémente ; elle est intéressée, passionnée, tactique, stratégique ;



Boilly, « la Douce Résistance ».

elle se nourrit d'exclamations et d'interrogations répétées ; elle dit le roman électrique d'une vie dissimulée et battante. La suppression de la correspondance privée, dans notre froide comédie informatique, est une négation du temps intérieur. Ne plus écrire, lire de moins en moins, obéir aux injonctions des images et des chiffres manipulés, tel est le programme de la tyrannie qui s'installe. D'où l'extrême fraîcheur de ce message qui nous parvient à travers la tartufferie ambiante.

Voyez cette phrase : « Je vais où

Je veux, j'écoute qui je trouve, je réponds à qui me plaît, je joue et je perds. » Ou celle-ci : « Je vous écris que je vous aime, je vous attends pour vous le dire. » Ou encore : « Venez dîner avec moi, je n'ai épuisé de ma vie ni si belle ni si folle. Que je vous plains ! » L'amour, dans sa guerre sombre ou joyeuse, est la continuation du style par d'autres moyens. Partout le dialogue, l'échauffement de la conversation, l'arrière-pensée qui s'annonce, la double entente, la préparation clandestine des rendez-vous : « Vous me demandez si je reste chez moi,

je voudrais bien vous répondre non, mais vous ne méritez pas ce mensonge. Vous voulez savoir si j'y serai seule, je pourrais bien vous le dire, mais ne pouvez-vous rien devenir ? » Mots couverts, devinettes, scansion entre les lignes : c'est une activité de services secrets.

Crébillon connaît ses classiques, y compris pour les parodier : la *Princesse de Clèves*, les *Lettres portugaises*, Sévigné, Racine. Quatre mouvements dans les lettres : l'accrochage, avec refus de céder physiquement ; le moment de la chose (mais, ici, censure ou, plutôt, relief

négligé) ; la mise en perspective dans la durée (chauds et froids, séductions et reproches) ; et, enfin, la séparation et la mort (« adieu, adieu, adieu pour jamais »). La première partie, jusqu'à la lettre vingt-neuf, est la plus captivante. Il s'agit, pour la marquise, de bien s'assurer que le comte est mis sous pression : « Je serai seule avec vous dans tout l'univers que je ne serais pas encore rassurée sur votre inconstance. »

Donner des leçons aux hommes

L'amant, par définition, est réduit au silence. On lui répond, on l'agace, on l'égare, on le défie, on ne croit jamais ce qu'il dit sauf pour lui demander d'en dire plus, sa parole est de toute façon en défaut, l'esprit est délégué aux femmes pour donner des leçons aux hommes, quoi qu'il arrive. Crébillon, ou l'art d'inventer les femmes qu'il faut pour en apprendre davantage sur soi-même. Le lecteur, subjugué par l'énergie verbale, rajoutera les habits, les décors, les dates, le climat. Il pourra imaginer ces corps comme sortant des toiles de Watteau, le seul espace, sans doute, où une femme peut dire de son mari : « Je pardonne généreusement à mon ingrat son libertinage. » Le seul, aussi, où une femme est capable de recommander à son amant de favoriser, afin d'être tranquille avec lui, la passion qu'éprouve son mari pour la cousine dudit amant.

Incrovable Français ! Acharnés à se punir, depuis, de ces aventures que le monde entier leur envie, tout en prétendant, bien entendu, le contraire ! Personne n'échappe donc à la loi de la force amoureuse éternelle ? Non. « Les femmes qui paraissent si sévères ne sont pas les plus inaccessibles aux desirs ; et celle-ci, en lisant les romans, n'en a que mieux connu la nécessité de les abréger. » Abréger les romans, tout est là, sans quoi, nous le savons bien, la vie est mortelle.

Les ennuyeuses et les ennuyés s'ennuient, et c'est normal. Faut-il pour autant, cédant à leur réprobation constante, renoncer à sentir et à s'amuser de peur de les déprimer ? La réponse de Crébillon, à travers sa petite marquise, est aussi implacable que simple : « On s'ennuie quand on aime médiocrement. »

Philippe Sollers

(1) Gallimard, « Folio », n° 891.

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Le passage du Sphinx

« Ma voici donc dans le cas de refaire ces portraits que tout le monde sait et qui appartiennent au grand âge du style, à l'âge du grand style » : avec autant d'élégance que d'esprit, Jean-Noël Vuarnet nous plonge, avec le *Joli Temps*, en plein siècle des Lumières, sous la régence de Philippe d'Orléans. Ou comment goûter un air vif, léger, tolérant, à peu près introuvable aujourd'hui. Page 26

HISTOIRE

L'Algérie par-delà le remords

Il s'appelle Aïet Maillard de La Morandais. Prêtre, il fut aussi officier au fin fond du Sud algérien. Il revient aujourd'hui sur cette guerre « maudite » pour percer le silence qui persiste sur un passé occulté. Plus pour longtemps ? On peut en voir pour preuve la publication, par le service historique de l'armée, d'un premier volume d'une exceptionnelle série d'archives militaires. Une dizaine d'autres publications sont prévues. A moins qu'une hiérarchie obtuse n'en décide autrement... Page 27

LE DÉBAT

Le juste prix

Faut-il supprimer les prix littéraires ? Sont-ils discrédités ? Cette année, comme chaque automne, chacun s'interroge. Avec les réflexions de Josyane Savigneau et de Patrick Kéchichian, le témoignage de Jean Couvreur, juré de l'interallié, et le dernier volet de l'enquête de Laurent Girelsamer et Daniel Schneidermann, le *Monde* conclut un dossier ouvert dans ses numéros des 20 et 23 novembre. Pages 30, 31, 32 et 33

Sur la trace des Urus

Une mystérieuse tribu d'Indiens, un ethnologue acharné : le Retour des ancêtres tenté de mettre le temps en échec

LE RETOUR DES ANCÊTRES
Les Indiens Urus de Bolivie
XX-XVI^e siècle
essai d'histoire régressive
de Nathan Wachtel.
Gallimard, coll. « Bibliothèque des sciences humaines », 695 p., 250 F.

Les Indiens Urus ont longtemps été tenus pour un mythe ethnographique. Non que l'on doutât de leur existence, mais leur mode de vie lacustre, leur langue (le *puquina*), leurs origines mystérieuses, en faisaient « selon une bien vilaine terminologie - des « fossiles vivants ».

Après les articles pionniers d'Alfred Métraux et le livre de Jehan Vellard (1), Nathan Wachtel a entrepris une vaste enquête ethno-histori-

que pour montrer comment les Indiens Urus - que leurs voisins Aymaras qualifient de *chullpa-pucha*, « rebuts de l'humanité » - ont survécu à un inexorable désastre collectif, et le *Retour des ancêtres*, somme savante, livre de mémoire et d'identité, raconte l'histoire tremblée de leur anachronie et fait l'ethnologie de leur désarroi. L'auteur y remonte du présent au passé, en se prévalant du concept d'« histoire régressive », proposé par Marc Bloch, et il définit clairement sa démarche : « C'est à partir de ce qui, du passé, est vivant dans le présent, que l'on entreprend de reconstituer le fil du devenir, avec ses répétitions, ses lauzances, ses lacunes et ses novations. »

Mais, sur l'Altiplano andin, comme enclavés dans la forte

culture aymara, que leur reste-t-il du passé ? Les Urus, hommes de l'eau, ont perdu le contrôle de la garrande des lacs d'altitude et se retrouvent moins de deux mille, répartis en cinq ou six groupes isolés. « Vaincus des vaincus », dit Wachtel, mais fallait-il encore que le sort historique s'acharne sur eux : ceux qui perdurent dans le style de vie - les Moratos du lac Poopo - ne parlent plus l'urus, ceux qui parlent encore la langue - les Chipayas - vivent désormais en terre ferme. Ainsi deux moitiés somnambules d'un même peuple s'ignorent...

Jacques Marnier
Lire la suite page 27

(1) Dictionnaire des Indes. Les Urus, ceux qui ne veulent pas être des hommes, 1954.

PRIX MEDICIS DE L'ESSAI

René Girard

Shakespeare
Les feux de l'envie

Grasset



EN POCHÉ

Pétain, Quisling et les autres

Pour assurer son hégémonie sur l'Europe, le régime hitlérien a mis en place des formes de domination adaptées à la situation de chaque pays. Yves Durand distingue quatre grandes méthodes : l'annexion (Autriche, Pologne, Silésie polonaise, Alsace et Lorraine), l'administration directe, civile (Ukraine, Norvège, Pays-Bas), ou militaire (Belgique, nord de la France), la tutelle de gouvernements locaux (Slovaquie, Danemark, Serbie, Croatie, France de Vichy, Grèce), la satellisation (Finlande, Hongrie, Roumanie, Italie). De plus, il oppose, parmi ceux qui ont choisi de collaborer avec l'occupant, les « collaborateurs » (Pétain en France, Néditch en Serbie, Antonescu en Roumanie) aux « collaborationnistes » (Quisling en Norvège, Szalasi en Hongrie, Pavelic en Croatie) selon leur proximité avec le nazisme. Ces disparités montrent, comme l'a écrit l'historien allemand Hans Umbreit, que « les régimes d'occupation allemands étaient loin d'être aussi monolithiques et aussi bien organisés que le monde extérieur le croyait ». Ils n'en étaient pas moins au service d'une même politique : l'instauration d'un ordre nouveau inspiré par des théories racistes et par le projet d'une organisation autocratique du continent.

Le livre d'Yves Durand permet de mieux situer le cas de la France parmi ceux des divers pays d'Europe et de comparer l'attitude du régime de Vichy avec celle des autres gouvernements favorables à l'Allemagne. Le paradoxe est que les Allemands préféraient s'appuyer sur des conservateurs traditionnels, comme Pétain, que sur les vrais fascistes. De sorte que le chef de l'Etat français, selon Yves Durand, a mieux servi Hitler que les hitlériens les plus déterminés.

T. F.

► Le Nouvel Ordre européen nazi (1938-1945), d'Yves Durand. Complexe, coll. « Questions du XX^e siècle », 341 p., 69 F.

• A signaler aussi, chez le même éditeur, deux ouvrages collectifs en relation avec cette période : *la Vie culturelle sous Vichy*, sous la direction de Jean-Pierre Rioux et l'Allemagne occupée (1945-1949), sous la direction d'Henri Ménéudier.

• La collection « Découvertes » Gallimard publie *Nouvelle-Calédonie. Un paradis dans la tourmente*, une excellente introduction à l'histoire et à la culture de l'archipel, par Alban Bensa, l'un des meilleurs spécialistes.

• L'identité de la France, dernière œuvre de Fernand Braudel, publiée en 1986, paraît en trois volumes dans la collection « Champs Flammarion ». Le premier, *Espace et Histoire*, tient la géographie pour « une façon de relire, de repenser, de réinterpréter le passé de la France ». Les deux autres, sous-titrés « Les hommes et les choses », s'organisent autour de la démographie et de l'économie (les trois volumes sous coffret : 137 F.).

• La « Petite Bibliothèque » Payot réédite la *Révolution de l'édit de Nantes*, d'Elisabeth Labrousse, qui entend rompre avec une histoire militante pour tenter de « comprendre un désastre » plutôt que d'en désigner les coupables. *Essai sur les partis politiques*, de Pierre Avril, qui s'interroge sur l'ambivalence des partis, indispensables et mal-aimés.

• Claude Habib, dans la collection « Agora » (Presses Pocket), a fait suivre le célèbre *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes* de Rousseau d'un dossier comprenant, outre des lettres de l'auteur sur le second discours, des commentaires (de Voltaire et Locke à Hannah Arendt et Jean Starobinski) éclairant cette œuvre.

• La collection exemplaire « Lettres gothiques », dirigée au livre de poche par Michel Zink, reprend le *Conte du Graal* de Chrétien de Troyes, avec le texte original et la traduction critique due, ainsi que la présentation et les notes, à Charles Méla. Toujours dans le domaine médiéval, Moshe Lazar a traduit et réuni quatre textes dramatiques sur *le Diable et la Vierge* (10/18).

• Chef-d'œuvre de la poésie mystique du soufisme persan (douzième et treizième siècles), le *Livre divin* de Faridud-Din Attar, traduit en français par Fuad Rouhani et préfacé par Louis Massignon en 1961 chez Albin Michel, est réédité dans la collection « Spiritualité vivante », chez le même éditeur.

LE JOLI TEMPS
Philosophes et artistes
sous la Régence
et Louis XV
1715-1774

de Jean-Noël Vuarnet.
Coll. « Brèves/Littérature »,
Hachette, 229 p., 98,50 F.

LES BAROMÈTRES DE L'ÂME
Nécessaire
du journal intime
de Pierre Pachet.
Coll. « Brèves/Littérature »,
Hachette, 140 p., 98,50 F.

L'HISTOIRE de la littérature est toujours à refaire, et c'est tant mieux. Parce qu'on change de point de vue, de curiosité, parce que l'on découvre des livres, des circonstances ignorées ; parce qu'on n'a pas le même besoin des mêmes liges, des mêmes auteurs au fil du temps et que tel qui fut célèbre de son vivant ne nous intéresse plus du tout alors que nous dissertons sur trois pages cachées d'un inconnu qui se croit anonyme à jamais. Le plus plaisant de tout est bien sûr que depuis qu'il existe une idée de la littérature et une histoire de celle-ci, depuis que chacun sait qu'il s'inscrit dans une suite, sinon une filiation ou une « intertextualité », comme on disait naguère, personne n'est jamais assuré de sa place, humble ou fameuse. Les plus notables auteurs, les mieux couronnés savent que leur monnaie peut être dévaluée dans dix ans. Les raïs ne sont pas à l'abri d'une relecture, d'une découverte. La loterie va son train.

C'EST l'un des buts, atteint, de la collection « Brèves », dirigée par Michel Chaillou — excellent auteur de la *Petite Vertu*, *Domestique chez Montaigne*, *La Croissance des voleurs* et dans cette collection d'un *Petit guide pédestre de la littérature française au XVII^e siècle* — de permettre une relecture de certaines périodes ou de certains genres littéraires, un examen plus rapide, plus vivant que celui de l'histoire traditionnelle, et toujours enrichi d'une remarquable iconographie. Jean-Noël Vuarnet, romancier et philosophe, s'est attaché au « Joli temps » de la Régence, qu'il connaît fort bien, et aux philosophes et artistes dont les « lumières » ont éclairé la fin de l'Ancien Régime et plus ou moins consciemment préparé la Révolution. Le talent le plus sensible de Vuarnet est d'être historien en écrivain et de peindre l'époque qui l'intéresse avec autant d'élégance et d'esprit que celle-ci en eut dans tous les arts. « Me voici donc dans le cas de refaire ces portraits que tout le monde sait et qui appartenaient au grand âge du style, à l'âge du grand style, en son merveilleux principe de délicatesse : une force moyenne s'exprime par la violence, une force suprême par la légèreté. »

A l'opposé des manuels scolaires, qui ne sont pas tous mauvais certes, mais qu'un tel livre devrait obligatoirement compléter — pour faire aimer après avoir fait comprendre —, Vuarnet ne se veut ni exhaustif ni démonstratif. Il donne à voir ces morts brillants en pratiquant ce qu'il appelle une « invocation résurrectrice » et met justement l'accent, comme les Goncourt avant lui, sur le rôle prééminent que jouèrent les femmes dans la vie intellectuelle et artistique pré-révolutionnaire. « Les principaux écrivains du Joli temps dont il se dit peuvent être évoqués — parmi divans, alcôves et salons — d'un mot qu'inventa Rétif, celui de gynographie où se marque la véritable apparition historique de la Femme sur la scène de l'écriture et du monde. » Généreux Rétif, polygraphe qui inventa aussi un mot destiné à une très durable postérité, celui de porographie.

Pourquoi le « Joli temps » ? D'abord parce que le Roi-Soleil est enfin mort et avec lui la chape de plomb et d'ennui instaurée par la Maintenon,

LE FEUILLETON

de Michel Brandaue



Jean-Noël Vuarnet : une « invocation résurrectrice ».

Le passage du Sphinx

l'austérité, l'hypocrisie de cette interminable fin de règne devait. Désormais on va s'amuser à en perdre la tête, sans autre souci que celui du plaisir individuel, sans crainte religieuse ni spéculation sur l'Au-delà, sans retenue. L'homme qui prend les fonctions de la Régence, Philippe d'Orléans, en attendant la majorité du futur Louis XV, est un homme intelligent, séduisant, curieux de tout, cultivé, libertin dans ses idées comme dans ses mœurs, sinon tout à fait dépravé, éclairé sur tous les domaines du gouvernement, grand travailleur et de peu de piété. Lui et son compère l'abbé Dubois, si bien incarnés au cinéma par Philippe Noiret et Jean Rochefort dans le meilleur film de Bertrand Tavernier, *Que la fête commence*, vont donner le ton nouveau : « Alors les robes et les costumes perdent leur raideur et leur empois, les perruques deviennent blanches et plus légères. En même temps, se répandent l'usage du champagne, du café, du tabac, les mouches assassines, le goût des passades et des turpitudes distinguées, des vertugadins de tulle, le goût de l'opéra-comique, des surprises de l'amour et du sexe pluriel, des bals masqués, des philosophies sérieuses ou non, de la comédie italienne, des perversités subtiles, des condoms ou redingotes anglaises, des jarretières et des bas de soie. »

La débauche est partout, « générale et affreuse », dit la princesse Palatine, qui n'est pas une nature effarouchée. Les marquis se battent en duel au poignard pour l'amour d'un homme. Les duchesses lèvent la jambe en plein jour dans les Tuileries avec leurs valets, tout en soulageant du rang des uns ou des autres dans la société. La duchesse de Reitz, qui selon le mot du temps a « beaucoup rôti le balai », est affublée d'un charmant sobriquet « Madame Fiche-le-moi ». Quant à la duchesse de Berry, fille du régent, « elle se fait monter par tout Paris, abbés et palefreniers compris », sans oublier son père lui-même. Une époque formidable, où le banquier Law transforme la France en un vaste casino, où l'on parle d'amour plus drôlement que jamais (on « rondinait », on « saccadait », on « piquait », on « ramonnait », on « verveignolait », on « enfila », on « carillonnait », on « bourrait », ces femmes « foutues », « taponnées », « seringuées », « cliquetées », etc.), où le régent, protecteur naturel de tout ce grand désordre, papillonnait, mystérieux, surnommé le Sphinx.

PUIS le régent meurt en décembre 1723, et Saint-Simon, qui avait contribué pour beaucoup à son élection par le Parlement, décide de se retirer pour écrire ses Mémoires en décidant que, dans le gigantesque travail du souvenir auquel il va se consacrer désormais, il ne dépassera jamais l'année 1723 (il vivra jusqu'en 1755). Une façon de mourir au temps présent pour rendre à la vie le temps passé, par une démarche qui préfigure celle de Proust et dont le duc a les ressources : une mémoire sans égale, un don de l'observation impitoyable, la plus belle prose de son temps et une liberté dans le trait qui lui permet d'exécuter un personnage en vingt lignes désinvoltes, mordantes, vitriolées, ce qu'il appelle donner un « crayon » de quelqu'un.

Vuarnet fait un portrait de Saint-Simon merveilleux de justesse et de sympathie, comme il brosse à grands traits l'autre pôle du siècle, Rousseau. On les connaît sans doute, mais on est content de

les reconnaître, de les retrouver en compagnie de Montesquieu, du vieux Fontenelle, de Marivaux, de ce diable de Cazotte et de ce chien enragé de Hamilton. Et Duclos, Crébillon, l'abbé Prévost, figure dostoïevskienne, Diderot le génie heureux et débraillé, Buffon le génie organisé en robe de chambre, d'Alembert l'enfant trouvé, Fougeret de Monbrun et Rétif de la Bretonne, les pornographes (jolie remarque de Vuarnet sur ce point, constatant qu'ils publient au crépuscule de l'époque libertine : « De la pornographie, on peut dire ce que dit Hegel de la philosophie, qu'elle vient toujours trop tard », et bien sûr Voltaire, « Monsieur le Multifforme », disait d'Alembert.

D'autres portraits sont précieux et plus touchants qu'on ne s'y attend d'habitude. Ceux de la Pompadour et de la Du Barry, amies des philosophes et des artistes et pas seulement courtisanes expertes d'un roi « obsédé de la brèche ». Lequel du reste avait mis son royaume sous surveillance, notamment pour les choses de l'alcôve, et auquel l'inspecteur Marais adressa des centaines de rapports sur les rapports licites ou non de ses sujets dans un tourment, épuisé comme il se doit, publié au Mercure de France en 1911, jamais réédité, hélas. C'est le début d'une vision policière de la société tout à fait nouvelle et qui eut, qui a, on le voit, beaucoup d'avenir. Un autre versant de ce « temps joli », pas joli pour tout le monde, est celui qu'illustre le Code noir, qui réglementa l'esclavage et la traite des Noirs pendant cent soixante-trois ans. Vuarnet n'insiste pas, donne simplement pour l'exemple les tarifs du bourseau à la Martinique en 1740. Il est vrai que les questions de l'esclavage et de la pensée des intellectuels sur le sujet sont en dehors de son propos et mériteraient un gros livre à elles seules. Cela devait être souligné et ne gêne en rien le plaisir que nous avons eu à plonger avec lui la tête dans le siècle des Lumières et d'en goûter l'air vif, léger, ouvert, tolérant, un air à peu près introuvable aujourd'hui.

C'EST dans un autre titre de la même collection, les *Baromètres de l'âme*, de Pierre Pachet, consacré à la naissance du journal intime, qu'on peut suivre le passage d'une forme de l'écrit à une autre : en même temps, ou à quelques années près, que s'éteint la grande prose dix-huitième, et sous la menace politique ou morale, avec le repli sur soi de l'écrivain point trop désireux de s'exposer aux rigueurs du temps, naît le journal intime. Écrit pour soi, au départ, consignant de l'infime, du quotidien ou de l'inavouable, le journal est une confession et un livre de bord de l'« approfondissement de soi », projet à la fois narcissique et moral. Pachet en montre l'évolution à travers Casanova, Maine de Biran, Benjamin Constant, Stendhal, Hugo, Delacroix. Il explique aussi que le caractère privé de ces écrits n'eut qu'un temps et comment, avec l'exhibitionnisme de tout écrivain, ce qui était voué aux coffres les plus impénétrables s'est trouvé rapidement livré au grand jour, sinon rédigé tout de suite pour être lu, avec pour seul tour le « manteau du secret » de Polichinelle. Voir le journal d'André Gide et tant de correspondances « privées » entre auteurs bien décidés à ce qu'on retrouve tout d'eux, notes de blanchisseuses et notes secrètes. Là aussi la littérature montrait son visage moderne, sa volonté d'employer tous les registres, mémoires ou confidences, qu'importe, pour nourrir et maintenir ce geste si coûteux, si désemparé et fier de l'écrit.

JEANNE LAFFITTE
LIVRES
ANTIENS
Catalogue n°40
en distribution.

A

25, COURS D'ESTIENNE D'ORVES
13001 MARSEILLE
TEL 91 54 39 37 FAX 91 54 76 33

Florence CESTAC
**LA GUERRE
DES BOUTONS**
de Louis PERGAUD

Gallimard

144 P. Couleurs 148 Frs.

— LA VIE DU LIVRE —

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél : 43-26-51-09

Les Éditions GALLIMARD
La Revue LES MOTS à LA NOUÏE
vous invitent à rencontrer
Jean-Noël PANCRAZI
Prix MEDICIS 1990
le samedi 1^{er} déc. 1990, à partir de 16 h
à l'occasion de la parution de son roman :
Les quartiers d'hiver
Libella LES MOTS à LA NOUÏE
6, rue Saint-Croix-de-la-Bretonnerie
75004 PARIS
Tél : 42-78-88-30

الجزيرة

LIVRES • IDÉES
HISTOIRE

L'Algérie par-delà le remords

Le récit d'un prêtre devenu officier et les archives publiées par le service historique de l'armée de terre aident à percer le silence qui persiste sur un passé occulté

L'HONNEUR EST SAUF
Prêtre, officier en Algérie
d'Alain Maillard
de La Morandais.
Le Seuil, 370 p., 120 F.
LA GUERRE D'ALGERIE
PAR LES DOCUMENTS
L'Avantgarde, 1943-1946 (tome 1)
Sous la direction
de Jean-Charles Jauffret.
Service historique
de l'armée de terre.
350 p., 190 F.
CEUX D'ALGERIE
Le Silence de la honte
d'Andrew Orr.
Préface de Gérard Mordillat.
Payot, 246 p., 125 F.

tion militaire à Trèves et à Tours bien joliment contée. Le ton monte, le style atteint une plénitude qui rappelle la *Grotte de Georges Buis* ou les *Feux mal éteints* de Philippe Labro. Nuits chaudes près du barrage électrifié, chasse aux harkas, ronflements des hélicoptères d'où jaillissent les manières de la « gégène », distributions de blé et construction d'un bordj : la solitude du jeune pénitent qui rêve de réconciliation et bataille contre la « question », est peinte aux couleurs du sable et de la honte. C'est fort comme le thé vert des réconciliations manquées. Et, conclut tristement La Morandais, si l'honneur fut sauf ça et là, c'est dans un silence qui, aujourd'hui, ne mérite pas l'oubli dont on le recouvre.

Preuves en main

L'histoire percera bientôt, soulevons-le, ce silence et cet oubli. En voici d'ailleurs une preuve de bienvenue. Le service historique de l'armée de terre a su, en effet, convaincre tous les autres militaires détenteurs d'archives dont la libre ouverture nous est promise pour 1992, trente ans après le dénouement du drame, d'aller au-devant de la curiosité historique et d'amorcer la publication de documents majeurs. Il faut saluer cette initiative, dont la mise en œuvre a été confiée à Jean-Charles Jauffret. Car ce

premier volume, publié dans une série qui en comprendra une dizaine, expose, preuves en main et commentaire mesuré à l'appui, les prodromes du divorce entre la France et l'Algérie de 1943 à 1946, à l'heure même où la liberté des peuples triomphait du nazisme.

Une centaine de textes impeccablement édités sont ainsi offerts à la réflexion. La plupart tournent, ou l'imaginaire, autour des troubles tragiques du Constantinois, de Sétif à Guelma, en mai et juin 1945. Voici enfin, noir sur blanc, les rapports des responsables français du maintien de l'ordre, les généraux Martin et Duval. Des chiffres un peu moins incertains sont avancés sur cette répression dont l'opinion métropolitaine, Albert Camus excepté, ne s'était guère : il y eut une centaine d'Européens et de militaires massacrés par les insurgés, 1 165 musulmans « présumés tués au cours de l'action » et vraisemblablement 2 628 victimes au total.

Ce bilan est sans aucun doute à nuancer encore, car on ignore trop l'action fustige des gardes civiques d'Européens qui reprirent la situation « en main » aux côtés de l'armée. Mais il n'est pas inutile de l'exposer aujourd'hui, quand le FLN parle toujours de « 80 000 martyrs » et que, des deux rives de la Méditerranée, montent des voix qui accusent la France de cacher au

monde l'ampleur du « génocide » de 1945.

Pour méditer enfin plus sereinement sur cet honneur-là, pour sonner un jour des affrontements troublants des mémoires antagonistes, il faut souhaiter une prompte et franche publication de cette exceptionnelle série d'archives militaires. Il semble que quelque décision aussi hiérarchique qu'obscure et médiocre, dans l'entrefaite, ait décidé de l'interrompre : si tel était le cas, l'armée prendrait la lourde responsabilité de laisser croire encore en 1990 qu'elle a trop à cacher.

On n'oubliera pas aussi tous les La Morandais trop muets qui arrivent à l'âge de prendre enfin la plume et qui nous doivent leur témoignage sur cette guerre sans nom. Andrew Orr en a réuni une quarantaine pour leur laisser dire d'une seule voix, dans un volontarisme journalistique assez discuté, que cette guerre était mauvaise et qu'il n'en resterait qu'une mauvaise conscience. Parachutistes amers, braves types chagrins, techniciens fiers de leur œuvre, veuves éplorées disent rétrospectivement l'arrière-goût fadasse de ces années-là. La torture, bien sûr, est au centre de beaucoup de leurs amertumes. Un officier de renseignement conclut : « Une haie de bougainvilliers nous séparait de nos voisins arabes ».

Jean-Pierre Rionx



passage
Sphinx

Femmes en terre d'islam



VIES DE FEMMES AU YÉMEN
Récits de Nagiba de Claudie Fayein.
L'Harmattan, 100 p., 65 F.
LA FEMME VOILÉE
L'islam au féminin
de Juliette Minces.
Calmann-Lévy, 229 p., 92 F.

ne voulait pas et se sauvait chez elle ; alors, elle a été répudiée. Deux ans après, ses parents l'ont mariée à un homme d'environ quarante ans qui avait déjà eu vingt-cinq femmes. »

Série de témoignages plus émouvants les uns que les autres, le livre de Claudie Fayein éclaire d'un jour cru, avec une simplicité qui en fait toute l'efficacité, le sort des femmes au Yémen à travers l'histoire récente d'un pays qui n'est ouvert que depuis peu aux étrangers. Claudie Fayein était certainement la mieux placée pour ce travail, qui reste, de bout en bout, remarquablement équilibré : médecin, son premier contact avec le Yémen remonte

à 1951, lorsque ce qui était à l'époque une monarchie absolue était presque hermétiquement fermé au monde extérieur. Elle exerça notamment à l'hôpital de Sanaa, où elle rencontra Nagiba, jeune infirmière française (née France Housse), devenue musulmane pour suivre son mari yéménite. Vies de femmes au Yémen est l'heureux résultat de leur collaboration, et, comme l'écrit Claudie Fayein, les entretiens dont sont tirés les témoignages cités « ont un contenu affectif qui dépasse de loin leur signification objective ».

Moins émotif mais plus fourni en données objectives, l'ouvrage de la sociologue Juliette Minces dépasse, lui, les frontières et déconstruit le statut de « la femme voilée » dans pratiquement l'ensemble du monde musulman. « Produit d'observations sur le terrain pendant près de dix ans de séjours et de voyages (...) : Iran, Turquie, sous-continent indien, Pakistan, Afrique, République islamique d'Irak, République arabe syrienne » et « près de trois ans au Maghreb et au Proche-Orient arabe », l'islam au féminin donne une vue d'ensemble de la condition féminine en islam, avec tout l'avantage que procure une étude comparée entre différentes sociétés patriarcales.

Yves Heller

Sur la trace des Urus

Suite de la page 25

Nathan Wachtel multiplie les missions, fouille les archives. Il joue les « taupes monomaniaques » pour recoller les morceaux. Car, derrière les graphiques, les effets de méthode, les descriptions de leur représentation dualiste du monde, le protocole des charges religieuses ou politiques, le préjugé des flammes roses, la domestication des dunes ou la confection des barques de roseau, il essaie de conjurer le vertige de l'effacement. Il tente de mettre le temps en échec.

Une ethnologie active se profile. Quitte à modifier les conditions objectives de son enquête, Wachtel — dont on se souvient qu'il est l'auteur de la *Vision des vaincus* et le coauteur, avec Lucette Valensi, de

Mémoires juives — saisit la première occasion pour rendre visite aux Moros, en compagnie de deux Chipayas ! Moments d'émotion et de fierté retrouvée. De gravité rituelle. La rencontre ressemble à s'y méprendre à une scène hypnotique. Cela nous vaut l'un des plus beaux passages du livre, car la vie s'y ralentit au point que chaque détail se dilate pour devenir un événement. Voyez plutôt : « ... Tout à coup quelque chose se déchire et la scène paraît transfigurée. Les Moros, hommes et femmes, font cercle autour de Martin et de Fortunato : ils les supplient de parler dans leur langue, la vieille langue uru. Nullement surpris, obéissant à une sorte d'évidence, les deux Chipayas s'exécutent, et parlent. Les Moros

accablent et tous, au son des paroles antiques, sans se concerter mais sous l'impulsion de la même évidence, tous en même temps retirent leurs chapeaux, inclinent la tête, dans une attitude de prière. »

Bien sûr, un livre de plus de six cents pages, une thèse qui a demandé une quinzaine d'années de travail, ne se résume pas par un paragraphe de quelques lignes. N'empêche que le *Retour des ancêtres* s'en trouve irradié et qu'il n'aurait pas cette force démonstrative, ce caractère d'expérience polyphonique presque, si Nathan Wachtel avait oublié de nous rapporter, de ses allers et retours entre le passé et le présent, ce court instant de grâce.

Jacques Memmi

NOUVEAUTÉ

Ludwig Grote

DÜRER

140 pages, 74 illust., 138 F

PIERRE GUILLAUME

Médecins, Eglise et foi

XIX^e - XX^e siècles

De tous temps, prêtres et médecins se sont cotoyés au chevet du malade. Leurs rapports ont connu des hauts et des bas à travers l'histoire. Depuis le Concile Vatican II, le débat est, cependant, beaucoup plus ouvert.

Aubier

SUSANNA BARROWS

Miroirs déformants

Réflexions sur la foule en France à la fin du XIX^e siècle

Si la foule a contribué à la naissance de la III^e République, elle en est aussi devenue le lieu à la fin du XIX^e siècle. Reprenant les écrits des théoriciens et philosophes de l'époque, l'auteur démontre que leurs études sont plutôt le reflet de l'anxiété bourgeoise.

Aubier

Tallandier

éditeur d'histoire

Une guerre totale 1939-1945

par Philippe Masson

■ analyses et synthèse des événements de la première des guerres totales.

Histoire de la pensée philosophique et philosophes

par Lucien Jerphagnon et Jean-Louis Dumas

tome 1. Antiquité et Moyen Âge
tome 2. Renaissance et siècle des Lumières
tome 3. Temps modernes

■ de Homère aux nouveaux philosophes, un panorama complet de la pensée occidentale.

La France et les Français outre-mer

par Robert et Marianne Comevin

■ de la première croisade à la III^e République, une histoire de la présence française dans le monde.

Mémoires de jeunesse de Lamartine

édités par Marie-Renée Morin,
prix Lamartine 1990

■ les années de formation d'un jeune aristocrate sous la Révolution et l'Empire.

Un livre éblouissant

LES JÉSUITES

OU LA GLOIRE DE DIEU

STUCKANTENI

Une épopée de plus de quatre siècles
Un regard nouveau sur le monde et sur l'homme

240 pages - 400 illustrations
235 x 285 mm - 460 F

Une épopée de plus de 4 siècles.

Un regard nouveau sur le monde et sur l'homme.

STOCK-ANTENI

سكول

Les deux ouvrages de L'Univers d'aujourd'hui
EDITIONS LA MACELLE
1227 Genève
SOLEIL & INSECTE
de Hubert Reeves
et Claude Naudin
et Marie Perennou
Ouvrage ayant reçu le premier prix de la Biennale de la Poésie de Bologne
Sont distribués par
EDITIONS DU SEUIL

OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?
Ecrivez ou téléphonez :
LE MONDE DU LIVRE
60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS
75006 PARIS
(1) 43.25.77.04
Code Minitel : 3615 MDL

Une radioscopie irrésistiblement drôle et pertinente de la langue française...
Le meilleur livre, peut-être, de ces 70 dernières années sur le sujet.
A LIRE ABSOLUMENT!!
EN LIBRAIRIE ou par correspondance
145F
L'UNIVERS DE LA LANGUE
21, AV. DE LA POÉSIE 13783 LES MILLES CEDEX
TEL. 42 24 43 44

Bracher Unternehmensberatung
"Unternehmenspotential der Technologie" La Technologie, véritable puits d'opportunités...
L'Europe traverse des temps dynamiques et turbulents. Ces prochaines années se traduiront par des mutations commerciales notables : plus que le marché global européen en pleine réalité à l'Ouest, l'Est met en place de nouvelles structures économiques.
Toute économie florissante vit de l'échange de contacts. Mais comment nouer des contacts prometteurs avec des entreprises en train d'éclater ? Avec des entrepreneurs qui, hier encore, étaient employés d'Etat ? Pour répondre à cette question, nous nous sommes adressés à des milliers de chefs d'entreprises de moyens importants en Technologie, nouvelles ou potentielles, et avons amassé une foule de renseignements sur leurs entreprises, leurs projets et idées. Ces informations, nous les tenons maintenant à votre disposition.
L'ouvrage "Unternehmenspotential der Technologie" (La Technologie, véritable puits d'opportunités) contient des centaines de questionnaires remplis par des entreprises et projets, avec des données concordantes et des adresses permettant une prise de contact ciblée cas par cas.
L'ouvrage comprend deux volumes. Le premier volume qui contient des données sur plus de 400 entreprises, les répertoires correspondants de branches, etc., paraîtra fin 1990, le second volume quelques semaines plus tard.
Je commande :
— Expi. du 1^{er} volume au prix de souscription — pour une commande jusqu'au 15 décembre 1990 — de Sfr. 480 — (incluant le droit d'usage du second volume au même prix par volume ; prix fort de vente : Sfr. 530 — par volume).
— Dans un premier temps, je désire de la documentation détaillée sur l'ouvrage.
— Je m'intéresse à un service d'actualisation (il sera organisé si l'intérêt rencontré le justifie).
Paiement contre facture pour livraison en Suisse (les frais d'expédition seront facturés séparément). À l'étranger contre paiement anticipé par chèque (les frais d'expédition sont Sfr. 15 — par volume).
Nom _____
Rue _____ Code postal/ville/pays _____
Date _____ Signature _____
A envoyer à Bracher Unternehmensberatung UBB, Wissenschaftsstrasse 15, CH-4503 Solothurn/Suisse.

UNIVERSITE DE LA REPUBLIQUE DE SAINT-MARIN
ECOLE SUPERIEURE D'ETUDES HISTORIQUES
Doctorat en sciences historiques triennal 1991-1993
Avis de concours pour 24 postes d'élève
L'Ecole Supérieure d'Etudes Historiques de l'Université de la République de Saint-Marin commencera son second cycle triennal de doctorat au mois de juin 1991.
Les cours auront pour objet les thèmes suivants :
1) Sources écrites et non-écrites ;
2) Les formes du temps ;
3) L'Etat des anciens et des modernes ;
4) Marchands et marchés : cultures et modèles mercantiles ; tendances et caractères du Moyen Age à l'époque moderne ;
5) L'identité de l'Europe
Les postes disponibles sont 24 : 12 boursiers et 12 élèves payants. Le montant mensuel de la bourse, pour 3 ans, est de Lit. 1.200.000 nettes. 9 auditeurs libres sont aussi prévus.
La Commission d'examen pour l'admission au doctorat est le Conseil Scientifique de l'Ecole. Il est composé de : Maurizio Aymard, Valerio Castronovo, Gabriele De Rosa, Giuseppe Galasso, Wolfgang Mommsen, Aldo Schiavone, Corrado Vivanti, Renato Zangheri ; secrétaire : Roberto Finzi.
Les jeunes de toute nationalité licenciés en disciplines historiques peuvent y participer même si ce titre n'est pas afférent aux Départements, à la Licence ou à la Faculté d'histoire.
L'avis de concours prendra fin au 31 Janvier 1991
Pour tout renseignement et pour recevoir le texte de l'avis de concours s'adresser à :
Scuola Superiore di Studi Storici - Segreteria Amministrativa
Contrada delle Mura - 47031 Repubblica di San Marino - tél. (0549) 882507
ou à : Ambasciata della Repubblica di San Marino
Via E. Duse, 35 - 00197 Roma Italia - tél. (06) 878239
Le Président de l'Ecole Aldo Schiavone
Le Ministre de l'Instruction Publique et de la Culture Fausta Morganti

LIVRES • IDÉES
PHILOSOPHIE

Castoriadis ou la réflexion multiforme

« Penser tout le pensable » : le fondateur de Socialisme ou Barbarie est l'un des rares à maintenir entière cette exigence première de la philosophie

LE MONDE MORCELÉ
Les carrefours du labyrinthe III
de Cornelius Castoriadis.
Seuil, coll. « La couleur des idées », 284 p., 130 F.

LA SOCIÉTÉ BUREAUCRATIQUE
nouvelle édition
de Cornelius Castoriadis.
Christian Bourgois, 492 p., 170 F.



« Un des grands de notre monde. »

Cornelius Castoriadis est une figure singulière de la réflexion contemporaine. Au fil des dernières décennies, sa pensée est devenue proprement encyclopédique. Il ne faudrait pas entendre ce terme au sens de Diderot ni de Hegel. « Encyclopédique » signifie encore moins que l'œuvre de Castoriadis juxtaposerait des éléments de savoir disparates. Son exigence est de « penser tout le pensable », rien de moins. Cette démarche n'a rien d'un trait de caractère individuel. Elle définit l'ambition la plus constante de la philosophie, qui veut « rendre compte et raison de tout : du monde, des objets qui nous entourent, de leurs « lois », de nous-mêmes ».

En un temps où s'est généralisée l'esquive face à une telle tâche, Castoriadis est, de ceux, très nombreux, qui en maintiennent l'exigence entière.

Elle l'a conduit à conjuguer sans les confondre plusieurs registres de préoccupation. Il y a les milliers de pages d'analyses politiques et économiques publiées de 1949 à 1965 dans *Socialisme ou Barbarie*, revue fondée par Castoriadis avec Claude Lefort. Au nom de la fidélité à Marx, le « socialisme » des pays de l'Est y est considéré « comme inséparable des camps de concentration, de l'exploitation sociale la plus intense, de la dictature la plus atroce, du crétinisme le plus étendu ». Si l'on

prises en compte théoriques et pratiques de la psychanalyse, et des lectures décapantes de l'héritage philosophique occidental.

Ces brèves indications sont très insuffisantes. Mais elles peuvent faire comprendre que rien n'est plus étranger à Castoriadis que les déclarations moroses occasionnées par une prétendue fin de la philosophie. Un philosophe qui s'efforce de penser le monde sous toutes ses faces, et se forge à cette fin un style net, tranchant, aigu, voilà qui est devenu absolument rare.

« Je tiens Castoriadis pour un des grands de notre monde qui n'en comporte pas tant », écrit Pierre Vidal-Naquet (4). Il n'est pas le seul.

R.-P. D.

(1) Dans le n° 1 de *Socialisme ou Barbarie*. Repris à partir de 1973 dans la collection « 10-18 », ces textes, devenus introuvables, viennent d'être réédités par Christian Bourgois, avec un texte de 1987 sur « L'interlude Gorbatchev », et une préface inédite.

(2) Ed. du Seuil, 1975. Voir *Le Monde* du 26 novembre 1975.

(3) *Les Carrefours du labyrinthe*, Seuil, 1978. *Domaines de l'homme*. Les carrefours du labyrinthe II, Seuil, 1986.

(4) Dans un ouvrage où figure une trentaine d'études sur l'œuvre de Castoriadis, un bilan de son travail par lui-même (*Faith et à faire*), et une bibliographie sommaire. (*Autonomie et autoritarisme de la société. La philosophie militante de Cornelius Castoriadis*, Librairie Droz, Genève, 322 p., 440 F.)

« Donner une signification à nos vies »

« Vous avez des mots très durs envers l'époque que nous traversons. Vous dites qu'elle est incapable de se penser comme quelque chose de positif ou même comme quelque chose tout court ». Comment expliquez-vous cette sorte de panne de l'imaginaire ?

Cornélius Castoriadis. — Il s'agit à mes yeux de la victoire d'un imaginaire spécifique. De 1750 à 1950, l'époque moderne a été caractérisée par la lutte et la contamination réciproque de deux grandes significations imaginaires opposées. L'une est le projet d'autonomie sociale, individuelle, et politique, qui a animé toutes les formes de lutte contre l'ordre des choses établi, dans tous les domaines. L'autre est l'imaginaire de l'expansion illimitée de la maîtrise rationnelle : nous rendre « maîtres et possesseurs de la nature », comme dit Descartes. Marx participe également de cet imaginaire capitaliste (en un sens plus large que le sens économique) quand il rêve de « dompter les puissances de la nature ».

Cet imaginaire capitaliste triomphe depuis les années 50, qui ouvrent l'époque du conformisme généralisé. Le projet d'autonomie disparaît graduellement de l'horizon. Désormais, il s'agit seulement de poursuivre cette expansion automatique que personne ne décide ni ne dirige. Les effets de cette expansion ne sont pas illusoires : les magasins sont bien fournis, le niveau de vie s'élève, au moins dans cette petite partie de l'humanité qui est hyperindustrialisée. Mais c'est une conquête triste, car plus personne ne croit qu'il y ait de cette expansion une vie paradisiaque nous attend. Il s'agit uniquement de continuer, indéfiniment, la croissance sans autre but qu'elle-même.

« Nous sommes dans un monde à la fois surcapitalisé et désocialisé, une sorte de « désert surpeuplé ». Les embouteillages automobiles en fournissent une belle illustration : les individus se trouvent noyés dans un océan d'objets sociaux où chacun est isolé et déteste tous les autres parce qu'ils l'empêchent d'avancer. Il en va de même, en un sens, avec les milliers de livres, de disques, de musées, d'expositions qui sont chaque jour davantage à notre disposition.

Leur existence présente, bien sûr, d'importants avantages. Mais elle s'accompagne d'un regard superficiel, d'une forme de *rapping* généralisé où se succèdent au hasard de petits plaisirs, où plus rien n'est central. Nous vivons dans la destruction de toute hiérar-

chisation des œuvres et des tâches. Or comment peut-il y avoir un monde sensé sans une hiérarchisation des choses ?

« Pourquoi nous sortir d'une telle situation ? Quelles sont les issues envisageables ?

— Je ne pense pas du tout que la situation actuelle fasse partie, comme le croit Heidegger, d'un destin métaphysique de l'humanité face auquel il nous faudrait attendre avec sérénité le retour des dieux. Mais ce qui rend difficile la réponse, c'est qu'il n'y a plus actuellement de répondant social-historique à aucun projet politique. Je pense, pour ma part, que la totalité de la population des pays industrialisés aurait intérêt à une transformation radicale de la société, sans considération de classes ni de groupes sociaux — à cet égard, il n'y a aucun privilège politique des pauvres comme tels. Cette transformation radicale, je pense que presque tous pourraient — et devraient — la vouloir.

« Or les gens ne la veulent pas — pour l'instant, mais cet instant se prolonge. Il ne me reste donc qu'à continuer mon travail, en pensant que cet imaginaire de l'expansion s'usera, et qu'on retrouvera l'exigence de donner une signification à nos vies.

« Ce que vous venez de dire ne concerne en fait qu'une petite fraction de l'humanité, les habitants des pays riches. Et tous les autres ?

— Si l'on veut étendre la démocratie au monde entier, il y aura nécessairement des problèmes cruciaux à régler dans l'ordre démographique et économique. De toute manière, les limites énergétiques de la terre imposeront la nécessité de changements radicaux dans nos modes de vie.

« A ces problèmes bien connus s'en ajoutent d'autres. Nous avons face à nous, avec l'islam ou l'hindouisme, des blocs d'imaginaire

pour lesquels la structuration religieuse du monde est fondamentale. Ils ne se laissent pas véritablement corroder par l'imaginaire occidental de l'égalité, de la liberté et de la justice. Comment opérer dans ces cultures, sans les détruire, cette latéralisation du domaine public qui est nécessaire à l'autonomie politique ?

« Je pense que l'Occident a là un rôle immense à jouer encore. Nous avons partout répandu nos Jeeps, nos mitraillettes et nos télévisions, mais nous ne sommes pas encore parvenus à rendre universelle cette exigence d'autonomie fondée sur une séparation radicale entre les lois et décisions politiques et les considérations religieuses.

« Quelle peut être aujourd'hui la tâche d'un philosophe ?

— La tâche fondamentale est de parvenir à penser l'imaginaire comme créateur de formes, et la création-destruction comme la dimension essentielle de l'être. Toute une tradition philosophique depuis Platon s'est employée à éliminer l'imaginaire, à limiter ou à subordonner son rôle, et à considérer la création absolue comme une absurdité. Or toute l'histoire humaine, de la société pharaonique au nazisme, nous oblige à penser le caractère irréductible, créateur, instituant de l'imaginaire, dont ne peuvent véritablement rendre compte ni le matérialisme historique ni même la psychanalyse, qui reste confinée au domaine de l'âme, et ne peut pas penser l'institution comme telle.

« Il nous faut penser l'Histoire comme création, aussi bien du meilleur que du pire. Devant cette création, nous avons à choisir, responsablement et raisonnablement. Mais, sur cette question vitale, il y a une lamentable démission de la pensée contemporaine, aussi bien philosophique que politique. »

Propos recueillis par Roger-Pol Droit

EDITIONS VERDIER
LITTÉRATURE ET TAURINOMACHIE
Manuel Chaves Nogales
JUAN BELMONTÉ, MATADOR DE TAUREAUX
Biographie fidèle, Manuel Chaves Nogales raconte l'enfance, les débuts, les triomphes et les échecs, les amours et les déceptions, les plus grands moments de sa vie et les plus durs.

réflexion multiforme



une signification des vies

Le Canada était l'un des rares pays industrialisés où le livre n'était pas taxé. Les 101 Dalmatiens, à partir de janvier 1991, d'une taxe de 7 % de type TVA sur tous les produits et services, le gouvernement québécois faisait connaître il y a quelques semaines, sa décision d'appliquer la sienne, au taux de 8 %, sans prévoir d'exemptions.

Par leur effet cumulatif, ces deux taxes faisaient grimper de 15,6 % le prix du livre imprimé au Québec ou importé de France, ce dernier représentant plus de 60 % des ventes des libraires de la province francophone. Or le moindre roman français se vend déjà en moyenne 50 % plus cher à Montréal qu'à Paris. Rapidement unis au sein d'une coalition « anti-taxes », éditeurs, écrivains, libraires, distributeurs, imprimeurs et consommateurs ont organisé un véritable bras armé de combat contre ces mesures qui hypothéquent gravement l'avenir d'une industrie encore jeune et fragile au Québec. Chaque ouvrage vendu dans la province était en bourse : il était enveloppé d'un bandeau sur lequel était écrit : « Taxer le livre, c'est imposer l'ignorance ». Des milliers de « livres-pétitions » circulaient partout, et les gouvernements étaient assaillis de lettres de protestations. Ne se targuent-ils pas, à la moindre occasion, de défendre par tous les moyens la culture des « derniers bastions francophones d'Amérique du Nord » ?

Enfin, le mardi 27 novembre, le gouvernement québécois cédait devant les nombreuses pressions et décidait d'exempter les livres, à tout le moins pour 1991. La pétition de 250 000 noms qu'avaient recueilli les protestataires et qu'ils avaient l'intention de déposer à Québec changeait de destination : elle sera prochainement transmise au gouvernement fédéral d'Ottawa qui, lui, maintient la taxation de 7 %.

Ottawa et Québec n'en sont pas à un paradoxe près dans ce dossier. Les deux gouvernements ont considérablement aidé, au cours des vingt dernières années, l'industrie québécoise du livre pour qu'elle s'affirme et survive dans un marché exigu (six millions de lecteurs potentiels francophones), où la concurrence des puissants éditeurs canadiens (anglophones) et américains se fait sentir. Les maisons d'édition (soixante-dix actuellement) se sont multipliées, en partie grâce aux subventions. Les trois quarts d'entre elles sont de taille très modeste et sont gravement menacées par toute taxation, ainsi que de nombreux libraires. D'autant plus que le Canada vient d'entrer en récession...

Grâce à une mobilisation exceptionnelle L'avenir du livre français assuré au Québec

Le Canada était l'un des rares pays industrialisés où le livre n'était pas taxé. Les 101 Dalmatiens, à partir de janvier 1991, d'une taxe de 7 % de type TVA sur tous les produits et services, le gouvernement québécois faisait connaître il y a quelques semaines, sa décision d'appliquer la sienne, au taux de 8 %, sans prévoir d'exemptions.

Par leur effet cumulatif, ces deux taxes faisaient grimper de 15,6 % le prix du livre imprimé au Québec ou importé de France, ce dernier représentant plus de 60 % des ventes des libraires de la province francophone. Or le moindre roman français se vend déjà en moyenne 50 % plus cher à Montréal qu'à Paris. Rapidement unis au sein d'une coalition « anti-taxes », éditeurs, écrivains, libraires, distributeurs, imprimeurs et consommateurs ont organisé un véritable bras armé de combat contre ces mesures qui hypothéquent gravement l'avenir d'une industrie encore jeune et fragile au Québec. Chaque ouvrage vendu dans la province était en bourse : il était enveloppé d'un bandeau sur lequel était écrit : « Taxer le livre, c'est imposer l'ignorance ». Des milliers de « livres-pétitions » circulaient partout, et les gouvernements étaient assaillis de lettres de protestations. Ne se targuent-ils pas, à la moindre occasion, de défendre par tous les moyens la culture des « derniers bastions francophones d'Amérique du Nord » ?

Enfin, le mardi 27 novembre, le gouvernement québécois cédait devant les nombreuses pressions et décidait d'exempter les livres, à tout le moins pour 1991. La pétition de 250 000 noms qu'avaient recueilli les protestataires et qu'ils avaient l'intention de déposer à Québec changeait de destination : elle sera prochainement transmise au gouvernement fédéral d'Ottawa qui, lui, maintient la taxation de 7 %.

Ottawa et Québec n'en sont pas à un paradoxe près dans ce dossier. Les deux gouvernements ont considérablement aidé, au cours des vingt dernières années, l'industrie québécoise du livre pour qu'elle s'affirme et survive dans un marché exigu (six millions de lecteurs potentiels francophones), où la concurrence des puissants éditeurs canadiens (anglophones) et américains se fait sentir. Les maisons d'édition (soixante-dix actuellement) se sont multipliées, en partie grâce aux subventions. Les trois quarts d'entre elles sont de taille très modeste et sont gravement menacées par toute taxation, ainsi que de nombreux libraires. D'autant plus que le Canada vient d'entrer en récession...

Mort de Dodie Smith, l'auteur des « 101 Dalmatiens »

La romancière et auteur dramatique britannique Dodie Smith, qui écrivit notamment les 101 Dalmatiens, est morte le 24 novembre, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Élevée dans la Lancashire par sa mère devenue rapidement veuve et par ses grands-parents, Dodie Smith a vécu dans une ambiance familiale où l'écriture et la composition musicale étaient une manière de vivre. Lors de son séjour dans un pensionnat de jeunes filles à Londres, la jeune Dodie signe sous un pseudonyme masculin sa première pièce, les *Écoliers rebelles*, qui deviendra un film pour lequel elle percevra 3 livres 10 de droits d'auteur.

Pendant les années 30 et après-guerre, durant ses voyages qui la mènent de Londres à Leipzig et de Leipzig à New-York, Dodie Smith écrit de nombreuses pièces de théâtre comme *Autumn Crocus*, *Letter from Paris*, *Call it a Day*, etc. dont certaines adaptées de ses propres livres. *Le Capitaine Castle*, vendu à plus d'un million d'exemplaires en 1948. C'est la compagnie de ses nombreux dalmatiens qui la décide à écrire en 1956 un livre pour enfants intitulé *les 101 Dalmatiens*, popularisé par l'adaptation en dessins animés qu'en fit Walt Disney en 1961. Mais le livre était aussi un succès : deux millions d'exemplaires vendus, traduits en une dizaine de langues.

Y.-M. L.



Robert L. Delevoy

BOSCH

140 pages, 76 illust., 138 F



LITTÉRATURE FRANÇAISE

Pierre Michon
MAÎTRES ET SERVITEURS

Pierre Michon, maître et serviteurs

Pierre Michon, maître et serviteurs

Pierre Michon, maître et serviteurs

Pierre Michon, maître et serviteurs

Pierre Michon, maître et serviteurs

Pierre Michon, maître et serviteurs

Pierre Michon, maître et serviteurs

Pierre Michon, maître et serviteurs

Pierre Michon, maître et serviteurs

Pierre Michon, maître et serviteurs

Pierre Michon, maître et serviteurs

Pierre Michon, maître et serviteurs

Pierre Michon, maître et serviteurs

Pierre Michon, maître et serviteurs

LIVRES • IDÉES ACTUALITÉS

Au Salon du livre de jeunesse de Montreuil

« Dans dix ans, l'an 2000 »

« Dans dix ans... l'an 2000 : Mars pour demain, la machine à explorer le temps, la Renaissance, nouveau regard sur la science et le monde ? Humour et utopie. » C'est sur cette perspective d'un avenir tout proche que se tient, du 29 novembre au 3 décembre, le sixième Salon du livre de jeunesse de Montreuil qu'organisent le conseil général de Seine-Saint-Denis et la ville de Montreuil.

Alors que l'édition de jeunesse en France représente un chiffre d'affaires, pour 1989, de plus d'un milliard de francs (5 700 titres, 64 millions d'exemplaires), le Salon de Montreuil vise à réunir en un lieu unique tous les publics - enfants, parents, enseignants, bibliothécaires, libraires, - mais aussi les auteurs et les illustrateurs ainsi que les éditeurs, les directeurs de collections, les critiques, les chercheurs.

Sous le patronage de l'UNESCO, aura lieu les jeudi 29 et vendredi 30 un colloque international intitulé « Les enjeux du XXI^e siècle pour les enfants d'aujourd'hui », avec la participation d'une trentaine d'intervenants de

différents pays (scientifiques, chercheurs, universitaires, astrophysiciens, informaticiens, généticiens, etc.), qui confronteront leur expérience aux rêves et aux inventions des écrivains et des artistes.

Invité d'honneur, Tomi Ungerer, un des plus grands auteurs-illustrateurs français, viendra à Montreuil où se tiendront simultanément deux expositions de ses œuvres : 100 dessins originaux pour enfants, ainsi que des objets et sculptures dans l'« Espace Ungerer », sous le chapiteau et, à la bibliothèque municipale, une rétrospective (pour adultes et enfants) de l'ensemble de son œuvre, « 33 spécimens », soit 33 ans de publications, 33 livres d'un artiste trilingue (en anglais, en français et en alsacien). Enfin, le lundi 3 décembre sera réservé à une journée professionnelle, de 10 à 18 heures.

Heures d'ouverture : jeudi 29 et vendredi 30 de 9 à 19 heures ; samedi 1^{er}, dimanche 2 de 10 à 19 heures. Métro Mairie de Montreuil. Entrée : 20 F ; gratuite pour les moins de 16 ans. Renseignements : 48-57-57-78.

EN BREF

■ Hommage à Georges Canguilhem. - Le Collège international de philosophie organise, du 6 au 8 décembre, au Palais de la Découverte (avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris), trois journées d'études consacrées à « Georges Canguilhem, philosophe, historien des sciences », avec la participation de Roger Legard, Etienne Balibar, Françoise Duroux, Michel Fichant, Claude Debru, François Gros, Dominique Lecourt, Alain Badiou, Wolf Lepenies, Pierre Macherey, Yves Schwartz, Michel Deguy. Entrée libre. Renseignements : 46-34-37-78.

■ Le premier prix du Levant à Agustín Gómez-Arcos. - Créé par le conseil général du Var, en vue de récompenser un livre dont l'action se déroule ou a un rapport avec la Méditerranée, le Prix du Levant a été décerné, dans le cadre de la neuvième fête du livre qui se déroule chaque année à Toulon, à Agustín Gómez-Arcos pour *l'Avignon* (Stock). Ce nouveau prix littéraire, dont le jury est présidé par Hervé Bazin et qui sera décerné

chaque année, est doté d'une somme de 300 000 francs.

■ Prix de traduction. - Le grand prix de traduction Halperin-Kaminsky de la Société des gens de lettres a été décerné à Céline Zins pour l'ensemble de ses traductions de l'anglais et de l'espagnol. D'autre part, Jacqueline Risset vient de recevoir, pour sa version française de la *Divine Comédie* (Flammarion), le grand prix pour la traduction décerné par le ministère de la culture italienne.

■ Le livre d'histoire à Saint-Denis. - Le premier Salon du livre d'histoire de Saint-Denis aura lieu du 7 au 9 décembre à la Maison d'éducation de la Légion d'honneur (5, rue de la Légion d'honneur, 93206 Saint-Denis). Entrée libre. Rehs : 45-44-38-17, poste 15933.

■ Rectificatif. - Contrairement à ce que nous avons écrit dans le Monde du 28 novembre, le Femina étranger, qui a été attribué à l'écrivain portugais Vergílio Ferreira, ne l'a pas été à l'unanimité, mais à huit voix contre trois au Japonais Kazuo Ishiguro pour *les Vestiges du jour* (Presses de la Renaissance).

FRAGILE GLORY

Portrait of France & the French
by Richard Bernstein

BRENTANO'S

37, av. de l'Opéra - PARIS 75002

FRS, 160 - POST FREE

“C'est l'enfance retrouvée, l'émerveillement : ce livre s'adresse à nous, à toutes les filles.” Françoise Ducout, Elle



Marie Rouanet
Nous les filles

Payot Document

Livres anciens
sur les
PROVINCES
DE FRANCE

2 catalogues par an

Librairie GUÉNÉGAUD
10, rue de l'Odéon
75006 Paris
Tél. : 43-26-07-91

100.000 LIVRES
EN STOCK

5 CATALOGUES PAR AN

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE

42 bis 55 00

9 RUE DE LA POMPE 75011 PARIS



LES ÉCRIVAINS
POLONAIS

Ce dossier de 48 pages consacré aux écrivains polonais prend place dans l'ensemble bibliographique des littératures étrangères entreprise depuis plusieurs années par le groupement de libraires L'Œil de la lettre.

Introduit par une courte étude historique, il présente, sous la forme d'un dictionnaire, 125 auteurs de langue polonaise, du romantisme à nos jours, ayant bénéficié au moins d'une traduction en français (soit sous forme d'ouvrage, soit afin de pouvoir y faire figurer nombre d'écrivains d'importance, dans l'une ou l'autre des principales anthologies) et, dans une partie magazine, à l'aide d'extraits d'œuvres, d'entretiens, et d'articles critiques, les auteurs contemporains les plus significatifs : Jerzy Andrzejewski, Kazimierz Branczyk, Witold Gombrowicz, Zbigniew Herbert, Gustaw Herling, Marek Hłasko, Jarosław Iwaszkiewicz, Tadeusz Konwicki, Andrzej Kuśnierz, Czesław Miłosz, Stanisław Mroczek, Marian Panikowski, Tadeusz Różewicz, Adolf Rudnicki, Bruno Schulz, Aleksander Wat, Stanisław Ignacy Witkiewicz, Adam Zagajewski.

Il accompagne l'opération des « Belles Étrangères » consacrée aux écrivains polonais que le Ministère de la Culture et de la Communication en liaison avec l'Association Dialogue entre les Cultures organise à Paris et dans plusieurs autres villes de France, du 27 novembre au 8 décembre.

Les libraires de L'Œil vous l'offriront
lors de votre prochain achat

AIX-EN-PROVENCE, VENTS DU SUD, 7 place du Maréchal-Foch • ARLÈS, ACTES SUD, passage du Méjèn et Espace Van Gogh, rue Félix-Rey • AULNAY-SOUS-BOIS, CAMPUS, 39 bis rue Anatole-France • AVIGNON, DU MONDE MÉDITERRANÉEN, 18 rue Bonneterie • BASTIA, L'ŒIL AUX LIVRES, 12 boulevard Auguste-Gaudin • BESANCON, LES SANDALES D'EMPÉDOCLE, 138 Grande-Rue • BORDEAUX, LA MACHINE À LIRE, 18 rue du Parlement-Saint-Pierre • BREST, LE GRAND JEU, 33 rue Jean-Macé • CAHORS, CALLIGRAMME, 75 rue Joffre • CASTRES, GRAFFITI, 8 place Pelleson • CHATEL, CHRONIQUES, 3 place Mendès-France • ENGHEN-LES-BAINS, LE CHANT DU MONDE, 20 rue More • GRENOBLE, DE L'UNIVERSITÉ, 2 place du Dr-Léon-Martin • LYON, DES NOUVEAUTÉS, 26 place Bellecour • MANTES-LA-JOLIE, LA RÉSERVE, 14 rue Henri-Rivière • MARSEILLE, L'ŒIL DU TEMPS, 8 rue Pasteur • METZ, GERONIMO, 31 rue du Pont-des-Morts • MONTPELLIER, LA PAGE BLANCHE, 30 rue Saint-Guilhem • NANTES, VENT D'OUEST, 5 place Bon-Pasteur • ORLÈANS, LES TEMPS MODERNES, 57 rue de Recouvrance • PARIS 4^e, BIFFURES, 44 rue Vieille-du-Temple • PARIS 5^e, L'ARBRE À LETTRES, 2 rue Edouard-Quenu • COMPAGNIE / AUTREMENT DIT, 58 rue des Écoles • PARIS 8^e, LIVRE STÉPHAN, 48 bis avenue Franklin-Roosevelt • PARIS 12^e, L'ARBRE À LETTRES, 62 rue du Faubourg-Saint-Antoine • LA TERRASSE DE GUTENBERG, 9 rue Emilio-Castelar • PARIS 14^e, L'ARBRE À LETTRES, 14 rue Bouland • PARIS 15^e, LA 25^e HEURE, 8 place du Général-Beuret • PERPIGNAN, TORCATIS, 10 rue Mailly • REIMS, LA BELLE IMAGE, 46 rue de Chanzy • STRASBOURG, QUIN DES BRUMES, 35 quai des Bateliers • TOULOUSE, OMBRES BLANCHES, 50 rue Gambetta • VINCENNES, MILLEPAGES, 174 rue de Fontenay

EN BELGIQUE, GROUPEMENT PROFIL : BRANNE L'ALLÉU, GRAFFITI, 9 avenue Léon-Journez • BRUXELLES, A LIVRE OUVERT, 116 rue Saint-Lambert • LA LIGNE, 36 rue X-de-Sue • RIVAGE, 1333 Chaussée de Waterloo • TROISISMES, 11 galerie des Princes • LIÈGE, PAX, 4 place Cookerill • WAVRE, CALLIGRAMMES, 7 rue Sambon.



Le juste prix

Faut-il réformer les prix littéraires? Les prix littéraires sont-ils discrédités? Pourquoi des prix littéraires? Sempiternelles questions mais qui, cette année, ont été posées avec plus de virulence que d'ordinaire. Dans le Figaro, sur M 6 et ici-même, on a voulu, au-delà du fameux « marronnier » d'automne, consacrer plus d'espace et de temps à ce sujet. C'est pourquoi nous concluons ci-dessous – avec les réflexions de Josyane Savigneau et de Patrick Kéchichian, le témoignage de Jean Couvreur, juré de l'Interallié, et le dernier volet de l'enquête de Laurent Greilsamer et Daniel Schneidermann – notre dossier (le Monde des 20 et 23 novembre).



Panique à bord

Une inquiétude s'est emparée des jurés face à un sentiment de discrédit, ouvert ou larvé. 1990 marquera-t-il un tournant?

Cette année, au Goncourt, pour commencer par le prix le plus prestigieux, le débat, si l'on avait encore su de quoi l'on parlait, aurait pu être scier. Dans la dernière ligne droite deux conceptions du prix s'affrontaient à travers le *Petit Garçon*, de Philippe Labro (Gallimard), et les *Champs d'honneur* de Jean Rouaud (Minuit). La première privilégiait le « gros Goncourt populaire », un roman accessible à tous, un livre qu'on pourra tenter de faire lire à ceux qui ne lisent pas : Labro était un candidat idéal. La seconde, se voulant plus fidèle aux désirs premiers des Goncourts, souhaitait qu'on encourageât un jeune écrivain, et avait en Rouaud le prétendant rêvé.

Mais est-il encore possible d'avoir une discussion intellectuelle, un débat de fond, au Goncourt? C'est, semble-t-il, pour le moins difficile, et l'on a surtout assisté à une âpre bataille entre les anti-Labro (peu préoccupés du jeune Rouaud), estimant que le

directeur de RTL, homme puissant, journaliste en vue, prix Interallié 1986, ne devait pas bénéficier d'une nouvelle distinction, et ceux pour qui Labro, avec un Goncourt à tirage énorme, allait opportunément renforcer le pouvoir économique du prix. S'ajoutaient à cela les considérations politiques plus larges de ceux qui pensaient, sans le dire, que Gallimard – deux Goncourts depuis 1978, contre cinq à Grasset, – sorti en juillet d'une situation difficile liée à une mésaventure familiale, méritait d'être salué. Sans oublier ceux qui, pour les mêmes raisons, ne souhaitaient pas voir le Goncourt revenir à Gallimard.

Quand on mentionne des noms d'éditeur, on sait que le grand mot est lâché. Les prix littéraires sont-ils une affaire diplomatique entre éditeurs? Si seulement la réponse était aisée! On croit avoir tout compris en invoquant les dosages entre grandes maisons d'édition et on masque les diffi-

cultés de l'analyse derrière le mot magique Galligrasseuil – la triade Gallimard-Grasset-Seuil, censée rassembler tous les grands prix d'automne. La réalité est autre. Si l'on regarde les jurys, on voit – sauf au Femina – que dominent aujourd'hui, en nombre, les jurés liés aux éditions Grasset.

La question n'est donc plus Galligrasseuil, mais que veut Grasset, qui s'allie à Grasset et pourquoi? La réaction des intéressés est toujours : « C'est moins simple que cela. » Bien sûr, mais tout de même... En 1986, Grasset imposa Michel Host au Goncourt, pour *Val de nuit*, un roman inabouti, qui ne pouvait servir la carrière de cet auteur. Immédiatement la rumeur prétendit que Host avait gagné grâce à un accord avec le Seuil, qui devait voir un de ses auteurs triompher l'année suivante. Le Goncourt 1987 fut la nuit sacrée, de Tahar Ben Jelloun, publié au Seuil. De même murmure-t-on cette année que Grasset « n'a fait le forcing

sur aucun prix », car à l'automne prochain est prévu le nouveau roman de Bernard-Henri Lévy et qu'il convient cette fois-ci de s'assurer un Goncourt manqué de peu en 1988.

Des accusations répétées

Où est la littérature dans tout cela? Eh bien, quoi qu'en disent les oiseaux de mauvais augure, elle n'est pas systématiquement exclue. Les résultats de cette année le prouvent (voir l'encadré de Patrick Kéchichian). Pourtant, loin de contredire le blocage du système, ces résultats l'exhibent, étant entendu qu'il ne s'agit pas ici de porter un jugement sur les ouvrages, sauf pour se féliciter de ce qui vient de se passer.

Le palmarès 1990 est-il, pour les jurés, une manière de nous « vendre » une « virginité littéraire » soudainement retrouvée? Est-ce enfin l'amorce d'une réflexion de fond? Ou le simple

résultat d'une panique provisoire face aux accusations répétées? Le Renaudot serait l'exemple parfait de cette dernière hypothèse. Il aura fallu vingt-cinq tours de scrutin, le lundi 19 novembre, pour choisir un second livre pas tout à fait réussi (*Les Frères Romance*, de Jean Colombyer, chez Calmann-Lévy), contre la *Leçon inaugurale*, de Jean-Didier Wolfromm et *Nous sommes éternels*, de Pierrette Fleutiaux, qui avaient d'abord le tort d'être publiés respectivement chez Grasset et Gallimard.

On pourrait multiplier les anecdotes – et augmenter la confusion. Mais peut-on y voir clair? Comment le système s'est-il bloqué? Grasset, à partir d'un souci bien légitime d'obtenir des prix, est allé trop loin dans sa stratégie d'infiltration des jurys. Son occupation du terrain confine au verrouillage. Parfois même au-delà de ses désirs. Cela finit par rejettier sur l'image de la maison d'édition, sur sa qualité et sa cohérence. Les

auteurs viennent chez Grasset non pour rejoindre une équipe, une écurie, non parce qu'ils croient assurer leur avenir, leur postérité, non parce qu'ils ont rêvé de sa couverture jaune comme on rêve de la couverture blanche de la NRF, mais pour avoir plus de chances dans la course aux prix. Comment mener une politique littéraire sur de telles bases?

Du haut de sa puissance dans les jurys, Grasset s, en toute logique, une tendance naturelle à vouloir exclure des palmarès l'ennemi héréditaire Gallimard (ce qui permet, en outre, de démarcher ses candidats malheureux). Le Seuil, troisième des grandes maisons, est donc porté à conclure des alliances fructueuses avec Grasset, tout en prétendant que les maisons indépendantes devraient s'unir pour leur survie même... Il reste à Gallimard une position défensive, le jury où il est majoritaire, le Femina. Comme on aime y chercher une « manipulatrice en chef », c'est en général à Dominique Aury que l'on assigne ce rôle.

6^e salon du livre de jeunesse



DU JEUDI 29 NOVEMBRE AU LUNDI 3 DÉCEMBRE - MÉTRO MAIRIE DE MONTEUIL

Seine Saint-Denis
Conseil Général

Albert C

La m
la mo

Terrai

LIVRES • IDÉES
LE DÉBAT

Le métier de juré

Un plaidoyer pour ces lecteurs très particuliers
par l'un des membres du jury de l'Interallié

par Jean Couvreur



C'est faire peu de cas de l'obstination corse de Marie Susini, ou de la prépondérance de la présidente du jury, Diane de Margerie. Mais à Dominique Aury, qui, à plus de quatre-vingts ans, est toujours l'un des personnages les plus élégants et les plus présents de la vie littéraire, on n'a pas fini de faire payer son intelligence.

Bref, on a bien l'air d'être dans un cercle vicieux. Pour les éditeurs, pour les jurés, pour les commentateurs, les prix sont au confluent de l'économique et du symbolique, et plus personne ne s'y retrouve. Les jurys voudraient gagner sur tous les tableaux : asseoir leur influence économique, assurer et maintenir leur image, et même faire figure d'institutions couronnant des œuvres accomplies (ainsi a-t-on récompensé, dans leur âge mûr, Lucien Bodard, Marguerite Duras et Christiane Rochefort). Ils risquent bien de perdre partout.

Incertain de faire vendre sur leur seule réputation, les Goncourt, depuis quelques années, couronnent des ouvrages déjà présents sur les listes des meilleures ventes. Incertain de leur jugement, les jurys ne savent plus quelle définition donner à leurs prix. Pourtant, bon an, mal an, et avec les nécessaires exceptions, chacun avait son profil. Le Goncourt, on l'a vu, oscillait entre la reconnaissance d'un bon livre grand public et l'encouragement à un jeune auteur. Le Renaudot, au départ un anti-Goncourt, se donnait la liberté de distinguer un texte plus difficile ou plus dérangeant. Le Médicis devait récompenser un jeune auteur d'avant-garde, un texte de recherche littéraire. Au Femina, jury féminin, on devait, sans sexisme systématique, chercher à découvrir et à encourager des textes de femmes. Enfin, l'Interallié doit être décerné par des journalistes-écrivains à un journaliste-écrivain.

Crise d'identité

Or, on vient d'assister dans les années 80 à une accélération des dérapages. Les Goncourt, pour échapper au reproche de favoriser les grandes maisons, ont couronné, en 1983, Frédéric Tristan (publié chez Baland) pour un ouvrage austère tout à fait hors profil. En 1984, le Médicis est revenu à Bernard-Henri Lévy pour un premier roman titanesque, plus proche de la définition du Goncourt (mais le Médicis est le prix le plus chic intellectuellement). En 1987, le Femina est allé à Alain Absire pour un livre qui n'était pas, et de loin, son meilleur. On a en revanche exclu Anne-Marie Garat, qui a exactement le profil littéraire du prix (mais elle publie chez Flammarion, maison à laquelle n'est lié aucun juré. En revanche, Absire publiait chez Calmann-Lévy, alors éditeur de Suzanne Proti, l'une des dames du Femina). En 1988, l'Interallié a récompensé Bernard-Henri Lévy. Bien qu'il fasse des articles dans les journaux, Bernard-Henri Lévy n'est pas exactement un journaliste-écrivain.

1990 marquera-t-il un véritable tournant ? Qu'ils acceptent ou non de le dire, les jurés sont conscients du malaise qui s'est installé, et qui tourne à la crise d'identité. Mais ils éludent les questions qui se posent. Dans les jurys, qui lit vraiment ? Faut-il consolider les lob-

bies ou faire entrer des gens indépendants - notamment financièrement - des maisons d'édition ? Faut-il des réformes radicales ? Par exemple, instaurer des jurés tournants comme dans d'autres pays ? Mais, à l'étranger, l'intérêt du grand public pour les prix est très relatif. Est-ce la conséquence de cette mobilité ?

Les jurys se montrent désormais incapables de défendre leur existence symbolique et de s'insurger contre des attaques qui devraient être tenues pour secondaires. Car les fameuses magouilles et autres combines financières dont on les accuse ne portent quand même pas sur des sommes colossales ! On est loin des grandes manœuvres de l'industrie, des défilés d'initiés ou, pour rester dans le domaine de la culture, des investissements du marché de l'art.

Si les jurys, à force de compromissions, n'avaient pas fini par avoir peur de leur ombre, ils pourraient montrer à quoi servent les prix : à inclure dans l'actualité la littérature en train de se faire, avec ses ratés, ses fausses valeurs, ses vrais espoirs. En France, la littérature est à l'affiche pendant trois mois, septembre, octobre, novembre. Elle, qui ne fait la une de la presse que lorsque meurt un grand créateur, est en vedette pendant deux semaines, en novembre. Faut-il casser cela ?

Est-il déraisonnable de penser qu'on peut arrêter la dérive, relativiser un enjeu économique à court terme, désamorcer l'apreté des luttes d'influence par trop personnalisées, et surtout restaurer, parmi les jurés, le sentiment d'une cohérence, d'une identité, d'un projet ? Si ce n'est pas un rêve, alors vive les prix, car ils témoignent d'une originalité de la société française : les passions que suscite, fût-ce une fois l'an, la littérature.

Josyane Savigneau

A la question : « Qu'est-ce qu'un juré littéraire ? », beaucoup seraient tentés de répondre, non sans raison : « Un juré comme les autres, ceux à qui l'on demande leur avis à propos d'un concours de danse, de chant, ou d'un festival de cinéma. » C'est à peu près la même chose qu'on attend de lui. C'est par la façon dont il assume sa fonction qu'il se distingue des autres. Explorateur de la jungle littéraire, il part à la découverte de nouveaux talents, et il doit, pour commencer, mettre chaque livre à l'épreuve de son propre jugement, avant d'inscrire l'auteur sur la liste de ses candidats. Son œil sera moins critique que sélectif. Les sujets le sollicitent de toutes parts. Même dans une cellule de trappiste, il ne serait jamais seul. Il vit dans un tête-à-tête permanent avec quelqu'un qu'il ne voit pas, qu'il ne connaît généralement pas, même de nom, et qui lui raconte une histoire de deux cents ou trois cents pages, son roman. Il écoute et prend des notes, dont il révélera la teneur aux autres jurés, lors de leur prochaine réunion.

Si l'on veut absolument donner une étiquette professionnelle à ce dégustateur de langage, les expressions ne manquent pas. On le dit « super-lecteur », « grand consommateur de matière grise », « éducateur ou guide du public resté fidèle au livre » (40 % de la population française), etc. A tous ces titres et à d'autres, plus ou moins sophistiqués, on préférerait celui, plus simple et plus vrai, de travailleur. Le

juré littéraire est, avant tout, un travailleur. De force ? Facile d'ironiser. C'est, plus exactement, un travailleur volontaire, bénévole, attiré par le livre comme le fer par l'aimant, travaillant par devoir - ce qui n'exclut pas le plaisir - nullement par nécessité, et toujours pour les autres, pour ce trio inséparable que forment l'auteur lui-même, l'éditeur et le destinataire final, le public. Quant aux qualités requises, on n'a qu'à se reporter à cette pensée bien connue de Vaubannes : « Il faut avoir de l'âme pour avoir du goût ».

L'oublié de la fête

Le juré sait qu'il n'est qu'un rouage, mais un rouage essentiel, de la grande machine économique-littéraire qu'on appelle l'édition. Et il sait bien qu'une voix, dans un scrutin à majorité absolue, peut tout changer. Siégeant depuis de longues années dans un jury qui couronne annuellement le roman d'un journaliste professionnel, j'ai pu faire l'observation de règles et d'une éthique qui sont sensiblement les mêmes dans la plupart des autres prix.

Volontaire. Donc, pas le droit de se plaindre : pas de revendications à formuler ; s'il est là, c'est qu'il l'a bien voulu ; refusant, comme d'honneur, tout ce qui peut ressembler à une rémunération, un bakchich ; assumant lui-même tous les frais - bien menus, il est vrai - de

sa délicate fonction. Les vieilles calomnies ayant la vie dure, on parle chaque année de jurés corrompus. On en parlera toujours. Pourtant, bien qu'ayant une bonne vue, j'avoue n'avoir jamais eu sous les yeux un représentant de cette *gens exécrable*.

Pas de cadences infernales, c'est vrai. On ne demande pas à ce juré de lire trois cent soixante-cinq jours de suite, mais de lire du 1^{er} janvier au 31 décembre. Du commencement à la fin de l'année, on n'arrête pas de le bombarder de bouquins, qui viennent prendre place sur ses étagères déjà surchargées. Loin de protester contre l'envahissement, notre juré, insatiable de lecture, ouvre les bras à ces nouveaux occupants.

Lorsqu'on se demande « qu'est-ce qui fait courir » ce singulier travailleur qui, d'un simple geste, en déposant son bulletin dans l'urne, peut faire la fortune d'un auteur et, par la même occasion, porter main-forte à l'industrie de l'édition on pense peut-être à quelque intérêt caché ou à quelque ambition refoulée : envie de faire parler de soi, de recueillir une parcelle de cette gloire qu'il dispense si généreusement. Que l'on se détrompe. Le juré est le grand oublié de la fête, et il trouve cela parfaitement naturel. C'est tout juste si, avant ou après le prix, les journaux indiquent, en quelques petites lignes, la composition du jury. Le seul nom qui compte, alors, c'est celui du lauréat, et le juré, le tout premier, d'applaudir à cette victoire, qui est un peu la sienne, après tout. Il n'est plus rien, dans la compétition, jusqu'à la prochaine saison.

Le directeur d'une grande maison d'édition parisienne nous a parlé de ces « auxiliaires précieux et dévoués » de la vie littéraire française que sont les jurés. Il tient leur rôle pour capital : « Il y a quelque chose de mille ans de littérature en France, plus ou moins connue ou, c'est le cas pour la plupart, ignorée. Seuls, une vingtaine de prix comptent pour le public. Leur nom est comme un cachet de garantie à ses yeux. Ce qui « fait courir les jurés », c'est, soit dit sans emphase, « la haute idée qu'ils se font de leur mission ». Prétendre que ces lecteurs quasi professionnels ne lisent pas est dérisoire. Leur préférence arrière-pensée lucrative est odieuse. J'en suis sûr, car j'en ai vu la partie de leurs vacances pour rattraper des retards de lecture qui se sont accumulés malgré eux ».

Multipliant les ventes des auteurs couronnés, les prix peuvent avoir aussi d'heureuses répercussions sur l'œuvre passée. Kléber Haedens, prix Interallié 1966, pour son roman *L'été finit sous les tilleuls*, vit se multiplier par vingt le chiffre moyen de vente de ses ouvrages précédents.

Si beaucoup d'écrivains ont su tirer parti de la célébrité, par définition éphémère, qui naît d'un prix littéraire - et l'on peut ranger

dans cette catégorie Jean Dutourd, Félicien Marceau, Bertrand Poirot-Delpech, Christine de Rivoyre, Michel Déon, Lucien Bodard, tous lauréats de l'Interallié, pour ne rien dire de Michel Tournier et d'Edmond Charles-Roux, tous les deux prix Goncourt. - Il en est qui, ayant su vaincre, n'ont guère tiré profit de leur victoire. Ainsi en fut-il de Marquis Groux, prix Goncourt 1943 pour *Passage de l'homme*, et de Francis Walder, Goncourt 1958 pour *Saint-Germain ou la Négociation*. Les raisons ? Il est toujours difficile de les établir. Question de sujet ? de titre ? d'écriture ? Peut-être tout cela ensemble, plus les « variations saisonnières » du public.

Il est une autre espèce d'écrivains, plus chanceux, favorisés, eux, par un grand aquilon, qui, échappant à l'œil de tous les jurés, n'en firent pas moins une carrière fort honorable. *Vipère au poing* d'Hervé Bazin, et *la Bicyclette bleue*, de Régine Deforges se sont vendus, chacun, à plus de deux-cent-cinquante mille exemplaires sans avoir jamais été remarqués par l'un de nos grands jurys, Goncourt, Renaudot, Femina, Interallié, Médicis, Grand Prix du roman de l'Académie française.

Zéro pour

« le Grand Meaulnes »

A ce propos, on exhuma des archives de ce siècle la réunion de l'Académie Goncourt qui eut lieu, au Café de Paris, le 3 décembre 1913, pour l'attribution du prix - déjà un événement. On ne compte pas moins de onze tours de scrutin. Ce ne fut qu'au quatrième qu'apparut le nom d'Alain-Fournier, un écrivain de vingt-huit ans, pour le *Grand Meaulnes*. Au dixième tour, il se trouvait à égalité avec Léon Werth, auteur de *la Maison blanche*. Cinq voix chacun. C'était l'impasse. Pour en sortir, Lucien Descaves soutint la candidature de Marc Elder, qui avait écrit *le Peuple de la mer*, et n'avait jusqu'alors recueilli qu'une voix aux troisième et quatrième tours. Il en obtint six au onzième, remportant le prix. Alain-Fournier avait été complètement abandonné. Autant dire : zéro pour le *Grand Meaulnes*, reconnu, aujourd'hui, comme un des chefs-d'œuvre de notre littérature. Son tirage, depuis sa parution en 1913, a atteint, dans la seule édition française, près de quatre millions d'exemplaires. De l'œuvre de Marc Elder, qui reste-t-il, aujourd'hui, dans la mémoire du lecteur français ?

« Nous ne sommes pas des oracles », disait aux journalistes, avec son bel accent du Gard, l'académicien Goncourt Léo Larguier, en montant l'escalier du restaurant Drouant, où se réunissent, depuis 1915, les membres de la célèbre académie. On peut dresser la liste des bévues, dont aucun jury n'est exempt. Elle n'est en rien comparable à la longue liste des choix heureux que le succès ratifia.

Fébrilité

C'est un bien étrange ballet auquel, chaque année à pareille époque, on assiste autour des cinq grands prix littéraires parisiens - Goncourt, Renaudot, Médicis, Femina et Interallié. Si les figures sont chaque fois différentes, chorégraphes et danseurs sont, eux, toujours les mêmes. Anarchique ou supérieurement pensé - mais par qui ? - ce spectacle un peu gringant n'est guère réjouissant, il est même franchement ennuyeux. On peut bien sûr, au-delà de l'ennui, en tirer de cette esthétique décevante, tenter de comprendre quelque chose à cette fébrile agitation. Les initiés de toutes catégories ne s'en privent pas, et les supputations vont bon train.

Soyons plus prudent ou simplement modeste : la question est trop byzantine pour être surplombée d'un seul regard, les jeux trop pipés pour qu'on puisse en décrypter toutes les subtilités et tricheries. Mais une chose est sûre : chaque année, dans les méandres des manœuvres auxquelles se livrent les différents

acteurs de ce jeu, c'est la littérature qui se perd un peu plus, qui perd de son évidence et de sa simple visibilité. Et, avec la littérature, les écrivains. Facteur secondaire et aléatoire, la valeur des livres récompensés est reléguée au dernier rang. Seules semblent compter le plus ou moins grande habileté et influence des manœuvriers, la plus ou moins bonne stratégie des joueurs.

Manque de chance pour les échoués, trois au moins des ouvrages primés cette année, ceux de Jean Rouaud (Goncourt), de Jean-Noël Pancrazi (Médicis) et de Pierre-François (Femina) - avec leurs qualités et leurs défauts éventuels, - sont de vrais livres, des livres dont on peut, sans crainte, apprécier, pour elle-même, la valeur. Faut-il pour autant décerner un infaillible brevet de moralité aux jurys qui ont fait ces choix ? Contamons-nous de reconnaître qu'ils ont simplement fait leur travail et que, cette année au moins, la valeur dont nous parlions est parvenue à équilibrer de moins nobles consti-

dérations. Mais les initiés, qui en savent toujours plus, à l'avant-garde de l'analyse, ne s'en laissent pas compter pour si peu.

On les voit s'énervier, s'agiter sur place, se livrer à de tendreuses interprétations : Philippe Labro, par exemple, candidat malchanceux au Goncourt, n'en aurait-il pas trop fait (question vertigineuse, lorsqu'on y songe...) ? Jean Rouaud, sous ses airs d'humble kiosquier, n'est-il pas un redoutable tacticien, secondé dans l'ombre par le mage Jérôme Lindon, son éditeur ? Que cachent ce Goncourt atypique et cette suspects unanimité autour de son livre ? Au fait, est-il aussi bon qu'on le dit, ce livre ? Poussant encore plus loin l'analyse, ne doit-on pas concéder à une hypothétique restauration du pouvoir de la presse écrite ?

Pour reposer un peu nos angoissés questionneurs, invitons-les, sans nous départir d'un angélique sourire, à se plonger dans un bon livre... le Goncourt 1990 par exemple !

Patrick Kéchichian

Albert Cossery

Grand Prix de la Francophonie
décerné par l'Académie Française

La maison de la mort certaine

«Aucun écrivain vivant n'a décrit de façon plus poignante et plus implacable la vie de ceux qui, dans le genre humain, forment l'immense foule engloutie.»

Henry Miller

Terrain vague

PASCAL QUIGNARD - LA RAISON



Un texte enlevé, provocateur,
stimulant et fortement odorant.
Le VIEUX L'Express

Le Cabinet des lettrés



PAUL BOWLES

Réveillon à Tanger

La Jungle rouge

Mémoires d'un nomade

Leurs mains sont bleues

Paroles malvenues

QU

Les câlins de la maison

« Mais oui, nous pratiquons une politique d'égards envers les jurés »,
Histoire d'une stratégie de la séduction patiemment



Le « grand méchant loup » niche dans un bureau de six mètres carrés, au premier étage de la maison Grasset, juste en face de la standardiste. Mais il préfère parfois poser ses lapins — « pardonnez-moi, les mois d'automne sont infernaux ! » — au bar tout proche du Lutetia, velours rouges et chuchotis garantis. Tout au long de l'année, il pratique le dîner en ville à l'échelle industrielle et, devant ses auteurs, crêpe de fabuleuses promesses à la méditerranéenne : « Putain, coco, cette année, tu joues le Goncourt ! »

Yves Berger, cinquante-neuf ans, directeur littéraire, pourrait bien être né sous une table de jury, tant il aime d'amour les jurés des prix littéraires, même hors d'état de voter pour qui que ce soit. La légende de la maison Grasset porte ainsi qu'il servit, cinq années durant, de cornac à un vieux juré devenu aveugle et nécessiteux. Le « grand méchant loup » a ses B.A. : « C'est le grand corrupteur par excellence », soufflent ses concurrents. « Il est meilleur que ce qu'on dit », rectifie Jacques Duquesne, auteur Grasset. « Ce n'est pas un faux-jeu dans l'amitié », proclame Henri Amoureux (auteur Robert Laffont), longtemps l'un des piliers du jury Renaudot. Je l'ai vu suivre l'enterrement d'un juré où il n'y avait pas un chat !

Mais les jurés, soyons justes, Berger les aime davantage bien vivants. « Il a un culot monstrueux », confie l'un d'eux. Il faut oser, c'est vrai, sortir de sa poche la liste des

nouveautés Grasset de la rentrée, la glisser au-dessus de la table, et insister : « Il y a bien un, là-dessus, que tu aimes, non ? » Il faut oser, vantant l'un de ses chers auteurs, rappeler suavement à un juré dont le suffrage est convoité : « Mais celui-là, tu peux bien voter pour lui, il a fait des articles sur les livres ! » Entend-il dire qu'un juré manifeste une certaine faiblesse pour un livre de sa maison ? « Tu vas voir, je ne vais plus le quitter », promet-il à l'auteur. Le culot, donc, et un sens tout particulier de la séduction des jurés. Yves Berger ou l'art de la cajolerie, devenu une stratégie maison.

Dignité et désespoir

Car Jean-Claude Fasquelle, le PDG de la maison Grasset, aussi laconique qu'Yves Berger se montre loquace (« La parole n'est pas son langage », glissent ses familiers), assume patiemment cette politique : « Mais oui, nous pratiquons une politique d'égards envers les jurés ». Et, de fait, il arrive que sa maison octroie des faveurs étonnantes. N'a-t-elle pas récemment publié, en deux tomes, le théâtre d'Emmanuel Roblès, juré Goncourt et jusqu'à preuve du contraire auteur au Seuil ? N'a-t-elle pas, dans le même mouvement, édité une étude universitaire sur l'œuvre du même auteur — Emmanuel Roblès, ou le risque de vivre ?

Petits câlins... Yves Berger relativise, pour la forme : « Oh ! c'est ancien, ça... » Mais non ! Insaissiable, Grasset se fait en réalité un devoir d'éditer la moindre prose du moindre juré. Ainsi la maison a-t-elle publié récemment deux essais de Roger Vignery — auteur Gallimard, mais juré Renaudot —, un hommage à Giraudoux de Paul Guimard — auteur Denoël et juré Interallié —, un livre d'Eric Olivier, lui aussi juré Interallié. Exemples piochés parmi d'autres... « L'impartialité du juré est une vue de l'esprit, résume admirablement Berger. Ce sont des amis. »

Quand le romancier communiste André Stil est élu à l'Académie Goncourt en 1977, qui va aussitôt le chercher par la main chez son ancien éditeur Julliard ? Yves Berger, évidemment. « Ce type, dès son élection, il fallait bien entendu le valoriser. » Un « transfert » d'autant plus aisé que Julliard, succédant à Gallimard, renâclait à se mettre en frais pour lui, allant même — comble de l'absence d'intuition — jusqu'à le barrer dans la course au Goncourt 1976 au profit d'un autre auteur Julliard.

Depuis, André Stil coule des jours paisibles chez son éditeur de la rue des Saints-Pères. « On a créé chez lui une sorte de joie d'appartenir à une maison », confirme François Verry, qui fut directrice littéraire du lieu. « On est arrivé à le faire aussi inconditionnel de Grasset que du Parti communiste », explique un autre juré Grasset.

Mais il arrive que ces deux fidélités entrent en collision... Stil en administra la preuve éclatante lorsqu'il fut question du Goncourt pour les *Derniers Jours de Charles Baudelaire*, de Bernard-Henri Lévy, auteur et conseiller chez Grasset. Dans sa retraite des Pyrénées-Orientales, Stil s'était pourtant



Yves Berger : le « M. Prix » de Grasset.

laissé prendre au charme du roman, assure-t-il. Mais, patatras ! page 251, il se révolte, incapable d'avaler plus longtemps l'anticonformisme du « nouveau philosophe » et ses fêches anti-robesperristes. Affaire d'obédience... Durant trois nuits, André Stil hésite, rumine, se morfond et enfin se décide : il ne donnera pas sa voix à BHL. « Il a été clair et loyal », se rappelle Bernard-Henri Lévy. Il est venu m'expliquer très tôt qu'il ne

voterait en aucun cas pour moi. » Chez Grasset, c'est le branle-bas des tempêtes annoncées. « Ma voix était décisive, tout le monde le savait », reconnaît Stil. Yves Berger se fâcha d'un week-end chez l'écrivain, dans sa maison de Bellocroix. Jean-Claude Fasquelle vient en voisin de Catalogne. En vain.

Olympien, Stil exerce de son patriotisme Grasset en annonçant sa prédilection pour la *Gare de Wannsee*, de François-Olivier Rousseau. Imparable ! « J'admets que c'était un peu vicieux de ma part », sourit aujourd'hui le juré Goncourt. D'autant plus pervers que la rumeur colporte au même moment que Michel Tournier (auteur Gallimard), ne foi, après ce roman-là et, avec lui, quelques-uns de ses camarades.

Voilà Grasset plongée dans des affaires comédiennes ! Réunis en conseil, ses barons se demandent s'il n'est pas temps d'être réalistes et de miser sur la *Gare de Wannsee*. Grand prince, Lévy propose de se sacrifier sur l'autel des intérêts de la maison Grasset, mais en pensant si clairement le contraire que Fasquelle et Berger, ténaisés, n'osent pas l'abandonner. Le jour dit, chez Drouant, plans un lourd silence. Autour de la table, chacun guette André Stil. Va-t-il craquer ?

Stil ne craque pas. « C'est dur, mais ça ne devrait pas, confie-t-il. Je sentais que tous mes amis jurés se demandaient si je tiendrais. Ils m'ont dit : chapeau ! » Erik

Orsenna, auteur de l'*Exposition coloniale* (Seuil), sort finalement vainqueur de cette compétition. Ainsi les éditions Grasset manquent-elles le Goncourt 1988 — « avec dignité », affirme aujourd'hui le rebelle d'un jour, et beaucoup de désespoir.

Faites-le pour le Parti

C'est dire que le juré le plus fidèle peut regimber ! Mais à contrario, il est parfois tout aussi imprudent d'en appeler à de prétendues solidarités idéologiques. Pour avoir voulu pincer cette corde-là, Patrick Besson, romancier, chroniqueur à l'*Humanité* et ci-devant critique au *Figaro*, a commis un singulier impair. Sa dédicace à l'adresse de Stil, en page de garde d'un livre prétendant au Goncourt — « Si vous ne le faites pas pour moi, faites-le pour le Parti » — ne lui valut-elle pas la colère de son « camarade », suffoqué d'un tel aplomb ? Heureusement pour Grasset, les grappes de la machine sont rares. L'objectif est clair : décrocher le Goncourt ou se rattraper sur le Renaudot, le Femina et l'Interallié. Une année sans prix serait inimaginable : « On se serait trompé quelque part », murmure Jean-Claude Fasquelle.

Cette réputation est si bien établie qu'il n'est même plus nécessaire que les choses soient formulées explicitement. Quand Jean Vautrin, en 1988, décide de quitter

Tout commença

Fondé en 1930, le prix Interallié

Cinq romans restent en lice pour le prix Interallié qui sera décerné mardi 4 décembre : les *Coches bleus*, de Michel Caffier (Grasset) ; la *Vénus aux fleurs*, de François Carésa (Laffont) ; la *Nuit des masques*, de Marc Lambron (Seuil) ; les *Quartiers d'hiver*, de Jean-Noël Pancrazi (Gallimard), qui vient d'obtenir le prix Médicis ; et les *Clandestins*, de François Taillandier (Bernard de Fallois). Jean Couvreur, qui est membre du jury, raconte ci-dessous l'histoire et les petites histoires de cette institution.

On ne croyait pas, lorsqu'il fut fondé en 1930, que le prix Interallié atteindrait seulement son premier anniversaire. La composition hétéroclite du jury faisait plutôt penser à un conseil sans lendemain qu'à un prix littéraire ayant une brillante carrière devant lui. Or le voici qui, entre, cette année, dans son soixantième hiver.

Il y a longtemps que le voile a été levé sur ses origines. On sait bien que les Alliés, ceux de 1914-1918, n'ont rien à voir avec son acte de naissance. On sait que son patronyme lui vient exclusivement du Cercle parisien, proche de l'Élysée, où ce jour-là, le mercredi 4 décembre 1930, les dames du prix Femina débattaient sur le choix d'un lauréat. Les délibérations se faisant longues, les journalistes, qui déjeunaient dans un salon voisin, eurent l'idée, pour tromper leur attente, de jouer, entre eux, au jeu auquel ces dames s'appliquaient, elles, fort sérieusement. Pour que l'illusion soit complète, ils donneraient un prix, eux aussi. Proposition adoptée aussitôt à l'unanimité. Encore fallait-il trouver un lauréat possible, capable de figurer dignement, tout à l'heure, à côté de l'authentique vainqueur, le « Femina 1930 ».

Ce n'est pas par hasard que le nom d'André Malraux fut prononcé. Ce romancier de vingt-neuf ans, qui avait déjà connu les succès deux ans plus tôt avec les *Conquérants*, venait de publier la *Voie royale*, qui faisait de lui un des espoirs les plus sûrs de la jeune génération. On le disait même bien placé dans la course

au prix de ce jour. C'est à son nom qu'ils se rallièrent si la victoire lui échappait, nul ne se doutant des honneurs qui s'ajouteraient, plus tard, à ce lauréat de contrebande. Il faut, pour le reste, imaginer le temps, ces années 30, dont la première, justement, s'achevait. On se croyait installé, définitivement, dans une ère de paix et de prospérité...

La carte du lauréat-surprise

Imaginer, ensuite, une longue table, linge damassé et couverts d'argent, à laquelle avaient pris place une trentaine de journalistes, ce mot pris ici dans sa plus large acception : reporters, courriéristes, photographes, estafettes cyclistes, téléphonistes, dessinateurs, etc. Une galerie de masques hauts en couleur dans lesquels un James Ensor s'aurait facilement retrouvé ses modèles. Et tous fraternisant, coude à coude, dans la chaleur versée par le chablis premier cru et le santany 1923. Et tout cela, encore, sur fond sonore d'assiettes vaisselles, de bouchons de champagne en l'air, de conversations débridées, de rires, surtout, sous lesquels, cependant, l'idée sérieuse, celle du prix, d'un vrai prix, faisait son chemin.

Il restait à donner un nom à ce tard venu de la saison littéraire. C'est, sans doute, à Pierre Humbourg, journaliste et romancier lui-même de talent, et l'un des meneurs les plus endiablés de cette farce, que le mérite revient. Il le trouva dans le nom même de l'établissement, le Cercle de l'Union Interalliée, où cette pièce en forme de vaudeville se jouait. On ne garderait du titre qu'un fragment, le dernier mot : le plus prestigieux, qui sonnait haut encore douze ans après l'Armistice : l'Interallié. Le prix avait désormais son état civil.

Et lorsque, après une heure et demie d'attente, l'émissaire du jury féminin vint annoncer aux représentants de la presse le nom du lauréat, Marc Chadourne, auteur du roman *Cécile de la folie*, rien n'empêcha plus les journalistes de proclamer, malséants, mi-sérieux, celui de leur champion, André Malraux, premier prix Interallié de l'Histoire.

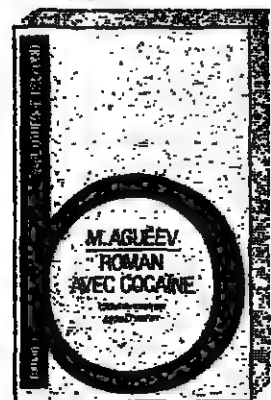
La Bibliothèque Belfond :



M. Agueev
ROMAN
AVEC COCAÏNE

Lorsqu'il parut en français en 1983 — il avait été publié, confidentiellement, en russe, à Paris, dans les années 30 — certains critiques crurent pouvoir affirmer que *Roman avec cocaïne* avait pour auteur Nabokov, ce qui fut démenti. Mais on sait toujours peu de choses sur M. Agueev : ayant quitté la Russie après la Révolution, il aurait été vu en Allemagne, puis en Turquie avant la Seconde Guerre mondiale. Reste ce livre d'un homme parvenu aux frontières de la déchéance et qui y a puisé son génie.

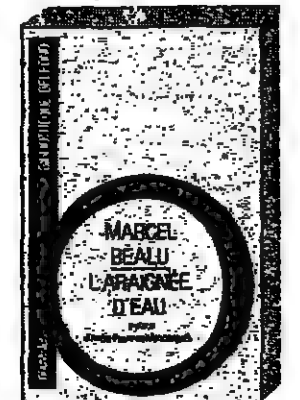
240 pages, 49 F



Marcel Béalu
L'ARAIGNÉE D'EAU

« J'ai pour *L'Araignée d'eau*, je l'avoue, une admiration particulière. Ce livre n'a jamais quitté mon souvenir depuis que je l'ai lu, et je le considère comme l'une des productions les plus achevées que nous ait données la littérature française dans le domaine fantastique... Il est révélateur de l'étrange sensibilité et du singulier talent de Marcel Béalu... Cet ouvrage est l'un des plus immoraux que je sache ; ce qui n'est pas, on s'en doute, pour nuire à mon admiration... »
A. Pieyre de Mandiargues

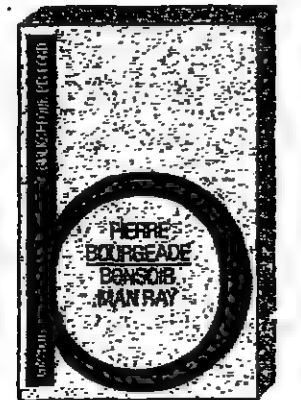
148 pages, 49 F



Pierre Bourgeade
BONSOIR, MAN RAY

Arrivé à Paris au début des années 20, Man Ray a été mêlé à l'aventure dadaïste et surréaliste. Il y a joué, comme peintre et photographe, un rôle de premier plan. Ces entretiens à bâtons rompus entre l'artiste et l'un de ses intimes constituent un témoignage où peut se lire l'originalité d'une démarche esthétique à la fois précise et rare. Fascinant suite à ce dialogue, des textes, inédits ou introuvables, de Man Ray expliquent et délimitent les chemins abordés précédemment par les deux interlocuteurs...

184 pages, 49 F



Gaston Compère
SEPT MACHINES À RÉVER

Un amour qui n'en finit pas de mourir, des pas dans les fougères, une ville de Germanie que l'on a peut-être connue, un homme que l'on attend et qui frappe à la porte tandis qu'on agonise : tel est l'univers des nouvelles réunies dans ce livre. Marquées du sceau de la Lorelei, ces « machines à rêver » s'inscrivent dans la tradition d'un romantisme baroque propre à Gaston Compère, qui a notamment publié, aux Éditions Belfond, *Je soussigne, Charles le Téméraire, duc de Bourgogne, et Robinson 86*.

264 pages, 55 F



belfond

سوالی و جوابی

LIVRES • IDÉES
LE DÉBAT

Grasset

dit tranquillement le PDG, Jean-Claude Fasquelle, développée depuis trente ans

Les éditions Mazarine pour Grasset, pas une allusion n'est faite à un éventuel Goncourt. Tout juste Vautrin, qui compte écrire sur la Louisiane, exprime-t-il le désir de travailler avec ce « fou d'Amérique » qu'est Yves Berger.

Cette remarquable discrétion n'empêche pas la rumeur d'attribuer le prix à Vautrin avant même que le manuscrit ne soit terminé. Cette fois, la rumeur n'est pas trompeuse, puisque Vautrin décroche sans difficulté, avec *Un grand pas vers le Bon Dieu*, le Goncourt 1989. « C'est notre métier », glisse Fasquelle. « Je jure sur ce que j'ai de plus cher, ma femme et mon chat, que je n'ai jamais promis le Goncourt à un auteur, classe Berger. Je promets simplement de faire tout mon possible pour le décrocher. »

Humour et gros sabots

Il est vrai qu'Yves Berger possède la faconde et l'embarance qui font tout passer. Ainsi abreuve-t-il un jour de conseils un autre éditeur, candidat au Goncourt : « François Nourissier n'a pas aimé le livre, soupire-t-il, faussement désolé. Mais... vous avez aussi une collection d'ouvrages d'art, n'est-ce pas ? »

— Oui...
— « Pourquoi ne publieriez-vous pas un livre d'art sur l'œuvre du peintre Cecile Muhlestein (épouse de François Nourissier) ? Je suis sûr

que ce serait le bon argument pour François. » Humour, bien entendu... Et gros sabots. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les « jurés Grasset » ne sont pas forcément plus sensibles aux suggestions d'Yves Berger que les autres : « Jamais il ne m'a appelé, ce serait un scandale, fulmine d'avance Edmonde Charles-Roux, la maison Grasset tremblerait sur ses bases. Je claquerai la porte. » « On ne peut pas dire que nous sommes aux ordres, proteste un juré, qui souhaite l'anonymat. Nous sommes pris dans une ambivalence, voilà. »

Il arrive aussi qu'un éditeur soit devenu si dominant dans un jury que toute consigne devienne vaine (lire notre encadré). Aujourd'hui à l'apogée de sa puissance, le « gang Grasset » — pour reprendre une expression, plus tendre que cruelle, tirée du livre de souvenirs de François Verny, *Le Plus Beau métier du monde* — peut contempler avec satisfaction le chemin parcouru depuis la fin des années 50. La maison avait alors fléchi le gouffre.

Quand Bernard Privat, Jean-Claude Fasquelle, François Nourissier et quelques autres la prennent en main, elle ne publie plus aucun auteur important ou presque. Elle est bannie de la course aux prix depuis la Libération. Bernard Grasset, son fondateur, ayant eu la mauvaise idée de publier des écrits d'Adolf Hitler avant-guerre et de persévérer sous l'Occupation.

Pas à pas, tirant les sonnettes, poussant des pointes jusque sur le

plateau de l'émission « Lectures pour tous » pour signaler les livres du catalogue Grasset, devenant maître dans l'art de la convivialité, Yves Berger, alors jeune commis aux relations avec la presse, va parvenir, avec ses amis, à hisser la fille compromise au rang de ces deux aristocrates que sont Gallimard et Seuil. « Grasset est le seul exemple, claironne-t-il, d'une maison qui, tombée aussi bas, soit remonée aussi haut. » Au fil des années, François Verny, Mathieu Galey, Dominique Fernandez viennent renforcer l'équipe. Et miracle : une famille se forme, une gentille mafia, dopée par la perspective de coups financiers. « Comme des forgerons, ils écartent les manuscrits et les auteurs depuis trente ans », confie, admirative, Edmonde Charles-Roux.

Jusqu'à une certaine ébriété de pouvoir. La maison Grasset, initiée en cela par bien d'autres, a essayé ses auteurs et directeurs de collection dans la presse et l'audiovisuel. « Une sorte de rébellion s'est créée autour de la maison par coopération amicale, esthétique, idéologique ou sexuelle », raconte François Nourissier. Et de tirer cette conclusion de l'aventure à l'usage des éditeurs moins bien lotis : « Il faut travailler à l'échelle de vingt-cinq ans. » Alors tombent les prix, ces cadeaux divins qui vous gonflent un chiffre d'affaires et font jaillir les bénéfices.

Laurent Girelman et Daniel Schneidermann

L'Interallié sous protectorat

Cue de patience, de travail durant des années ! C'est en investissant la place, juré après juré, qu'Yves Berger, directeur littéraire de Grasset, est parvenu à faire du jury Interallié une annexe de la célèbre maison d'édition, au point de s'occuper sept prix sur dix au cours de la dernière décennie... « Il y a des années où Berger s'est battu pour ne pas avoir le prix ! raconte un ancien lauréat. Eh bien ! il échouait. Il y a des mécaniques comme ça. »

Et c'est vrai ! En 1975, Yves Berger conspire pour que les jurés portent leurs voix sur le dernier roman d'Alexandre Astruc, publié au Sagittaire, alors filiale de Grasset. Peine perdue. Un réflexe pavlovien joue en faveur de Voldemar Lesjonne, 100 % Grasset. Mais au regard d'une si légère avanie, que de services ! L'Interallié sort de temps à autre de lot de consolation bien commode. Ainsi BHL en a-t-il hérité après son échec dans la course au Goncourt.

Il n'est pourtant pas dépourvu de tempérament, ces jurés « Intergrasset ». Un Jean Ferriot, un Pierre Schoendoerfer, un Lucien Bodard, un Jacques Duquesne et un Jean-Marie

Rouart forment le premier carré. Paul Guimard et Eric Olivier, occasionnellement auteurs Grasset, forment le second. Et voilà une majorité ! Restent seulement Jean Couvreur, ancien journaliste du Monde, et Serge Lentz, auteur publié chez Robert Laffont, pour échapper aux cajoleries de Grasset.

« La poule aux œufs d'or »

On comprend que les postulants à ce prix accourent d'eux-mêmes chez Grasset. Alain Gerber, auteur Robert Laffont, est le dernier en date de ces prétendants à avoir changé d'écurie le temps d'une saison littéraire. Son passage éclair chez Grasset l'ayant doté de l'Interallié 1989 pour *Le Verger du diable*, il est reparti chez Robert Laffont sans tambour ni trompette.

Plus édifiante, l'histoire de Max Gallo offre un contre-exemple. Édité lui aussi chez Laffont, il n'avait jamais eu l'ombre d'une chance à l'Interallié. En 1979, Grasset lui fait un pont d'or pour ses cinq prochains ouvrages et attend résolument d'en encaisser les dividendes. Lorsqu'il sort *Belle Époque*, en 1986, la mai-

son Grasset se met en campagne. « Fasquelle et Berger étaient sur les nerfs, se rappelle Gallo. Ils pensaient que je l'aiderais. » Il ne fait que le frôler : avec cinq voix, il doit s'incliner devant Philippe Labro (Gallimard).

« J'ai déjeuné après en tête à tête avec Jean-Claude Fasquelle, raconte l'auteur de *La Belle Époque*. J'ai dû le consoler. » Tristesse et amertume : « Je n'ai jamais pu faire couronner ce Gallo qui a coûté si cher à Grasset », peste encore Yves Berger. Morale de l'histoire : le romancier repassa bientôt chez Robert Laffont.

Il n'empêche que le protectorat de Grasset sur l'Interallié est devenu si voyant que certains jurés eux-mêmes, comme Jacques Duquesne ou Jean-Marie Rouart, sont hostiles à l'élection d'un nouveau « juré Grasset » au fauteuil de Roger Giron, ancien secrétaire général du prix, décédé au printemps dernier. « Vous allez tuer la poule aux œufs d'or », a mis en garde l'un d'entre eux. Trop d'impérialisme, en effet, finirait par devenir contre-productif...

L. G. et D. S.



ns de la maison

Tout commençait comme une farce

fête ses soixante ans

Que serait-il advenu de l'Inter si les bonnes fées qui se penchèrent sur lui à sa naissance s'en étaient tenues à ce simple faire-part ? Eût-il réusé, comme il l'a fait, sa percée dans la bataille des livres ? En fût-il resté à cette brève apparition, vite oubliée, perdu dans la longue suite des prix littéraires attribués chaque année en France (on en recense aujourd'hui, chiffre à peine croyable, quelque cinq mille) dont une bonne partie, il est vrai, ne vivent, comme les roses, que l'espace d'un matin ?

Les fées bienveillantes qui montaient la garde se chargèrent d'écarter de lui ce danger. On dit souvent que la fortune ne tient qu'à un fil. Ce fil-là existait. Il n'était autre, sans jeu de mots, que celui du téléphone. Un « coup de fil », en effet, parti du faubourg-Saint-Honoré annonçait, quelques instants plus tard, la nouvelle à Bernard Grasset, qui avait édité *La Voie royale*.

D'autres que lui, peut-être, auraient hésité à se lancer dans une affaire qui n'était encore qu'un pari, une aventure. L'éditeur de la rue des Saints-Pères jous la carte du lundat-surprise et du prix-que-l'on-n'attendait-pas. Dès le lendemain, le nom de l'Interallié brillait, en blanches capitales, sur la bande de papier rouge vif qui entourait le roman de Malraux chez les libraires.

Le coup de sang de Roger Giron

Né d'un jury composite, le nouveau venu devait susciter par la suite une nouvelle génération d'écrivains, celle du romancier-journaliste, ou, vice-versa, réunissant le journaliste, chantre de l'éphémère, et le romancier, doté d'une plus longue espérance de vie. Dernier en date de la saison, l'Interallié devenait bientôt un des quatre « grands » de l'année.

Les jurés, une dizaine, auxquels se joint le lauréat de l'année, juré d'office, se retrouvent quatre fois par an dans un grand restaurant de l'avenue Franklin-Roosevelt, où le patron, M. Lasserre, leur présente des additions voisines du médoc. Les discussions, pour être souvent animées, ne sortent jamais des limites de la vieille camaraderie qui les lie. Une fois, cependant, le prix faillit décoller. C'était en 1980. La

jury était partagée en deux camps, chacun d'un nombre égal de voix. Une moitié soutenait Jean Portelle, pour son roman *Janizai*, l'autre moitié Henry Muller, auteur de *Clém*. Tous, irréductibles, vissés sur leurs positions. Ils crurent pouvoir surmonter la difficulté en donnant le prix aux deux. Chacun en aurait sa part, et tous les deux l'auraient en entier. C'était mal connaître le caractère du secrétaire général, Roger Giron (1), gardien intrinsèque de la tradition. A l'apparition de ce monstre à deux têtes, le sang du premier juré ne fit qu'un tour. Faisant observer, non sans raison, que l'Interallié, coupé en deux, ce ne faisait pas un prix, mais deux demi-prix, il donna sa démission. Jetant sa serviette sur la table, où, heureusement, le service n'était pas commencé. Le jury ne manqua pas de messieurs bons-offices, on réussit à faire revenir le démissionnaire sur sa décision, non sans toutefois lui avoir promis, juré, que « ce ne se reproduirait jamais plus ». Serment tenu.

Si l'Interallié des années 90 pouvait rencontrer l'Interallié des années 30, son ancêtre, il ne manquerait pas de sujets d'étonnement. Les pratiques culturelles des Français ont profondément changé, on s'en doute, depuis soixante ans. Face à la poussée du son et de l'image, à l'explosion des magazines — pour s'en tenir à ces exemples faciles — le roman, le genre littéraire par excellence et l'une des raisons d'être de ce prix, et de bien d'autres, verrait sa survie menacée. S'il reste encore le genre dominant au yeux de 29 % des lecteurs français (2), des augures très écoutés n'en prédisent pas moins son déclin, sous prétexte qu'il n'a plus rien à dire, ayant déjà tout dit. Mais l'histoire est aussi capable de brusques retournements. La seconde souffle lui sera donné, peut-être, par cette jeunesse impatiente qui se presse, aujourd'hui, aux portes des éditeurs.

Jean Couvreur

(1) La disparition de Roger Giron, en mai dernier, devait affecter profondément ses amis de l'Interallié. Il était l'âme du prix, comme il était aussi la « mémoire du siècle », connaissant on avait connu presque tous les écrivains de ce temps.
(2) Voir les Pratiques culturelles des Français, Éditions La Découverte.

les huit premiers titres



Witold Gombrowicz
TESTAMENT

John Hawkes
LES DEUX VIES
DE VIRGINIE

Dominique de Roux
LE CINQUIÈME
EMPIRE

Stefan Zweig
LE COMBAT AVEC
LE DÉMON

« Je suis un humoriste, un plaisantin, je suis un acrobate et un provocateur. Mes ouvrages font le pied au mur pour plaire, je suis cirque, lyrisme, poésie, horreur, bagarre, jeu, que voulez-vous de plus ». Ces entreciens font vivre l'aventure capitale d'une création moderne qui démonte, renverse les formes en usage, accepte ouvertement les contradictions et dynamise toute théorie. Face à Dominique de Roux, Gombrowicz répond avec l'acuité, l'humour, la prescience, le style même de son œuvre.



Au moment de mourir dans un incendie allumé par sa propre mère, Virginie, une fillette de onze ans, se remémore sa vie, ou plutôt ses deux vies. Car Virginie a existé une première fois en 1740 et une seconde en 1945. Découvert en France par Maurice Nadeau, John Hawkes s'inspire ici de la tradition érotique française. Douze de ses livres ont été traduits, dont *Les Oranges de sang* (Denoël), *Lettres nouvelles*, *Prix du meilleur livre étranger* (1974) et *Aventures dans le commerce des peaux en Alaska* (Le Seuil, 1986).



« La réalité, que journalistes et journalistes — le style d'une époque — ont cachée, ce roman, porté par la secousse sismique de la Révolution portugaise, la révèle. Par les voies détournées de la littérature, *Le Cinquième Empire* rejoint et dépasse la vérité des choses. Et si le roman est plus vrai que la vie, il est évident que les personnages — non les situations et les faits — appartiennent à ce double état de la fiction et du rêve. Ce roman est aussi un document. »

Dominique de Roux



« Le présent ouvrage groupe trois figures d'écrivains qui appartiennent à une communauté de sentiments... Ce qui unit les trois figures héroïques de Hölderlin, Kleist et Nietzsche, c'est leur destinée : ils se présentent pour ainsi dire sous le même horoscope... »

Sans lien avec leur temps, incompris de leur génération, ils passent comme des météores, rayonnant d'une brève lumière dans les ténèbres de leur mission...

Stefan Zweig



belfond

Les fantômes bienveillants d'Anna Maria Ortese

Portrait d'une romancière qui a choisi le rêve contre la veille, l'hallucination contre l'ennui du quotidien

DE VEILLE ET DE SOMMEIL
d'Anna Maria Ortese.
Traduit de l'italien
par Louis Bonalumi.
Gallimard, 206 p., 80 F.

Si elle était née au dix-huitième siècle, Anna Maria Ortese n'étonnerait presque pas. Ce serait un écrivain hanté par la peur qui puiserait dans l'épouvante son inspiration. A son imagination, elle donnerait plusieurs formes : le pamphlet politique et philosophique (comme Voltaire), le dialogue bédin et profond (comme Diderot ou Sade), la fable poétique (comme M^{me} Leprince de Beaumont), le récit fantastique (comme Horace Walpole), les lettres (comme M^{me} de Deffand), le compte rendu journalistique (comme les frères Grimm) ou la confession (comme Jean-Jacques Rousseau). Mais Anna Maria Ortese, qui use, en effet, de toutes ces expressions littéraires, est née le 13 juin 1914. Alors c'est un cas.

Dans la belle postface que Nico Orengo (1) a écrite à la suite du *Murmure de Paris* (2), on peut lire : « Le nom d'Anna Maria Ortese sonnait comme un tabou, on ne l'entendait pas ; si l'on venait à l'écrire, c'était à l'encre "sympathique", il disparaissait, effacé, refoulé. » Sans le suivre dans ce pessimisme peut-être excessif que du reste viennent corriger de nombreuses traductions françaises, on peut en effet déplorer que cette romancière exceptionnellement originale ne jouisse pas d'un prestige plus éclatant. D'où vient l'isolement d'Ortese ? D'elle-même assurément, d'une défiance envers le monde, d'une déception à l'égard des hommes et, surtout, d'un soupçon démesuré qu'elle fait peser sur le réel. « Chroniques de la vie irrécusable : tel était le sous-titre qu'elle donna à son plus long roman, *Le Port de Tolède* (3). C'est, à vrai dire, de Naples qu'il s'agit : cette ville qu'elle avait déjà décrite, transfigurée, dans *La mer ne baigne pas Naples* (4). Mais les éléments autobiographiques sont soumis à une véritable alchimie : les conflits familiaux, le procès intérieur que la romancière s'octroie à elle-même sont situés dans une ville imaginaire dans laquelle le lecteur perspicace reconnaîtra la « cité involontaire ».



L'activité journalistique d'Anna Maria Ortese l'a conduite à se poser deux questions : faut-il décrire la réalité et peut-on percevoir la réalité ? Ses livres n'apportent pas de réponse tranchée, même dans ceux qui, comme *Pauvres et simples* ou *Le Chapeau à plumes* (5), paraissent traduire une expérience vécue, « la brève histoire d'une foi » : l'amour n'était que le prétexte d'embuer les contours du monde qui l'entoure.

Le dernier livre de Vincenzo Consolo, *Les Pierres de Pantalica*, est tissé d'événements terribles, de pertes irréversibles, de réappropriations quasi miraculeuses (1). Néanmoins, il s'en dégage une impression de douceur étrange, de confiance, un ton et un rythme justes, « sains ».

Lorsqu'en 1965 parut le roman *L'iguane* (6), la critique y vit un détournement fantastique et non un tournant : en réalité, l'allégorie poétique de ce roman qui raconte un merveilleux voyage et la rencontre d'un être mythique, un iguane habillé en femme, annonçait une nouvelle phase dans l'œuvre de la romancière. C'est cette phase qui trouve son parfait développement dans *De veille et de sommeil*.

On conseillera au lecteur de commencer le recueil par la fin, qui propose un surprenant entretien de la romancière avec elle-même. Elle y explique, au fond, sa situation dans le monde des lettres italiennes et les raisons de sa marginalité. Il ne s'agit pas d'un isolement contingent, fortuit : la cohérence d'une vie faite de misanthropie et de refus de la facilité sociale devait lui imposer cette solitude.

Attentive aux dérapages de l'existence, quand les normes, la règle de la vie trahissent le mensonge qui les sous-tend, Anna Maria Ortese choisit le rêve contre la veille, l'hallucination contre l'ennui du quotidien. Haïssant le pouvoir, l'autorité, la destruction, la domination, elle cherche l'innocence. Cet entretien qui n'a rien de complaisant montre avec quel

naturel et quel panache elle glisse du raisonnement le plus rigoureux à la rêverie éveillée et quel étrange usage elle fait des concepts abstraits. Des textes philosophiques, elle écrit, dans sa première nouvelle (de loin la plus belle du volume) : « Ils demeurent pour moi autant de murs qui enferment la cour de l'Esprit : et de l'autre côté il y a la Renaissance, en effet du savoir, et de ce côté-ci, l'étroitesse du rien, et seule m'appartient cette étroitesse-là. »

« Nouvelles d'une terre inconnue »

Un plombier, un médecin chinois, un farfadet, des anges, vrais anges ou démons, la voix du trouble Bernard de Ventadorn, deux larmes mêlées à de l'eau froide : quelques guides et quelques ingrédients qui assistent un écrivain se détournant de toute apparence de prosaïsme. Le passé lui-même n'a pas de réalité. Si Anna Maria Ortese fit Lucrèce, c'est pour avoir la confirmation que « nulle part, entendez-vous, mon être, nulle part ne se trouve ce passé qui l'est cher, ni jamais il ne renaitra, jamais plus ».

Les nombreux récits de rêves que contient le recueil s'intègrent naturellement à la narration : les

apparitions sont, comme les perceptions objectives, les signes d'une autre réalité. Les rêves n'intéressent l'auteur que dans la mesure où « ils semblent parfois nous apporter des nouvelles d'une terre inconnue (...) ouvrant de la sorte à la philosophie quelque espoir d'atteindre à une réalité effective, résolument nîe (...) par la raison ». Homère, Horace et Virgile ont évoqué les deux portes du rêve : la porte de corne qui annonce ou révèle la vérité et la porte d'ivoire, celle des fantômes de l'illusion. Anna Maria Ortese, comme tous les visionnaires, réunit les deux portes.

René de Ceccatty

- (1) De Nico Orengo, les éditions Flammarion publient, dans la collection de Jean-Noël Schifano, *On a vu le Saint-Espirit* (traduit par Louis Bonalumi, 242 p., 109 F., divertissant pamphlet écologique contre la télévision).
- (2) Traduit par Claude Schmitt et Vincenzo Orsini (Terrain vague, 109 p., 75 F.). Chez le même éditeur, *Le Train russe*, traduit par Maria Maucà (64 p., 50 F.).
- (3) Paru en 1973. En cours de traduction au Terrain vague.
- (4) Paru en 1953. En cours de traduction chez Gallimard.
- (5) Ces deux romans, qui ont paru respectivement en 1967 (prix Strega) et 1979, sont annoncés au Terrain vague.
- (6) Traduit par Jean-Noël Schifano, 1980, Gallimard.

Consolo entre deux Siciles

Des monts enchantés au sang de Palerme...

par Andréa Zanzotto

LES PIERRES DE PANTALICA
de Vincenzo Consolo.
Traduit de l'italien
par Maurice Darnon.
Le Promeneur,
182 p., 140 F.

Le dernier livre de Vincenzo Consolo, *Les Pierres de Pantalica*, est tissé d'événements terribles, de pertes irréversibles, de réappropriations quasi miraculeuses (1). Néanmoins, il s'en dégage une impression de douceur étrange, de confiance, un ton et un rythme justes, « sains ».

Son livre est un terrain composé d'apports extrêmement variés, d'où jaillit directement la vitalité intime de celui qui écrit, avant celle de l'écrivain. Penché sur le palier, entre dégout et enthousiasme, joies secrètes et questions paralysantes, l'auteur ne cesse d'écrire un journal tout à fait particulier. Il ne sait pas exactement ce qu'il peut y faire figurer, trop de choses lui viennent à l'esprit, les voix des autres se confondent avec la sienne, dans une métamorphose continue et séduisante ; elles lui parlent depuis Dieu sait quelle anfractuosité du temps et de l'espace, bien que celui-ci soit constamment défini comme sicilien. Il ne s'agit cependant pas d'un soliloque, l'auteur s'y adresse toujours aux nombreuses personnes qui participent certainement à sa passion et à son aura. C'est presque une prière adressée à l'on ne sait qui ou quoi, prononcée à voix basse, insistante, entrecoupée de pauses donnant à l'ensemble un rythme musical. Elle semble capable de sauvegarder l'unité du moi, de chaque moi menacé par la folie obscure qui fait irruption dès le premier récit extravagant.

La permanence d'une justice, d'une confiance inhérentes à l'écriture même comble : les vides, crés de l'espace, découvrent des racines. Le livre retourne presque à l'état végétal, tend à s'imposer en tant que partie du livre inaltérable qui contient l'arbre de la totalité des auteurs vivants. On chercherait en vain ici des tentatives de fuites dans l'irréel, dans d'ingénieuses et angoissantes anfractuosités destinées à brûler, par leur inutilité, la cervelle qui les aurait engendrées, ou bien dans des labyrinthes dont on sait tout, ou encore dans des rapports anthropologiques en tant que tels, sur une réalité sicilienne devenue, en dépit de ses nombreuses lumières, toujours plus représentative d'une des maladies les plus dévastatrices de la société et de l'histoire.

Le problème du langage, de ses techniques, thèmes pour lesquels Consolo a montré à maintes reprises un très grand intérêt, ne figure pas ici au premier plan. Le langage, la langue, sont ce qu'ils sont, et s'inventent à chaque ligne. Cependant, si l'on s'en tient à cet absolu de soumission, le langage devient une litane incessante et légère dans laquelle les pulsions de l'expression, les sursauts du dire, lexicologiques ou syntaxiques, n'acquiescent pas une importance telle qu'il faille payer leur conquête à force d'anxiété et de colère.

Les déplacements sont opportuns et les passages se font denses, ou bien cèdent à un repos songeur. De même, le narrateur, moi ou tout autre, et son expérience riche de différentes strates - siciliennes, mais également milanaises, - entre-t-il et sort-il de ses personnages, des paysages, des niveaux et des singularités, effleurant négligemment des passés traités, justement, comme des récits.

Fragrances et saveurs

On retrouve alors des thèmes quasi obligatoires de la prose sicilienne, de l'arrivée des Américains aux occupations antédiluviennes des terres, aux grandes rêveries où se mêlent, dans la non-identification de la tombe d'Eschyle, le pathos mystique le plus subtil et un comique presque rababaisant et brutal. Entre-temps, on voit passer, entourés de leur légende, des personnages éponymes, tels Leonardo Sciascia, l'humble et amoureux anthropologue Antonino Uccello, le grand cantastorie Ignazio Buttitta, ou, personnage cher par-dessus tous, Lucio Piccolo, l'extraordinaire poète, cousin du bien moins grand Lampedusa.

Comme chez Verga - ou Vittorini, - contamment profilées à l'horizon, ces entités que sont les toponymes jouent un rôle splendide, tels de fibres sous qui finissent par en dire plus à ceux-là même qui n'y associent pas les lieux qu'ils désignent. De même, les noms des plantes, des instruments, des objets, tour à tour en patois, en italien ou en langage scientifique, souvent et à divers égards obsolètes, exhalent fragrances et saveurs avec un tel arôme, une telle odeur âpre de souvenir, ou même d'un nécessaire vide de toute présence, que le lecteur n'a pas la moindre velléité de faire des recherches dans un dictionnaire.

Cependant, le passage le plus fort du livre est celui où l'enfant malade qui séjourne sur les montagnes rencontre la petite fille sauvage Amalia, une petite fille qui l'emmène avec elle garder les

cochons et les chèvres dans les bois et lui révèle, ou invente, le nom de chaque objet dans un langage personnel, « Mais Amalia en connaissait d'autres : le langage sonore, bref, alléluia pour parler aux bêtes », et aussi beaucoup d'autres dialectes, et le nom de chaque animal. Il serait intéressant de citer un échantillonage du fascinant empire linguistique d'Amalia, qui sait également sa montre dure avec son ami, qui le traîne pieds nus dans « les moines, le chéri, les buissons d'épineux, le houx, l'ampélodrome », le transforme et l'initie à la vraie vie et sans doute aussi à la vraie vie de l'écriture dans laquelle il s'engagera à l'âge adulte.

Tout aussi bouleversant, à l'opposé de cette liberté désormais lointaine, est le moment où elle s'enfonce dans le présent, dans cette ville de Palerme qui transpire le pas et la désagrégation : « Cette ville est un abattoir, les rues sont des assommoirs avec des flaques, des ruisseaux de sang convertis de draps et de journaux ». C'est un cauchemar à la Blade Runner, qui semble se projeter en grandissant dans le futur. La ville apparaît comme « fièvre, écume vénéneuse, furie homicide, tandis qu'un nuage énorme et compact stagne sur la ville, c'est la fumée des ordures qui brûlent sur les hauteurs de Bellolampo ».

Consolo conclut de manière inattendue, ou plutôt suspend son discours avec une histoire - véritable - de marin encore plus sombre, où l'expriment les violences infinies exercées sur le tiers-monde, sous les yeux d'un jeune marin sicilien, devenu marin par hasard, qui retourne désespéré dans son village. Néanmoins, l'auteur d'une œuvre aussi amère ne peut sombrer dans le désespoir, car celle-ci est aussi enracinée dans cette joie infime qui nous vient lorsque nous sentons pulluler dans notre cœur les mots d'une langue qui motive à elle seule notre survie.

(Traduit par Christian Paolini.)

- (1) Le Promeneur publie un autre récit de Vincenzo Consolo : *La Blessure d'Amil* (même traducteur, 132 p., 120 F.). Et Orsini réédite *Le Soufre du marin inconnu* (Traduction de Mario Fusco et Michel Sagar, collection « Cahiers rouges », 288 p., 51 F.).

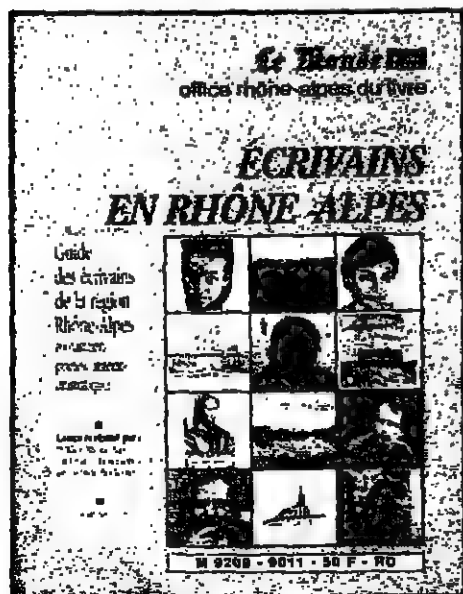
» Du poète italien Andréa Zanzotto, on peut lire en français, *Le Générat au bois* (traduit par Philippe di Meco, Arcane, 17, 224 p., 130 F.).

Le Monde

ÉDITION
RHÔNE-ALPES

office rhône-alpes du livre
présentent

"ÉCRIVAINS EN RHÔNE-ALPES"



Le guide de référence pour découvrir la richesse et la diversité de la littérature rhône-alpine :

■ Le dictionnaire des écrivains : romanciers, poètes, auteurs dramatiques. Avec des textes de présentation écrits par André Clavel, Jean-Jacques Lerrant, Bernadette Bost... Portraits, entretiens, critiques de la rédaction du « Monde des Livres » et de nombreux extraits d'œuvres.

■ Le dictionnaire des collections et des revues littéraires éditées dans la région.

■ Les prix littéraires et les aides à la création régionale.

88 pages, 50 F.

(*) Association loi de 1901 pour la promotion de la lecture, des éditeurs et des écrivains de Rhône-Alpes.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE : « ÉCRIVAINS EN RHÔNE-ALPES »

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ : _____

PAYS : _____

FRANCE (métropole uniquement) Nombre d'ex. : _____ X 55 F (port inclus) = _____ F.

DOM-TOM et ÉTRANGER Nombre d'ex. : _____ X 60 F (port inclus) = _____ F.

Bulletin et règlements à retourner à : le Monde, service vente au numéro, 15, rue Falguière, 75001 Paris cedex 15 - France. LM1/4

37. La reconstruction en Iran et l'Europe.
L'engagement de M. Colver.

38. Opération aéroport pour les Américains.
39 à 42. M. de la Harpe.

44. M. de la Harpe.
45. Reims-la-Pierre.

BILLET

Les perspectives de ralentissement économique et le soutien occidental aux pays de l'Est

Amigo Gringo

Aucun pays n'est plus important pour les États-Unis que le Mexique, a dit le président George Bush mardi 27 novembre à l'issue d'un sommet de deux jours à Monterrey avec son homologue M. Carlos Salinas. Cette phrase flatteuse, les Mexicains n'ont pas jusqu'à la retourner à leur trop puissant voisin, de peur de réveiller le vieux réflexe anti-gringo.

Mais c'est un fait : taboue il y a encore un an, l'idée d'un grand traité de libre-échange entre le Mexique et les États-Unis avance désormais à grands pas, selon les mots du président Bush. Washington et Mexico espèrent signer d'ici à 1992 cet accord « historique » qui ordonnerait, avec la participation du Canada, un marché unique nord-américain plus vaste que celui de la CEE : 366 millions d'habitants et un produit national brut combiné de 5 500 milliards de dollars, contre 324 millions d'habitants et 4 500 milliards de dollars, dans la Communauté européenne.

Si le Mexique accepte désormais de discuter ouvertement d'une union commerciale avec les États-Unis, c'est d'abord le signe d'une mutation psychologique, décelable dans toute l'Amérique latine. Comme l'expliquait récemment le sociologue Alain Touraine lors d'un Forum de la Banque Interaméricaine de développement, l'Amérique latine a pris conscience que son modèle économique du dernier demi-siècle, à la fois dépendant de l'extérieur pour ses ressources et « national-populiste » dans son idéologie, était définitivement épuisé.

Durant la grande crise des années 80, le Mexique s'est beaucoup rapproché des États-Unis, où ses ventes sont passées de 12,5 milliards de dollars à 27,2, avec un contenu en produits manufacturés passé de 35 % à 74 %. Les États-Unis absorbent 70 % des exportations mexicaines (jusqu'à 85 % pour les automobiles) et fournissent 84,5 % des importations, lit-on dans « Mexico 1990 », un dossier Nord-Sud Export réalisé par D. Solano. Dans le même temps, la part de l'Amérique latine dans les échanges mexicains reculait de 8,7 % à 4-5 %.

Le Mexique regarde au Nord, sans fausse honte. Pourtant, le président Salinas a tenu à préciser que le pétrole, trésor national, n'était pas visé par l'accord de libre-échange.

S. Gh.

Le dollar, affaibli depuis l'été par le ralentissement de l'économie américaine et la crise du Golfe, s'échange actuellement à son plus bas niveau historique contre le mark. Il cédait, jeudi 29 novembre à Francfort, à 1,4878 DM contre 1,4772 DM la veille et à 5,0260 francs contre 4,9880 francs la veille, à Paris. Mercredi 28 novembre, le président de la Réserve fédérale, M. Alan Greenspan a déclaré que la faiblesse de la monnaie américaine constituait une « cause d'inquiétude ». Alors que la France s'inquiète ouvertement des conséquences de la chute du dollar, les dirigeants allemands n'ont pas pris position à ce sujet. Les entreprises d'outre-Rhin ne souffrent pas trop de la baisse du dollar.

L'Europe centrale devrait connaître l'hiver le plus dur depuis la guerre

La commission économique des Nations unies pour l'Europe (CEE-ONU) s'alarme des perspectives de dégradation de la situation économique en Europe de l'Est au cours des prochains mois.

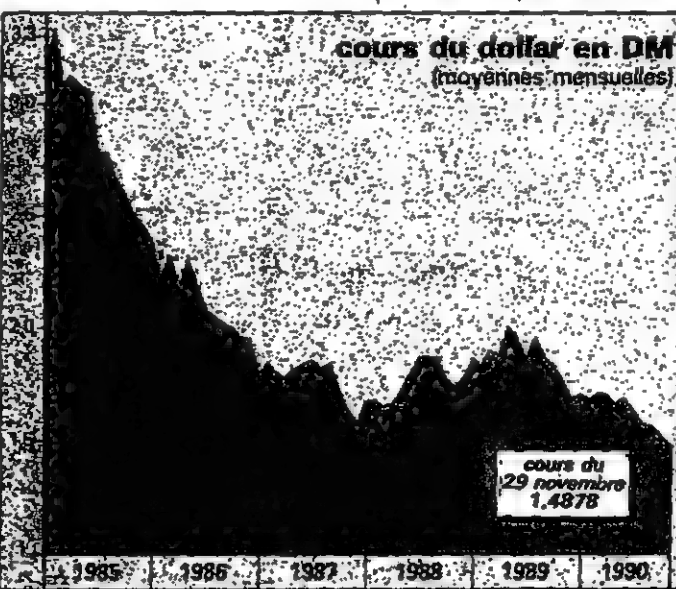
Selon le rapport de la commission publié mercredi 28 novembre, l'URSS et les États d'Europe orientale vont connaître « l'hiver le plus rude depuis la fin de la seconde guerre mondiale » et l'échec des processus de réformes engagés pourrait avoir des conséquences « incalculables ». Indépendamment des aléas climatiques, les experts de l'ONU estiment en effet que la chute de la production industrielle à l'Est atteindra au total 20 % en 1990 (18 % au cours des trois premiers trimestres) et s'accompagnera d'une nouvelle chute des niveaux de vie.

Si la chute de l'activité économique est générale, du moins la commission de l'ONU distingue-t-elle deux groupes de pays. Le premier, qui comprend la Hongrie, la Pologne, la Tchécoslovaquie et l'ancienne RDA, est surtout marqué par les politiques d'ajustement économique et de transition à l'économie de marché. Ainsi, c'est parce qu'elle a adopté une politique de stabilisation très stricte que la Pologne a subi une chute de 27 % de sa production industrielle au cours des neuf premiers mois de l'année. Le second groupe, en revanche, qui comprend la Yougoslavie, la Roumanie, l'URSS et la Bulgarie, est caractérisé par une désintégration des processus de décision plus que par la mise en œuvre de véritables réformes.

M. Greenspan prévoit une croissance négative aux États-Unis au quatrième trimestre

Le président de la Réserve fédérale, M. Alan Greenspan, a déclaré mercredi 28 novembre qu'il s'attendait à une « croissance négative » aux États-Unis au quatrième trimestre. Trois facteurs principaux expliquent, selon le président de la Fed, ce retournement de conjoncture, alors que l'économie connaît encore une croissance positive au cours de l'été : la hausse des prix du brut, l'incertitude liée à la crise du Golfe, et l'absence plus difficile des entreprises au crédit. Ces déclarations n'ont pas surpris les observateurs, qui ont déjà eu l'occasion de constater la détérioration de la conjoncture américaine. En revanche, les opérateurs sur les marchés financiers ont vivement réagi aux propos de M. Greenspan selon lesquels la chute du dollar constitue « une cause d'inquiétude ». Car si un dollar plus faible stimule les exportations américaines, ses conséquences inflationnistes inquiètent M. Greenspan, qui redoute également un recul de l'épargne étrangère aux États-Unis.

Depuis plusieurs semaines, le ministre français de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, réclame la tenue d'une réunion du groupe des sept pays industrialisés afin de remédier à la faiblesse du billet vert.



L'économie allemande à l'épreuve
Malgré la chute du dollar, la réduction de la demande mondiale et l'inquiétude des experts, les industriels restent optimistes

FRANCFORT
de notre correspondante

Avec un dollar en dessous de la barre des 1,50 DM - le niveau historique le plus bas jamais atteint - une certaine logique économique voudrait que les produits allemands deviennent moins compétitifs. Combinée avec le ralentissement de l'activité mondiale et les incertitudes résultant de la crise du Golfe, une chute du billet vert risque d'entraîner un recul accéléré des exportations allemandes, longtemps considérées comme le moteur de la croissance outre-Rhin. Contrairement aux dirigeants français, les autorités allemandes (le gouvernement et la Bundesbank) ne s'inquiètent pourtant pas outre mesure du bas niveau du dollar. C'est que l'économie allemande révèle, une nouvelle fois, une forte capacité à s'adapter à cette nouvelle donne.

Selon la Fédération des industries allemandes (BDI), la baisse du dollar ne provoque aucune inquiétude parmi les chefs d'entreprise. Toutes les enquêtes réalisées en Allemagne font état d'un climat de « confiance inébranlable » pour 1991. 85 % des patrons interrogés se déclarent ainsi prêts à investir autant l'année prochaine que cette année. Comment expliquer ce paradoxe ?

D'abord, précise la BDI, les industriels allemands sont beaucoup mieux armés aujourd'hui contre les risques de change qu'il y a dix ans. Plus des deux-tiers des exportations allemandes s'effectuent en direction des pays de l'Europe de l'Ouest. Or, dans cette zone, la parité entre les monnaies varie peu grâce à des flux de change relativement stables, qui représentent un « filet de sécurité » non négligeable pour les entreprises. Autre raison, pour un peu plus de 80 %, les exportations allemandes sont facturées directement en marks afin, justement, de s'immuniser contre les risques de change.

Même dans des secteurs très « exposés » comme l'automobile, où 10 % des ventes globales sont facturées en dollars, des stratégies d'implantation locale ou d'investissements directs existent depuis longtemps. La plupart des grands groupes comme Daimler-Benz disposent déjà d'unités de production dans la « zone dollar ». Pour une compagnie comme Porsche, dont un quart de la production annuelle est écoulée outre-Atlantique, un dollar en dessous de 1,50 DM signifie, en

effet, que pour lutter contre la concurrence japonaise sur ce marché, il faut considérablement rogner sur les marges.

Même chose pour les trois géants de la chimie allemande, les groupes Hoechst, BASF et Bayer, qui ont tous annoncé des résultats en baisse pour cette année (le Monde du 27 novembre). Alors que la branche connaît un retournement cyclique de l'activité après une longue phase d'expansion, la force du mark par rapport au dollar, ainsi que l'augmentation des prix énergétiques provoquée par la crise du Golfe, ont été évoqués comme des éléments déterminants pour expliquer le recul des profits par rapport à 1989.

Dans la métallurgie, qui connaît également un essoufflement tendanciel, la baisse des commandes en provenance de pays comme l'Union soviétique ou la Chine est responsable de la chute de exportations. Malgré les risques conjoncturels que représentent d'importants pays acheteurs, la construction mécanique et le secteur des biens d'équipement électroniques - qui exportent 40 à 50 % de leur production à l'étranger - continuent pour leur part de profiter du dynamisme toujours aussi vif de l'investissement, particulièrement dans la perspective du grand marché européen de 1993.

L'offensive japonaise et américaine

Le principal risque ici concerne la pénétration des Américains et des Japonais sur les marchés européens, traditionnelle chasse gardée des Allemands, si le dollar et le yen restent dévalués par rapport au mark. Pourtant, ainsi que le souligne un porte-parole de VDMA, l'association allemande des constructeurs de machines-outils, pour les clients de biens d'équipement, le prix d'achat est moins important que la performance technologique de la machine ou le savoir-faire du vendeur.

Deux conditions pour lesquelles les Allemands jouissent d'une solide réputation. Trop, d'ailleurs, puisque l'une des causes du fléchissement actuel du niveau des commandes en provenance de l'étranger dans ce secteur est l'allongement des délais de livraison sous l'effet d'une demande trop forte. La demande pour le secteur des équipements

L'Allemagne offre gratuitement à l'URSS les stocks de vivres de Berlin-Ouest

Le chancelier allemand Helmut Kohl a décidé, jeudi 29 novembre, de livrer gratuitement à l'Union soviétique les réserves de vivres accumulées à Berlin-Ouest pendant la guerre froide. Selon le ministère des finances à Bonn, ces stocks représentent une valeur totale de 575 millions de deutschemarks.

Mais les dizaines de milliers de colis d'aide alimentaire que les Allemands s'activent à préparer pour soulager les Soviétiques (le Monde du 27 novembre) risquent de se perdre dans les méandres du marché noir, de l'aveu même de l'agence Tass citant le promoteur de l'opération, M. Horst Teltschik, le plus proche conseiller du chancelier Helmut Kohl, qui a rencontré mercredi 28 novembre M. Mikhail Gorbatchev.

Un groupe représentant « dix ministères allemands et quinze ministères soviétiques » va coordonner l'acheminement des convois, que des Allemands pourront contrôler jusqu'au bout, a déclaré M. Teltschik lors d'une conférence de presse à Moscou, sans dissiper les doutes de l'auditoire.

Des doutes qui sont l'évidence pour tout Soviétique et qui sont mis en avant aux États-Unis pour justifier leur opposition à l'envoi massif d'aide alimentaire à l'URSS. Car même si la production, y compris agricole, a certainement baissé en URSS avec la paralysie des rouages d'État, le problème de fond reste celui de la distribution, qui échappe au contrôle centralisé, sans parler des transports et des engorgements, aux frontières comme dans tout le pays.

Pourtant, l'urgence est là : le lait et les produits laitiers, qui étaient encore ce que les Soviétiques pouvaient régulièrement trouver à des prix d'État, avec le pain, sont en voie de disparition dans la capitale. Le président du Comité exécutif de la ville, M. Iouri Loujkov, a annoncé mercredi que les livraisons de lait frais ont baissé de 40 %, alors que les réserves de lait en poudre, importé, sont aussi quasiment épuisées, comme l'avait dit trois jours avant un autre responsable.

M. Cheradnadze vice-président ?

Il est peu étonnant dans ces conditions que M. Gorbatchev ait renoncé à imposer le spectacle de son voyage à Oslo pour recevoir le prix Nobel de la Paix à des Soviétiques qui sont 63 % à trouver cet événement « mineur », selon un sondage cité par l'officielle agence Novosti.

Son gouvernement doit présenter sous peu un état des réserves alimentaires au Parlement soviétique, alors que lui-même doit s'entendre avec son entourage, mais aussi avec Boris Eltsine, sur la réorganisation de l'exécutif. L'agence Novosti, citant des « sources officielles », estimait mercredi que M. Evgueni Primakov, nommé en mars au conseil présidentiel appelé à disparaître, serait proposé comme ministre des affaires étrangères de l'URSS. À la place de M. Edouard Cheradnadze, « pressenti pour le nouveau poste de vice-président ou premier ministre de l'URSS ».

S. Sh.

qu'un an auparavant. Pour l'ensemble de 1990, la balance des paiements devrait présenter un solde excédentaire de 61 milliards de DM contre 79,3 milliards en 1989.

Ces statistiques montrent que, sous l'effet de la réunification, les excédents commerciaux de l'Allemagne sont en train de se réduire. Pour l'instant, « l'effet RDA » n'a pas permis aux chefs d'entreprise ouest-allemands de prendre toute la mesure du ralentissement de la conjoncture au niveau mondial. Car le regain d'activité résultant de la demande intérieure a largement permis de compenser le recul des exportations.

L'exemple de l'automobile est très révélateur, à cet égard : alors que la production stagne dans la plupart des pays industrialisés, les constructeurs allemands augmentent leurs équipes afin d'être en état de répondre à la demande. D'autres secteurs, comme le commerce, qui enregistrent les meilleurs résultats depuis la deuxième guerre mondiale ou le bâtiment, sont en plein boom. Même si les entreprises ouest-allemandes se sont fait tirer l'oreille jusqu'à présent pour investir dans l'ancienne RDA, l'opportunité résultant de l'intégration des cinq nouveaux Länder en termes de débouchés est réelle. On comprend donc mieux l'optimisme des chefs d'entreprises ouest-allemands.

Les experts, pour leur part, craignent un réveil brutal. D'où l'avertissement lancé au gouvernement par les « cinq sages », qui s'inquiètent de l'aggravation des déficits publics pour financer la réunification et demandent un « redéploiement des dépenses, ainsi que la suppression de quelques avantages nuisibles pour l'économie ».

C. HOLZBAUER-MADISON

Fin de la grève des cheminots dans l'ex-RDA. Le syndicat des cheminots et la direction des chemins de fer de l'ex-RDA sont tombés d'accord, mercredi 28 novembre, à Berlin sur une nouvelle convention collective. Les cheminots ont aussitôt annoncé la fin de leur mouvement de grève. Les deux parties sont convenues de commencer en janvier des négociations portant sur la réduction du personnel et la mise au point d'un plan social de licenciements. La base devait se prononcer jeudi. (AFP.)

Rentable* !

THOMAX 3605
Téléphone 3605 PTT

8950 F.T.C.

IBM PS/1
Micro-ordinateur. En 5 minutes, vous êtes dans le coup !

Bureautique
DURIEZ
Informatique

* Rentables les prix. Rentable le choix. Rentable le service. Rentable le conseil. Rentable DURIEZ.

147 42.01.39 146 33 20.43 143 29.05.60 143 29.05.60

السلامة

IL N'Y A PAS 36 FAÇONS DE FAIRE DE BONNES PHOTOCOPIES COULEUR. ILY EN A 17.

Canon
Copie service couleur.

75007 Paris - 40, boulevard Raspail - Tél. : (1) 45.44.26.50.

Canon
Copie service couleur.

75008 Paris - 1, rue du Boccador - Tél. : (1) 47.23.81.60.
(1) 47.23.54.03.
75008 Paris - 12/14, Rond-Point des Champs-Élysées
Tél. : (1) 45.63.02.17.

Canon
Copie service couleur.

75010 Paris - 63, boulevard de Magenta
Tél. : (1) 42.05.15.55.

Canon
Copie service couleur.

94200 Ivry-sur-Seine - 27, rue H. Marqués
Tél. : (1) 46.71.50.50.

Canon
Copie service couleur.

06000 Nice - 7/9, rue de Dijon - Tél. : 93.82.55.82.

Canon
Copie service couleur.

13006 Marseille - 8, rue de Montgrand - Tél. : 91.54.42.48.

Canon
Copie service couleur.

21300 Chénôve (Dijon) - 36, route de Dijon
Tél. : 80.52.18.18.

Canon
Copie service couleur.

31000 Toulouse - 24, allée de Barcelonnette - Tél. : 61.22.44.10.

Canon
Copie service couleur.

33000 Bordeaux - 42-44, cours d'Albret - Tél. : 56.01.07.96.

Canon
Copie service couleur.

37000 Tours - 20/28, rue d'Entraigues - Tél. : 47.60.20.00.

Canon
Copie service couleur.

44100 Nantes Cedex - Parc de l'Eraudière
165, route de St-Joseph - Tél. : 40.93.92.92.

Canon
Copie service couleur.

45000 Orléans - Galerie de la Cathédrale
17, rue de Paris - Tél. : 38.53.96.01.

Canon
Copie service couleur.

59800 Lille - 24, boulevard Carnot - Tél. : 20.78.16.70.

Canon
Copie service couleur.

67380 Lingolsheim (Strasbourg)
Parc d'Activités des Tanneries - 10, allée des Foulons
B.P. 53 - Tél. : 88.77.14.00.

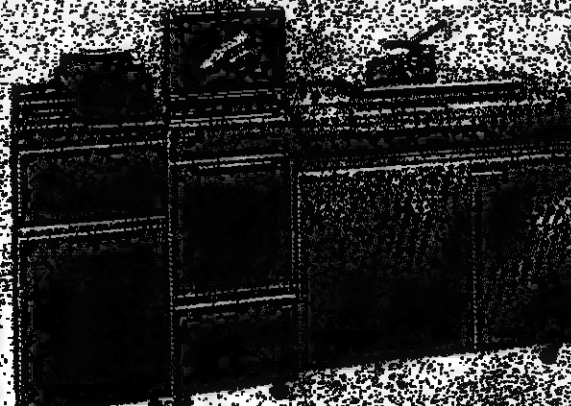
Besoin d'une photocopie couleur, encore plus ? Entrez dans l'un des 17 Copie service couleur Canon. Equipés des copieurs laser couleur CLC 500, ils vous offrent une polyvalente qualité de reproduction, avec 400 DPI, 16 millions de couleurs, zoom de 50 à 400% et 300 copies à l'heure. Des spécialistes sont à votre disposition pour vous conseiller et réaliser tous vos travaux dans un rendu comparable à celui de l'impression traditionnelle. Rapidez-vous, contactez le Copie service couleur Canon, votre force, votre Business Force.

Canon
Copie service couleur.

69003 Lyon - La Part-Dieu - 11, boulevard Vivier Merle
Tél. : 78.53.18.64.

Canon
Copie service couleur.

87000 Limoges - 6, boulevard de Fleurus - Tél. : 55.33.12.83.



Canon
VOTRE BUSINESS FORCE

Ai aurait dit
ans le contr

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

La visite à Paris du ministre taïwanais de l'économie

L'autre Chine veut renforcer ses liens avec l'Europe

Le ministre des affaires économiques de Taïwan, M. Vincent Siew, vient de terminer une visite en France, dans le cadre d'une tournée européenne. L'île, qui a connu depuis vingt ans un développement économique spectaculaire, veut diversifier ses échanges en direction de l'Europe occidentale où elle a commencé à investir. Lors de son séjour à Paris, M. Siew a rencontré de nombreux industriels, mais il s'est refusé à confirmer d'éventuels contacts ministériels.

Déjà grande puissance commerciale, Taïwan en est seulement au début de sa politique d'investissement à l'étranger. C'est pourquoi le ministre, dont le rôle dépasse l'économique en l'absence de relations diplomatiques avec la plupart des pays du monde, est venu « explorer toutes les possibilités d'investissement, de coopération technique et de commerce, dans les deux sens », avec la France.

Préoccupation stratégique

Pourquoi la France? « Pour nous, explique M. Siew, la France est mieux placée que d'autres pays dans le domaine des sociétés mixtes et de la coopération technologique. Elle est aussi particulièrement active en ce moment, en Extrême-Orient. » Plusieurs secteurs intéressent Taïwan dans le cadre de son plan de six ans 1991-1996, qui prévoit un budget ambitieux de 300 milliards de dollars américains (1 500 milliards de francs) pour les infrastructures et l'amélioration de la qualité de la vie : transports, protection de l'environnement, énergie, aéronautique, hautes

technologies. Dans cette perspective, M. Siew aura notamment rencontré au cours de ses trois jours en France, des représentants d'EDF, Framatome, la COGEMA, Elf, Total...

L'énergie est une préoccupation stratégique pour ce nouveau pays industrialisé (NPI) qui importait jusqu'au mois de juillet 20 % de son pétrole du Koweït. La hausse de prix du pétrole consécutive à la crise du Golfe va provoquer à Taïwan une inflation supplémentaire de 0,4 % ce qui la portera à 4 %, et une baisse équivalente de son taux de croissance, déjà écorné par le tassement de la conjoncture américaine (au lieu des 7 % prévus, il devrait se situer cette année à 5,2 %).

Taïwan a entamé après le premier choc pétrolier sa diversification énergétique, avec la construction de six réacteurs (fournis par les Américains) qui assurent 18 % de ses besoins. C'est pourquoi M. Siew s'intéresse à la fois aux technologies françaises et à « l'expérience d'un pays qui tire 75 % de son électricité du nucléaire ».

« Nous sommes très désireux de comprendre comment votre opinion publique a pu l'accepter », admet le ministre, confronté chez lui à des mouvements écologistes très actifs.

Taïwan, qui envisage de se doter d'un train à grande vitesse, a confié à la Sofreah l'étude de faisabilité. M. Siew s'est notamment montré très évasif, se contentant de dire qu'il ne voyait « aucune raison pour que la France ne puisse pas faire partie de la compétition ».

Un contrat global de 1 500 millions de francs

L'achat d'un satellite à l'Aérospatiale est remis en cause par les PTT turcs

ISTANBUL

de notre correspondante

A quelques jours de la cérémonie officielle, les PTT turcs viennent de suspendre la signature du contrat Turstat (fourniture et lancement du premier satellite de télécommunications turc) attribué officiellement à la société française Aérospatiale en août.

Objet d'une lutte au couteau entre la société française et son rival British Aerospace, ce contrat d'un montant global de 300 millions de dollars (1 500 millions de francs) a déclenché à Ankara une petite guerre des ambassades, les diplomates français se plaignant des interventions en coulisse de leurs collègues d'outre-Manche.

La cérémonie de signature qui avait été retardée, une première fois, en septembre, devait avoir lieu le mardi 26 novembre, à Ankara, en présence de M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat. Les PTT turcs viennent de signifier un nouveau délai à l'Aérospatiale. L'ambassade de France, irritée par cette procédure, pour le moins cavalière, n'avait toujours pas reçu de notification officielle, le 28 novembre, et devait se contenter des informations contradictoires de la presse turque.

Le quotidien Cumhuriyet, citant le directeur général des PTT, M. Emin Baser, expliquait que la Turquie avait décidé de déplacer le satellite de façon à couvrir une zone plus large incluant certaines républiques soviétiques turcophones. Un nouveau contrat devra donc être négocié. Le président Ozal a également fait une déclara-

tion allant dans ce sens, sans mentionner l'offre française. Le quotidien Cumhuriyet attribuait les problèmes rencontrés par l'Aérospatiale à l'attitude solennelle et hostile de la France, qui soutiendrait les Kurdes et les Arméniens contre la Turquie.

Ces déclarations inquiètent les diplomates, jusqu'ici convaincus que les relations entre la Turquie et la France n'ont jamais été meilleures. La France a obtenu plusieurs contrats importants cette année. De plus, elle a signé il y a environ une semaine un protocole accordant 150 millions de francs à la Turquie pour compenser les effets de l'embargo contre l'Irak. Pour l'instant, les deux camps affichent un optimisme prudent. British Aerospace explique qu'elle « suit la situation avec intérêt ». Les Français espèrent, de leur côté, recevoir rapidement des explications officielles.

NICOLE POPE

■ Fiat va construire deux usines dans le Mezzogiorno. — Décision inattendue du groupe Fiat : le constructeur automobile italien a décidé d'investir 5 000 milliards de lire (20 milliards de francs) dans la construction de deux usines dans le Mezzogiorno. Fiat n'a pas précisé le montant des aides qu'il allait recevoir des autorités locales et romaines, indiquant seulement qu'elles ne dépasseraient pas les niveaux autorisés par la Commission européenne. Le groupe italien accroît ainsi sa capacité de production d'environ 15 % en choisissant l'Italie contre les autres sites envisagés en Espagne, en Turquie et en Grande-Bretagne.

commerce avec l'Europe — chiffre atteint dès l'année dernière — et de parvenir en l'an 2000 à un pourcentage équivalent à celui des États-Unis. M. Siew se félicite, à ce propos, des facilités de visas et de voyages accordées désormais à ses compatriotes.

Confiant dans l'attrait de son économie — les échanges franco-taïwanais ont représenté au cours des neuf premiers mois de cette année 60 % du commerce entre la France et la Chine — M. Siew semble peu s'inquiéter des pressions de Pékin sur ses partenaires commerciaux. Malgré l'exemple récent de l'annulation par l'Élysée d'un contrat portant sur la vente de douze frégates, Taïwan veut toujours considérer la France comme un pays « fiable ». « La France est un grand pays indépendant, elle doit prendre ses décisions en fonction de son intérêt national et sait comment répondre à ce type de pression. »

Après tant de compliments, quel membre du gouvernement français rendra, même discrètement, sa visite à M. Siew?

PATRICE DE BEER
et SOPHIE GHERARDI

CEE

En raison d'une surexploitation

Bruxelles va proposer une réduction de 40 % de l'activité des flottes de pêche

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

La mer communautaire est gravement surexploitée. Au point que certaines espèces sont menacées. Pour remédier à ce déséquilibre, la Commission européenne proposera bientôt aux Douze d'imposer, à partir de 1992, une réduction progressive mais très substantielle — 40 % en moyenne — de l'activité des flottes de pêche de la Communauté. C'est ce qu'indique M. Manuel Marin, le vice-président de la Commission chargée de la politique de la pêche dans une communication qui vient d'être transmise aux États membres.

La politique de conservation des ressources appliquée dans la Communauté est fondée sur la fixation annuelle, pour chaque espèce et pour chaque zone de pêche, de TAC (Total de captures autorisées) répartis entre les États membres sous forme de quotas. Le système pourrait parfaitement fonctionner si les quotas étaient respectés. Mais tel n'est pas le cas. « Les contrôles, qui relèvent de la compétence des États membres, ne sont pas effectués comme il le faudrait. Il y a des excès, surtout en mer du Nord et nous le payons aujourd'hui. Les États membres devront accepter de travailler

ÉNERGIE

Poursuivant son intégration

L'Aramco saoudienne prend pied dans le raffinage sud-coréen

Poursuivant sa stratégie d'intégration vers l'aval, du puits à la pompe, la Saudi Arabian Oil Company (Saudi Aramco), chargée de la production de pétrole en Arabie saoudite, vient de prendre pied dans le raffinage en Asie. La compagnie s'est associée au troisième raffineur sud-coréen, Ssangyong Oil, pour créer une société commune de raffinage détenue à 50/50 par les deux partenaires.

Cette prise de participation donnera à l'Aramco un débouché garanti de 175 000 barils/jour de pétrole brut. C'est la première fois que la compagnie saoudienne s'assure d'un débouché totalement indépendant de ses anciens actionnaires — et toujours principaux clients — les quatre « majors » américains : Exxon, Chevron, Texaco et Mobil.

C'est en 1988 que l'Aramco, désormais totalement « saoudisée », a entrepris de s'intégrer vers l'aval, mais elle avait fait le premier pas avec l'un de ses partenaires américains traditionnels, en s'associant avec Texaco dans le raffinage distribution de pétrole aux États-Unis, s'assurant ainsi un débouché pour 600 000 barils/jour.

V. M.

INDUSTRIE

Le patron de PSA isolé parmi les constructeurs européens

M. Calvet paie son inflexibilité face aux Japonais

Le centre de gravité de la position des Européens face aux importations de voitures japonaises va-t-il se déplacer vers plus de souplesse et moins de protectionnisme? La question est posée depuis l'isolement parmi les constructeurs de M. Jacques Calvet, le patron de Peugeot SA (Peugeot et Citroën), connu pour son intransigeance face aux groupes nippons.

La réunion, mardi 27 novembre, de l'organisme des constructeurs chargé de faire valoir leur point de vue à Bruxelles, la CCMC (Comité des constructeurs d'automobiles du Marché commun), s'est terminée par la rupture. Créé en 1972, le CCMC regroupe douze industriels (PSA, Renault, Daimler, BMW, VW, MAN, Porsche, Rover, Roll Royce, Fiat, Volvo Holland et Daewoo). Les décisions doivent être prises à l'unanimité des membres. Or ces temps derniers, M. Calvet avait irrité ses collègues en utilisant son droit de veto pour bloquer nombre de prises de position communes concernant les normes anti-pollution, les normes techniques et bien entendu les importations de voitures japonaises.

Cette inflexibilité de M. Calvet rendait, selon un de ses membres, l'organisation « impuissante et muette ». Devant un veto, la Commission de Bruxelles insistait seule les dossiers et son penchant naturel au libéralisme ne faisait pas l'affaire des constructeurs. Mardi dernier, il

fut donc proposé d'abandonner la règle de l'unanimité au profit d'une majorité qualifiée. M. Calvet a refusé cette manœuvre en opposant son veto, et tous les onze autres membres ont démissionné sur le champ. Ils ont chargé M. von Kuenheim, la PDG de BMW, de mener les négociations pour fonder un autre club qui accueillerait d'ailleurs d'autres constructeurs comme Saab. Volvo (représenté jusqu'à maintenant par sa filiale néerlandaise) et surtout General Motors Europe et Ford Europe, qui, complètement intégrés en Europe, seraient considérés comme européens.

M. Calvet peut-il rester isolé dans sa superbe? À l'inverse, les autres constructeurs peuvent-ils ignorer le numéro trois européen et ses 160 000 salariés? Les choses ont encore le temps de changer. En tous cas sur le fond, le débat oppose M. Calvet, qui souhaite que la part de marché des Japonais en Europe (10 % actuellement) ne bouge pas pendant dix ans après 1993, la groupe Daimler, qui souhaite une ouverture libérale, et les autres, entre ces deux extrêmes, qui veulent aménager la progression des Japonais et la contrôler. Pour ces derniers dont fait partie Renault, l'isolement de M. Calvet doit les coups de gueule ont tout de même été à l'origine de la prise de conscience en France du danger japonais, sera-t-il un avantage? Peuvent-ils en être si sûrs?

E. L. B.

Renforcement des fonds propres et restructuration de la dette

Un plan de redressement doit permettre de sauver Lectra systèmes

Le conseil de surveillance de la société girondine Lectra systèmes, leader mondial pour les matériels informatiques et logiciels à destination de l'habilement, devait se réunir, jeudi 29 novembre, pour entériner un plan de redressement industriel et financier élaboré la veille, prévoyant un renforcement des fonds propres (avec la participation de la Compagnie financière Scribe) et une restructuration de l'endettement.

Crise de croissance ou folie des grandeurs, Lectra systèmes connaît de graves difficultés depuis 1987, au point d'avoir frôlé le dépôt de bilan ces derniers semaines. Créée en 1973 par deux frères jumeaux,

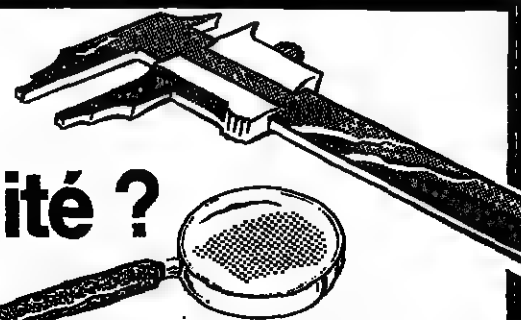
MM. Jean et Bernard Etcheparre, la société bordelaise s'est hissée jusqu'aux toutes premières places dans le domaine de la CFAO (Conception et fabrication assistées par ordinateur) destinée aux industries textiles, avec environ un tiers du marché mondial.

Le parcours exemplaire de Lectra, célébré en octobre 1982 par le président de la République, M. François Mitterrand, est confirmé le 16 juin 1987 par son introduction au second marché, à la Bourse de Bordeaux. Mais, depuis, le titre a constamment déçu les milieux financiers. Lectra conserve une structure de PME et a plus mis l'accent sur la progression de son chiffre d'affaires que sur sa rentabilité. L'entreprise souffre tout à la fois de choix audacieux mais coûteux, d'une gestion mal contrôlée et, plus récemment, de la baisse du dollar qui favorise son principal concurrent, l'américain Gerber.

Résultat : le groupe prévoit pour 1990 un chiffre d'affaires de 820 millions de francs (à peine 2,3 % de plus qu'en 1989) et 70 millions de pertes, avec un endettement égal au double des fonds propres, selon un agent de change bordelais. Depuis septembre, Lectra cherchait donc un nouveau partenaire. Après le retrait de la société Legris, puis de Marceau Investissements, le fonds de M. Georges Pébereau, la Compagnie financière du Scribe, déjà actionnaire de Lectra à 10,65 %, était la mieux placée ces derniers jours dans les négociations avec les banquiers. Le plan soumis au conseil de surveillance pourrait porter sur 130 millions de francs, apporté par Scribe (80 millions) et les autres actionnaires.

FRÉDÉRIC BÉGIN

Qui aurait dit que la BFCE s'investirait dans le contrôle international de la qualité ?



Canon
VOTRE BUSINESS FORCE

DOSSIER

Après les incendies catastrophiques de l'été dans le midi de la France

Opération survie pour les Maures

Avec Novembre, arrive le temps des bilans pour les incendies de forêts de la saison d'été. La Journée de l'arbre, le 25 novembre dernier, a permis de rappeler le caractère catastrophique des incendies de cet été 1990, au cours duquel 70 000 hectares de forêts françaises ont été ravagés. Huit sapeurs-pompiers ont péri. Ce fut l'une des saisons les plus dramatiques depuis trente ans et la sécheresse n'en est pas l'unique responsable. L'imprévoyance des hommes, l'insuffisance des moyens de prévention et de lutte ont aussi contribué à ce noir bilan.

Pour le seul massif des Maures, 28 000 hectares au total ont été dévorés par le feu en août dernier : en deux étés, les Maures (70 000 hectares) ont perdu près de 40 % de leur couvert forestier. Le célèbre massif a été la principale victime des incendies de forêt dans le midi de la France.

En ce moment, des milliers de volontaires proposent leurs bras pour réparer ce désastre écologique. Mais les pouvoirs publics n'ont établi pour l'instant aucun programme de restauration des Maures. Abandonnera-t-on les collines provençales au maquis... encore plus inflammable que la forêt d'hier ?

COLLOMBIÈRES (VAR)

de notre envoyé spécial

Quel retour de l'histoire ? Mobilisés par l'association Franco-Plus, un millier de jeunes beaux ont passé le week-end des 10 et 11 novembre à planter quarante mille arbres sur la commune de Bormes-les-Mimosas (Var), dans l'un de ces coins du massif des Maures où, jadis, les Sarrasins poussaient leurs incursions. Le but n'était pas cette fois de réparer les dégâts des pirates barbares, mais de redonner vie à un valon dévasté par le feu.

Déjà, lors des congés de la Toussaint, sur la commune voisine de Pierrefeu, trois cents scouts avaient nettoyé de leurs bois calcinés 10 hectares de colline. Huit cents enfants de Roquebrune-sur-Argens (Var) ont participé aussi le 27 novembre à une opération de nettoyage et la Fondation Ricard va également contribuer à restaurer l'arboretum de Gratteloup qui a subi les morsures de l'incendie. Le mois prochain, la station alpine de Piropoff offrira des milliers de jeunes plants pour que Collobrières puisse reverdir les abords d'un étang.

2,5 millions d'arbres charbonneux

Le martyre des Maures a touché la fibre écologique des Français, mais les experts font leurs comptes. Additionnés, ces chantiers « médiatiques » ne parviendront à passer que 0,2 % des surfaces sinistrées. Autant dire rien à l'échelle du massif.

Sauvages, désertées, peuplées de tortues et de sangliers, couvertes d'une toison de 70 000 hectares, haute de quelques centaines de mètres, les collines des Maures forment un écorce de rêve aux stations les plus courues de la côte provençale : Fréjus, Saint-Aygulf, Sainte-

Maxime, Saint-Tropez, Cavalaire, Le Lavandou. De la terrasse du Sénéquier, au-delà des mûres, on ne voit qu'elles. En deux jours, cet été, une véritable tempête de feu a scalpé 40 % de leur chevelure végétale. Les Maures sont aujourd'hui des monts chauves sur lesquels gesticulent, à perte de vue, deux millions et demi d'arbres charbonneux, dressés comme autant de gibets.

C'est la deuxième fois en trente ans que frappe le mauvais sort. Le maquis, un minuscule insecte à

trés, les communes et l'Etat qui détiennent le reste devront investir à fonds perdus, car cette couverture végétale nécessaire au tourisme varois et indispensable à l'équilibre écologique de la Provence ne apporte rien à ceux qui en ont la charge.

Quand M. Roger Dreux, qui doit gérer les 12 700 hectares de forêt domaniale fait ses comptes, il ne trouve que des déficits. Il a beau additionner les sommes apportées par l'exploitation du liège, les ventes

nière, même les pare-feu de 200 mètres de large, les vignes, les parcs de golf et les étangs ont été « sautés » par les flammes. Inutiles aussi les pistes, les chemins disséminés dans les collines, le gât aérien, les milliers d'hommes, les bombardiers d'eau. L'incendie ne s'est arrêté qu'à la mer et encore, là où il n'y avait plus aucune embarcation à dévorer !

Le préalable à tout investissement dans les Maures, chacun le répète à l'envi, n'est d'empêcher le retour d'un tel cataclysme. Comment ? Il y a une litane de mesures de prévention à mettre en place : multiplier les pare-feu, les élargir encore, les dérocher et les dessoucher pour en assurer l'entretien mécanique ; débroussailler les bas-côtés des routes et les abords de toutes les constructions en utilisant tous les moyens y compris les vaches tondeuses, comme cela se fait déjà à La Garde-Freinet ; établir pour les communes forestières l'équivalent des plans d'exposition aux risques (PER) imposant des normes d'architecture et d'urbanisme anti-feu ; financer ces mesures par une taxe sur les terrains à bâtir ; encourager tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, vivent par et dans la forêt : viticulteurs, éleveurs, chasseurs, « leveurs » de liège, bûcherons, exploitants de châtaigniers, apiculteurs, etc.

Des champignons comme dans les Vosges

Sur ce programme minimum, mais déjà fort ambitieux, car nous sommes en Provence, tout le monde est d'accord : les services publics, les représentants des communes, comme le docteur André Werpin, maire de La Garde-Freinet et président de l'association des communes forestières, ceux des viticulteurs, comme M. Louis Valentin, président de l'union régionale des propriétaires forestiers. Si ce programme était clairement affiché, approuvé et mis en route, les hommes de la forêt reprendraient espoir. Et ils ne manqueraient pas d'outils pour ressusciter les Maures.

Protégé par son écorce incombustible, le chêne-lège a la propriété de faire des rejets quelques semaines à peine après le passage du feu. Il suffit alors de le recaper, c'est-à-dire de couper ses parties mortes, pour obtenir un nouveau sujet. Cette opération doit être conduite dans les trois ans, sinon le maquis envahit tout. Puis on sélectionne le meilleur



la pique mortelle, avait déjà eu raison des futaies de pins maritimes qui, hier, couronnaient ces sommets. Restaient quelques vénérables châtaigniers, hors d'âge, et des chênes-lèges, tourmentés et rugueux, émergents du maquis. Sur d'immenses étendues, il n'y a plus rien. Pour redessiner le paysage des 28 000 hectares partis en fumée, il faudrait dépenser, estime-t-on, entre 200 et 300 millions de francs en quelques années (soit 1,5 kilomètre de la future autoroute A 8 bis), puis assurer un entretien sérieux durant deux à trois décennies.

Or, si les assurances ont indemnisé les propriétaires des villas et des voitures brûlées, si le département a remboursé les communes des frais engagés durant la lutte contre le feu, aucun fonds n'est prévu pour reconstituer la forêt. Le 1 500 propriétaires particuliers qui possèdent 78 % des espaces sinis-

de bois de chauffage, la location de la chasse et même l'arrachage des racines de bryère pour fabriquer des pipes, il ne trouve, bon an mal an, que 400 000 francs de recettes. Sur l'autre colonne figurent 3,2 millions de dépenses en travaux et salaires de personnel. A s'en tenir aux calculs économiques classiques, la forêt provençale n'est plus rentable depuis la disparition du pin maritime. « Mais quelle est la rentabilité de l'action sociale ou de l'éducation nationale ? », s'indigne M. Guy Albisser, le bouillant maire de Collobrières, troisième commune forestière de France pour son étendue.

En outre, qui oserait aujourd'hui risquer un franc dans une spéculation qui ressemble à la roulette russe ? Depuis 1913, l'ensemble des forêts varoises ont brûlé une fois et demie. Un arbre centenaire y est devenu une curiosité. En août der-

Les bénévoles de la garrigue

LANGLADÈ (GARD)

de notre envoyé spécial

Les 1 600 habitants de Langlade, dans la banlieue de Nîmes, vivaient heureux à l'ombre de leurs pins parasols, jusqu'à cette nuit d'août 1983 où le feu prit au cœur du village et se mit à courir la garrigue. Un désastre. Et un électro-choc pour la population, qui voulait en finir avec la « fatalité » de l'incendie.

La mobilisation s'organise autour d'un nouveau retraité adjoint au maire, M. Marcel Parnot, qui crée une association pour prévenir les feux de forêt. L'Union languadoise de protection incendie (ULPI) réussit à rallier à son panache blanc le tiers des foyers du village. Une famille languadoise sur trois accepte de verser une cotisation, mais surtout de s'engager à participer aux activités de l'association, qui ne sont pas de tout repos. Les membres de l'ULPI doivent se porter volontaires pour des chantiers de débroussaillage, durant l'hiver, et pour des rondes quotidiennes de surveillance l'été.

Pendant l'hiver 1983-1984, les chantiers de débroussaillage rassemblèrent jusqu'à une centaine de personnes qui manœuvraient la pioche et la serpe avec entrain, mais au terme de la campagne l'ULPI n'a traité que 4 hectares. Les chantiers bénévoles ne semblent pas capables, à eux seuls, de préserver les 839 hectares de Langlade, dont 30 hectares de

pinède et 500 hectares de garrigue à chêne vert.

Que faire ? M. Parnot prend contact avec l'Office national des forêts (ONF), qui gère les pinèdes de Langlade, et dont le directeur départemental, M. Jacques Grell, habite justement la commune. Il rend aussi visite au directeur départemental de l'agriculture (DDA) et au conseil général.

Lorsque les professionnels constatent les efforts fournis par les bénévoles, ils ne peuvent refuser leur aide pour éviter le retour du feu. Le département prend alors en charge le débroussaillage de cinq nouveaux hectares. La DDA et l'ONF font venir à deux reprises une mule mécanique — un engin à chenilles capable de travailler sur de fortes pentes.

Se donner les moyens

Il ne suffit pas de débroussailler les bords de chemin et la coupe-feu. Il faut les entretenir pour que la brousaille ne repousse pas. Les produits désherbants, défoliants ou nuisants (qui bloquent la croissance des plantes) permettent de maintenir les surfaces nettoyées. A l'automne 1987, Protection des plantes et environnement vient arroser les surfaces débroussaillées de produits chimiques qui font disparaître l'herbe et les plantes les plus combustibles.

Six ans après le lancement du programme, Langlade n'a pas connu

d'incendie de forêt. Les quelques départs de feu ont été stoppés tout de suite, tandis que la commune voisine de Marguerites a perdu 2 500 hectares de garrigue l'an dernier. « Langlade ne veut pas brûler, et s'en donne les moyens », affirme aujourd'hui le nouveau maire, M. Michel Delay. Dès son élection, en 1989, il a pris un arrêté municipal obligeant ses administrés à débroussailler leur propriété.

Le maire est fier d'avoir réussi à conserver des pare-feu paysagers. Ceux-ci se présentent aujourd'hui comme de vastes coulées vertes, avec un sol couvert de brousaille maigre et quelques bouquets de chênes verts. « On ne voulait plus de ces horribles saignées à travers la garrigue », explique-t-il. Mais ces pare-feu sont bien gardés. Chaque été, ils sont sillonnés par des vigiles bénévoles à moto et par les voitures tout-terrain de la protection civile, où prennent place en même temps des pompiers, des agents de l'ONF et de la DDA.

Bien sûr, nul n'ignore à Langlade que le feu peut un jour anéantir tout ou partie de ces efforts. « Au moins aurons-nous fait tout ce que nous pouvons pour que cela n'arrive pas », dit le maire avec philosophie. Les Langladiens, pour leur part, attendent le feu de pied ferme. Car ils ne veulent plus voir griller leurs « olivettes » (champs d'oliviers) abandonnées, depuis des décennies à cette garrigue trop inflammable.

ROGER CANIS

La relève des Canadairs

M. Philippe Marchand, ministre délégué aux collectivités territoriales et à la sécurité civile, a annoncé récemment devant la commission des lois de l'Assemblée nationale, qu'il « envisageait de passer commande de douze Canadairs ». Ce projet, qui reste à confirmer lors d'un prochain comité interministériel, met fin à plusieurs années d'atarmement de la part du gouvernement.

Les nouveaux appareils, dont le modèle est en cours de certification au Canada, sont destinés à renouveler la flotte des 11 Canadairs de la base de Marnage en fin de carrière. De type CL 215 T, il s'agit de bi-turbopropulseurs amphibies d'un emport de 6 130 litres d'eau, plus puissants, plus rapides et plus économiques que ceux de la première génération à moteurs à piston. Coût, approximatif : 85 millions de francs l'un, soit un milliard de francs au total.

Compte tenu des délais nécessaires à leur construction par la firme Bombardier, les trois premiers ne devraient être livrés qu'à la fin de 1993 et les derniers en 1998. Pour assurer la transition, la Sécurité civile a l'intention de louer, dès l'année prochaine, deux avions gros porteurs Hercules C-130 (12 000 litres de capacité) au lieu d'un seul cette année.

G. P.

Huit morts et 70 000 hectares ravagés

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Pour la deuxième année consécutive, le bilan des incendies de forêts a été particulièrement lourd en 1990. Avec huit morts parmi les sapeurs-pompiers et 70 000 hectares détruits (au lieu de douze morts et 75 000 hectares en 1989), il s'inscrit parmi les plus catastrophiques enregistrés au cours des trente dernières années et représente près du double de la moyenne annuelle des surfaces brûlées depuis 1980.

Dans les quinze départements du Sud-Est, 56 515 hectares ont été parcourus par les flammes, soit 80 % du total des destructions de cette année, dont 39 214 hectares (56 %) dans la seule région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Avec 26 257 hectares, le Var est le département qui a payé le plus lourd tribut au feu.

La « guerre longue »

Ce bilan, auquel s'ajoute la destruction de dizaines de maisons et de locaux divers — ainsi qu'une quarantaine de bateaux dans le site prestigieux des calanques de Cassis, ravagé le 21 août — est dû, essentiellement, comme l'an dernier, à des conditions climatiques et météorologiques exceptionnellement défavorables. « Toutes les formules de propagation des feux, fait remarquer le colonel Gérard Gilardo, directeur du Centre interrégional de coordination opérationnelle de la Sécurité civile (CIRCOSC) de Valabrè (Bouches-du-Rhône), sont, depuis deux ans, à réviser complètement, car la dessiccation des végétaux n'a cessé de s'accroître. Pour la première fois cette année, sur des hectares entiers, des bruyères, chènes verts ou chènes-lèges, sont morts de sécheresse, d'où

une combustibilité extrême de la forêt ».

En fait, plus encore qu'en 1989, la dernière campagne a été caractérisée par la présence de très grands feux localisés et extrêmement destructeurs. Au plan national, neuf de ces très grands feux (plus de 500 hectares) sont à l'origine des deux tiers des surfaces brûlées et, dans le seul Sud-Est, 0,5 % des feux de cet été ont entraîné 80 % des destructions.

Il est nécessaire de définir une nouvelle stratégie pour combattre les grands feux en germe, ceux qui ont échappé à nos pompiers et présentent donc des dangers d'extension irrésistible. « Auparavant, explique le colonel Marc Eglhoff, secrétaire général de l'Entente interrégionale, on pratiquait une sorte de guérilla, alors qu'aujourd'hui, c'est une guerre longue que complicité l'urbanisation de la forêt. Il arrive que l'on ait plus de deux mille hommes et trois cents ou quatre cents camions sur le terrain et nous ne savons pas encore gérer, rationnellement, un tel déploiement de forces. Cela viendra, mais il faut attendre, sans doute, un mûrissement de nos jeunes officiers. »

Le colonel Gilardo estime, de son côté, que la panoplie des moyens de lutte peut être complétée notamment par des engins de génie civil supplémentaires — pour tracer des pistes d'accès ponctuelles — et des camions-citernes gros porteurs (13 000 litres d'eau). Le directeur du CIRCOSC préconise également, dans le domaine de la prévention, un meilleur aménagement de la forêt avec, notamment, la réalisation de pare-feu « cultivés » permettant de cloisonner les massifs, soit l'une des dispositions adoptées et financées récemment par le conseil général du Var.

GUY PORTE

Qui aurait dit que la BFCE
aiguiserait l'appétit des gastronomes ?



Qui aurait dit
franchirait le

Le Monde AFFAIRES

Les déboires du comte Matuschka

Un rachat d'entreprise raté, des soupçons sur ses liens avec Bagdad, une rentabilité faible... l'étoile de l'enfant terrible de la finance allemande s'est ternie

FRANCFORT
de notre correspondante

Le groupe Matuschka serait-il en crise ? C'est en tout cas ce qui se murmure dans les milieux bancaires en Allemagne, où la « Wunderkind » de la finance privée, le comte Albrecht Matuschka, tout juste âgé de quarante-six ans, et PDG du plus grand groupe financier indépendant d'Allemagne, dérange et irrite avec ses attaques contre l'établissement. L'annonce, au début du mois de novembre, par le groupe de Munich, qu'il avait décidé de procéder à un rachat de ses activités sur les deux domaines d'intervention où il est le plus fort, la gestion de patrimoines privés et institutionnels et le conseil stratégique aux entreprises, n'a fait que relancer les spéculations dans le petit monde douillet de la finance allemande. Des rumeurs « fautes-elles », commentait-on immédiatement dans l'entourage du comte.

Spécialiste à l'origine, au début des années 70, dans la gestion de fortunes privées, le groupe Matuschka constitue aujourd'hui un véritable petit empire avec 28 sociétés distinctes opérant dans le monde entier, 400 employés et 17 bureaux répartis entre l'Europe, les États-Unis et le Japon. Mais, surtout, il couvre toute la gamme du conseil financier et des interventions en haut de bilan : l'immobilier, les assurances, le capital-risque par l'intermédiaire, notamment, de la gestion d'une trentaine de fonds, le capital développement, sous la forme de LBO (leverage buy-out), ainsi que les fusions-acquisitions.

Première erreur

Un écueilisme rarissime outre-Rhin. Le comte avait, fort bien, su tirer parti de l'incapacité des banques allemandes, jusqu'à récemment, à occuper ces nouveaux créneaux financiers malgré leur poids prépondérant dans l'économie à la fois en tant qu'actionnaires et bailleurs de fonds des entreprises. Le temps de la revanche serait-il venu pour l'établissement bancaire ? « En Allemagne, on trouve côté à côté un système financier organisé de manière lamentable et une organisation industrielle de tout premier ordre », se plaît à répéter celui que l'on surnomme outre-Rhin l'« enfant terrible » ou l'« iconoclaste » du monde de la finance.

Les difficultés actuelles du comte n'ont cependant rien à voir avec la

concurrence des banques. Elles résultent plutôt d'un malaise au sein du groupe directement lié au fiasco de l'opération de LBO menée par une filiale du groupe Matuschka en septembre 1988. Celle-ci visait au rachat d'une petite société de machines-outils de l'Ouest de l'Allemagne, la firme Leifeld, pour un montant de 104 millions de marks (340 millions de francs), le plus fort prix jamais payé par le groupe pour une opération de ce type.

La première erreur de Matuschka Capital, qui a financé la transaction avec des capitaux recueillis auprès d'investisseurs étrangers, fut d'abord de trop pousser les enchères. La Deutsche Bank, également intéressée par Leifeld, avait préféré se retirer dès que les prix ont dépassé 65 millions

de marks. Pour Leifeld, cette surchère s'est traduite par un très fort endettement, ce qui a provoqué la colère de son ancien propriétaire, Theodor Leifeld.

Seconde erreur : la décision du nouveau manager de Leifeld, nommé après l'acquisition par le groupe Matuschka, de racheter en juillet 1989 une compagnie américaine, Autospin, pour 10 millions de marks. A la suite de quoi les difficultés financières de Leifeld n'ont fait que s'accroître. Même si, au départ, l'idée semblait bonne puisque l'accès au marché américain pouvait s'avérer lucratif pour la firme en termes de débouchés à l'export, le comte reconnaît aujourd'hui qu'il s'agissait « du plus mauvais moment ».

Résultat de l'opération : une perte de 28 millions de marks après le rachat, en juin 1990, de Leifeld par la Westfalenbank. Mais, surtout, une campagne de presse extrêmement négative à l'encontre du groupe Matuschka et de son PDG à la suite des affirmations contenues dans un article du magazine *Wirtschaftswoche* (daté du 22 juin 1990) intitulé « Visite de Bagdad ». Selon ce magazine, le groupe de Munich s'appretait à vendre des équipements ayant des applications militaires à l'Irak. L'article citait des documents concernant une demande d'autorisation d'exportation déposée par Leifeld auprès des autorités fédérales compétentes.

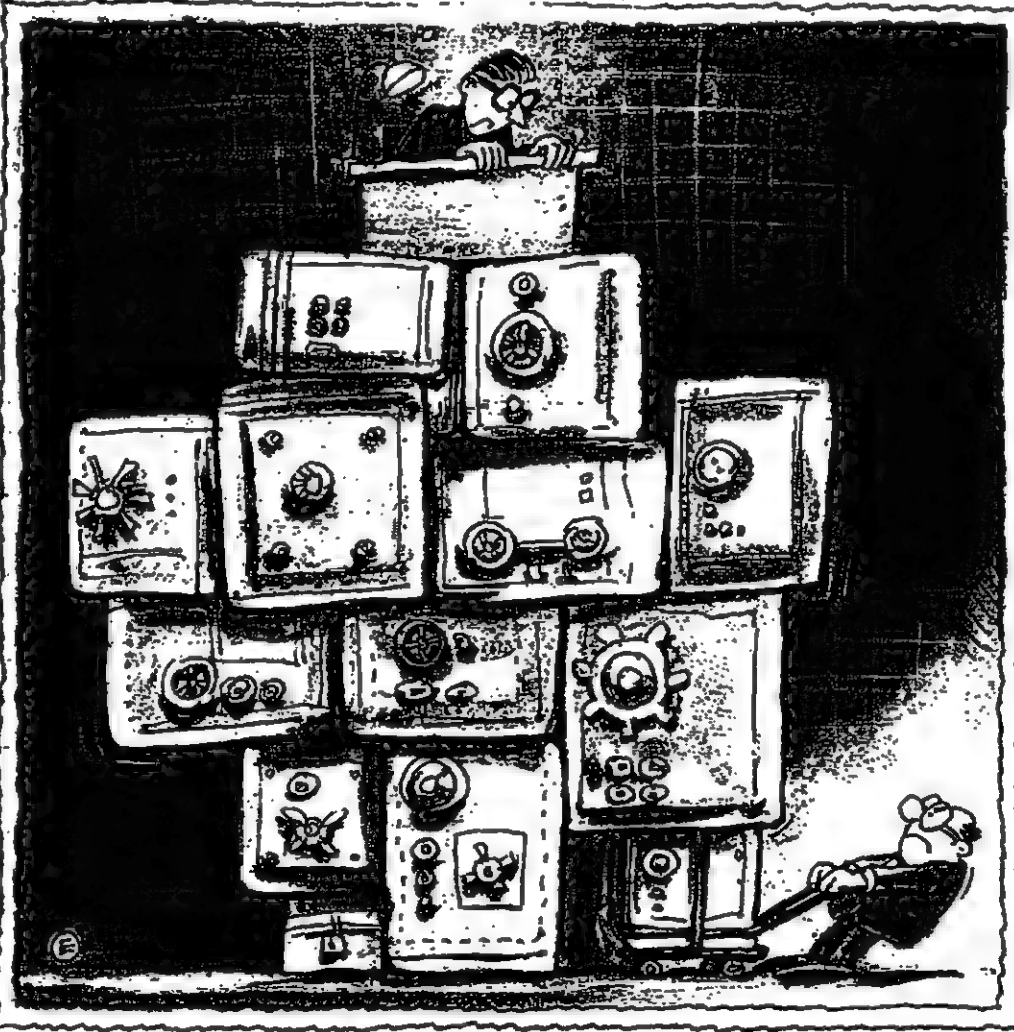
Le groupe Matuschka a réfuté chacune de ces affirmations. Dans tous ses démentis, le groupe a répété que

Leifeld n'appartenait pas à Matuschka, mais à la masse d'investisseurs dont les capitaux sont gérés dans des fonds ouverts à la souscription. Rejetant comme « complètement absurde » l'hypothèse qu'il ait pu ou puisse être mêlé à un trafic d'armes, le comte a par ailleurs précisé à plusieurs reprises que le groupe n'était pas informé au jour le jour de l'activité de Leifeld et ignorait donc tout des exportations de la firme.

Rétrospectivement, il admet toutefois que toute cette affaire a eu un effet catastrophique sur l'image du groupe et que, à l'avenir, « il faudra mieux apprendre de nos propres erreurs ». Un pas dans la bonne direction a déjà été accompli avec l'annonce, en septembre, que le groupe avait décidé de céder à un

assureur écossais sa part dans Assecura Lebensversicherung, une compagnie d'assurance-vie créée en joint-venture en 1989. La raison invoquée pour ce retrait ? Éviter les conflits d'intérêt et permettre au groupe de recentrer son activité dans des secteurs de conseils financiers. Par ailleurs, dans le cadre de la phase de consolidation annoncée par le groupe, un certain nombre de projets qui étaient en discussion vont être annulés comme, par exemple, la mise en circulation d'une carte de crédit à destination d'une filiale. Des réductions d'effectifs touchant environ une trentaine d'employés sont également prévues (sur un total de 400 personnes aujourd'hui).

Ch. HOLZBAUER-MADISON
Lire la suite page 40



Un aristocrate banquier

A quarante-six ans, le comte Albrecht Matuschka est l'une des personnalités les plus en vue de la communauté financière allemande et, sans aucun doute, l'une des plus créatives. Descendant d'une vieille famille prussienne, il est né en 1944 à Berlinchen (ex-RDA) d'un père officier, comme ses ancêtres avant lui.

L'influence de ce père, devenu pasteur d'une paroisse de gauche, à Dortmund, en 1952, après avoir été lié au groupe qui tenta d'éliminer Hitler en juillet 1944, a dû être décisive sur le petit Albrecht. Celui-ci, frappé par la polio à l'âge de deux ans, n'a cessé de faire oublier son handicap, qui le force encore aujourd'hui à se déplacer à l'aide de cannes.

A dix-sept ans, c'est le départ pour les États-Unis, à Jacksonville, où il passera son bac. Puis, de retour en Allemagne de l'Ouest, il entame des études d'économie qu'il ne terminera jamais. Sa première rencontre avec le monde de la finance a lieu, par hasard, lors d'une conférence à laquelle participait le célèbre banquier britannique Sigmund Warburg. Impressionné par la capacité d'analyse de ce jeune Allemand, qui l'interroge avec insolence, Warburg l'embauche comme conseiller ou, plutôt, comme « fou du roi », dira plus tard l'intéressé.

Melting-pot culturel et jeunesse

Une fois son apprentissage terminé, en 1970, il décide de se mettre à son compte avec deux autres étudiants, Rolf-Christof Dienst et Werner Doettinger. Depuis deux ans, les trois ecclésiastes travaillaient ensemble pour le Japan Selection Fund, le premier fonds d'investissement européen pour les valeurs japonaises en RFA. Installés dans une chambre de bonne à Munich, et équipé d'une « coccinelle » d'occasion, le trio commence à faire la tournée des clients potentiels. Ils sont nombreux.

Grâce au titre du comte Matuschka, qui sait habilement jouer de ses origines aristocratiques auprès des vieilles familles allemandes pour les convaincre de confier la gestion de leur fortune à l'un des leurs plutôt qu'à des

structures anonymes, les affaires commencent très vite à prospérer.

Dès le 30 décembre 1970, les trois associés fondent la société TRV-Treuhand-Vermögensverwaltung, l'ancêtre du groupe Matuschka actuel, dotée d'un capital de base de 200 000 Deutschmarks (700 000 francs). A partir de



cette plate-forme, renforcé jour après jour sans jamais avoir recours à une ligne de publicité, le groupe prospère.

Ce qui n'est pas étonnant : en 1989, les spécialistes estimaient à 100 000 le nombre d'Allemands disposant — à titre individuel — de revenus supérieurs à 1 million de Deutschmarks (environ 3,4 millions de francs). Leur nombre augmente de 15 % par an. Le comte Matuschka est marié, sa femme est professeur et il a deux enfants, qu'il amène parfois à son bureau. Son style de vie est loin d'être dépensier. Il raconte partout que sa Mercedes a neuf ans d'âge et qu'il habite dans un appartement loué.

De son passage chez Warburg, il a gardé la manie de conserver une trace écrite de tout. La dictaphone est donc le premier cadeau fait aux nouvelles recrues. La moyenne d'âge, parmi celles-ci, ne dépasse pas vingt-huit ans. En vertu de deux principes auxquels le comte croit dur comme fer : la richesse du melting-pot culturel et la valeur de la jeunesse.

Ch. H.-M.

« A l'Est, les Français sont très bien placés car ils ont l'habitude des privatisations » nous explique le PDG du groupe Matuschka

« Depuis trois ans, le groupe Matuschka a un bureau à Paris. Quelle est son activité ? »

« A l'origine, il s'agissait d'aider les compagnies françaises à s'internationaliser et les compagnies allemandes ou étrangères à s'implanter sur le territoire français. En ce qui concerne la gestion du patrimoine, notre activité n'est pas très développée pour l'instant. D'autres connaissent beaucoup mieux les comptes français que nous. Pour le capital-risque, nous avons investi dans Astorg et nous faisons du venture-capital avec Suez. »

« Notre « plus », c'est de pouvoir apporter un conseil indépendant aux entreprises françaises qui voudraient s'installer en Allemagne de l'Est. Aujourd'hui, le passage par

l'Ouest n'est plus obligé. On peut s'installer directement dans l'ancienne RDA et, de là, percer les marchés à l'Ouest ainsi que les autres pays de l'Est. »

« Que conseillez-vous aux entreprises françaises qui veulent s'installer à l'Est ? »

« C'est une opportunité unique dans l'histoire qu'il ne faut pas rater. C'est important d'être là, d'occuper le terrain. Les Français sont très bien placés car ils ont l'habitude des privatisations. Pas les Allemands. Je me réjouis donc que la Treuhandanstalt ait ouvert la concurrence pour les anciennes compagnies d'Etat aux étrangers. Nous avons encore beaucoup à apprendre, surtout des Français. »

« L'industrie la plus à même de profiter d'une ouverture à l'est ? »

« Après la première vague de privatisations par la Treuhandanstalt viendra une vague de privatisations dans les infrastructures : autoroute, chemin de fer, téléphone, etc. Les Français pourraient travailler avec les Allemands dans des secteurs comme l'énergie, l'agroalimentaire, la logistique, etc. L'accord entre Thyssen et la Lyonnaise des eaux, au début de l'année, pour lequel Matuschka a joué un rôle d'intermédiaire, va avoir des prolongements évidents sur le territoire de l'ex-RDA en matière d'environnement. »

« Avez-vous jamais songé à aller proposer vos services à la Treuhandanstalt ? »

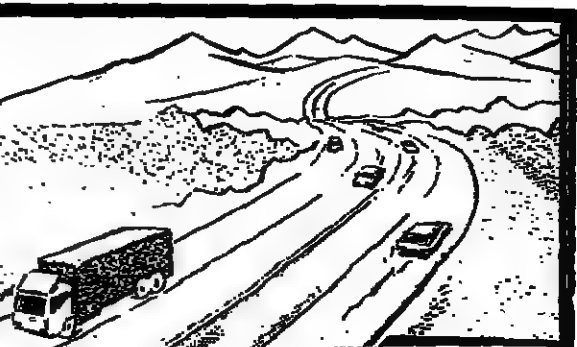
« Le travail que la Treuhandanstalt fait par le haut, nous le faisons par le bas. Chez Matuschka, nous jouons avant tout un rôle de conseil financier pour les chefs d'entreprise. Pour ma part, je préfère continuer à exercer cette activité indépendamment. Je n'ai donc pas proposé mes services à la Treuhandanstalt. Même si je suis parfaitement d'accord avec le travail qui est réalisé. La préservation des emplois comme critère pour la privatisation est quand même un meilleur concept que la simple spéculation. »

« Qui, selon vous, doit investir en priorité à l'Est ? »

« Je considère que c'est un devoir trilateral impliquant l'Europe, les États-Unis et le Japon. »

Propos recueillis par Ch. H.-M.

Qui aurait dit que la BFCE franchirait les Pyrénées par la route ?



AFFAIRES

CONVICTION

« Le redressement de l'électronique implique l'intervention d'un organisme fédérateur »

nous déclare Jean-Claude Hirel, PDG du groupe chimique Orkem

JEAN-CLAUDE HIREL, PDG du groupe chimique Orkem, fut entre autres l'un des membres les plus actifs de la « mission filière électronique » en 1982. Il plaide pour une réflexion en profondeur sur les actions à engager afin de résoudre les difficultés que rencontre le nouveau secteur, hautement stratégique. Il préconise notamment l'intervention d'un « organisme fédérateur », qui pourrait être le CNET, pivot des « efforts exceptionnels » impliquant tous les acteurs propres à permettre un redressement.

« Que pensez-vous de la situation actuelle de l'électronique française, et en particulier de celle de Bull ? »

« Vous me permettez de ne pas parler de Bull. Un plan de restructuration vient d'être annoncé, laissons les responsables le mettre en œuvre en espérant qu'ils réussissent. Mais, plus globalement, dans l'industrie électronique, j'estime que ce qui est vrai pour la France est vrai au niveau européen, comme le souligne le récent rapport du bureau d'études EIC (le Monde du 26 octobre).

L'Etat a fait son devoir

« Et ce qui arrive aujourd'hui à Philips doit certainement faire réfléchir nos partenaires au sein de la Communauté européenne sur l'urgence de renforcer la cohésion des industriels européens du secteur. Mais gardons-nous, sous prétexte de l'ampleur des problèmes, d'attendre que les solutions viennent de Bruxelles sans, parallèlement, prendre les dispositions nécessaires dans notre pays.

« Au passage, je veux dire que si Philips vendait son activité composants à Matsushita comme la presse s'en fait l'écho, ce serait une erreur

dont tous les acteurs européens porteraient la responsabilité devant l'histoire, y compris Philips et Siemens.

« L'Etat a fait son devoir d'actionnaire depuis 1981 et une politique industrielle a été mise en œuvre de façon quasi continue, même si la forme a évolué dans le temps et si cela a parfois conduit à des décisions discutables comme celle du ministre Alain Madelin, en 1987, qui a abouti à la perte de notre industrie du biomédical. Personne ne conteste le rôle positif de l'Etat. Pourtant, les pertes reviennent à l'horizon. Il faut donc impérativement s'interroger sur les dispositifs de soutien aux industries de l'électronique.

« Aujourd'hui, les chiffres parlent d'eux-mêmes : le solde des échanges industriels était d'environ 100 milliards de francs en 1984 et de -60 milliards de francs en 1989. On voit donc là une dégradation marquée qui ne peut laisser indifférent. Le ministre de l'économie et des finances et le ministre de l'industrie l'ont d'ailleurs rappelé récemment en diverses occasions. L'industrie électronique participe à ce déficit pour moitié, c'est-à-dire à hauteur de 30 milliards de francs après avoir longtemps plafonné à -9 milliards.

« Dans l'évolution du solde de la balance des échanges de notre industrie manufacturière, l'industrie de l'électronique intervient à double titre. En direct par sa production et de façon indirecte par les composants et les systèmes qui sont utilisés pour réaliser des produits manufacturés dans les autres secteurs.

« En cela on peut dire, contrairement à ce que certains affirment un peu rapidement, ne semble-t-il, que l'industrie des composants et celle de l'informatique sont stratégiques pour l'ensemble de l'industrie de notre pays et de l'Europe. Je pourrais dire en boutade que la puce de sable - silicium - sera aussi importante dans

l'avenir que le baril de pétrole ! Peut-on réellement penser construire, dans dix ans, des voitures compétitives qui contiendront à terme, en coût de fabrication, plus de 20 % de composants ou de sous-systèmes électroniques, si l'on est totalement dépendant de fournisseurs japonais et en prix et en délais ? Pour ma part, je ne le crois pas. En tout cas, il serait intéressant qu'il y ait un vrai débat sur cette question.

Une toute première priorité

« Quelle conclusion tirez-vous de cette analyse ? »

« Ma première conclusion est que l'Etat doit faire de l'avenir de l'industrie électronique une toute première priorité, que des choix de spécialisation doivent être faits pour renforcer nos pôles d'excellence et, de plus, que tout accord avec des firmes étrangères, même européennes, doit garantir à la France une maîtrise des technologies de l'électronique. C'est d'ailleurs une préoccupation majeure du ministère de l'Industrie.

« Le deuxième aspect du problème est lié à la puissance des acteurs en présence : notre industrie électronique n'est-elle pas trop fragmentée et de ce fait fragilisée ? Thomson et Bull représentent à eux deux à peine la moitié de Siemens.

« Il y a des périodes où l'industrie des composants, celle de l'informatique ou celle des télécommunications ou les matériels grand public se portent mal, en France, en Europe ou dans le reste du monde. A d'autres moments, ces industries se portent bien. Il est rare que les cycles correspondent dans la durée et dans l'espace.

« Pour régiser aux aléas de la conjoncture, il paraît hautement souhaitable que les sociétés de l'électronique aient un « panier » d'activités suffisamment réparties pour étaler les risques et qu'elles disposent de ressources importantes pour pallier l'insuffisance de rentabilité lors du ralentissement de la consommation mondiale, bref qu'elles soient de taille et de structure équivalentes à celles de leurs concurrents, et qu'elles aient la capacité de définir et de mettre en œuvre une stratégie commune.



J.-C. Hirel fut l'un des membres les plus actifs de la mission filière électronique.

« Une telle stratégie commune n'est pas un « panier » d'activités suffisamment réparties pour étaler les risques et qu'elles disposent de ressources importantes pour pallier l'insuffisance de rentabilité lors du ralentissement de la consommation mondiale, bref qu'elles soient de taille et de structure équivalentes à celles de leurs concurrents, et qu'elles aient la capacité de définir et de mettre en œuvre une stratégie commune.

Un pôle industriel

« Il faut, de plus, qu'elles s'appuient sur un actionnariat fort qui dispose de façon souple de capitaux sans que la mobilisation de ceux-ci devienne une affaire d'ampleur nationale ou même internationale. Aujourd'hui, aucun de nos orga-

nismes de l'électronique liés à l'Etat (composants, matériel grand public, informatique, télécommunications) n'a la taille de Siemens ou Matsushita.

« Quelle réponse peut-on apporter à cet émiettement ? »

« Le premier objectif est de favoriser la mise sur pied d'un pôle industriel de taille comparable à celle des leaders mondiaux de l'électronique. On peut se demander s'il n'existe pas des associations possibles qui permettraient de répondre à cet objectif auquel s'ajoute, d'ailleurs, le souci de faire jouer au maximum les synergies. Avec d'un côté le rassemblement des forces d'entreprises nationalisées et de l'autre une entreprise privée de taille internationale telle que la CGE, les chances de la France dans la compétition internationale de

l'électronique seraient largement améliorées. Illustration parfaite de la société d'économie mixte, j'ajoute que le ministre de l'Industrie a montré avec la restructuration de la chimie qu'il savait prendre ses responsabilités d'actionnaire.

« Je voudrais aussi souligner la nécessité d'une mobilisation d'exception qui corresponde à la gravité de la situation. Si l'on admet le caractère stratégique des industries électroniques, la condition préalable du redressement - et en industrie, si rien n'est définitivement gagné, rien n'est non plus perdu tant qu'une activité n'a pas totalement disparu - est la mobilisation de tous les acteurs. Nous disposons d'un potentiel technologique élevé ; de centres de recherche et de chercheurs de haut niveau ; notre tissu industriel de PMI/PMI innovantes est dense.

« La situation n'est pas désespérée. Mais le redressement passe par des efforts exceptionnels qui doivent s'exprimer dans la continuité, qui est le mot-clé de la réussite japonaise ou allemande. Cela implique une coordination active de tous les acteurs. Ce qui, selon moi, passe par l'intervention d'un organisme fédérateur dans lequel les professionnels pourraient s'exprimer.

« A quel organisme pensez-vous ? Au CNET ? »

« Le CNET est un centre de recherche interministériel. Il pourrait remplir sans doute ce rôle mais il n'est pas le seul.

« Une France sans industrie serait une France économiquement donc politiquement faible. L'évolution du solde industriel doit inciter à la réflexion et à l'action. Et le raisonnement appliqué ici à l'électronique doit sans doute être étendu à d'autres secteurs.

Propos recueillis par FRANÇOISE VAYSSÉ

ig multiniveau

Verts signent un armistice avec Aussedat-Rey

... Et pourtant c'est chose faite !



Conduite des négociations avec le groupe espagnol Sorique pour la création d'une filiale roulière commune.



Représentation des intérêts de « Toles Box Pierre Champion » pour la conduite du rapprochement avec la société Nord-Est.



Prise de participation à l'occasion de la constitution de la filiale de développement international du groupe Bayard Presse.



Rachèvement de 3 % des titres du capital de la société Hermès au moyen de sa propre émission en société en commandite par actions.



Registre de leur première représentation (le capital est réparti en 100 parts de 100 000 francs chacune).

Fusions-acquisitions, organisation d'actionnariat, renforcement de fonds propres : la BFCE affirme chaque jour davantage ses activités de banquier d'affaires. Grandes ou moyennes, les entreprises qui la prennent pour conseil savent que la BFCE est en mesure de traiter l'ensemble de leurs opérations de haut de bilan. A ce jour, 51 opérations ont été menées à bien ; 73 mandats nouveaux, dont la moitié sur l'étranger, font l'objet d'actives négociations. Avec l'appui d'un réseau solidement implanté dans les régions. Avec la discrétion, le sérieux et la fidélité d'une grande banque d'entreprises.

BFCE Banque Française du Commerce Extérieur

AFFAIRES

DSM joue son avenir à quitte ou double

Le groupe chimique néerlandais garde le moral. Volontariste, il veut se concentrer sur ses points forts. Avec un développement aux Etats-Unis et des désinvestissements en Europe

BATON-ROUGE

de notre envoyé spécial

BAISSE du dollar, crise du Golfe et hausse du brut obligent : le fantôme de la dépression encombre l'horizon de l'industrie chimique, prise entre le marteau du renchérissement de ses coûts de production et l'enclume du ralentissement généralisé de l'activité économique. Pour s'en tenir aux seuls Pays-Bas — où la chimie, après avoir été l'un des moteurs de la « révolution » industrielle de l'après-guerre, constitue toujours un pôle-clé du secteur secondaire —, les trois chimistes de renom ont clos le troisième trimestre sur un bénéfice en baisse par rapport à la période correspondante de 1989 : Shell, - 28 % (abstraction faite des gains comptables générés par la réévaluation des stocks de pétrole brut détenus par la multinationale); Akzo, - 26 % (contre-performance immédiate suivie par la mise sur rails d'un train de restructurations devant coûter 480 millions de francs au moins d'ici à la fin de l'année); et DSM (Dutch State Mines), - 19 %.

Les deux axes du nouveau cours

Bien qu'il soit le plus petit des trois groupes chimiques néerlandais (1), DSM est ainsi celui qui semble résister le mieux. Il est en tout cas le seul dont les dirigeants n'hésitent pas à livrer une estimation optimiste et chiffrée du résultat annuel prévu : au moins 800 millions de francs, soit 2,4 milliards de francs en 1989, année record. Les responsables de Shell, au contraire, se drapent dans l'expectative, tandis que ceux d'Akzo se font les oracles d'une récession imminente.

Crise, dépression, récession : ces mots déprimants sont d'autant moins en usage chez DSM que le groupe vient justement d'adopter une stratégie volontariste destinée à le rendre moins sensible aux embarras de la conjoncture et, à

plus long terme, à assurer sa pérennité en tant que producteur chimique indépendant. Concentration des moyens sur un nombre plus restreint de produits leaders au plan mondial et internationalisation accrue : tels sont les deux axes de ce nouveau cours qui, à défaut d'être original, traduit la volonté de DSM de passer à la seconde étape de sa conversion. Entreprise d'Etat depuis 1902, DSM a été privatisée à 70 % en 1989. « Il lui faut désormais trouver sa vraie place sur l'échiquier mondial de la chimie », écrit un analyste boursier.

Que plusieurs hauts responsables de DSM aient choisi les Etats-Unis pour dévoiler, au début du mois, les ambitions du groupe pour la décennie 1990-2000 ne doit rien au hasard. Au cours des deux dernières années, DSM a bâti outre-Atlantique des positions stratégiques qui apparaissent aujourd'hui symboliques de sa nouvelle ligne aussi bien en termes de produits que de développement géographique.

« La part américaine de notre chiffre d'affaires sera cette année de 15 %, contre 6 % en 1988 et notre objectif est de la porter à 20 % d'ici à l'an 2000 », explique Ruud Selman, membre du directoire. Rapide, la progression de DSM aux Etats-Unis repose en premier lieu sur le développement autonome de ses capacités de production : modernisée et agrandie, l'usine d'Augusta, en Géorgie, fournit par exemple aujourd'hui près de la moitié des quelque 300 000 tonnes de caprolactame (produit de base du nylon-6) produites chaque année par DSM, qui est le numéro un mondial.

Combinaison de produits-clés

Le groupe néerlandais occupe aussi une place de premier plan sur le marché de la mélanine (matière première pour les résines de synthèse utilisées dans l'industrie de la peinture ou du plastique thermosable) : pour la consolider, il a construit à Avondale, en Louisiane, une usine exploitée en joint-venture avec American Cyanamid.



Deux acquisitions essentielles sont venues, en second lieu, accélérer la croissance de DSM outre-Atlantique : celle, en 1988, de The Polymer Corporation (plastiques industriels) et celle, en 1989, de Copolymer (caoutchoucs synthétiques).

D'un côté, le caprolactame et la mélanine, qui sont à la fois des « matières premières grossières » et des produits-phares classiques ; de l'autre, les plastiques industriels et les caoutchoucs synthétiques, qui sont des produits d'avenir et dont les prix restent généralement stables parce que la part de la valeur ajoutée est importante. C'est sur cette combinaison de produits-clés, qui s'est avérée porteuse aux Etats-Unis, que DSM entend adosser son expansion, notamment en Asie.

DSM n'envisage pas de quitter son Limbourg natal, qui est « au centre de l'Europe » et lui permet

« d'avoir le nez sur le marché ». Mais sa stratégie est grosse d'un inévitable recul du Vieux Continent, alors que le groupe y a réalisé l'an dernier 90 % de sa production et 80 % de ses ventes. Dans ces conditions, il est inévitable que les désinvestissements déjà décidés — comme la restructuration de la filiale de soutien logistique DSM-Limburg, et la vente des 9,7 % détenus dans Clyde Petroleum — ou pendents — comme l'abandon probable de la production de méthanol ou la cession de deux des quatre « business-units » de la division Résines — concernent au premier chef l'Europe.

Cheval de parade

« Nous avons couru derrière trop de choses à la fois », constate Ruud Selman : « Nous voulons concentrer nos moyens modestes et nos capacités de management sur nos points forts ». Parallèlement à l'expansion prévue de la division « produits chimiques spéciaux » (le Monde du 6 novembre), les deux fers de lance désignés de DSM sont les divisions Elastomères et Plastiques techniques. Tous deux créés le 1^{er} janvier dernier en adjoignant les acquisitions américaines à des activités

plus anciennes, ces deux nouveaux secteurs ont chacun une production-motrice, interviennent sur des marchés où la concurrence est limitée, ont la même stratégie internationale et les mêmes objectifs de croissance, qui reflètent « l'agressivité » renouvelée du groupe.

Le cheval de parade de la division Elastomères est le caoutchouc synthétique EPDM, dont DSM est actuellement l'un des douze producteurs mondiaux, occupant la deuxième position derrière Exxon. Essentiellement utilisé dans l'industrie automobile (44 % des débouchés), EPDM est un matériau prometteur : DSM prévoit que la demande croîtra de 10 % d'ici à 1995, à la suite notamment de l'irrésistible progression des constructeurs automobiles japonais. C'est pourquoi DSM s'est associé avec le groupe nippon Idemitsu pour construire à Chiba une usine de production d'EPDM, qui entrera en service en 1991.

Que les constructeurs de voitures japonais ouvrent des usines en Europe n'inquiète aucunement Rob de Visser, président de DSM Elastomères : « Avec les Japonais, il faut avoir des relations Jap-Jap. C'est-à-dire qu'il ne faut pas espérer vendre à une usine japonaise insul-

lée au Tennessee si l'on n'est pas soi-même installé au Japon, pour entretenir les contacts, subir les contrôles ou passer les tests de qualité. »

DSM Elastomères va également ouvrir à Singapour un bureau de ventes, qui sera un excellent bureau d'observation des opportunités. Ayant un pied en Europe, aux Etats-Unis et au Japon, la division de Rob de Visser a une double ambition : « Prendre à Exxon la place de premier producteur mondial d'EPDM d'ici à 1995 », et, ce type de caoutchouc représentant alors 60 % des ventes, « doubler le chiffre d'affaires » qui était l'an dernier de 2,2 milliards de francs.

Jan Hilleg, président de la division Plastiques techniques (EPP) caresse un objectif semblable : multiplier par deux son chiffre d'affaires 1989, soit 1,5 milliard de francs, dans les cinq à six prochaines années. Maîtrisant tous les procédés de façonnage des pièces en plastique à haute performance — dont celui dit de la « compression », développé à l'usine Cessidur de Balan (Ain) —, EPP a également un pied sur les trois continents. Au Japon, elle est associée à Mitsubishi Plastics au sein de Nippon Polypenco. Un premier pas. « Nous sommes en discussion avec Mitsubishi pour accroître nos ventes », affirme Jan Hilleg. « Et nous avons un représentant en Extrême-Orient qui peut nous alerter sur une possibilité de reprise. »

« Le rachat d'entreprises formera une partie essentielle de notre stratégie d'ensemble », prévient Ruud Selman. Mais la croissance du groupe continuera de reposer de façon importante sur son développement autonome. Le but de DSM est aussi clair qu'ambitieux : « Atteindre un chiffre d'affaires de 20 milliards de francs au moins en l'an 2000. » Cette somme correspond à une progression de 100 % en dix ans, inflation moyenne de 4 % comprise. « DSM a le luxe de pouvoir atteindre ses objectifs à partir de ses propres forces », assure Ruud Selman. Ce qui est une façon habile de dire que DSM doit réussir sa seconde conversion sous peine d'être condamné à une troisième... et ultime étape : son rachat ou sa fusion.

CHRISTIAN CHARTIER

(1) Shell a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 1 330 milliards de francs français, dont un tiers dans la chimie; Akzo, un chiffre d'affaires de 56 milliards de francs français; et DSM, un chiffre d'affaires de 32 milliards de francs français.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

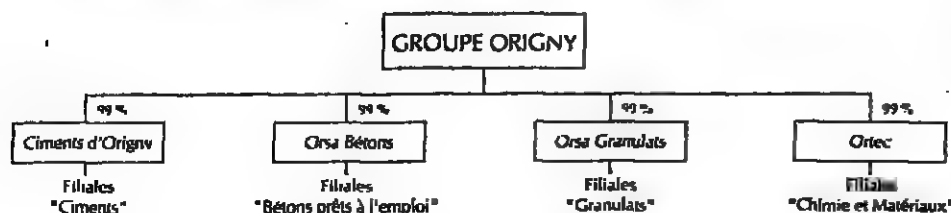
CIMENTS D'ORIGNY devient GROUPE ORIGNY

UN AUTRE NOM POUR LE GROUPE

Le 30 novembre 1990, la Société Ciments d'Origny change de nom et devient Groupe Origny. Dans le même temps, Ciments d'Origny apporte son activité d'exploitation cimentière à sa filiale la Société Financière Bouvier Ciments de Champagne et regroupe alors l'ensemble des usines cimentières sous le nom de Ciments d'Origny. Groupe Origny se consacre désormais à un rôle de société holding chargée du développement et de la stratégie de l'ensemble.

UNE NOUVELLE ORGANISATION POUR APPUYER LE DEVELOPPEMENT

L'organisation du groupe s'articule maintenant autour de quatre branches d'activité animées par quatre sociétés dont la coordination est assurée par Groupe Origny.



LA CONTINUITE DANS LA PERFORMANCE

En 1990, avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 1 800 MF, en progression de 20 %, le groupe devrait dégager un résultat et un cash-flow consolidés en augmentation de 25 % environ par rapport à l'année précédente.



GROUPE ORIGNY

Quand un Albigeois organise la Foire internationale de Moscou

Jean-Marie Beyrand a pris en charge ce rendez-vous d'exportateurs occidentaux du 15 au 25 juin 1991. Six cent cinquante exposants sont attendus

ALBI

de notre correspondant

AU début de l'année, l'Albigeois Jean-Marie Beyrand avait conduit une délégation locale à Moscou pour nouer les premiers contacts avec des interlocuteurs susceptibles d'assurer la venue d'exposants soviétiques lors de la foire-exposition qui se tient au printemps dans la préfecture tarnaïse et dont il est le commissaire général. Désormais, c'est lui qui a en charge l'organisation de la première Foire internationale de Moscou qui se tiendra du 15 au 25 juin 1991.

« Agent international »

Entre-temps, ses relations avec Dimitri Zelenov, le jeune et très bachelier patron du groupe INISOFR, lui ont permis d'aménager les contacts nécessaires pour devenir le PDG de SIPEC-SA. C'est une société créée cet été, notamment avec son contact soviétique et Philippe Continsouzas, trésorier national de France-URSS, pour relever le défi de la préparation de ce rendez-vous qu'a fixé en juin prochain l'administration soviétique aux exportateurs occidentaux qui le voudront bien.

Six cent cinquante exposants sont ainsi attendus et, pour les recruter, la SIPEC a adressé une plaquette à

près de quarante mille entreprises de plus de trois cents salariés à travers l'Europe occidentale et les Etats-Unis, mais aussi au Japon et en Corée du Sud. Trois semaines après les premiers envois, cent quatre-vingts inscriptions sont revenues. Pour Jean-Marie Beyrand, l'objectif devrait être atteint le 6 janvier.

Apparemment, celui qui rien ne semblait prédisposer à devenir « agent international » a réussi sa mutation. Il en est à son neuvième voyage à Moscou en six mois et a décroché, dans la foulée de cette première Foire internationale, l'organisation de cinq salons professionnels : automobiles, transports et travaux publics en octobre 1991, habitat le mois suivant, industries médicales et pharmaceutiques à une date non précisée, alimentation

en mars 1992 et transfert de technologies en mai de la même année.

Ces cinq salons sont inscrits dans un calendrier négocié avec VDNKH — l'organisme d'Etat qui gère le complexe Kosmos de Moscou — un parc d'expositions à la mesure du gigantisme soviétique et dont les plans de transformation sont en cours de dessin au cabinet d'architecture albigeois Guilhem Frères.

De même, le Midi sera actif à la Foire de Moscou puisque la société Chauvi de Toulouse s'est vu confier par la SIPEC l'organisation matérielle des stands, alors que la sécurité sera assurée par une société de gardiennage d'Albi et soixante de ses vigiles.

JEAN-PIERRE BARJOU

JEAN-CLAUDE ROUYERAN

MÉMOIRES ET THÈSES

L'art et les méthodes

PRÉPARATION-REDACTION-PRÉSENTATION POUR RÉUSSIR MÉMOIRES ET THÈSES

Un volume 16x21, 200 pages 98 F

En vente chez tous les libraires et chez l'éditeur

MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43 54 32 70

te ou double

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde Cadres

SOCIÉTÉ FOUGEROLLE SA

Domaine d'activité VIDÉO et AUDIO professionnel recherche

INGÉNIEURS

Formation grande école ou universitaire, débutants ou confirmés, libérés des obligations militaires. Anglais indispensable. Ces postes s'adressent à :

- Ingénieurs électroniciens ayant une bonne connaissance du traitement du signal en analogique et numérique ainsi que la programmation en C.

- Ingénieurs électroniciens option informatique ayant une bonne connaissance de la programmation en C et assembleur INTEL et MOTOROLA.

- Ingénieurs électromécaniciens ayant la connaissance des outils de CAO/DAO - des assemblages de moteurs - programmation en C souhaitable - connaissance en optique appréciée.

TECHNICIENS ÉLECTRONIQUES

Formation BTS - IUT, débutants ou confirmés - libérés des obligations militaires - anglais souhaité. Ils seront chargés de la mise au point de nos équipements.

Adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et présentations) à :

FOUGEROLLE SA - Direction Technique
10, rue Charles-Croix - 95320 SAINT-LEU-LA-FORÊT

SOCIÉTÉ DE CONSEIL
en formation et en organisation
commerciale de réseaux
de distribution - intervenant
en milieu bancaire
recherche

CONSULTANT SENIOR

Vrai pro de l'animation
du changement, 30-45 ans
env. Très relationnel,
10-15 ans d'expérience en
formation et en animation
d'équipe de vente, bonne
culture générale, diplômes
indiff., connaissance réseau
bancaire appréciée.

Env. a.v., lettre manuscrite,
photo récente et présent. à :

OCI CONSEILS
54, rue de Bourgogne
75007 Paris.

ÉCOLE SUPÉRIEURE RECHERCHE

en tech. vente, organisation
commerciale, management.
3, av. Paul-Doumer,
92 RUEL.

DEMANDES D'EMPLOIS

Assistance, Collaboratrice
officielle, sévère, très com-
municative, bonne diction et
excellente présentation. Bac
+ 2, anglais très moyen,
cherche emploi à temps ou
semi-salariée, peu
généraliste.

Tél. : 45-45-54-10

CADRE ASSURANCE
Responsable branche mari-
time et transports de com-
merce et de colis de cour-
tage, 12 ans d'expérience
assurance, sinistres, corps
et facultés. Antécédents d'une
équipe et gestion d'un ser-
vice. Bonnes connaissances
micro-informatique. Recher-
che poste similaire.

Tél. : 34-22-02-78

CLAVISTE CONFIRMÉE

J.P. dynamique et rigoureuse
(angl., russ., esp.). Digi-
tisée et traduite de Londres
(actuelle-ment, + russ.). Con-
naissance exp. journalistique, ch.
et entente pour contacts.
ou de relations publiques.

Tél. : 45-27-94-10

viagers

Libre Versailles (St-Louis)
Imm. XVIII, gd 3 p., 87 m²,
tout confort. Calme, 500 000
+ 10 000. Cvd. 45-56-18-00.

Partie Bords Marais-Lafitte
(Paris). Maison 19^e s. sur
1 000 m². Calme, à rénover.
+ 8 000 F/mois.

K. CRUZ : 42-96-18-00.

bureaux

Ventes
PARIS 17^e
500 m² + 10 PARKS
15 000 000 F
45-02-13-43

Locations
PARIS 17^e
500 m² + 10 PARKS
15 000 000 F
45-02-13-43

GROUPES ASPAC

1^{er} RÉSEAU NATIONAL
DE CENTRE D'AFFAIRES
proposant bureaux équipés et
salles de réunion, domici-
liations, SIÈGES SOCIAUX,
démarches, formalités et
CRÉATION IMMÉDIATES de
toute entreprise, fax, por-
tance télép., ascenseurs, TTX,
imprimerie et services
personnalisés.

ÉTOILE 19^e 47-23-61-61
GRANDE 19^e 47-23-61-61
ST-LAZARE 9^e 42-93-55-54
LA FAYETTE 9^e 42-93-61-61
BOULEVARD 12^e 42-23-22-28
VERSAILLES 78 30-21-48-49
+ 25 centres en France.
Prix confort, délais rapides.
Devis 1978 à votre service.
Infos Minitel 3616 ASPAC.

**VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS**
Constitution de sociétés et
tous services, 43-55-17-50.

locaux commerciaux

Locations
A LOUER
MAGASIN 5 VITRINES
très env. 200 m².
Av. Farnes, Paris 11^e.
Tél. : 47-35-58-33
A partir de 19 h 30.

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

5^e arrdt
RUE DES LYONNAIS (M)
Propriétaire vd studio, cen-
dres, 30 m² + grande mezza-
nina, 4^e fl. P. : 850 000 F.
Tél. : 45-87-08-24.

8^e arrdt
ST-AUGUSTIN
240 m² + STUDIO
LUXUEUX, ivry-sur-seine
P. : 45-02-13-43

15^e arrdt
PASTEUR
Nicolas-Charlet, 4^e fl., gal.
calme, 5^e arr. 2 500 000 F.
P. : 45-02-13-43

16^e arrdt
MARCHÉ DES NOTAIRES
58, rue Farguola
Pierre de L. Gd. 4^e fl., 4^e arr.
1^{er} étage, 5^e fl., 5^e arr.
12^e arr. Avec ou sans travaux.
Plancher opt. ch. notaire.
45-72-48-07 même adr.

17^e arrdt
BATIGNOLLES
Pleine verdure, soleil, calme.
Bons volumes. Atelier
d'artisans aménagés, 60 m²,
grand séjour, 1 chambre,
bureau, cuisine équipée.
1 500 000 F.
Tél. : 43-55-07-27 ou
43-94-98-54 (répondeur).

19^e arrdt
BUTTES-CHAUMONT
100 mètres entrée PARC.
COMME UNE MAISON
5 p., 100 m² + m² 80 m².
Accessible jard., priv. 80 m².
2 200 000 F. 45-08-53-54

94
Val-de-Marne
Personnel vend
VINCENTS-NORD
5 pièces, 90 m², cave.
1 800 000 F.
Tél. : 43-98-00-88.

hotels particuliers

NOGENT-BOIS
TRIPLE RÉCEPT. 3 CHAMBRES
2 SDB, DRESSING, CUIS. ÉQUIP.
JARD. 150 m² GAZ. 200 m².
MICHEL BERNARD 45-02-13-43

fermettes
Bord de Seine, 158 km Sud
Paris, fermette 12 p., 3 ver-
sants conf. Calme, 500 000
+ 10 000. Cvd. 45-56-18-00.

viagers
Libre Versailles (St-Louis)
Imm. XVIII, gd 3 p., 87 m²,
tout confort. Calme, 500 000
+ 10 000. Cvd. 45-56-18-00.

Partie Bords Marais-Lafitte
(Paris). Maison 19^e s. sur
1 000 m². Calme, à rénover.
+ 8 000 F/mois.

K. CRUZ : 42-96-18-00.

bureaux
Ventes
PARIS 17^e
500 m² + 10 PARKS
15 000 000 F
45-02-13-43

Locations
PARIS 17^e
500 m² + 10 PARKS
15 000 000 F
45-02-13-43

GROUPES ASPAC
1^{er} RÉSEAU NATIONAL
DE CENTRE D'AFFAIRES
proposant bureaux équipés et
salles de réunion, domici-
liations, SIÈGES SOCIAUX,
démarches, formalités et
CRÉATION IMMÉDIATES de
toute entreprise, fax, por-
tance télép., ascenseurs, TTX,
imprimerie et services
personnalisés.

ÉTOILE 19^e 47-23-61-61
GRANDE 19^e 47-23-61-61
ST-LAZARE 9^e 42-93-55-54
LA FAYETTE 9^e 42-93-61-61
BOULEVARD 12^e 42-23-22-28
VERSAILLES 78 30-21-48-49
+ 25 centres en France.
Prix confort, délais rapides.
Devis 1978 à votre service.
Infos Minitel 3616 ASPAC.

**VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS**
Constitution de sociétés et
tous services, 43-55-17-50.

**locaux
commerciaux**
Locations
A LOUER
MAGASIN 5 VITRINES
très env. 200 m².
Av. Farnes, Paris 11^e.
Tél. : 47-35-58-33
A partir de 19 h 30.

Le Monde

CHACQUE MERCREDI

VOS

RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

LES BELLES PROPRIÉTÉS

L'AGENDA IMMOBILIER

L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien de France. Il est lu par 1 600 000 Français dont
800 000 Parisiens, 642 000 d'entre eux appartenant à des foyers « cadres supérieurs » dont
375 000, soit 50 %, habitent l'Ile-de-France. (Source : CSF 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 48-80-30-10

Tél. : 261.511 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

« Association Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde.

Le Monde-Entreprises.

M. André Fontaine, gérant.

Imprimerie

du « Monde »

12, r. M. Gumbourg

94852 IVRY-SUR-SEINE

Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUS 206 136 F

Tél. : 45-55-91-82

Reproduction interdite de cet article

sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et

index du Monde au (1) 40-65-25-33

LE MONDE TÉLÉMATIQUE

Composés 38-15 - Tapez LEMONDE

ou 35-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-
BEUVÉ-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

... Le Monde • Vendredi 30 novembre 1990 43

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



LES SICAV DE LA POSTE

LATITUDE

DIVISION PAR 3 DE LA VALEUR DE L'ACTION

Afin d'offrir aux épargnants une plus grande souplesse

dans la gestion de leur trésorerie, la valeur de l'action

LATITUDE sera divisée par trois à compter du 1^{er} janvier

1991. Simultanément, chaque action ancienne sera

échangée automatiquement contre 3 actions nouvelles.

Cette opération d'échange, qui a été soumise à

l'approbation des actionnaires réunis en assemblée

générale extraordinaire le 22 octobre 1990, se traduira pour

chacun d'eux par le triplement du nombre de ses titres sans

incidence sur la valeur de son portefeuille.

Une valeur unitaire plus faible de l'action n'entraînera

bien entendu pas de modification dans l'orientation

des placements et dans la vocation de LATITUDE qui reste

une Sicav de court terme monétaire de capitalisation.



GESTION : SOGEPSTE S.A.

Régie de la Caisse des Dépôts et Consignations et de la Poste

GROUPES SAINT-LOUIS

Les Sociétés SUCRE UNION, GÉNÉRALE SUCRIÈRE, TATE

& LYLE et E.D. & F. MAN ont acquis 21 % de la Société

sucrière espagnole SOCIEDAD GENERAL AZUCARERA

de ESPAÑA (S.G.A.E.), devenant ainsi les partenaires

industriels du BANCO CENTRAL, principal actionnaire.

Ces actions seront placées dans une société holding

détenue en commun.

Avec un quota de 230.000 tonnes, S.G.A.E. est la

deuxième société sucrière espagnole, derrière

l'ensemble EBRO/CIA.

M. Bernard DUMON, Président de GÉNÉRALE SUCRIÈRE

et de SAINT LOUIS, qui représente les intérêts du groupe

d'actionnaires franco-britannique, a été nommé Admi-
nistrateur et Membre du Comité Exécutif de S.G.A.E.

Cette opération affirme à nouveau la volonté de

développement européen d'EUROSUCRE.

Ce présent avis est publié à titre d'information seulement.



One Boeing B 747 - 200F

US \$ 93,083,866

Financing Provided by

Lead Managers

Crédit National

Auxiliaire du

Crédit Foncier de France

Co-Lead Managers

Caisse Centrale

des Banques Populaires

The Mitsubishi Trust

& Banking Corporation

(New York Branch)

10/20/77

Cours relevés à 13 h 47

[illegible]

28/11

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net						
Obligations																										
Emp. Ext. 8.5/87	119	20	4.98	830	...	Mail Deployed	822	819	A.A.A.	958	80	935	32	310	31 10	Foot-Assignation	21	310	31 10	Placement J.	5300	77	838	19	838	19
VALBON 7.5/84	95	45	3.5	380	...	Alcatel	116	117	Action	191	74	186	31	35	35 35	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements Premier	5737	02	5737	02	5737	02
VALBON 7.5/84	101	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35 35	Placements	118	14	118	14	118	14
VALBON 7.5/84	100	10	2.5	451	10	451	10	217	Agropara	709	14	578	80	80	80 80	Real-Cap.	25	35	35							

**Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330**

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - + : prix précédent - ■ : marché continu

Virtuellement en cessation de paiements

Lexmar-France va abandonner son plan de relance des chantiers navals de La Ciotat

Le plan Lexmar de relance des chantiers navals de La Ciotat, qui prévoyait un investissement de 600 millions de francs et la création de 2 000 emplois, paraît définitivement compromis.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

La société Lexmar-France, filiale du groupe américain-suédois, à laquelle le conseil général des Bouches-du-Rhône a accordé une concession d'utilisation d'outillage public de trente ans, est, virtuellement, en état de cessation de paiements et ne peut plus faire face à ses engagements. De plus, la CGT a déposé un recours devant le conseil des prud'hommes de Marseille afin d'obtenir le versement de cinq mois d'arrérages de salaires. Au cas, probable, où cette action aboutirait, la

société pourrait être contrainte à déposer son bilan.

M. Benoît Barthélemy, PDG de Lexmar-France, l'admet : « La situation est bloquée. La faute en incombe, selon moi, à la CGT, qui n'a pas voulu reconnaître l'absence d'obligations financières de Lexmar au-delà du 1^{er} juillet », à la banque Worms et à sa filiale Unifal, qui refusent de négocier l'outillage sur des bases qui ne soient pas purement spéculatives », et, enfin, à la crise du Golfe, qui, cependant, ne remet pas en cause la nécessité, accrue, de renouveler la flotte des pétroliers. Sa société a déjà dépensé « plus de 50 millions de francs » et « tout le monde comprendra qu'elle soit en droit d'exiger certaines garanties ».

Au demeurant, « le marché existe, donc le projet est bon ». C'est pour quoi « la détermination de Lexmar est intacte ». Plus personne, néanmoins, ne souscrit à cette profession de foi. « Nous étions prêts, déclare M. Joseph Rodriguez, secrétaire général de la CGT des chantiers, à faire l'impasse sur cinq mois de salaires [les cent-vingt-cinq salariés de la société ne sont plus payés depuis le 1^{er} juillet] mais à condition que la Lexmar fasse une offre ferme et définitive de reprise de l'outillage à la Worms. Ce qui n'a pas été le cas. Nous ne pouvons plus admettre de ne plus être payés et de rester sans couverture sociale puisqu'on ne veut pas nous licencier. Nous regrettons que cela se termine ainsi. Cette société a eu le mérite d'investir, d'embaucher du personnel. Elle s'est battue pour son projet, que le gouvernement a tout fait pour torpiller ».

Dans un premier temps, la CGT avait obtenu, en procédure de conciliation, le versement par la Lexmar, à titre de provision, de 50 % des salaires de juillet et d'août. Un jugement dont elle n'avait pas demandé l'exécution avant de se résoudre à attaquer son adversaire au fond devant le conseil des prud'hommes de Marseille qui a examiné sa

requête le mercredi 28 novembre. La note réclamée à Lexmar : 1,6 million de francs par mois de salaires (2,2 millions avec les charges sociales) en sus d'un arriéré de congés payés de 1,5 million de francs. Cette somme est susceptible de s'ajouter à diverses créances, d'un montant de 1,7 million de francs, détenues sur la Lexmar par des fournisseurs de la région et que la société est, a priori, dans l'incapacité de régler.

En raison de la chute des taux de fret maritime, consécutive aux événements du Golfe, Lexmar-Corporation — qui exploite une flotte de dix navires — perd 50 000 dollars par jour et serait, dit-on, au bord de la faillite. Lexmar-Libéria, opérateur du groupe et actionnaire quasi-exclusif de Lexmar-France, a, en conséquence, irrémédiablement, coupé les vivres à sa filiale. La société a vainement recherché un partenaire industriel — dont le groupe norvégien Kvaerner — et n'a pas, non plus, trouvé les relais bancaires nécessaires pour vendre le matériel, d'une valeur de 10 millions, qu'elle a acheté sur le site.

M. Lucien Weygand (PS), président du conseil général des Bouches-du-Rhône, se borne à constater, de son côté, que « Lexmar est toujours là ». Mais sans se faire d'illusion sur la pérennité de la société qui perdrait, de facto, son autorisation d'outillage au cas où elle serait déclarée en état de cessation de paiements. Le conseil général s'est-il, pour autant, fourvoyé ? M. Weygand le conteste : « car, souligne-t-il, nous n'avons jamais eu le choix. La Lexmar est le seul repère qui se soit mis sur les rangs ». Comme la CGT, il dénonce, en outre, l'attitude « constamment négative » du gouvernement et estime « qu'il doit assumer ses responsabilités ». Soit en modifiant la loi de décentralisation qui a confié la gestion du domaine public maritime aux départements, soit en pro-

cedant à la désaffectation des terrains des chantiers navals, qui ont, actuellement, pour destination l'implantation d'activités industrielles tournées vers la mer.

« Depuis près de deux ans, souligne M. Weygand, nous attendons ses propositions de relance industrielle... Pour une gestion cohérente du site, estime-t-il par ailleurs, la même autorité, quelle que soit la collectivité responsable, doit disposer, en même temps, du foncier, des bâtiments et de l'outillage ». Le conseil général abonde, en l'occurrence, dans le sens de la Lexmar en demandant, depuis plusieurs mois, à la banque Worms qu'elle lui rétrocède l'outillage au prix d'acquisition : 10 millions de francs et non pas 40 millions comme elle l'a prétendu. Mais celle-ci consent seulement à une location-vente jugée « sans intérêt » par le président du conseil général. Dans ces conditions, M. Weygand estime que « ceux qui se sont opposés au projet Lexmar, doivent, désormais, trouver un autre repère. Je ne discuterai plus, prévient-il, de l'air du temps... ».

GUY PORTE

Selon un sondage « La marche du siècle »-Figaro-SOFRES

Les opinions des catholiques pratiquants se rapprochent de celles de l'ensemble des Français

Le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, était l'invité de « La Marche du siècle », mercredi 28 novembre sur FR3, où il a commenté la publication d'un sondage Sofres (publié dans le Figaro du 28) sur le comportement des catholiques français.

Selon un sondage SOFRES pour le Monde en 1986 (1^{er} octobre), 25 % des catholiques pratiquants réguliers admettent le principe de l'avortement. Quatre ans après seulement, leur pourcentage a crû de plus de treize points (38 %), soit une progression exactement identique à celle de l'ensemble des Français (64 % en 1990 sont d'accord avec l'avortement, contre 51 % en 1986).

De même, s'ils étaient 49 % en 1986, à tolérer les relations sexuelles avant le mariage, les catholiques pratiquants réguliers sont aujourd'hui 69 % à les accepter, rejoignant presque sur ce point l'ensemble des Français (78 %). Le décrochage de l'opinion catholique se fait donc sentir aujourd'hui beaucoup plus par rapport à Rome (57 % des catholiques pratiquants réguliers en 1990 admettent le principe d'un désaccord avec le pape, contre 43 % en 1986), que par rapport à la société française, dont elle épouse de mieux en mieux les évolutions et les mœurs.

Ce résultat aurait dû catastropher le cardinal Lustiger, que beaucoup dépeignent comme l'avocat d'une sorte de « contre-société », colorée par la réaffirmation du fait moral et religieux. Pas du tout. L'archevêque de Paris s'est placé sur l'autre registre également mis en relief par cette enquête d'opinion : plus les catholiques semblent désertir leurs églises et se rapprocher des positions de l'ensemble de la société, plus l'opinion française attend de l'Eglise catholique qu'elle « s'élève », sans toutefois lui imposer « des pratiques précises », notamment sur les questions de morale privée : 41 % des Français expriment ce souhait en 1990, contre 33 % dans un sondage précédent de 1984.

L'archevêque de Paris a donc rempli, mercredi soir sur FR3,

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Docteur Saddam

A voir défilé à l'écran, dans les journaux télévisés américains, reportages et commentaires sur les réticences du Congrès ou le moral des troupes à l'avant et à l'arrière de l'opération « Désert », je me dis qu'il a vraiment de la veine, Saddam Hussein. Il lui suffit d'appuyer sur une touche pour prendre matin, midi et soir la température de l'adversaire. Là, aujourd'hui, il est très satisfait. Sa cure donne d'excellents résultats : cinq, puis dix, puis quinze gouttes d'otages, en vente dans toutes les bonnes pharmacies de Bagdad, à mettre dans la soupe au lait des leaders occidentaux pour l'empêcher de monter.

Tenez, regardez-le passer, hilare, de chaîne en chaîne, le stéthoscope au cou, entouré de ses intimes, Tarek Aziz en tête : Dis donc, ça n'a pas l'air d'être très fort, Papy Bush, là, en ce moment. Normal, je viens de voir les résultats de son analyse d'opinion, pas meilleurs que celle du Mimi. Baisse du taux d'adrénaline dans le sang et chute de tension.

— Regardez, patron, sur CBS, ce scanner de l'armée de métier

yankee. Pas brillant ! Elle a du mal à recruter, là maintenant. Elle manque de globules blancs. Même les Noirs se débinent, ils ont peur d'aller au casse-pipes.

— Zappe sur les boys stationnés en Allemagne qu'on attache à leurs familles éplorées pour les envoyer jouer au petit soldat dans le bac à sable saoudien. Excellent, ça ! Très encourageant. Ah ! voilà autre chose, la réunion du Conseil de sécurité. Monte un peu le son, tu veux, moi, les vocalises de Dumas, la guerre-là-le-vent-il-l'aura-Saddam, je m'en lasse pas. C'est d'un mélodieux !

— Attendez, patron, que je vous fasse un arrêt sur l'image... Voilà... A Washington, il n'y a plus que le Dr Kissinger pour préconiser un traitement de choc. Ils sont tous en faveur de la médecine douce, au Capitole.

— Tu vois, je m'étais pas trompé dans mon diagnostic. Elles sont devenues trop douillettes pour luter à mort contre le mal, les démocraties. Leurs défenses immunitaires s'affaiblissent. Je suis très inquiet, je me demande si elles vont passer l'hiver...

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Economie : « Un grand espace européen », par Lionel Stoléru ; Société : « Le temps de la culture », par Luc Ferry..... 2

La crise du Golfe..... 3

Les affrontements au Tchad

La France renforce le dispositif « Epervier »..... 4

Supplément Bruxelles

La troisième région de Belgique, enfin..... 7-8

M. Le Pen et les agriculteurs

Le Front national crée un « Cercle national »..... 10

SECTION B

L'accès de la culture aux handicapés

Un protocole d'accord entre le ministre de la culture et le secrétaire d'Etat aux handicapés... 15

Un entretien avec le maire de Paris

M. Chirac et la sécurité dans la capitale..... 16

SECTION C

LIVRES ♦ IDÉES

● Crébillon, le style et l'amour
● L'Algérie par-delà le remords
● La fin de notre enquête sur les prix littéraires
● Le feuilleton de Michel Braudet..... 25 à 34

SECTION D

M. Calvet isolé

Rupture au Comité des constructeurs automobiles européens : le patron de Peugeot SA pèle son inflexibilité face au Japonais... 37

La pénurie en Europe de l'Est

Un rapport des Nations unies craint que l'URSS et l'Europe de l'Est ne connaissent leur hiver le plus dur depuis la guerre..... 35

AFFAIRES

● Les déboires du comte Matuschka
● Les réseaux du marketing multinationnel
● Un entretien avec le PDG du groupe chimique Orkem..... 39 à 42

Services

Abonnements..... 43
Annonces classées..... 43
Carnet..... 21
Loto, Loterie..... 21
Marchés financiers..... 4-4-45
Météorologie..... 23
Mots croisés..... 21
Radio-Télévision..... 23
Spectacles..... 22

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 29 novembre 1990 a été tiré à 523 349 exemplaires.

En raison de la présence du chef de l'Etat à la Cour de Cassation

La préfecture de police de Paris interdit la manifestation des professionnels de la justice

La préfecture de police de Paris a interdit jeudi 29 novembre la manifestation des professionnels de la justice prévue le 30 novembre place Dauphine à Paris, derrière le Palais de justice.

Deux commissaires divisionnaires sont venus signifier en fin de matinée l'arrêté préfectoral au cabinet de M. Alain Mouton, avocat, chargé par l'Intersyndicale Justice des négociations avec la préfecture.

L'arrêté justifie ainsi cette interdiction : « Considérant qu'en raison du nombre et de la qualité des participants attendus en ce lieu qui jouxte le Palais de justice, il doit se tenir à partir de 15 heures une séance solennelle de la Cour de cassation, en présence du président de la République, pour commémorer le bicentenaire de cette haute juridiction, cette manifestation est susceptible d'entraver le déroulement des cérémonies officielles et par là même d'occasionner un trouble à l'ordre public. »

La préfecture propose un autre lieu, la rue de Lutèce, pourtant située face au Palais. L'Intersyndicale a aussitôt décidé de demander un sursis à statuer au tribunal administratif, tout en introduisant un recours au fond.

L'Intersyndicale, qui réunit quinze organisations professionnelles d'avocats, magistrats et fonctionnaires, avait lancé pour le 30 novembre un mot d'ordre de grève nationale et de paralysie de l'institution judiciaire, et appelé tous les professionnels de la justice à venir à Paris, précisément au moment où le président de la

République doit prononcer un discours devant la Cour de cassation.

La décision de la préfecture a été jugée « stupéfiante » par l'Intersyndicale. Ses motivations, estime-t-elle dans un communiqué, « violent le régime juridique des libertés publiques. On confond ordre public et ordre politique, voire ordre public et tranquillité du prince. En tant que telle, elle est inacceptable (...). L'Intersyndicale utilisera tous les moyens qui lui sont donnés pour faire prévaloir le droit sur l'arbitraire. »

Parkas parfaites 1190F

Avec les jours plus gris, elles se révèlent l'indispensable protection de l'homme dans le vent. En coton imperméable et léger, leur doublure matelassée vous isole du froid. Le modèle multi-poches, coloris blanc cassé ou safran 1190 F, avec empiècement façon peau, coloris gris ou gold 1480 F. Vendues à LA VOGUE, 38, bd des Italiens (Opéra) et centre commercial Vélizy 2.



AFFAIRES EXCEPTIONNELLES SUR LES PLUS GRANDES GRIFFES MASCULINES
COSTUMES 1190 F
VESTES 790 F

MADE IN ITALY

88 RUE DU FOG ST HONORE PARIS 8

Tél : 01 47 33 11 11

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE

- COMPARATIFS : les correcteurs orthographiques
- BANC D'ESSAI : Les meilleurs CD-ROM grand public
- Les pirates de la télécarte

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE